PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ VOUS !

# QUATRIEME INTERNATIONALE

6° Année

Val. 6 - Nº 3-4-5

**DOCUMENTS** 

ET

RÉSOLUTIONS

DU

2º CONGRES MONDIAL

DE LA

IVE INTERNATIONALE

(PARIS - 1948)



### SOMMAIRE

Editorial

	Le 2 <sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV <sup>e</sup> Internationale	( )
	A ceux qui n'étaient pas là	4
	Discours d'ouverture	5
	Communiqué du Secrétariat International	6
	La situation mondiale et les tâches de la IVº Internationale	
	(Résolution politique générale)	7
4	L'U. R. S. S. et le Stalinisme (Thèses)	25
	La lutte des peuples coloniaux et la révolution mondiale	54
	Dix années de combat (Rapport d'activité du Secrétariat	
	International)	76
	Résolution sur le caractère et les pouvoirs du Congrès	85
	Statuts de la IVe Internationale	86
	Résolution sur les groupes en Afrique du Sud	94
	Résolution sur le P. C. I. de Chypre	94
	La situation en Allemagne et les tâches des Communistes	
	Internationalistes allemands	95
	Résolution sur la réorganisation de la section allemande	100
	Résolution sur le Comité à l'Etranger des communistes inter-	
	nationalistes allemands	101
	Résolution sur l'Amérique latine	102
	Résolution sur les exclusions de la section française	103
	Le Parti Ouvrier Communiste (Italie) et la IVe Internationale	104
	Résolution sur le Parti Ouvrier Communiste d'Italie	108
	Le Workers Party des Etats-Unis et la IVe Internationale	111

Adressez votre correspondance à :

Mademoiselle Weill, Boîte Postale 124, Paris 15°

Notre Compte Chèques Postaux :

Mlle Weill, Boîte Postale 124, C. C. P. 5672-07

## Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

# IVE INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

éditorial

# Le Deuxième Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale

E Deuxième Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale vient de se tenir à

Deux ans après la Conférence Internationale d'avril 1946, les délégués de 22 organisations de la IVº Internationale, venus de tous les continents se sont réunis pour discuter des problèmes du mouvement ouvrier révolutionnaire et pour élaborer en commun la ligne de la IVº Internationale dans l'avenir immédiat.

Il y avait là, pour la première fois depuis la naissance du mouvement trotskyste international, les représentants d'un véritable mouvement mondial, construit et développé dans une lutte acharnée et constante contre des forces adverses et les courants les plus puissants, sur la base d'une communauté d'idées politiques fondamentales, d'un programme commun.

Ce programme est celui qui actualise la pensée du marxisme révolution-

naire à notre époque.

Les délégués au Deuxième Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale n'ont pas manqué de saluer le fait qu'ils se réunissaient au centième anniversaire du MANIFESTE COMMUNISTE, première déclaration programmatique du marxisme révolutionnaire et du mouvement ouvrier mondial qu'il inspira.

Le bilan de cent années de luttes du prolétariat mondial et des peuples coloniaux pour s'émanciper du joug de l'exploitation et de l'oppression capitaliste, et pour faire passer l'humanité tout entière du stade de sa préhistoire barbare à celui de la civilisation socialiste, apparaît à certains, à l'heure actuelle, plutôt pauvre et douteux. L'agonie du capitalisme se prolonge, broyant l'humanité entre les crises économiques, les guerres, les régimes dictatoriaux et fascistes, expressions de la décomposition totalitaire dévastatrice de la société contemporaine. La situation est encore plus assombrie par la dégénérescence monstrueuse de l'U. R. S. S. sous le règne de la bureaucratie soviétique, qui a défiguré le socialisme et doublé la barbarie capitaliste d'un phénomène qui, quoique différent dans ses origines historiques et dans son essence sociale, n'en reste pas moins symétrique.

Trois ans à peine après la fin de la deuxième guerre impérialiste qui a

of the first

INTERNATIONALE

ravagé la planète et a poussé au paroxysme toutes les contradictions du régime capitaliste, l'humanité se trouve à nouveau devant une chaîne de calamités inhérentes à la nature de ce régime aussi longtemps qu'il subsistera : per-pectives d'une nouvelle crise économique mondiale, menaces dictatoriales et fascistes, troisième guerre mondiale atomique.

Les délégués au Deuxième Congrès Mondial de la IVe Internationale ont

eu très âprement conscience de ces dangers. Ils ont constaté qu'ayant bénéficié du fait que le mouvement ouvrier, trahi par les réformistes et par les stali-niens, durant la guerre et au lendemain de celle-ci, n'a pas encore pu renverser le régime du capitalisme ni celui de la bureaucratie soviétique, la bourgeoisie mondiale, avec à sa tête l'impérialisme américain, se livre actuellement à une offensive économique et politique générale contre le niveau de vie et contre les libertés du prolétariat et des peuples coloniaux. Pour cette raison, ils ont cru nécessaire de lancer un vibrant appel à tous les exploités les invitant à souder leur front de classe contre l'offensive du capital.

Ceci constitue la tâche principale immédiate.

Mais la classe ouvrière en réalité ne peut remporter aucun succès véritable en restant sur la défensive et en ne poussant pas la lutte jusqu'à ses conséquences ultimes, la prise du pouvoir et le renversement du capitalisme.

Les contradictions internes de celui-ci, les nécessités économiques de son

fonctionnement le poussent inexorablement vers l'instauration de nouvelles dictatures bonapartistes et fascistes à travers le monde et vers une nouvelle guerre atomique. La menace réactionnaire se précise en France et en Italie, aux Etats-Unis, dans les pays de l'Amérique Latine et jusqu'aux Indes qui viennent à peine d'obtenir un gouvernement « national » de la bourgeoisie indigène.

Les préparatifs de guerre acquièrent aux Etats-Unis et ailleurs une impor-tance de plus en plus grande, le capitalisme s'efforçant d'ajourner la crise économique menaçante et de survivre avant tout par le développement de son économie de guerre.

C'est pour cette raison que l'appel du Congrès Mondial incorpore la nécessité immédiate du Front unique des opprimés dans la perspective plus générale de la préparation de la solution révolutionnaire afin d'éviter à nouveau le fascisme et la guerre.

Sous quelle direction cette solution peut-elle aboutir ?

La bureaucratie soviétique, qui se développa, au sein de la société éta-blie par la Révolution d'Octobre, comme une caste privilégiée incontrôlable, absolutiste, ne songe qu'à assurer et qu'à augmenter ses privilèges aux dépens des masses en U. R. S. S. même et dans tous les pays qu'elle contrôle. Ayant établi à cette fin en U. R. S. S. un régime politique bureaucratique et autoritaire, inconnu jusqu'alors dans l'histoire, elle défigure nécessairement le socialisme à l'extérieur, par des procédés bureaucratiques, policiers, barbares, qui repoussent les masses vers la passivité ou vers la réaction.

Dans le monde, les partis staliniens, instruments fidèles au service exclusif des intérêts de la bureaucratie soviétique dans ses rapports avec l'impéria-lisme, après avoir déconcerté et désorienté les masses par leur politique d' « union nationale » avec les bourgeoisies « démocratiques » se montrent maintenant incapables de rassembler ces masses dans un front commun contre l'offensive du capital et de la réaction, même quand ils s'efforcent d'utiliser la mobilisation effective des masses, (comme c'est actuellement le cas après le « tournant » décidé par le Kominform de Belgrade) non pour renverser universellement le capitalisme, mais pour faire pression sur l'impérialisme en vue d'un compromis avec le Kremlin. La direction stalinienne est historiquement condamnée et ne peut préparer, dans la mesure où elle conservera son con-

INTERNATIONALE QUATRIEME

trôle sur les grandes masses, que de nouvelles défaites et de nouveaux dé-

C'est pour cette raison que les délégués au Deuxième Congrès Mondial de la IVe Internationale appellent les travailleurs et les exploités du monde entier à approfondir le sens de la crise de l'humanité, qui est la crise de la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier, et à construire la nouvelle direction sous le drapeau de la IVe Internationale.

direction sous le drapeau de la IVº Internationale.

Mais le Congrès Mondial ne fut pas seulement la prise de conscience par une assemblée de militants révolutionnaires qui conservent, dans le mouvement désorienté, la flamme de la pensée marxiste révolutionnaire, de la réalité actuelle, de ses problèmes et de ses perspectives.

Il fut en plus l'expression de la détermination inébranlable de notre mouvement de persévérer dans son intégration organique, de plus en plus profonde dans les masses en lutte, et de sa confiance illimitée que la décision ultime, à travers une expérience sanglante, dramatique, longue surtout quand on la mesure à l'échelle d'une vie humaine, et grandiose quand on la voit dans le miroir de l'Histoire, appartient à ces masses qui préparent l'avenir dans le miroir de l'Histoire, appartient à ces masses qui préparent l'avenir socialiste de l'humanité.

La force de la IVe Internationale est celle de l'action révolutionnaire des masses parce que, comme Marx l'avait gravé il y a cent ans dans les pages immortelles du MANIFESTE COMMUNISTE, les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat et ne se distinguent que par l'intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement.

La IVº Internationale est le mouvement communiste conscient de nos jours. Son programme exprime les intérêts immédiats et historiques du prolétariat. Que les masses, aidées par leur expérience au cours des événements décisifs qui ne manqueront pas de marquer les années qui viennent commen-cent à se libérer de l'emprise des vieilles directions et elles reconnaîtront dans le mouvement de la IV<sup>o</sup> Internationale leur propre conscience élevée au niveau de leur mission historique.

Le Congrès Mondial rejeta avec mépris les lamentations, les jérémiades, les doutes des désabusés, des sceptiques, des critiques petits bourgeois de tout acabit qui ont perdu toute foi dans le prolétariat. De même il repoussa énergiquement les soi-disantes justifications « théoriques » de ceux qui acceptent comme une défiguration « nécessaire » de remplacer la révolution so-cialiste, qui ne peut être que l'œuvre consciente des masses démocratique-ment organisées en classe dominante, par la caricature totalitaire du staii-

La IVe Internationale fait totalement siennes les luttes des prolétaires, des peuples coloniaux, des exploités de tous les pays qui aspirent profondément à s'arracher d'un monde en décomposition et gouverné par deux forces historiquement réactionnaires, l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, et à jetes les bases d'une société humaine, égalitaire et libre, rendue possible pour la première fois dans l'histoire grâce aux prodigieuses conquêtes de

La foi de la IV<sup>e</sup> Internationale dans son avenir, c'est la foi dans l'avenir victorieux du mouvement ouvrier révolutionnaire et du socialisme. Comme le constate le Manifeste que le Deuxième Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale adresse aux exploités du monde entier :

« Aujourd'hui le bolchevisme vit à nouveau sur les cinq continents, ses idées se répandent, ses organisations se renforcent.

« Ayant survécu à la terreur de Staline et à celle d'Hitler, la IVº Inter-

nationale est sûre de son avenir, car en elle vivent tout le marxisme de notre époque et toute l'indomptable volonté émancipatrice du prolétariat mondial.

« A l'échelle d'une vie humaine, ses progrès peuvent sembler lents. A l'échelle de l'Histoire, sa victoire est déjà certaine. »

## A ceux qui n'étaient pas là

Ceux qui ont construit notre mouvement dans les années les plus difficiles ; ceux qui vaillamment ont avancé « contre le courant » tenant tête à la pression réactionnaire la plus formidable que l'humanité ait connue :

Marcel HIC et A. LEON qui, en pleine occupation nazie, reconstruirent le Secrétariat Européen et jetèrent les bases pour la consolidation de notre

organisation mondiale;

Léon LESOIL qui, pendant deux décades, fut le compagnon le plus fidèle de Léon Trotsky dans la lutte pour la construction de partis bolchéviks en Europe, notamment dans son propre pays, la Belgique ;

P. POULIOPOULOS qui fut, pendant un quart de siècle, le penseur et le militant révolutionnaire le plus puissant du prolétariat grec indomptable. éducateur d'une génération entière de marxistes du premier rang ;

CHEN-CHI-CHANG dirigeant du mouvement trotskyste chinois dont la vie est un reflet fidèle de l'interminable martyr du prolétariat colonial ;

TA-THU-THAU, qui construisit la première organisation de la IVe Internationale en Extrême-Orient dont la vie héroïque et le dévouement illimité sont entrés déjà dans la légende du prolétariat vietnamien ;

TRESCA (Biasco) et Nicola di BARTOLOMEO (Fosco) qui, dans les moments des pires défaites, rejoignirent les rangs du mouvement trotskyste et préparèrent ainsi les prémisses d'une nouvelle montée révolutionnaire du prolétariat italien ;

WALTER HELD qui représenta les meilleures traditions de l'avant-garde

allemande, invincible malgré l'écroulement de 1933 ;

V. WIDELIN dont le travail internationaliste parmi les soldats de la Wehrmacht dans les pays occupés reste un des plus forts exploits de la IVe Internationale pendant la seconde guerre impérialiste :

E. S. JACKSON, un des pionniers du trotskysme en Angleterre.

Henk SNEEVLIET et ses camarades qui, malgré les erreurs politiques qui les avaient momentanément éloignés de la IVe Internationale, ont fait leur devoir de révolutionnaires internationalistes jusqu'au bout en Hollande occupée ;

Les centaines de militants allemands, autrichiens, polonais, français, belges. vietnamiens, chinois, grecs, bulgares et soviétiques qui, connus ou inconnus, ont démontré dans l'action leur attachement inébranlable au programme de la IVº Internationale : tous ceux qui, assassinés par la Gestapo, la police impérialiste japonaise, le Guépéou ou la terreur stalinienne ; morts dans les camps, sur les îles et dans les bagnes, sont tombés sous les balles des bourreaux ou sous le poids de l'épuisement ;

Et, en premier lieu, le plus grand de tous, Léon TROTSKY sans lequel

ce Congrès Mondial n'aurait pas eu lieu.

Les délégués venus du monde entier à cette assemblée la plus représentative du mouvement révolutionnaire se recueillent émus devant leur sacrifice et commémorent en militants prolétariens leur souvenir impérissable, en consacrant tous leurs efforts à la réalisation du but pour lequel ils ont tous lutté :

## LA REVOLUTION COMMUNISTE MONDIALE!

# DISCOURS D'OUVERTURE DU SECRETAIRE DE L'INTERNATIONALE

Après avoir, sur mandat du Com té Exécutif International et du Secrétariat International, déclaré ouvert le Congrès et souhaité la bienvenue aux délégués, le secrétaire de l'Internationale prononça le discours suivant :

#### Camarades.

Deux ans environ après la tenue de la Conférence d'avril 1946, voici réunis dans cette salle les représentants de 22 sections et organisations de l'Internationale, venus d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie. Cet événement réalisé dans les conditions extraordinaires qui règnent depuis la fin de la deuxième guerre impér al ste dans le monde, et plus particulièrement dans les conditions d'extraord'na res difficultés qui assa llent de tout côté notre mouvement international, prend les proportions d'un véritable exploit La réalité et la vitalité de notre mouvement international trouvent dans la tenue de cette assemblée leur preuve la plus éclatante.

Nous sommes réellement en présence de l'assemblée internationale la plus représentative qui ait jamais été réunie par notre mouvement international depuis sa fondat on. Les organisations de notre Internationale, dans un magnifique esprit d'international sme révolutionnaire ont surmonté des difficultés énormes pour envoyer leurs représentants.

Cette assemblée se tient en un moment particulièrement crit'que de la situation internationale caractérisée par l'accentuation extrême de l'antagonisme des deux principales pu ssances mondiales, les Etats-Unis et l'U.R.S.S., et par la polarisat'on très avancée des antagonismes sociaux, qui laissent profiler de nouveau, en cas d'échec de la révolution socialiste mondiale, le spectre du fascisme et de la guerre atomique, c'est-à-dire la décompos t'on de la société capitaliste dans la plus affreuse barbarle. Cette assemblée se tient aussi à un moment critique pour le développement et l'avenir de notre mouvement, qui subit la pression de cette situation objective extraordina re.

Il sera nécessaire de faire face aux tendances qui expriment à l'intérieur de nos rangs des forces révisionnistes de notre programme et liquidatrices de notre mouvement.

Il sera aussi nécessaire en même temps de répondre positivement et clairement aux problèmes et aux questions que posent, à juste titre, les militants de notre mouvement international, en face d'une situation plus complexe que jamais.

Pour remplir ces deux tâches - défendre notre programme, notre mouvement contre les attaques révisionnistes et liquidatrices et tracer des perspectives claires et des tâches concrètes afin d'assurer le développement ultérieur de notre mouvement — nous nous rappelons que notre Congrès se tient à l'anniversaire du centenaire du Manifeste Communiste et de la fondation du socialisme scientifique qui a permis au mouvement ouvrier de bâtir son action révolutionnaire sur le roc de la théorie marxiste, dont nous sommes aujourd'hui les seuls et uniques continuateurs.

L'agonie du capitalisme a atteint son stade suprême, et menace l'humanité tout entière d'une chute dans la destruction et la barbarie. La solution socialiste s'avère plus nécessaire que jama's.

Le prolétariat mondial et les masses exploitées dans les pays capitalistes, semi-coloniaux et coloniaux ont donné et donnent constamment des preuves de leur profonde détermination de s'arracher à ce régime qui, par ses contradictions, a m's l'humanité à deux pas de sa destruction et de l'annihilation de tout progrès accompli jusqu'ici. La crise de l'humanité se concrétise par la crise de la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier. Le rôle de la IVº Internationale est d'œuvrer à la solution de ce problème. Nous sommes fermement convaincus que nous accomplirons cette tâche, parce que dans notre mouvement international vit et agit tout l'acqu's théorique et politique du mouvement marxiste révolutionnaire, qui s'achemine, à travers les enseignements et l'action de Marx et d'Engels, de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, de Lenine et de Trotsky.

Ce Congrès aura un rôle énorme à jouer dans ce sens,

Nous l'ouvrons avec une entière confiance en sa réussite.

Au moment où nous sommes prêts à commencer nos débats, notre pensée se tourne vers les très nombreux militants de notre internationale qui ont payé de leur vie, durant la deuxième guerre impérialiste et depuis, leur attachement à la cause du prolétariat de la IV. Internationale, à notre guide irremplaçable Léon Trotsky, à nos camarades dirigeants Léon Leso I, Widelin, W. Held, Peters, Marcel Hic, Pouliopoulos, Blasco, Chen Chi-Chang, Ta Thu Thau, Fosco, Jackson, et à leurs très nombreux compagnons de lutte dont je vous prie d'honorer debout la mémoire impérissable par une minute de silence.....

Notre Congrès envole aussi ses saluts les plus chaleureux à la camarade Nathalie Trotsky, au camarade Cannon, aux camarades trotskystes emprisonnés de Grèce, des Indes, du Viet-Nam, de Bol'vie, de Chine et d'ailleurs, aux trotskystes de l'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, d'Allemagne et d'Autriche, à tous les militants de notre internationale, ainsi qu'aux ouvriers du monde entier et aux peuples coloniaux, partout où ils luttent actuellement pour leur émancipation sociale et nationale.

Camarades, notre Congrès est ouvert.

## Communiqué du Secrétariat International

Les travaux du IIº Congrès Mondial de la IVº Internationale, commencés au début d'avril 1948 se sont étendus sur une durée de trois semaines. Environ 50 délégués représentant 22 organisations de la IV. Internationale et 19 pays différents assistaient au Congrès, qui a élé l'assemblée internationale la plus représentative tenue jusqu'à présent par le mouvement trotskyste mondial.

Parmi les délégués se trouvaient des représentants de la plupart des pays européens, y compris des pays sous occupation américaine ou soviétique, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique, du Moyen et de l'Extrême-Orient. Le nombre des représentants des pays coloniaux et semi-coloniaux était parliculièrement élevé.

Durant les travaux extrêmement laborieux du Congrès Mondial, d'importantes résolutions politiques ont été prises qui sont toutes reproduites dans le présent numero de « Quatrième Internationale ».

En outre, le Congrès a adopté un long Manifeste Programmalique adressé aux exploités du monde entier qui résume les principales idées politiques élaborées par le Congrès et qui est publié séparément en bro-

Un nouveau Com'té Exécutif International composé de 19 membres titulaires a été élu. Ce C. E. I. aussitôt réuni a élu un nouveau Secrétarial International.

Le Congrès a adressé ses salutations ainsi que l'expression de sa solidarité entière à la camarade Natalie Trotsky, aux militants trotskystes emprisonnés de Grèce, de Chine, du Vietnam, des Indes, de Bol vie, aux militants trotskystes de l'U. R. S. S., de Tchécoslovaquie, de Bulgarie, d'Allemagne, d'Autriche, aux ouvriers du monde entier et aux peuples coloniaux qui luttent actuellement pour leur libération sociale et nationale.

# La situation mondiale et les tâches de la IV<sup>e</sup> Internationale

(Résolution politique générale)

A Conférence d'avril 1946 a ana- tablement de grandes luttes des maslysé correctement les changements provoqués par la deuxième guerre impérialiste, ésquissé les perspectives révolutionnaires ouvertes par celle-ci et défini les tâches de la IV. Internationale pour la période qui suivait. Celles-ci restent encore, en grande partie, valables actuellement.

La défaite totale de l'Allemagne et du Japon, l'écroulement de la France, l'affaiblissement de la Grande-Bretagne ont complètement détruit le vieil équilibre entre les puissances impérialistes et laissé place à l'antagon sme dominant entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. L'Amérique est sortie de la guerre comme la principale puissance impérialiste engagée sur la voie de la domination du monde. Elle trouve son adversaiprincipal dans l'U. R. S. S. qui, mal-gré son affaiblissement intérieur, contrôle une vaste partie de l'Europe et de l'Asie.

Sur la base de la crise fondamentale du capitalisme à l'époque impérialiste, la guerre a ouvert, pour la bourgeoisie mondiale, une longue et nouvelle période d'équilibre instable ; c'est-à-dire une période de difficultés économiques et politiques, de convulsions et de crises, d'un pays à l'autre, qui engendrent inévi-

ses prolétariennes et coloniales. En se développant et en s'exacerbant, ces luttes mettent en danger le régime capitaliste lui-même.

Dans cette période la tâche prin-cipale de la IV Internationale, armée de son programme de transition, consiste à transformer ses organisations de groupes de propagande en partis de masses participant aux luttes quotidiennes des masses prolétariennes et coloniales, organisant et menant celles-ci à la conquête du

Cependant en l'absence d'une issue révolutionnaire, la crise accentuée du capitalisme menace de mener à nouveau au facisme et à la guerre qui, cette fois-ci, mettrait en péril l'existence et l'avenir de l'humanité tout entière.

Depuis la Conférence d'avril 1946 se sont produits des développements aussi bien sur le terrain économique que politique, permettant de définir, d'une façon plus précise, le caractère de la période aciuelle, ainsi que les perspectives et les taches dans le proche avenir. Ces développements se déroulent dans le cadre de la nouvelle période d'équilibre instable ouverte par la guerre et qui est loin d'être close.

#### I. - LA SITUATION ECONOMIQUE

#### I) L'EUROPE OCCIDENTALE ET LES ETATS-UNIS

Les destructions immenses, l'appauvrissement, l'inflation que la guerre a provoqués en Europe et dans plusieurs pays coloniaux et semi-coloniaux, ainsi que la dislocation du marché mondial qui s'ensuivit, ont déterminé, comme cela a été généralement indiqué correctement dans les documents de la Conférence d'avril 1946, une reprise profondément irrégulière de l'activité économique dans ces pays.

D'autre part, ce caractère irréguher de la reprise économique a été aggravé par le déséquilibre des rapports économiques entre tous ces pays et les Etats-Unis, créé par la guerre.

L'effort entrepris, durant l'année 1945, pour faire démarrer l'activité économique dans les pays de l'Europe Occidentale et dans les pays coloniaux et semi-coloniaux touchés par la guerre, n'a apporté que des résultats lents et maigres. La production a réalisé, surtout pendant la première partie de l'année 1946, des progrès d'une ampleur variant d'un

INTERNATIONALE

pays à l'autre. Mais elle n'a dépassé qu'exceptionnellement, dans certains pays, les niveaux déjà bas de la product on de 1938. Pour tous ces pays, et particulièrement pour les pays européens, y compris la Grande-Bretagne, le développement de la production fut en grande partie déterminé par les importations nécessaires à l'alimentation de leur population et de leur industrie, importations de provenance américaine et financées par des crédits américains.

Depuis le dernier trimestre de 1946, la production a montré une tendance à plafonner dans la plupart de ces pays. A mesure que s'épuisaient les dernières disponibilités en dollars, une année plus tard, la situation économique, aussi bien en France et en Italie qu'en Grande-Bretagne, menaçait de devenir littéralement catastrophique.

D'autre part les efforts anglo-américains pour ranimer la vie économique en Allemagne et pour accélérer sa reconstruct on n'ont pas donné, jusqu'à présent, de résultats appréciables.

Le « plan Marshall », c'est-à-dire la nouvelle aide financière des Etats-Unis aux pays de l'Europe Occidentale, échelonnée sur un certain nombre d'années, vise à éloigner l'éventualité de la catastrophe et à développer l'économie européenne sous le contrôle américain dans les limites compatibles avec les intérêts économiques des Etats-Unis, Cependant, continuer à subventionner pendant quelques années encore les importations vitales des pays européens, ne signifie en aucun cas qu'il sera possible de rétablir même l'équilibre économique d'avant-guerre.

Entre les deux guerres mondiales, le déficit de la balance commerciale du capitalisme européen décadent avait été compensé par les revenus des capitaux placés à l'étranger et par les recettes résultant de services rendus : frets, commissions, elc... La guerre a, en très grande partie, éliminé ces sources de revenus.

Seul un accroissement sensible de la production et l'ouverture de nouveaux marchés permettraient au capitalisme européen de compenser

ces pertes et de rétablir une balance de paiements favorable, qui le dispenserait de recourir constamment à un endetlement excessif envers les Etats-Unis.

Le « plan Marshall » n'arrête ni le mouvement en sens un'que des biens et des services vers l'Europe, ni l'accumulation des créances aux Etats-Unis. Ceoi est à la base du déséquilibre profond de l'économie mondiale consécutif à la guerre.

Dans l'immédiat il contribuera cependant à atténuer le caractère critique de la situation économique européenne, à éloigner la catastrophe qui menacerait les pays d'Europe occidentale en cas d'arrêt de nouveaux crédits américains, et à leur permeltre de faire face aux besoins absolument immédiats de leur industrie et du ravitaillement de leurs populations.

D'autre part, les Etats-Unis doivent maintenir sinon accroître les exportations de biens et de services pour que leur production puisse être maintenue à son niveau actuel et pour que l'éclatement de la crise économique soit retardé.

Cependant même le maintien des exportations américaines aux niveaux actuels par l'octroi de crédits, tout en privant les autres pays capitalistes des marchés dont ils ont besoin pour leur propre développement, ne jouera pas un rôle déterminant pour prévenir la crise aux Etais-Unis. En effet les exportations totales des Etats-Unis ne représentent qu'une partie très restreinte de la production totale de ce pays, son marché principal étant dans une très large mesure le marché intérieur.

L'économie américaine manifeste, depuis un certain temps, des signes avant-coureurs d'une dépression prochaine.

Après avoir atteint un très haut niveau, la production américaine stagne depuis le deuxième trimestre de 1947, tandis que la hausse des prix continue. Le fléchissement de la capacité d'achat du marché intérieur s'accentue, sans qu'il y ait un accroissement sensible des exportations.

#### 2) LES PAYS ASIATIQUES

L'économie des pays d'Extrême-Orient qui contribuaient puissamment avant la guerre au commerce mondial, continue à souffrir des conséquences de la guerre et de leur situation intérieure trouble. Le Japon, avant guerre le principal pays industriel et commercial par rapport aux autres pays de l'Extrême-Orient, et dont le rôle économique était semblable à celui de l'Allemagne, avant le déchaînement de la guerre mondiale, dans les pays de l'Europe centrale et balkan que ne participe presque plus au commerce mondial, et son économie dépend, à peu de choses près, exclusivement des importations américaines, subventionnées par l'octroi de crédits.

Les Indes s'efforcent avec peu de succès, d'ailleurs, de supplanter le Japon dans ce rôle, celui-ci restant le seul grand pays asiatique qui ait développé considérablement, durant la guerre, son appareil industriel et financier.

Epuisée par sa longue résistance à la domination japonaise, la Chine continue d'être le théâtre d'une guerre civile acharnée, qui draine ses principales ressources et empêche la reconstruction économique du pays. Il s'ensuit une inflation astronomique et une misère accrue pour toutes les couches exploitées du

pays, ce qui mine grandement la solidité de la dictature de Tchang-Kai-Shek

La situation trouble en Indonésie, en Birman'e, au Vietnam, retarde la reconstruction économique de tous ces pays producteurs de matières premières et limite leur participation au commerce mondial.

Une analyse de la situation économique mondiale montre qu'une reprise réelle de la production capitaliste sa heurte à de nombreux obstacles de nature économique et politique. La guerre n'a pas seulement aggravé l'agonie du capitalisme, mais elle a rendu celui-ci incapable de rétablir le marché mondial et un développement équilibré du commerce mondial.

L'économ'e américaine sur laquelle le reste du monde cap taliste repose lour-dement est elle-même menacée de l'écolatement d'une crise économique dans un avenir proche, crise qui, à son tour menace de bouleverser l'économie mondiale avant qu'elle n'ait atteint une stabilité relative.

#### 3) L'U. R. S. S. ET SES SATELLITES

L'économie soviétique a bénéficié pendant l'année 1947 d'une récolte favorable de blé et d'autres produits agricoles, ce qui a permis à la bureaucratie d'améliorer le ravitaillement en pain du pays ainsi que l'alimentation dans son ensemble.

Les résultats mentionnés quant à la réalisation du Plan Quinquennal semblent indiquer que la production industrielle suit en général le rythme prévu, mais qu'un retard considérable se manifeste dans certaines industries-clés: bois, machines agricoles, matériaux de construction, sidérurgie, papier, caoutchouc, certaines houillères.

L'effort productif est avant tout basé sur une intensification du contrôle de la bureaucratie sur les travailleurs, pendant que la productivité du travail était en baisse. Pour lutter contre la baisse tendancielle de la productivité du travail, la bureaucratie soviétique a procédé à une révision générale des normes de production qui déterminent les salaires.

Cette révision, généralisant le salaire aux pièces aussi bien dans l'industrie que l'agriculture, a pour point de départ une augmentation du minimum de production obligatoire correspondant au salaire établi, et signifie une intensification de l'exploitation de la force de travail des ouvriers soviétiques.

Ainsi les progrès de la reconstruction ne profitent qu'à la bureaucratie soviétique et aux couches privilégiées du prolétariat russe tandis que la grande masse des ouvriers est contrainte de travailler et de vivre dans des conditions économiques et politiques aggravées.

politiques aggravées.

Dans les pays de l'Europe qui sont contrôlés par l'U. R. S. S., des progrès économiques sensibles ont été réalisés grâce à l'application des différents « plans » élaborés par les gouvernements dominés par les staliniens et surtout grâce à la « paix sociale » assurée par les partis staliniens dans ces pays.

Pour contrecarrer l'application du « plan Marshall » en Europe Occidentale, la bureaucratie soviétique essaie de développer les échanges commerciaux entre l'U. R. S. S. et les différents pays sous son contrôle et de créer une sorte de circuit économique fermé centré sur l'U. R. S. S. Cependant le développement économique de ces pays qui conservent leur structure capitaliste fondamentale et sur lesquels pèsent les fardeaux des réparations prélevées par l'U. R. S. S. ainsi que le détournement d'une autre partie de leur production par celle-ci au moven des entreprises soviétiques établies dans ces pays, loin de favoriser une telle orientation, accentue au contraire la nécessité des échanges avec l'Occident et des importations américaines en capitaux et produits in-

Les intérêts de la bureaucratie

dustriels.

russe la forcent à accélérer l'intégration de l'économie de ces pays dans celle de l'U. R. S. S. et à accélérer leur industrialisation.

Dans la mesure où cette industrialisation a lieu bureaucratiquement, où les produits industries et les capitaux américains sont exclus, et où la Russie est incapable de fournir une telle aide, le développement de ces économies aura lieu par l'imposition du système russe de travail aux pièces, des différenciations et de la discipline du travail.

Ces facteurs ainsi que le fardeau reconstruction et de l'economie allemande.

indiquent que ces pays souffriront du même surmenage et des mêmes contradictions que l'économie russe et que leur développement industriel aura lieu aux dépens de l'élévation du standard de vie des travailleurs.

Un développement plus progressif de ces pays ne dépend pas de la création d'une économie fermée mais de l'unification et de la planification socialiste de leur économie et de l'extension de leurs liens économiques avec les pays les plus avancés de l'Ouest ainsi que de la reconstruction et de l'unification de l'économie allemande.

#### II. - L'EVOLUTION DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

L'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis qui domine les rapports internationaux a évolué dans le sens d'un raidissement accru de l'attitude de Washington et de Moscou.

L'impérialisme américain a réussi à resserrer son étreinte autour de l'U. R. S. S. et des pays que celle-ci contrôle et a poursuivi son offensive contre l'U. R. S. S. sur tous les plans : diplomatique, économique, politique, militaire et propagandiste.

L'O. N. U. a été progressivement transformée en un instrument diplomatique américain qui a, chaque fois, fait échec à toutes les tentatives de la diplomatie soviétique de faire passer sa politique. La création de la « Petite Assemblée » a pratiquement neutralisé l'efficacité du veto, dernière tranchée de défense, sur ce terrain, de l'U. R. S. S.

L'aide économique aux pays capitalistes de l'Europe Occidentale, systématisée dans le plan Marshall épaule puissamment la politique de Wall Street qui vise à les mettre exclusivement sous la coupe américaine, en éliminant les partis communistes des gouvernements.

La reconstruction de l'Allemagne Occidentale sous l'égide américaine créerait au cœur de l'Europe le levier le plus puissant pour la future désintégration économique et politique des pays du « glacis » soviétique, tandis que son pendant en Extrême-Orient, le Japon, est déjà soumis au contrôle exclusif des Etats-Unis.

Aux points les plus sensibles du front américano-russe mondial, en Grèce, en Turquie, en Iran, en Chine, en Corée, l'action diplomatique, économique et politique américaine, se combine à l'emploi de moyens purement militaires.

Une campagne de propagande anti-soviétique et anti-communiste, or-chestrée avec tous les moyens énormes dont dispose l'impérialisme américain, bat son plein aux Etats-Unis et dans les pays qu'ils influencent pour conquérir l'approbation publique de la politique américaine de la « cold war » (guerre froide) et pour préparer, le cas échéant, quand Wall Street le jugera nécessaire, la guerre pure et simple.

L'agressivité de la politique des Etats-Unis se développe à la mesure des nécessités expansionnistes de l'impérialisme américain sur tout le marché mondial et de l'importance grandissante pour l'économie américaine de son domaine militaire. Cette politique vise, pour le moment, à faire changer manifestement en sa faveur, par sa pression accrue sur tous les plans, le rapport des forces établi au lendemain de la guerre entre les Etats-Unis et l'U. R. S. S. et à amener celle-ci à négocier le compromis le plus favorable possible pour Washington.

L'impérialisme américain préfèrerait naturelement atteindre ses buts par des moyens pacifiques. Il n'a pas épuisé toutes les possibilités d'une expansion mondiale pacifique et ne ressentira l'impasse économique qu'après une amplification de la crise, dont l'éclatement, de toute façon, ne semble pas encore immédiat. D'autres facteurs supplémentaires expliquent pourquoi l'impérialisme américain est tenté d'ajourner l'épreuve militaire.

Stratégiquement, malgré sa supériorité en armements atomiques, ses positions sur le front international sont encore extrêmement faibles. L'instabilité qui règne dans les pays de l'Europe Occidentale et dans les

The same

pays asiatiques rend peu probable une aide immédiate efficace de leur part contre les puissantes armées de l'U. R. S. S. stationnées à leur proximité immédiate et doublées par la force quasi intacte des partis communistes dans tous ces pays.

OUATRIEME

Le déclenchement d'une guerre dans les conditions actuelles signifierait sa transformation rapide en une guerre civile internationale aux

résultats aléatoires.

L'impérialisme américain avant de se lancer dans la guerre, doit sentir effectivement l'impasse économique et avoir stabilisé, aussi bien en Europe qu'en Asie, des appuis solides qui lui permettront de croire qu'il pourra maîtriser rapidement et efficacement le chaos mondial, résultat inévitable de cette guerre.

Tout comme le fascisme, la guerre aussi n'est, en dernière analyse, que le chaînon final d'un cycle d'évolution économique et politique du capitalisme. Si rapidement que ce cycle soit actuellement parcouru, nous n'en sommes encore qu'à ses débuts.

Le moment où la crise économique éclatera aux Etats-Unis et son ampleur détermineront, en grande partie, les développements de la politique de ce pays, et accentueront de toute façon la course entre la guerre et la révolution.

En face de l'agressivité de la politique américaine, la bureaucratie soviétique a réagi en consolidant son contrôle sur les pays de sa zone et en raidissant l'attitude d'opposition des partis communistes dans les pays capitalistes qui pénètrent dans l'orbite américaine.

Les épurations successives et les procès d'intimidation contre les

groupements et les leaders politiques récalcitrants ou hostiles à la politique stalinienne qui ont eu lieu en 1947 dans la plupart des pays de la zone soviétique, ainsi que les événements de février 1948 en Tchécoslovaquie ont abouti à la domination de leurs gouvernements par les partis communistes et ont visé à la neutralisation et même à l'atomisation de toute opposition de droite et de gauche. Parallèlement à cette action politique, la bureaucratie soviétique, directement ou par ses agents, les partis communistes, a intensifié, dans tous ces pays, l'application de mesures économiques telles que l'élaboration des différents « plans » de production et la conclusion de trailés commerciaux, visant à lier davantage économiquement ces pays entre eux et avec l'U. R. S. S., et à les préserver comme un circuit autonome en dehors de l'attraction du système des pays du « plan Marshall ».

Pour riposter à la pression intensifiée de l'impérialisme américain et en conclusion de l'éviction des partis communistes du gouvernement dans les pays capitalistes, ainsi que de leur isolement par rapport aux autres partis bourgeois et socialistes, c'est-à-dire de l'échec manifeste de la politique qu'elle a menée depuis la « libération », la bureaucratie stalinienne a opéré le tournant décidé lors de la création du Kominform en septembre 1947.

L'antagonisme U. R. S. S.—Etats-Unis domine de loin la scène internationale, mais il n'éclipse pas totalement les antagonismes secondaires ni l'importance d'autres facteurs dans les développements politiques en d'autres pays du monde.

#### I) EUROPE

L'Allemagne reste le point de cristallisation non seulement des rapports entre l'U. R. S. S. et les Etats-Unis mais aussi entre les autres puissances impérialistes. Le degré de dépendance de l'Angleterre et de la France envers l'impérialisme américain qui s'est accru depuis un an, se manifeste entre autre dans le cas de l'Allemagne. La volitique esquissée par ces deux pays au lendemain de la liquidation de la guerre, de profiler de l'antagonisme U.R.S.S. Etats-Unis pour maintenir une position intermédiaire sous la forme d'un « Bloc Européen Occidental » indépendant a connu un échec com-

plet. Par contre la crainte d'une nouvelle poussée soviétique, accentuée depuis les événements de février 1948, en Tchécoslovaquie, a précipité la conclusion des alliances entre les pays de l'Europe occidentale (pacte à cinq, rapprochement franco-italien). Ces alliances loin de favoriser une position indépendante de ces pays accentuent au contraire leur dépendance envers les Etats-Unis qui d'rigent et animent ces alliances et qui seuls peuvent les rendre effectives.

La Grande-Bretagne que son affaiblissement a obligée à une série de reculs aux Indes, dans le Moyenpréférentiel impérial, au profit de son partenaire encombrant, les Etats-Unis, a dû lui abandonner non sans réticence en Allemagne la direction économique et politique de la « bizone ».

La France, de plus en plus obligée de recourir à l'aide américaine s'est vue contrainte de n'élever que Ruhr.

Orient et en Europe, ainsi qu'à la des protestations verbales contre la suppression partielle du système politique américaine en Allemagne, et d'abandonner pratiquement tout espoir de remplacer celle-ci comme pivot de la reconstruction, sous contrôle américain de l'Europe. Elle se contenta de réaliser le raftachement économique de la Sarre et de persister à réclamer sa participation au « contrôle international » de la

Ceci se démontre encore une fois

#### 2) AMERIQUE

Sur le continent américain la pression économique, politique et militaire des Etats-Unis sur les autres pays a réussi à ressouder les forces réactionnaires de l'hémisphère occi-dental contre l'U. R. S. S. sous l'égide des Etals-Unis, à unifier les organisations militaires de ces pays et à renforcer l'offensive de la bourgeoisie latino-américaine contre le prolétariat.

Cependant la politique mondiale de l'impérialisme vankee, loin de favoriser l'essor du capitalisme latino-américain, constitue en réalité son principal obstacle, en s'opposant à l'industrialisation et au développement économique autonome

de ces pays.

dans le rôle par rapport au plan Marshall que l'impérialisme yankee assigne aux pays latino-américains : ajourner leurs projets d'industriali-sation pour suppléer aux besoins en matières premières et en produits d'alimentation de l'économie européenne et continuer ainsi à dépendre exclusivement des Etats-Unis en ce qui concerne leurs besoins en produits industriels. Cependant, quelques-unes des bourgeoisies latino-américaines (Argentine, Uruguay, Venezuela) ont su profiter de l'antagonisme U. R. S. S.-U. S. A. pour en tirer des bénéfices économiques limités.

#### 3) ASIE

En Asie, différentes situations se développent sous le signe général d'une instabilité politique et économique persistante.

Le Japon est soumis à un strict contrôle économique et politique américain. Le but de la politique américaine dans ce pays consiste à faire de lui la principale base économique et stratégique de l'impéria-lisme yankee en Extrême-Orient.

Aux Indes, la division entre Pakistan et Indoustan, suscitée par l'Angleterre, loin d'avoir accéléré leur indépendance du joug impérialiste, les a plongés dans une confusion et une impuissance plus grande, dont profilent précisément l'impérialisme britannique et les forces réactionnaires indigènes.

La bourgeoisie indienne s'est avérée incapable de mener une lutte conséquente et efficace contre l'impérialisme étranger et de résoudre les problèmes de la révolution dé-

mocratique et nationale.

Seul le prolétariat, dont le nombre et l'importance sociale ont considérablement augmenté depuis la dernière guerre et qui est entré

puissamment en lutte contre la bourgeoisie indigène, sera capable, à l'avenir, de jouer le rôle moteur dans la révolution indienne, acheminant celle-ci vers l'instauration de la République Fédérative Socialiste des Indes.

En Chine la lutte entre les armées « communistes » appuvées par Moscou et les armées de Chang-Kai-Chek appuyées par Washington ont atteint les proportions d'une véritable guerre, dans laquelle sont engagées, chaque jour plus, de nouvelles forces matérielles et humaines des deux côtés. L'enjeu de cette lutte des deux camps opposés est le contrôle des positions économiques et stratégi-ques clefs dans cette partie importante du continent asiatique.

Jusqu'à maintenant les armées pro-soviétiques ont acquis des avantages sensibles, avant obtenu le contrôle de la presque totalité de la Mandchourie. Elles ont été grandement aidées dans cette tâche par la politique de réforme agraire qu'elles introduisent dans les territoires qu'elles occupent.

Cependant, seule la liaison de la

la lutte des armées paysannes à la lutte des ouvriers des grandes villes du sud, menée dans le cadre des objectifs et de la perspective de la révolution socialiste prolétarienne, neut apporter une solution aux masses chinoises. Une telle solution présuppose la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire, qui dans l'action arrache la direction du mouvement au stalinisme qui lutte pour les intérêts de la stratégie mondiale de la bureaucratie soviétique et non pour la libération nationale et sociale des masses chinoises. Sous la pression accrue des armées du Yenan dans le Nord, et des mouvements des masses prolétariennes qui ont repris depuis 1946 dans les grands centres du Sud, Tchang Kai-Shek a mis fin aux mesures de « démocratisation » avec lesquelles il avait essayé de conquérir une base sociale pour sa dictature minée. Toujours aidé par l'impérialisme

OUATRIEME

américain, il essaie de se maintenir au pouvoir en recourant à nouveau à la force brutale, mais avec moins de chances de succès que jamais.

Tous les efforts entrepris jusqu'ici par l'impérialisme américain, pour stabiliser la situation en Chine et pour ouvrir l'immense marché de ce pays à une exploitation intense, ont échoué. C'est cet échec qui en partie a déterminé l'intérêt particulier que Washington accorda dernièrement au Japon.

En Indonésie et au Vietnam, ni l'impérialisme hollandais, ni l'impérialisme français n'ont obtenu un résultat décisif par les armes. Un équilibre instable s'est établi entre les forces en présence.

Dans le Moyen-Orient, en dépit de la croissance du prolétariat et du développement du mouvement syn-

dical, en dépit de l'agitation souterraine qui, dans la lulte des masses, surgit de temps en temps sous forme de grèves et de démonstrations, la direction féodale actuelle du mouvement national arabe est restée inébranlée.

La création de la Ligue arabe par l'impérialisme britannique contre l'U. R. S. S. et comme un facteur de consolidation contre les convulsions internes a eu pour conséquence de fortifier les revendications des Etats arabes et leurs capacités de marchandage en vue d'obtenir des traités plus avantageux avec l'impérialisme britannique (Egypte, Irak).

En résultat de trente années de politique impérialiste en vue de la création d'une minorité juive en Palestine, l'impérialisme a réussi pour le moment à dévoyer le caractère de la lutte nationale d'une lutte anti-impérialiste en une lutte an-

Il est possible que, lorsque la lutte en Palestine prendra la forme d'une guerre civile totale. l'impérialisme américain qui ne peut permettre que sa « ceinture de défense » soit déchirée par une guerre intérieure, envoie des troupes pour subjuguer les parties belligérantes. Dans une telle circonstance, les masses arabes auront une fois de plus à faire face à la perspective d'une domination impérialiste directe et la lutte nationale sera portée sur un plan plus élevé.

Dans tous ces pays coloniaux et semicoloniaux, la poussée des masses, avant tout faute d'une direction prolétarienne révolutionnaire, n'a pu aboutir à la solution d'aucune des tâches de la révolution démocratique nationale, mais l'impérialisme n'a pu également rétablir jusqu'ici des rapports d'exploitation

tant soit peu stables.

#### III. - LES ANTAGONISMES SOCIAUX

La polarisation, sur le terrain des rapports internationaux, entre l'U.R.S.S. et ses satellites d'une part et le camp des pays capitalistes sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue, au sein de plusieurs pays capitalistes.

Embarqué dans sa course à la domination mondiale, l'impérialisme américain doit tendre à devenir le maître incontesté chez lui. Mais à la fin de la guerre, il fut défié par une formidable vague de grèves qui montra au monde entier la puissance révolutionnaire latente de la classe ouvrière américaine. Wall Street dut céder temporairement et circonvenir ce défi au lieu de le relever directement.

Mais le soulèvement puissant des travailleurs américains resta limité au domaine économique. Les sommets de la bureaucratie syndicale, alliés aux vieux partis capitalistes, l'empêchèrent d'acquérir une expression politique. Ceci permit à la bourgeoisie d'organiser sans encombre sa contre-offensive qui culmina dans la loi anti-ouvrière scélérate Taft-Hartley. En combinaison avec la campagne antisyndicale, les capitalistes lancèrent une féroce campagne antirouge. Toutes deux servirent de contre-parties intérieures à leur politique étrangère antisoviétique et anticommuniste. ce parle dans le même sens. Ce mouvement est une tentative de la bourgeoisie de canaliser le courant de politisation accrue de la classe ouvrière américaine et de le dévier

Quoique la contre-offensive de la classe dirigeante américaine ait été généralement victorieuse sous tous ses aspects, grâce au rôle réactionnaire et poltron de la bureaucratie ouvrière, son effet sur la classe ouvrière n'a pas élé celui d'une défaite écrasante. La résistance aux dispositions répressives de la loi Taft-Hartley a été relativement faible. Le gros de l'AFL et du CIO, y compris le syndicat autrefois progressif de l'Automobile, s'est incliné devant ces dispositions. Seuls les mineurs, les travailleurs de l'acier, ceux des trains, etc..., ont pris la décision nette de défier la loi. Ceux-ci ne sont pas une force négligeable, mais représentent d'importants nombres dans des industries clefs. La classe ouvrière américaine relativement ieune n'a pas été complètement consciente des implications de la contre-offensive du capitalisme. Le parti révolutionnaire est encore trop faible pour intervenir avec efficacité. Mais les rapports entre le rôle réactionnaire de Wall Street à l'étranger et sa campagne antiouvrière à l'intérieur deviennent de plus en plus évidents. Plutôt que de profiter de l'expansion impérialiste comme ce fut le cas en Grande-Bretagne au 19° siècle - les ouvriers américains ont à payer pour celle-ci dès son début et en sont les premières victimes.

Cette compréhension qui se fait jour et l'inflation dévorant le niveau de vie des ouvriers américains, sont en train de préparer le terrain pour de nouvelles explosions sociales aux Etats-Unis. L'approche de la crise économique ne peut qu'accélérer leur éclatement. Le fait que cette fois-ci un soulèvement des travailleurs prendra une forme politique est indiqué par une tendance générale vers une action politique indépendante au sein des syndicats. Elle est la plus forte à présent à l'échelle locale et se trouve encore isolée. Mais le fait que le dernier congrès national de l'AFL conservatrice abandonna sa tradition de « neutralité politique » et, à la suite du CIO plus avancé, créa sa propre « Ligue Ouvrière Politique et Educationnelle » est un signe important des temps. Le succès que connaît actuellement le mouvement de Walla-

ce parle dans le même sens. Ce mouvement est une tentative de la bourgeoisie de canaliser le courant de politisation accrue de la classe ouvrière américaine et de le dévier de la création d'un parti ouvrier indépendant (Labor Party) sur la voie d'un troisième parti capitaliste « libéral » et « pacifiste ». La prochaîne période aux Etats-Unis peut montrer une formidable politisation de la classe ouvrière et renouveler, dans le domaine politique, la montée tempélueuse du CIO dans les années 1930.

En Europe Occidentale, l'impérialisme américain n'a pas encore trouvé une base de soutien solide dans les régimes existants malgré les avantages considérables acquis par la bourgeoisie depuis la « libération ».

L'impuissance dont ont fait preuve jusqu'ici les gouvernements de coalition qui se sont succédés depuis la « libération » dans les pays de l'Europe Occidentale, avec la participation des socialistes et des communistes, la persistance et souvent l'aggravation de l'inflation, des difficultés alimentaires, et même du chômage dans certains pays (Italie) provoquent le mécontentement grandissant surfout des masses petitesbourgeoises, qui se détournent de la gauche pour chercher ailleurs une solution de stabilité. Ceci est également vrai, dans certaines limites, pour la Grande-Bretagne. La radicalisation des masses s'y exprima dans un raz de marée qui amena le Labour Party au pouvoir en 1945. La politique du gouvernement travailliste fut celle d'un « socialisme » qui permettait aux capitalistes de s'agripper à leurs profits tout en « égalisant » une austérité qui signifiait des restrictions croissantes au niveau de vie des larges masses. Dans ces circonstances, un glissement à droite des masses petites bourgeoises était inévitable. Comme l'ont montré les dernières élections municipales, le parti Tory de Churchill a été capable d'en profiter. Mais ces conditions produisent en même temps une plus grande polarisation au sein du Labour Party qui conserve son monopole sur la politique de la classe ouvrière. Un conflit entre une aile gauche représentant les aspirations socialistes des travailleurs et l'aile droite qui forme le gouvernement est en route.

C'est surtout en France et en Italie que la polarisation se fait à un rythme plus rapide que partout ailleurs. Le regroupement réactionnaire du « Rassemblement du Peuple Français » de de Gaulle en France et les différents mouvements néofascistes et le renforcement du centre catholique en Italie, expriment la nouvelle orientation réactionnaire dans laquelle s'engagent les masses petites bourgeoises déçues par l'impuissance des partis ouvriers traditionnels.

Cependant nulle part encore en Europe, pas même en Grèce, la bourgeoisie n'a pu infliger une défaite décisive au prolétariat ni instaurer un régime fort qui soit stable.

La classe ouvrière conserve ses forces et son élan combattif, comme cela a été démontré dans les grandes luttes ouvrières qui ont marqué l'année 1947 en France, en Italie et, dans une moindre mesure en Belgique, en Hollande et en Angleterre. Ces luttes ont ouvert une nouvelle élape dans les rapports des classes et, plus spécialement dans les rapports du prolétariat avec ses directions traditionnelles.

Pour la première fois depuis la libération », de larges couches ouvrières sont entrées en lutte pour la défense de leur niveau de vie, contre la hausse galopante des prix, contre les restrictions et les difficultés alimentaires, en poussant leurs directions à l'action, et même en les débordant, là où celles-ci résistaient.

L'expérience acquise par les masses lors de ces combats et le caractère plus précis de la menace réactionnaire en France et, en partie, en Italie aussi, déterminèrent une politisation accrue des luttes ouvrières.

La bourgeoisie, consciente de la précarité de sa situation économique et de la force combative du prolétariat, avance avec prudence dans son offensive économique et politique. Elle cherchera, aussi longtemps que possible, à prolonger l'existence des régimes « centre-droite » qui sur le terrain parlementaire ont remplacé les gouvernements « gauche-centre ». Elle mise à cet effet, en France et en Italie, après l'exclusion des communistes, sur une prochaine amélioration possible de ses positions économiques, par l'application du « plan Marshall », et par la négociation possible au bout d'un certain temps d'un compromis avec l'U. R. S. S., ce qui attenuerait l'opposition des partis communistes.

Cependart, seules l'amplification et la coordination des luttes ouvrières, sur la base d'un programme révolutionnaire, combinant les mots d'ordre revendicatifs économiques et politiques élémentaires des masses aux mots d'ordre qui conduisent à l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans, peuvent constituer un barrage efficace aux menaces réactionnaires et ramener la petite bourgeoisie dans l'orbite ouvrière

De toute façon, en cas d'aggravation continue des rapports U. S. A.-U. R. S. S., de polarisation accrue des antagonismes sociaux et du maintien de l'impuissance des partis « ouvriers » il est probable que la menace réactionnaire se précisera en France et en Italie.

Dans ces conditions il est probable également que ces deux pays deviendront le théâtre d'une âpre guerre civile meltant aux prises les forces de la dictature bourgeoise et les masses. Dans cette perspective, les partis staliniens, menacés dans leur existence au cas où un compromis de l'U. R. S. S. avec l'impérialisme américain n'apparaîtrait pas proche, seraient acculés à combattre, même par les armes, comme en Grèce, et cela même dans le cas où, en France par exemple, de Gaulle arriverai: au pouvoir par les voies « constitutionnelles ».

Les antagonismes sociaux se développent avec acuité également dans les pays coloniaux et sem:-coloniaux.

Dans les pays de l'Amérique latine, l'euphorie passagère de la guerre a cédé la place à une crise économique aiguê qui se manifeste par l'ampleur de l'inflation et, en parlie, du chômage.

Dans les conditions économiques d'une part, dans la situation du mouvement syndical et politique du prolétariat et étant donné le poids relatif actuellement plus fort des bourgeoisies nationales, d'autre part, la première vague révolutionnaire en Amérique Latine — reflet de la montée révolutionnaire du prolétariat mondial en 1945 — fut capitalisée par la bourgeoisie en général ainsi que par la petite-bourgeoisie nationale de quelques pays de l'Amérique Latine (Brésil, Argentine, Cuba, Bolivie, Venezuela, Colombie, Panama etc...). Celles-ci commencent à se livrer à des oppositions à l'impérialisme. La faiblesse économique et politique de la bourgeoisie provenant essentiellement de sa crainte

du mouvement révolutionnaire des masses, son impuissance et ses contradictions et le manque de perspectives historiques du capitalisme ont amené la petite-bourgeoisie à freiner le mouvement des masses, à les détourner de leur voie historique et de leurs aspirations révolutionnaires. Incapable d'affronter l'impérialisme de manière révolutionnaire, la petite-bourgeoisie paraiyse le mouve-ment révolutionnaire des masses. De nouvelles capitulations, des manœuvres diplomatiques, des spéculations positiques el financières avec le capitalisme, lui ont rapporté des profits sous forme de concessions (Argentine en premier lieu, Brésil, Venezuela, Cuba). En même temps, l'énorme pression économique, politique et militaire de l'impérialisme vankee entraîne avec lui dans sa campagne anti-soviétique de préparation à une troisième guerre mondiale, toutes les bourgeoisies nationales.

Bien que la vague révolutionnaire du prolé ariat ait été capitalisée par la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie (à leur profit), le prolétariat a pu obtenir une série de conquêtes économiques et politiques que la bourgeoisie essaye aujourd'hui de lui reprendre constamment. Le prolétariat fut freiné et trompé dans sa montée politique révolutionnaire par la démagogie de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, par la politique réformiste, bureaucratique et bourgeoise de collaboration de classes des communistes, par la politique proimpérialiste des socialistes et des organisations de la petite-bourgeoisie démocratique. Mais cetle première vague révolutionnaire laissa des marques profondes. Elle a été la première expérience politique dans laquelle les masses ont manifesté leur désir révolutionnaire d'intervenir en tant que classe dans la solution des problèmes nationaux. Les bourgeoisies nationales pour leurs propres intérêts, et sous la pression persistante de l'impérialisme essayent de liquider tout vestige d'expérience politique au sein du prolétariat, pour qu'il ne puisse utiliser celle-ci pour ses propres intérêts de classe. Eiles essayent dempêcher toute activité indépendante de classe de sa part, et de lui enlever à chaque instant tous les droits démocraliques, économiques et politiques acquis. Elles tentent de lui faire porter tout le poids de l'inflation, des conséquences de la politique protectionniste, etc...

Dans l'ensemble des pays de l'Amérique latine, la bourgeoisie essaye de liquider lentement mais graduellement tout mouvement de classe. Mais le prolélariat encore désorienté, soumis à la pression et à la tromperie combinés de la politique stalinienne et des bourgeoisies nationales, ainsi que de l'impérialisme et de ses agents dans le camp ouvrier, socialistes, petits-bourgeois, etc... malgré l'absence d'une direction révolutionnaire, étant donné la faiblesse de la IVº Internationale, mondre sa vigueur au travers de greves dans les principaux pays (Argentine, Brésil, Pérou, Mexique, Uruguay, Chili).

Dans les colonies africaines de l'impérialisme français ainsi qu'en Egypte et dans les pays arabes du Moyen-Orient, le jeune mouvement ouvrier se distingue pour la première fois depuis la récente guerre par son intervention propre dirigée à la fois contre l'impérialisme étranger et contre les classes possédantes indigenes.

Au Japon, malgré l'occupation américaine, le mouvement ouvrier est en pleine progression. Cela se manifeste dans l'impétueux essor des syndicals, l'ampleur des grèves revendicatrices et les succès politiques remportés aux élections par les socialistes, première étape de radicalisation des ouvriers japonais.

Aux Indes le recul apparent de l'impérialisme britannique sur la scène politique et la mise au premier plan de la bourgeoisie indigene ont intensifié la lutte des classes dans ce pays.

En présence des multiples problèmes et des revendications qui agitent les énormes masses paysannes et ouvrières exploitées de ce pays, la bourgeoisie indigène incapable d'apporter une solution, durcit d'une part son attitude réactionnaire envers les masses et d'autre part voit s'accentuer ses dissensions internes. La crise du parli du Congrès, (séparation d'avec lui du parti socialisté, etc...) a été accélérée depuis l'assassinat de Gandhi et est significative de la longue période de difficultés politiques grandissantes dans laquelle est entrée la bourgeoisie indienne, difficultés qui ne manqueront pas de favoriser la progression du parti révolutionnaire. De très grandes grèves dans tous les centres industriels du pays - souvent dirigées par des militants trotskystes — marquent le puissant ré-veil du prolétariat indien contre la daux et aux impérialistes.

En Chine, la nouvelle vague de mesures réactionnaires de la dictature de Tchang-Kai-Shek est loin d'avoir eu rason de la combativité du prolétarial chinois des grandes villes du Sud, luttant pour la défense de son n.veau de vie avili par l'inflation fantastique et de ses libertés démocratiques.

bourgeoisie indigène alliée aux féo- à travers le monde continue à donner des preuves de sa vitalité et de la détermination des masses à s'affranchir du joug de l'exploitation. Dans certains pays européens, notamment en Grèce, en Italie, et dans certains pays du « glacis » soviétique (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Bulgarie), de l'Amérique Latine (Chili, Brésil, Bolivie) et de l'Asie (Japon, Corée, Indes, Viet-Nam, Indonésie), il a dépassé de loin tout ce qui En général le mouvement ouvrier s'était produit antérieurement.

#### IV. - LA SITUATION DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement ouvrier est sorti de la guerre mondiale groupé principalement derrière les organisations staliniennes, et ceci à l'échelle internat.onale. Mais, depuis, la différenciation dans son sein n'a pas cessé un seul instant.

Le prolétariat se dirigea initialement vers les partis communisles espérant que ceux-ci joueraient, en définitive, un rôle révolutionnaire, et, dans ce sens, le reniorcement gigantesque du stalinisme au lendemain du conflit impérialiste démontra une fois de plus, la détermina-

tion du prolétariat à s'arracher au chaos sanglant du régime capitaliste. Cependant nulle part les partis staliniens n'ont répondu aux espérances des masses exploitées. Au contraire, leur politique opportuniste de collaboration des classes, en face d'une situation qui exigeait des solutions radicales, a semé, graduellement, le mécontentement et le désarroi dans le prolétariat, tandis que les masses petites bourgeoises, qui avaient tout d'abord fait confiance aux partis communistes, se retournaient vers la droite.

#### I) LES PARTIS SOCIALISTES

C'est surtout dans les pays européens que les partis socialisles ont conservé une base, malgré la perte d'une grande partie de leurs effectifs ouvriers au profit des staliniens. C'est la preuve que les masses ne peuvent saire leur expérience complète du réform sme en l'absence d'un parti véritablement révolutionnaire et que l'existence de trad.tions et d'un appareil jouent, en loute oc-casion, un rôle conservateur qui n'est pas négligeable. Une autre raison supplémentaire expliquant la survivance des partis socialistes, c'est que ces partis ont, à l'époque impérialiste, comme base sociale principale, des éléments de la petite bourgeoisie qui, par leur situation sociale et leur mentalité, oscillent constamment entre la bourgeoisie et le prolétariat, et qui ne peuvent être attirés par celui-ci qu'à des moments décis ss de la lutte de classe, et en présence d'un fort parti révolutionnaire capable, par sa puissance, de vaincre leurs hésitations et de les entraîner vers la révolution ou de les neutraliser en face d'elle.

La perte par les socialistes d'une partie de leur base ouvrière au len-

demain de la guerre, au profit des partis communistes, a été un phénomène général d'une ampleur variable dans tous les pays d'Europe et du monde.

Mais, tandis que dans les pays scandinaves, en Angleterre et en Australie, c'esl-à-dire là où les traditions des partis socialistes étaient les plus fortes et la situation objective du capitalisme relativement meilleure, la radicalisation des masses se manifestait principalement par le renforcement de ces parlis, dans tous les autres pays d'Europe et du monde, la radicalisation ouvrière se manifesta, pendant les années 1945 et 1946, par le renforcement des partis communistes au détriment des partis socialistes.

C'est surtout en France, en Italie et dans certains pays du glacis soviétique que les partis socialistes ont enregistré leurs plus grandes pertes au profit des partis communistes. L'évolution ultérieure a modifié sensiblement cette situation. Dans les pays soumis au contrôle soviétique, c'est-à-dire là où l'expérience de la politique stalinienne fut la plus décisive pour les masses, il s'opéra un nouveau déplacement des

qui polarisèrent le mécontentement prolétarien devant les abus nationalistes, bureaucratiques et policiers du stalinisme.

En imposant l'unification des partis socialiste et communiste dans un parti unique, les staliniens tentent de mettre fin à un tel développement et de garder un contrôle exclusif sur la classe ouvrière.

Dans tous ces pays, y compris l'Allemagne et l'Autriche, les organisations de la IVº Internationale ont pour tâche d'accorder une importance particulière aux organisations socialistes qui subsistent et d'envisager concrètement l'opportunité d'une tactique entriste partielle dans ces organisations, ou même totale dans certains cas.

Dans les autres pays de l'Europe Occidentale et ailleurs, les partis socialistes, tout en ayant perdu une partie, parfois très considérable, de leur masse prolétarienne, comme c'est le cas surtout en France, n'ont cessé de constituer un terrain de

ouvriers vers les partis socialistes, travail important pour le développement de notre mouvement international, comme le démontre l'exemple de la France, de l'Italie, de l'Australie et des Indes. Aussi longtempa que n'émergera pas et ne s'affirmera pas définitivement au sein du mouvement ouvrier un pôle d'attraction autre que celui des directions traditionnelles, il y aura un va-etvient de masses ouvrières confuses entre les partis socialistes et communistes.

D'autre part, la politique présente du stalinisme, loin de pouvoir assurer l'isolement grandissant du réformisme, favorise le maintien de sa base et même l'élargissement relatif de celle-ci à ses dépens. Cela est également vrai pour la politique de la social-démocratie en sens inverse.

La décomposition réelle des partis socialistes ne s'accomplira que par la force d'attraction de la IVº Internationale, qui peut polariser les courants centristes de gauche qui se développent inévitablement au sein de la social-démocratie.

#### 2) LES PARTIS COMMUNISTES

La constitution en septembre 1947 du Kominform de Belgrade a marqué un changement dans la politique des partis communistes.

Tirant les conclusions d'une part de l'agressivité accrue de l'impérialisme américain contre l'U. R. S. S. et ses satellites, ainsi que contre l'influence des partis communistes dans les autres pays capitalistes, de leur exclusion des gouvernements, et d'autre part de la pression des masses qui avaient donné des signes de désaffection accrue envers ces partis, la bureaucratie stalinienne a décidé

un « tournant à gauche ».

Il s'agit, dans les cadres de la politique de collaboration des classes, de mettre l'accent sur la mobilisation des masses prolétariennes, en partant de leurs revendications élémentaires, pour utiliser leur pression comme moyen de chantage sur l'impérialisme américain et sur les bourgeoisies indigènes, afin de contrecarrer leur orientation antisoviétique et de les amener à négocier un compromis avec l'U. R. S. S.

L'ampleur de ce tournant dépendra de l'évolution des rapports U. R. S. S.-Etats-Unis. Dans la mesure où la tension internationale actuelle persistera et où les différentes bourgeoisies nationales, à l'instigation de l'impérialisme américain, accentue-

ront leur politique anti-stalinienne et menaceront l'existence même des partis communistes, il n'est pas exclu que ceux-ci adoptent, de plus en plus, une attitude d'opposition irréductible allant jusqu'à la guerre civile, selon l'exemple grec. Cette politique ne signifie pas que les partis communistes peuvent, d'une façon quelconque, revenir à une politique de classe, même du genre de celle la « troisième période » de 1928-1933, sauf peut-être, dans le cas de l'éclatement de la guerre.

Néanmoins, l'expérience de la Grèce tout aussi bien que l'expérience récente en France, en Italie et ailleurs démontrent que, dans le cadre d'une politique générale de collaboration de classe, la bureaucratie stalinienne est capable de provoquer des oscillations de sa politique d'une ampleur qui peut aller jusqu'à la préparation de la grève générale et de la lutte armée. Cette dernière éventualité n'est néanmoins possible que dans le cas d'un rapport défavorable pour le prolétariat, permettant à la bureaucratie de contrôler sans danger ce mouvement. Cependant, le fait que la bureaucratie stalinienne utilise ces armes non pour renverser le régime capitaliste, mais seulement pour exercer une pression sur la bourgeoisie, afin d'atteindre des buts limités, signifie qu'elle mène cette lutte dans un esprit, en dernière analyse, opportuniste et défaitiste, se montrant prête, à chaque instant, à interrompre et à trahir le combat.

QUATRIEME

L'autre aspect du « tournant » est son caractère aventurier et sectaire. Tandis qu'il remplace la division en classes de la société par celle des deux camps, les « pro » et fles « anti » américains, incluant indifféremment exploités et exploiteurs, il classe aussi sous le même dénominateur du « parti américain » toute la gamme des partis bourgeois, y compris la social dé-mocratie. Ceci amène à la négation du Front Unique avec les partis socialistes, à l'accentuation de la scission syndicale et risque, au cas d'un nouveau déploiement des forces de la réaction bourgeoise, comme celles de de Gaulle en France, de saboter la formation impérieuse du Front Unique Ouvrier, et de conduire à des catastrophes pareilles à celles que la politique analogue de la « troisième période » a produites entre 1928 et 1933 en Allemagne.

La nouvelle politique des partis communistes, dans la mesure où elle paraît prendre la défense des revendications ouvrières et s'opposer à tous les autres partis bourgeois contribue, au début, à resserrer les liens qui étaient en train de se relâcher entre ces partis et les ou-

vriers.

De ce point de vue, les conditions d'activité de nos organisations auprès des ouvriers qui suivent les staliniens se présentent comme étant moins favorables qu'elles n'étaient avant le « tournant ». Mais, en même temps, l'esprit opportuniste et manœuvrier qui anime cette politique apparaît d'une façon plus sensible aux masses une fois que cellesci sont lancées dans la lutte. La peur stalinienne d'une véritable action révolutionnaire rend hésitante et irrésolue la direction des luttes actuelles.

D'autre part l'aspect aventurier et sectaire du « tournant » pousse la direction stalinienne à des actions prématurées, isolées et incohérentes, Dans ces conditions, les ouvriers tendent à hésiter de suivre la direction stalinienne, souvent même quand la lutte a trait à leurs revendications légitimes. Dans des pays comme la France, les ouvriers tendent à soupçonner les mobiles staliniens, particulièrement quand ils se souviennent de la politique traître des années passées (« produire d'abord », « la grève est l'arme des trusts », etc..).

Dans cette situation la domination stalinienne sur le mouvement ouvrier n'est pas sans fissures par lesquelles peut émerger une nouvelle direction. La politique des sections de la IV. Internationale doit s'élaborer en fonction, d'une part des caractéristiques et des conséquences du « tournant » stalinien, et d'autre part de la nécessité dans laquelle se trouvent les ouvriers de recourir à la lutte pour défendre leurs conditions d'existence.

Les organisations de la IVe Internationale doivent combiner l'unité d'action et la tactique du front unique, appliquée surtout à l'échelle locale, dans les usines et les syndicats à une ligne politique claire qui expose aux ouvriers notre physionomie politique fondamentalement disfincte de celle des staliniens et les instruit de l'ensemble de notre programme révolutionnaire, ainsi qu'à une critique vive et ferme des directions staliniennes.

#### 3) LES FORMATIONS CENTRISTES

Ce qui subsiste des organisations centristes d'avant la guerre, groupées autour du Bureau de Londres, a profondément dégénéré et s'est décomposé.

Ainsi en Angleterre l'I. L. P. végète, après que son ancien noyau dirigeant ait déserté dans le camp de la bureaucratie du Labour Party.

En France, après la dissolution complète du P. S. O. P., Marceau-Pivert, en compagnie de Léon Blum, a promu le parti socialiste dégénéré au rôle de la « troisième force » qui se trouverait théoriquement à

égale distance entre de Gaulle et le parti communiste ; mais qui, en pratique, s'allie aux candidats municipaux gaullistes contre les stali-

En Grèce, l'organisation archiomarxiste condamnant la guerre civile, collabore aux directions syndicales avec les agents nommés par le gouvernement monarcho-réactionnaire, et, « ayant à choisir » entre « le stalinisme » et la « démocratie bourgeoise » made in U. S. A. et appliquée en Grèce, a opté, en pratique, pour celle-ci.

Le P. O. U. M. est en proie à une crise intérieure grave et incessante. Après une première scission avec une aile droite, son indépendance politique et organ sationnelle a été mise en cause par Maurin, son principal leader, qui préconise un alignement avec le « socialisme démocratique » occidental et la dissolution dans le parti socialiste espagnol.

L'anti-stalinisme actuel de toutes ces organisations, qui succède à leur politique pro-stalinienne antérieure, loin d'exprimer une évolution progressive vers les positions révolutionnaires du marxisme-léninisme, est le signe, au contraire, d'une évolution rétrograde, accentuant leur opposition traditionnelle aux principes du bolchévisme, et de leur confusion politique.

Aucune autre organisation cen-

triste d'avant 1939 n'a survécu à la guerre ni conservé une importance appréciable.

Par contre, l'accentuation de la crise du capitalisme et des antagonismes sociaux dans la nouvelle période d'après-guerre, liée à la faillite et à la trahison, de plus en plus manifeste des partis ouvriers traditionnels, détermine de puissants courants centristes progressifs dans les partis socialistes, en premier lieu, et même dans certains partis communistes.

Il est possible que ces courants acquièrent, dans un proche avenir, une ampleur considérable et ils pourraient par leur progression vers les positions révolutionnaires de la IV° Internationale, accélérer énormément la transformation des sections de la IV° Internationale.

## 4) LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Depuis la guerre, les sections de la IV Internationale se sont, en général, considérablement accrues en nombre de militants et en influence diffuse dans la classe ouvrière.

Actuellement le mouvement trotskyste exerce, à l'échelle internationale, une influence qui dépasse considérablement celle d'avantguerre. Cependant ces progrès ne sont pas proportionnés aux possibilités objectives et, moins encore, aux exigences historiques. Partout la tendance générale est vers la transformation des organisations de la IV- Internationale en réels partis de masses.

Il existe déjà une série d'organisations qui remplissent cette tâche avec un succès grandissant et qui, par leur expérience, indiquent la voie vers les masses à tout notre mouvement international. Aux Etats-Unis, en Bolivie, aux Indes et en France, les organisations de la IV Internationale font chacune leurs propres expériences de pénétration au sein du mouvement des masses. Plusieurs autres sections les suivent sur cette voie.

D'autre part, il est probable que les apports que nous recevrons, dans certains pays, de courants progressifs centristes et communistes, transformeront la physionomie de notre mouvement dans ces pays et, en conséquence de toute notre Internationale

Les conditions objectives restent favorables au renforcement de nos

organisations et à leur transformation, plus ou moins rapide, en partis de masse. Les principaux obstacles qui, à l'époque actuelle, subsistent dans cette voie, proviennent de faiblesses subjectives, qui tiennent à la fois au nombre restreint des cadres capables d'intervenir efficacement dans les lutles, et aux conceptions sectaires ou opportunistes, qui imprègnent, ici et là, notre politique.

Le manque de cadres et avant tout d'équipes de direction s'avère un obstacle de nature à freiner le développement de nos organisations et parfois, sous la pression des conditions adverses passagères, à conduire à de graves crises de désagrégation. L'expérience de l'Internationale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale démontre que certaines sections ont été incapables de profiter largement des conditions objectives favorables à leur développement, tandis que d'autres ont même éliminé elles-mêmes les chances de progrès qu'elles avaient.

Former des équipes de direction homogènes et capables, éduquer des cadres, élever constamment le niveau théorique et politique des membres du parti à tous les échelons, telle est la base nécessaire pour garantir le succès de notre pénétration dans le mouvement des masses et le renforcement de nos organisations.

Cette lâche doit s'accomplir dans le cadre de la tendance générale de nos sections à se transformer en réels partis de masses, et non pas en se retranchant à nouveau dans l'activité de groupes de propagande.

Pour consolider les gains acquis et faire de nouveaux progrès, notre mouvement a besoin de cadres politiques enracinés dans le mouvement des masses. Ces cadres, il faut les former en leur fournissant une éducation théorique et politique appliquée aux problèmes de direction et d'action du parti révolutionnaire de nos jours.

L'expérience de l'Internationale démontre d'autre part que la lutte contre le sectarisme est aussi nécessaire que la lutte contre l'opportunisme.

Lutter contre le sectarisme signifie rompre résolument avec toute forme de pensée et d'organisation qui, au nom d'une prétendue sauvegarde des principes de notre mou-vement marxiste-léniniste, tourne le dos au réel mouvement des masses, Luster contre le sectarisme signifie briser résolument avec les habitudes de cercle du passé quand la situation objective nous obligea à limiter essentiellement notre activité à l'élaboration de notre programme et à la critique des courants traîtres dans le mouvement ouvrier. Dans les conditions favorables actuelles, il est nécessaire de faire la démonstration de notre programme dans l'action. Sinon, nous sommes confrontés par le danger de la stagnation et du dé-

Lutter contre le sectarisme signifie lutter contre la propagande stérile. Cela signifie lutter contre la conception que notre mouvement ne peut se construire que par un recrutement graduel d'individus et une éducation routinière. Un partirévolutionnaire de masses ne peut être bâti que dans l'action. Ceci exige avant tout et surtout la pénétration dans le mouvement ouvrier tel qu'il est.

Un domaine spécifique de travail doit être cho si où les possibilités de développement de notre mouvement sont les plus favorables.

Notre programme général doit être concrétisé. Les mots d'ordre concrets doivent prendre en considération les revendications économiques et politiques élémentaires des masses. Nos cadres révolutionnaires doivent participer activement à la vie et aux luttes des ouvriers dans les usines et dans les syndicats, et y développer une large tendance révolutionnaire qui soit capable de défier la bureaucratie traditionnelle à chaque pas.

Dans les pays coloniaux et semicoloniaux, nos sections doivent défendre audacieusement à fond toutes les revendications démocratiques et nationales des masses, organiser et diriger leurs luttes pour ces objectifs, pénétrer dans toutes les organisations nationales populaires et y établir de solides fractions qui travaillent, si nécessaire, sur une longue perspective.

Cependant la lutte contre le sectarisme ne signifie, en aucun cas, céder aux pressions opportunistes. Il s'ag't d'amener les masses aux positions révolutionnaires et non de nous adapter à des positions centristes. Les militants des partis de la IV. Internationale ont le devoir d'être dans tout mouvement réel des masses et dans toute organisation qui rassemble et mobilise celles-ci, sans qu'ils soient obligés de défendre sur le plan local de leur action quotidienne et à tout moment, le programme entier et la ligne politique entière de leur parti. Mais le parti dé-fend devant la classe ouvrière et d'une manière permanente, indépendamment de la situation politique plus ou moins avancée, un programme combiné où les mots d'ordre purement socialistes sont liés aux mots d'ordre transitoires appropriés à la situation donnée et aux revendications économiques et politiques élémentaires. Le parti n'abaisse jamais sa politique au niveau d'un programme minimum, d'ordre simplement trade-unioniste ou démocrati-

La préoccupation constante de toutes nos sections doit être de lier l'agitation sur certains mots d'ordre à la propagande de l'ensemble de notre programme combiné, de partir dans la délermination de nos mots d'ordre centraux pour une certaine période, non de ce qui semble être la compréhension politique des masses, influencées par les directions traditionnelles, mais du caractère de la période, des conditions de vie et des besoins des masses ; d'avoir la ferme conviction que les masses arriveront inévitablement par leur expérience dans les luttes à la compréhension de la justesse de ces mots d'ordre, d'avancer rapidement et audacieusement au fur et à mesure que les luttes ouvrières s'amplifient à des mots d'ordre transitoires plus élevés et de politiser davantage le contenu de la propagande et de l'agitation du parti. Telle a été en particulier à ce sujet l'expérien-

ce récemment vécue en France et en Italie.

Dans leurs efforts pour chercher la voie vers le réel mouvement des masses, nos sections sont inévitablement sujettes à des déviations, aussi bien sectaires exprimant la force d'inertie du passé qu'opportunistes reflétant la pression des masses et la faiblesse idéologique des cadres.

Seules la discussion et la critique démocratique de chaque expérience nationale par l'ensemble de notre mouvement international et l'intervention appropriée de celui-ci, peuvent contrebalancer les dangers de ces déviations et permettre de conquérir les masses, non sur un quelconque programme centriste mais sur celui du marxisme-léninisme, enrichi par les nouveaux développements du mouvement ouvrier.

Au lendemain de la guerre, il a

été nécessaire de reconstituer l'unité organisationnelle du mouvement trotskyste et de reprendre les liaisons avec toutes les organisations qui se réclament de la IV Internationale et se soumettent à sa discipline

Actuellement il est nécessaire que l'Internationale planifie son action en tenant compte des conditions qui peuvent permettre un développement de notre mouvement plus rapide et plus efficace dans certains pays que dans d'autres.

Il s'agit d'aider avant tout les sections, qui sont en train ou qui présentent les meilleures chances de transformation en partis de masse, les autres sections pouvant mieux se développer par l'exemple vivant et par l'expérience de quelques organisations de l'Internationale qui auront réussi à se frayer une voie vers les masses.

#### V. - PERSPECTIVES ET TACHES POLITIQUES

Toute la stratégie de l'Internationale continue à être axée sur la préparation de la révolution socialiste mondiale qui peut et doit éviter au prolétariat et à l'humanité tout entière de retomber dans le fascisme et la guerre.

La période d'équilibre instable ouverte par le dernier conflit impérialiste, période durant laquelle de grandes luttes du prolétariat et des peuples coloniaux, mettant en dan-ger le régime capitaliste même sont non seulement probables mais inèvitables, n'est pas close, La polarisation accentuée des forces sociales, sous la pression de l'antagonisme U. R. S. S.-Etals-Unis et de la crise persistante dans la plupart des pays capitalistes et coloniaux, crise à laquelle les partis traditionnels s'avèrent incapables d'apporter une solution, conduit à des combats de classe de plus en plus importants dont l'issue, dans une série de pays-cless dans la conjoncture internationale actuelle, déterminera la possibilité d'une stabilité relative du capitalisme ou accélérera le développement révolutionnaire.

Maigré la tension des rapports U. R. S. S.-Etats-Unis et la préparation économique et idéologique d'une nouvelle guerre, des obstacles puissants exisient sur la voie de son éclatement immédiat et la négociation d'un nouveau compromis entre ces deux puissances reste toujours possible. La course entre la guerre et la

révolution s'accélèrera très probablement lors de l'éclatement et de l'amplification de la crise aux Etats-Unis. D'ici là, la bourgeoisie mondiale vivra dans de grandes difficultés économiques et politiques, dans des convulsions et des crises, qui favoriseront les luttes ouvrières et dégageront, à travers celles-ci, de nouvelles forcés révolutionnaires affranchies de la tutelle des directions traditionnelles et susceptibles de se regrouper sur le programme de la IVe Internationale.

En U. R. S. S. même, l'évolution du régime instauré par la bureaucratie se fait dans un sens qui, loin de favoriser sa consolidation, en accumule et en exacerbe les contradictions.

Le monde capitaliste évolue, dans son ensemble, sous le signe d'un déséquilibre fondamental accru, qui restreint la base des périodes possibles d'une stabilité relative et amplifie les périodes de convulsions et de crises.

La politique de la IV Internationale dans le proche avenir doit partir de ces considérations et mettre l'accent sur la mobilisation nécessaire et possible des masses ouvrières et coloniales pour la solution révolutionnaire.

En général, les tâches pratiques, formulées dans la résolution de la Conférence d'avril 1946, qui découlaient de l'application concrète du programme de transition, sont toujours valables, le caractère de la période restant fondamentalement le

OUATRIEME

La IV Internationale dénonce constamment dans sa propagande les plans impérialistes de préparation à une troisième guerre mondiale et indique que seules des révolutions socialistes triomphantes éviteront cette catastrophe aux conséquences incalculables pour l'humanité et l'avenir du socialisme.

Mais, en même temps, elle combat la propagande réactionnaire des impérialistes qui tend à faire accepter par les masses la fatalité d'un nouveau conflit. La IV Internationale base sa politique sur toute lutte et sur toute victoire du prolétariat et des peuples coloniaux et fait confiance à l'action révolutionnaire des masses pour contrecarrer les plans des impérialistes.

Dans les pays de l'Europe Occidentale, et particulièrement en France et en Italie, où la polarisation est la plus avancée et la menace réactionnaire la plus précise, nos sections ont le devoir d'insister sur la nécessité de l'unité d'action et du front unique de toutes les forces de la classe ouvrière, sur la base d'un programme liant les revendications économiques et politiques des masses aux mots d'ordre du contrôle ouvrier, des milices et du gouvernement ouvrier et paysan.

Elles doivent préconiser inlassablement la formation de Comités de front unique dans les entreprises, les syndicats, les quartiers ouvriers, les villages, qui deviendront les organismes de préparation et de direction des luttes de toute la classe ouvrière et des autres couches exploitées, en défense contre l'offensive économique et politique de la bourgeoisie, et en préparation d'une contre-attaque orientée vers la prise du pouvoir par le gouvernement du front unique.

Elles doivent préconiser constamment la nécessité d'une amplification et d'une coordination des luttes et dénoncer les directions tradition nelles qui s'y opposent et, plus particulièrement, l'esprit opportuniste et aventurier de la nouvelle politique stalinienne, qui favorise une agitation sociale incohérente, sans programme et sans perspective, susceptible en définitive de démoraliser les masses et de provoquer le triomphe de la réaction.

Nos sections dénonceront le caractère capitaliste des nationalisations effectuées par les gouvernements à direction socialiste ou socialo-communiste, qui grèvent l'économie délabrée de ces pays de sommes exorbitantes pour des rachats

et des indemnisations et qui sont dépourvues du contrôle ouvrier.

Elles dénonceront le « dirigisme » bureaucratique de ces gouvernements qui aggrave les restrictions lourdes déjà imposées aux masses et opposeront au désordre croissant de la gestion capitaliste de la production et de la distribution, la propagande pour la planification socialiste par les masses et pour les masses, en commençant par le contrôle des masses sur la production, le ravitaillement et les prix.

vitaillement et les prix.

En face du contrôle de l'économie européenne projeté par l'impérialisme américain au moyen du « pian Marshail »,
qui la transformerait en économie complémentaire de l'économie des EtatsUnis, au détriment du libre développement de ses forces productives et du
niveau de vie des masses, nos sections
opposeront la propagande inlassable
pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Contre le maintien de l'occupation de l'Allemagne, de l'Autriche et des pays du « glacis » soviétique, par les forces des impérialistes et par celles de la bureaucratie soviétique, nos sections lutteront pour le retrait de toutes les troupes d'occupation et pour toutes les revendications démocratiques des masses opprimées — se rapportant à leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale.

Dans les pays d'Europe contrôlés par la bureaucratie soviétique, les militants de la IV° Internationale se grouperont, de préférence, au sein des organisations social-démocrates et aideront tout mouvement des masses qui vise à défendre leur niveau de vie et leurs libertés contre les régimes bureaucratiques et policiers dominés par les staliniens.

Aux Etats-Unis, les militants trotskystes accentueront leur pénétration dans les organisations syndicales, ainsi que leur campagne politique pour la formation d'un Labor Party basé sur les syndicats. Ils dénonceront les menées réactionnaires de l'impérialisme yankee dans le monde, ainsi que ses plans de préparation d'une troisième guerre impérialiste. Ils se prépareront politiquement et organisationnellement à faire face à l'éclatement de la dépression et de la crise aux Etats-Unis, qui les portera à la tête du grandiose mouvement des masses à venir.

Dans les pays semi-coloniaux de l'Amérique latine, de l'Afrique et de l'Asie, les sections et les militants de la IVº Internationale prendront résolument la défense des revendications démocratiques et nationales

des masses contre l'impérialisme, ainsi que de leurs revendications économiques et politiques contre la

bourgeoisie indigène.

D'une façon générale, la tâche principale, dans la période présente, de la IV internationale, considérée en tant que parti mond al, est de s'inscrire avec une détermination plus grande que par le passé dans les mouvements de masse des pays capitalistes et des pays coloniaux, pour y faire progresser les solutions social stes et révolutionnaires plus nécessaires que jamais.

Le régime capitaliste, dans son déclin et dans sa décomposition, ainsi que le régime instauré par la bureaucratie soviétique en U. R. S. S. accumulent et exacerbent les contradictions qui leur sont inhérentes en paralysant le développement des forces productives, en abaissant toujours plus le niveau de vie de millions d'hommes sur la terre, en renforçant la pression de l'Etat bureaucratique et policier sur la vie sociale et sur les individus, ce qui étrangle l'activité créatrice dans

tous les domaines, en rétrogradant des pays hautement industrialisés, comme l'Allemagne et le Japon, en accentuant l'oppression nationale.

A la lumière de toute l'expérience historique, le prolétariat révolution-naire s'avère être la seule force sociale, qui puisse incarner, en sa direction, la lutte commune de toutes les couches opprimées et exploitées, écrasées par l'impérialisme, par la bourgeoisie et par la bureaucratie soviétique, et conduire cette lutte vers l'issue socialiste et révolution-naire

En ce sens, la IV Internationale peut et doit affirmer son rôle en tant que direction du prolétariat révolutionnaire et, avec l'acquis de ses cadres, de son expérience et de son influence croissante, aller vers les masses, avec plus de résolution, avec plus de fermeté et avec plus de clarté politique que jamais.

En avant avec les masses qui luttent, pour les conquérir à la révolution et au

socialisme.

## L'U.R.S.S. et le Stalinisme

(Thèses)

#### I. - LA QUESTION RUSSE

#### LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE LA REVOLUTION RUSSE

1. - Il v a 30 ans, les ouvriers et paysans pauvres de Russ'e, dirigés par le Parti bolchevik, renversèrent le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers, exproprièrent les exploiteurs et letèrent les bases d'un Louleversement sans précédent de toutes les sphères sociales de l'ancienne Russie. Pour l'avant-garde ouvr'ère du monde entier, et plus particulièremnt pour les dirigeants bolchéviks de la Révolution d'Octobre, celle-ci ne pouvait constituer qu'un point de départ pour un développement international de la Révolution. Seule une ionction avec le prolétariat avancé des pays de l'Europe Centrale et Occidentale, disposant d'une base technique avancée et d'une éducation culture le supér eure, pouvait permettre aux ouvriers russes de surmonter les difficultés inextricables issues de leur conquête du pouvoir dans un pays arriéré, retardataire du point de vue des forces productives, du poids spécifique du prolétariat dans l'ensemble de la population et du développement culturel de la classe ouvrière elle-même. L'alternative historique à cette v'ctoire internationale de la Révolution, ne pouvait être pour les dirigeants bolchéviks que la restauration du capitalisme en Russie et la transformation du pays en une colonie de l'impérialisme mondial.

L'évo ution de ces 30 dern'ères années a nettement montré que la construction d'une société sans classe dans un milieu national arrièré est une chimère. En Russie il y a aujourd'hui plus d'obstac'es pour la victoire du socialisme qu'il n'y en cut à aucun moment de son histoire depuis 1917. Mais en même temps, la Russ'e n'a pas vu la restauration du pouvoir des c'asses expropriées à partir d'Octobre 1917 et, au lieu de devenir une colonie impuissante de l'impérialisme, elle a surgi comme la deuxième puissance

militaire et économique du monde, Cette variante historique n'a été prévue ni par les bolchéviks ni par aucune autre tendance du mouvement ouvrier. Là réside la difficulté centrale pour une compréheusion marxiste de la question russe.

2. — Il est tout aussi difficile de résumer dans une seule formule l'orientation de l'évolution de l'U.R. S.S. durant ces 30 années ou de lui appl'quer les normes abstraites de « progrès » ou de « recul ». Le déve oppement monstrueux de l'Etat. la dictature policière la plus totalitaire de l'histoire, l'écrasement impitovab e du prolétariat. l'étouffement de toute indépendance d'esprit, l'abaissement désastreux du niveau intellectuel, l'oppresion nat'onale des peup es allogènes et des minorités nationales, le nouvel essor de l'Eglise orthodoxe, le rétablissement de l'esclavage de la femme « éga e » seulement à l'homme pour peiner dans les mines et sur les chantiers. l'introduction du travail forcé sur une échelle gigantesque tout ce a constitue certainement un recul énorme par rapport à la démocratie soviétique durant les premières années de la Révolution. Mais la destruction radicale de tous les vestiges semi-féodaux, l'élimination complète de la mainmise de l'impérialisme mondial, sur l'économie. l'essor extraordinaire de l'industrie, la transformation de millions de paysans arriérés et ana!phabètes en prolétaires industriels élevés aux besoins contemporains, le développement impétueux des vieilles vi les et l'apparition accélérée de nouvellés cités, la pénétration de l'électricité et du tracteur à la campagne - tout cela constitue sans aucun doute un progrès par rapport à la Russie à demi barbare des premières années de la Révolution. Ce processus contradictoire obl'ge de s'abstenir soigneusement de tout jugement normatif pour pouvoir analyser de plus près la société soviétique d'aujourd'hui et pour pouvoir déterminer ses tendances internes de dévelop-

3. - L'Histoire n'a pas encore porté un jugement définitif sur l'U. R.S.S. Son économie, son Etat et sa culture se trouvent au milieu d'un bouleversement qui est loin d'être arrivé à un terme définitif. La composition de ses couches sociales est soumise à des variations continuelles et rapides. Le prolétariat émergeant du régime stariste et hanté par les souvenirs de la Révolution d'Octobre, qui se lança avec enthousiasme sur la voie de l'industrialisation, il v a 20 ans, a fait place à une classe ouvrière nouvellement constituée à partir de la paysannerie et dont l'immense énergie créatrice se trouve violemment comprimée par la dictature stalinienne. La paysannerie d'aujourd'hui porte avant tout les traces du tracteur, du kolkhoz et de la terreur des déportations et ne ressemble ainsi que très vaguement à la vieille paysannerie russe. La bureaucratie ouvrière composée de révolutionnaires « parvenus » s'est transformée en une caste plus ou moins fermée, voulant reprendre les mœurs et la tradition nationaliste des v'eilles classes dominantes.

Malgré sa complexité, cette image dégage deux traits saillants. L'ensemble des rapports de production légués par la Révolution d'Octobre s'est avéré d'une capacité de résistance infiniment supérieure à tout ce que les marxistes avaient prévu. La signification historique décisive de cette Révolution se trouve ainsi appréciée à sa juste valeur. Mais en même temps, les possibilités de réaction et de recul sur tous les terrains, y compris le terrain économique,

dans le cadre de ces rapports de production se sont avérées infiniment plus vastes et plus dangereuses qu'on ne pouvait le soupconner. Ce sont ces deux facteurs qui doivent se dégager clairement de notre analyse.

La même complexité apparaît également dans la situation actuelle de l'U.R.S.S., telle qu'elle est issue de la guerre et des premières années de paix » impérialiste. Bien que l'Union Soviétique soit sortie de la guerre comme la première puissance militaire sur le continent européen, elle n'a améliore ni sa situation intérieure ni sa situation internationale par rapport au capitalisme. Sur le plan international, la politique de pillage et d'expansionn'sme bureaucratiques ne réussit nullement à changer les rapports de forces devenus plus défavorables par la constitution d'un seul bloc impérialiste. Sur le plan intérieur, la reconversion de l'économie a été réalisée à travers une série de collisions violentes qui prirent la forme d'une véritable crise. La bureaucratie ne s'est maintenue que parce que l'équilibre instable entre le prolétariat et les tendances restaurationnistes en Russie même d'une part, et entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale, d'autre part, n'a pas encore été bouleversé dans un sens ou dans un autre. Mais la bureaucratie s'est avérée plus incapable que jamais d'éliminer une seule des contradictions qui sapent son pouvoir. Plus que jamais, le sort de l'U.R.S.S. dépend du sort de la lutte de classe à l'échelle mondiale, et l'alternative fon-damentale pour l'Etat ouvrier dégénére reste : en avant vers le socialisme, ou en arrière vers le capitalisme.

#### LA NATURE SOCIALE DE L'U. R. S. S.

4. — Ce fut la révolution prolétarienne, c'est-à-dire l'action consciente du prolétariat, qui balaya en 1917 le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers. Les rapports de production qui en résulterent - nationalisation du sol, du sous-sol et de tous les moyens de production industriels, monopole du commerce extérieur, expropriation du capital étranger, début de la planification consciente de l'économie - ne correspondaient nullement au niveau de développement des forces productives et ne pouvaient, par conséquent, s'appuyer sur l'automatisme et l'économie. Historiquement, ces rapports de production ne peuvent être conservés définitivement et développés que sur la base du contrôle ouvrier sur la production, de la transformation de plus en plus profonde du prolétariat d'objet en sujet de l'économie. L'abolition de ce contrôle ouvrier, l'exclusion complète du prolétariat de toute participation à la planification n'ont pu qu'éloigner toujours davantage les rapports de production donnés de ceux qui garantis-

sent une abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme. L'évolution historique a, dans ce sens, nettement changé de direction en Russie. Ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre diminue toujours davantage en valeur comme moteur d'un développement socialiste. Si cependant ces rapports de production ne se sont pas encore effondrés, cela n'est pas dû au fait que nous nous trouvons en face de leur « stabilisation » économique. Au contraire, comme en 1927 et en 1937, l'automatisme économique en Russie — une fois enlevé le facteur de la dictature politique - aboutirait encore aujourd'hui rapidement à la prédominance de la petite production artisanale et paysanne qui réaliserait sa jonction complète avec le marché mondial capitaliste. Le maintien de ce qui reste des conquêtes d'Octobre est dû au fait que l'expropriation politique du prolétariat ne s'est pas effectuée par les anciennes classes possédantes ou par une nouvelle bourgeoisie paysanne, mais par la bureaucratie soviétique dont les privilèges sociaux exigent le maintien de ces rapports de production. La dictature politique aujour-d'hui comme il y a 20 ans, consti-tue le facteur décisif qui empêche l'écroulement complet de la planification, le percement du marché petit-bourgeois et la pénétration du capital étranger en Russie. Mais sous sa forme bureaucratique cette même dictature sape toujours dayantage les rapports de production sur la base desquels elle se maintient.

QUATRIEME

5. — Grâce au dynamisme des rapports de production légués par la Révolution d'Octobre, la bureaucratie a pu écraser la pression paysanne et neo-bourgeoise en 1927. A la suite du recul mondial de la Révolution, de l'épuisement et du découragement qui en résultèrent pour le prolétariat russe, elle a pu exproprier politiquement la classe ou-vrière. En fécondant les conquêtes d'Octobre avec la technique avancée des pays capitalistes, elle a pu assurer un premier développement des forces productives en Russie. Le pays a possédé de ce fait une supériorité écrasante dans sa capacité de développement, par rapport à la Russie tsariste, au Japon du Mikado et à l'Allemagne de Hitler. Tout effort de simplification qui tend à assimiler la base économique sur laquelle s'est construite la Russie stalinienne à la monstrueuse dé-

générescence de ses manifestations sociales ne peut aboutir, face à ces faits, qu'à une idéalisation, soit d'une « dernière étape » du capitalisme, soit d'une « nouvelle classe exploiteuse ».

Mais en même temps, la bureaucratie a été incapable d'assurer un développement harmonieux de la production, une diminution des contradictions entre la ville et la campagne, une détente dans l'exaspération des contradictions sociales. Pour atteindre ces buts, l'économie aurait dû s'orienter en premier lieu vers la satisfaction des besoins des masses, les objectifs du plan auraient dû être calculés et contrôlés par une intervention libre de millions de producteurs, le progrès économique aurait dû se mesurer par une élévation progressive du niveau de consommation et de culture des masses. Mais la bureaucratie a défendu l'essentiel des rapports de production légués par Octobre en tant que base de ses propres privilèges, et non pas comme base d'un développement socialiste. Dans ces conditions, le maintien du régime n'a pu se faire que grâce à l'établissement de la dictature policière la plus totalitaire de l'histoire. Le développement des forces productives, tout en développant les besoins de l'ensemble de la population, n'a assuré la satisfaction de ces besoins que pour une couche privilégiée et a ainsi énormément accentué l'inégalité sociale au lieu de la diminuer. Le régime bureaucratique, substituant l'esprit de lucre, la coercition, l'arbitraire et la terreur, au dévouement révolutionnaire, à l'énergie créatrice, à l'esprit critique et à la libre initiative des masses en tant que force motrice de la planification, a pourri celle-ci à la base et lui a de plus en plus en-levé la possibilité de garantir à elle seule un nouvel essor des forces productives.

- 6. Les contradictions fondamentales de l'économie russe actuelle sont les suivantes :
- a) Contradiction entre les rapports de production d'une part (« la propriété collective des moyens de production »), dont le maintien exige impérieusement le rétablissement du contrôle et l'introduction progressive de la gestion ouvrière sur la production, et, d'autre part, la gestion bureaucratique de l'Etat et de l'économie, qui mettent de plus

en plus en danger le maintien de cette propriété collective, menacée par le pillage de la bureaucratie (« la bureaucratie puise dans la propriété collective comme dans ses propres poches ») et par la stagnation de plus en plus accentuée du développement des forces productives. Cela s'exprime concrètement par une diminution de plus en plus nette du taux d'accumulation.

b) Contradiction entre la tendance à la centralisation, à la coordination et à la planification consciente de l'économie, inhérente aux rapports de production, et la tendance à l'accumulation primitive, à la eristallisation d'une économie « parallèle » et à l'anarchie, résultant de la non satisfaction des besoins par l'économie bureaucratiquement gérée. « La tendance à l'accumulation primitive, née du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ». (Trotsky). Plus la bureaucratie s'efforce d'englober dans son plan d'ensemble les forces productives du pays et plus celles-ci lui échappent. Le vol sur une échelle gigantesque, la migra-tion de millions de travailleurs, de paysans et même de techniciens, le développement du marché libre, paysan et artisanal, sont les manifestations les plus nettes de cette tendance. Pour la confrecarrer, la bureaucratie ne peut plus avoir recours à l'appel à l'intérêt, mais seulement à la terreur. Le travail forcé sur une vaste échelle, la régimentation de toute la vie sociale, la fixation coercitive de toutes les normes de la vie et du travail donnent à la société russe de plus en plus un aspect de sociétés de castes. Ce trait résume le caractère réactionnaire de la bureaucratie et en même temps son incapacité à tenir réellement en échec les forces dissolvantes qu'elle a elle-même provoquées. Dans ces conditions, le caractère progressif des rapports de production ne signifie pas autre chose que le fait qu'un changement dans les rapports de propriété n'est nullement nécessaire pour renverser la bureaucratie. Mais le caractère progressif de l'économie russe - dans laquelle les rapports de production et la gestion bureaucratique sont de plus en plus inextricablement liés déterminé par sa capacité d'assurer un développement, même non harmonieux, des forces productives, tend de plus en plus à être éliminé par la bureaucratie. Ce processus

en plus en danger le maintien de doit être suivi avec la plus grande

Une diminution de la productivité sociale du travail est en même temps aussi l'expression du mécontentement massif des masses laborieuses résultant de leur niveau de vie extrêmement bas. Incapables d'exprimer à l'étape présente leur mécontentement d'une façon ouverte, les masses protestent contre les privilèges de la bureaucratie et contre leur propre misère en consacrant seulement un minimum d'effort physique à la production, en négligeant l'entretien des outils de travail, en désertant autant que possible le lieu de l'emploi.

- 7. En 1936, Trotsky donnait de la nature sociale de la Russie la définition suivante :
- « L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle :
- a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'Etat un caractère socialiste:
- b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée;
- c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale;
- d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés;
- e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme;
- f) la révolution sociale trahie par le parti gouvernant vit encore dans les rapports de propriété et la conscience des travailleurs;
- g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme;
- h) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte des deux forces vivres sur les terrains national et international (« Révolution trahie », p. 287-8).
- 8. Quelles modifications fautil apporter à cette analyse par suite de l'évolution des dernières 11 années ?

La différenciation sociale résulte, comme auparavant, des normes bourgeoises de répartition ; elle n'a pas encore pénétré dans le domaine de la propriété des moyens de production. Mais la bureaucratie a de plus en plus essayé de stabiliser, et de maintenir dans le cadre d'une caste fermée, l'ensemble de ses privilèges. Cela se déduit clairement des lois nouvelles sur l'héritage, de la nouvelle législation familiale et de l'effort pour exclure définitivement les enfants d'ouvriers et de paysans de l'enseignement supérieur. L'introduction du système des obligations d'Etat est à considérer comme un moyen d'augmenter et de stabiliser les privilèges de la bureaucratie et n'indique nullement une tendance vers le « partage » d'un profit rapporté par un capital rée', correspondant au capital fictif cons-

QUATRIEME

titué par ces obligations.

Le penchant à l'accumulation primitive s'est puissamment développé dans la paysannerie et a pénétré à nouveau ouvertement dans les villes à travers l'industrie et le commerce des coopératives. L'embauche privée de salariés se fait sur une échelle de plus en plus grande, à la ville et à la campagne, mais sa fonction reste limitée à la satisfaction privée des besoins de consommation des éléments privilégiés et à une production artisanale pour le marché. L'introduction d'un système de travail forcé sur une vaste échelle apparaît comme l'ultime moyen dont dispose l'Etat pour obliger la maind'œuvre à utiliser toute sa force de trava'l dans le cadre du secteur étatique. Le développement économique n'améliore plus mais aggrave la condition des travailleurs et ne peut plus que maintenir les privilèges de la bureaucratie. Non seulement la propriété collective n'a pas en Russie un caractère socialiste, mais elle devient de plus en plus insuffisante pour garantir à elle seule, c'est-àdire sans le renversement politique

de la bureaucratie, un nouveau progrès économique. Le recul des forces productives, résultant de la guerre, ne fait qu'accentuer la tendance inhérente à la gestion bureaucratique, de devenir de plus en plus un frein absolu du progrès économique.

La révolution sociale vit encore dans ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre et dans les couches ouvrières d'avant-garde. Mais la bureaucratie a réussi à extirper des masses les souvenirs de la Révolution véritable, en liquidant physiquement toute la génération révolutionnire d'Octobre et de la guerre civile. Le nouveau prolétariat, qui s'est développé d'un milieu paysan dans les conditions de dictature stalinienne féroce, arrive maintenant à une conscience instinctive de ses intérêts immédiats, combinée à une haine sans borne pour les usurpateurs bureaucratiques. Une nouvelle sélection révolutionnaire, portée par une nouvelle montée des masses, ne peut résulter que d'une vague révolutionnaire puissante en dehors de la Russie. C'est elle seule qui est capable de rendre au prolétariat soviétique une conscience claire de sa mission historique.

Si nous continuons à appliquer à cet organisme social la formule « Etat ouvrier dégénéré », nous sommes parfaitement conscients de la nécessité de la compléter par des précisions plus détaillées. En réalité. aucune définition exacte de la société russe actuelle n'est possible sans longue circonlocution. La supériorité relative de cette formule, par rapport à toutes les autres proposées jusqu'ici consiste en ceci : elle met à la fois l'accent sur le caractère non capitaliste de l'U.R.S.S. et sur la non stabilité de ses rapports sociaux, qui n'ont pas encore acquis et qui n'acquerront sans doute pas pendant les années prochaines, une physionomie historique définitive.

#### LA POLITIQUE DU REGIME STALINIEN

9.—D'une caste incontrôlée, étrangère au socialisme, la bureaucratie est devenue une caste incontrôlable, mortellement hostile au socialisme en Russie comme à l'échelle mondiale. Elle possède tous les traits réactionnaires des anciennes classes possédantes — parasitisme, gaspillage du surproduit social, cruauté

envers les opprimés, exploitation effrontée des producteurs — sans en possèder les traits progressifs : fonction historique nécessaire pour l'introduction et la défense d'un système économique supérieur du point de vue de la division du travail et de la propriété des moyens de production. Si son régime apparaît com-

me « plus stable » que le régime capitaliste décadent, cela est dû exclusivement au fait qu'elle a réussi à exploiter à son profit des rapports de production infiniment supérieurs à ceux du capitalisme. Mais en réalité, la bureaucratie a occupé, durant les 20 dernières années, une position beaucoup moins stable dans la société russe que la bourgeoisie. même la plus décadente, n'occupe dans dans sa société. Elle ne possède aucune garantie juridique ou économique de ses privilèges. Elle est sujette à une peur perpétuelle, non seulement de perdre ses privilèges, mais aussi de perdre la liberté individuelle et la vie ; la terreur pèse sur ces couches privilégiées aussi lourdement que sur les masses. La réussite de chaque bureaucrate ne dépend ni de sa naissance, ni de sa richesse, ni de ses capacités personnelles ou des résultats de son travail, mais de l'arbitraire hiérarchique qui échappe à tout effort de compréhension. Non seulement la bureaucratie n'a pas élaboré une idéologie propre et ne possède ni l'instinct ni la caractéristique de toute classe sociale, mais dans les transformations ininterrompues qu'elle a connues et par suite des terribles saignées que constituent pour elle les « épurations » consécutives, elle s'est démoralisée avant même d'avoir pu prendre conscience de son rôle propre.

La dictature stalinienne apparaît comme un régime politique bonapartiste dont la fonction consiste à défendre les privilèges de la bureaucratie dans le cadre des rapports de production donnés. La tendance à l'appropriation privée de la production et des moyens de production collectivisés, qui apparaît toujours à nouveau chez les couches bureaucratiques les plus favorisées, a été systématiquement combattue et freinée par la dictature. Sous le poids de la dictature, sous la crainte permanente d'une intervention étrangère qui lui enlèverait l'ensemble de ses privilèges, constamment brisée dans sa structure, démoralisée et atomisée par la terreur, la bureaucratie a été incapable de constituer des tendances politimes conscientes, aptes à s'orienter vers le rétablissement de la propriété privée des moyens de production à son profit. Les tendances centrifuges les plus puissantes sont surtout apparues chez les couches inférieu-

res et movennes de la bureaucratie, intimement liées aux tendances paysannes et artisanales à l'accumulation primitive. Le danger de destruction de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre ne provient pas en premier lieu de la tendance des bureaucrates supérieurs à se transformer en une « classe capitaliste d'Etat », mais des tendances dissolvantes, produit de la gestion bureaucratique, qui menacent de soustraire de plus en plus des secteurs de la population et de leur activité au contrôle et à l'emprise de l'Etat que la bureaucratie s'efforce en vain de rendre omnipotent.

Dans les conditions historiques données, de l'époque actuelle, de ses contradictions sociales et internationales exacerbées, la stabilité relative de la dictature politique reflète donc:

a) la désorientation et la prostration de la classe ouvrière après les défaites de la révolution internatiopale et la victoire stalinienne;

b) l'incapacité de la paysannerie à se dresser comme une opposition politique effective ;

c) l'incapacité des tendances restaurationnistes de la bureaucratie, prouvée par l'histoire, à opposer à Staline une expression organisée de la logique ultime de leurs intérêts de

10. - La politique économique du régime stalinien est entièrement dominée depuis 10 ans par la nécessité pour la dictature de surmonter la crise qui résulte de la baisse tendancielle du taux d'accumulation et des difficultés grandissantes pour maintenir ou augmenter le rendement moven. C'est une longue série de mesures de coercition, grâce auxquelles l'ouvrier doit être lié à son lieu de travail comme le serf à la terre. La moindre de ses infractions à la « discipline » doit être sévèrement punie, la longueur de la journée de travail est pratiquement étendue jusqu'à la limite de ce qui est physiquement supportable, le salaire minimum réel est comprimé en dessous du m'nimum vital afin d'inciter à l'augmentation du rendement individuel. La guerre avec sa désorganisation de l'économie, le désserrage des liens entre tous les secteurs industriels, l'accroissement de l'inflation, le développement du marché libre, l'apparition des kolkhosiens millionnaires a fortement diminué le contrôle de la bureaucratie sur l'ensemble de la vie économique et a soustrait de plus en plus de secteurs à sa mainmise.

La lutte pour le rendement dans le cadre de la gestion bureaucratique commence à saper directement la propriété collective. Dans l'artisanat et l'industrie légère, elle se fait actuellement sur la base du renforcement des tendances à l'appropriation privée dans les coopératives. Dans l'agriculture, l'introduction du travail aux pièces a été accompagnée d'une division effective des kolkhoses en parcelles travaillées par les mêmes familles, ce qui accentue la tendance au rétablissement d'un lien direct entre le producteur agricole et la terre qu'il travaille. Couronnant tous ces efforts empiriques, la politique de pillage poureuivie par le régime stalinien dans le « glacis » montre nettement l'incapacité de la bureaucratie à développer davantage les forces productives sur la base du mécanisme propre de l'économie russe et gangrène en même temps ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre par une tentative de cohabitation de l'économie collectivisée avec l'économie capitaliste de ces pays. Le régime bureaucratique est aujourd'hui en Russie l'ennemi N° 1 de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre et menace dans les années à venir de conduire la Russie à une décomposition totale de l'économie collectivisée. Une nouvelle révolution est nécessaire non seulement pour permettre un nouveau progrès vers le socia'isme, mais également pour sauver les rapports de production légués par Octobre.

11. - La politique étrangère de la bureaucratie a connu une modification essentielle et définitive par suite de la deuxième guerre mondiale. Avant la guerre, cette politique était basée sur la possibilité de neutraliser la pression de l'entourage capitaliste de l'U. R. S. S. à l'aide d'une politique de bascule entre les blocs impérialistes antagonistes et dans une moindre mesure à l'aide des partis staliniens « nationaux ». Le reflet subjectif de cette politique fut la théorie du « socialisme dans un seul pays » qui concevait un développement plus ou moins graduel des forces productives en Russie, indépendamment des développements dans le monde capitaliste.

La disparition des impérialismes allemand, japonais, italien et francais comme nuissances de premier rang, et l'affaiblissement extrême de l'impérialisme britannique, placent la bureaucratie soviétique face à face avec l'impérialisme américain, avant plus ou moins réussi à établir un « front unique capitaliste » contre l'U. R. S. S. Ce front unique ne se base nullement sur la « peur » qu'inspirerait aux capitalistes le caractère « révolutionnaire » de Staline, mais sur la nécessité de rouvrir un sixième du marché à l'exploitation capitaliste. La bureaucratie a tout d'abord essayé de faire face à cette nouvelle situation par une polit'que de compromis avec l'impérialisme, en lui offrant son aide pour supprimer le mouvement et les aspirations révolutionnaires des masses dans la plupart des pays d'Europe et du monde en échange d'une « main libre » pour son expansion en Europe orientale (politique de Téhéran, de Yalta et de Potsdam). El'e s'est efforcée de consolider sa sphère d'influence par l'instauration de gouvernements à obédience stalinienne et par une mainmise de plus en plus accentuée sur les ressources économiques de ces pays.

Le raidissement de l'attitude de l'impérialisme américain, en faveur duquel joue l'ensemble des rapports de forces, a mis rapidement un terme à l'expansionnisme soviétique, en même temps que la tentative de « neutralisation » de certaines bourgeoisies (France), en dehors du « glacis » faisait lamentablement faillite. Cela oblige la bureaucratie à chercher de plus en plus son salut dans une politique d'armement et de préparation au conflit militaire, tout en escomptant que les crises économiques et politiques inin-terrompues — à l'éclatement desquelles les partis staliniens doivent aider dans la mesure du possible paralyseront aussi longtemps que possible l'impérialisme mondial et rendront un compromis viable.

Mais d'ores et déjà l'intervention militaire est fatale si entre temps le prolétariat mondial ne réussit pas à remporter des victoires décisives et à réellement parallyser ainsi l'impérialisme. Sur la voie de la mobilisation révolutionnaire, le stalinisme est l'obstacle N° 1 au prolétariat mondial. Dans ce sens également, la lutte contre le stalinisme passe au premier plan pour défendre ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre.

#### POUR UNE NOUVELLE REVOLUTION RUSSE

12. — « Défendre ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre » est
une ligne stratégique pour le parti
révolutionnaire et non un « mot
d'ordre » en soi. Cette ligne stratégique doit avoir sa justification historique ; ill faut cependant aussi
chercher dans chaque situation concrète, de quelle façon tactique elle
s'applique dans le cadre de la stratégie générale de la IV° Internationale vers la révolution mondiale. La
justification historique de cette stratégie part initialement de quatre
considérations fondamentales :

a) la supériorité historique des rapports de production russes à ceux du monde capitaliste;

b) l'affaiblissement objectif que constitue pour l'impérialisme mondial l'exclusion de la sphère russe de son marché:

c) pour l'histoire cela signifierait un énorme pas en arrière, pour la grande masse des travailleurs, cela ne constituerait pas une défaite du stalinisme comme tel, mais une défaite du communisme en soi.

d) la nécessité de conserver ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre, comme conditions non pas suffisantes, mais nécessaires, pour un développement socialiste de l'écono-

En défendant ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre, nous ne considérons nullement l'U. R. S. S. comme un tout. Nous pensons au contraire que la politique et l'existence même de la bureaucratie stalinienne constituent une menace permanente pour tout ce qui mérite encore à notre avis d'être défendu. La lutte contre le stalinisme et toutes ses manifestations monstrueuses. y compris dans le cadre de sa polit'que extérieure et militaire, était déjà avant la guerre un des éléments indispensables de notre défense de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre. Hors des frontières de l'U. R. S. S., cette stratégie s'exprimait essentiel'ement par la lutte pour la révolution mondiale, seul moven efficace pour empêcher à la longue un effondrement des rapports de production légués par la Révolution russe.

La guerre germano-russe éclata et ce ne fut pas par hasard — à un moment où le mouvement ouvrier avait atteint en Europe le fond du

recul et de la prostration. Dans ces conditions, la défense militaire de l'U. R. S. S., malgré la politique de guerre réactionnaire de Staline, resta le seul moven pour empêcher la réintroduction immédiate du capitalisme en U. R. S. S. et la transformation du pays en une colonie meurtrie de l'impérialisme. Toute autre politique aurait signime en pratique abandonner à Hitler la mission historique du prolétariat de renverser Staline. Le cynisme avec lequel l'impérialisme allemand extermina de larges couches de la population laborieuse et s'appropria les us nes et les mines et les meilleures terres collectivisées provoqua de la part de la classe ouvrière russe une résistance d'un acharnement sans pareil. Cette résistance constitua le tournant décisif qui stimula la reprise de la lutte de classe révolutionnaire sur une vaste échelle en Europe. Dans ce sens, la politique de défense des vestiges d'Octobre s'avéra en pratique un élément intégral et indispensable de la stratégie révolutionnaire du prolétariat mondial.

Avec le début de la montée révolutionnaire en Europe, l'importance de l'action militaire pour défendre es restes des conquêtes d'Octobre diminua rapidement. La politique réactionnaire et banqueroutière de la bureaucratie en Russie même, dès le tournant de la situation militaire en faveur des armées russes, devint la menace Nº 1 pour les vestiges d'Octobre. A partir de ce moment, la lutte contre le stalinisme devint la tâche primordiale dans le cadre de la stratégie de défense de l'U. R. S. S. Cette lutte s'imposait davantage encore par la subordination de cette défense à la lutte pour la révolution mondiale, sur la voie de laquelle le stalinisme constitue le principal obstace.

Une troisième guerre mondiale, sous la forme d'une attaque de l'impérialisme mondial sous la direction américaine contre l'U. R. S. S., est inévitable si des révolutions socialistes victorieuses ne se produisent pas entre temps. Si la lutte entre l'U. R. S. S. et l'impérialisme mondial restait l'imitée aux opérations militaires, la défaite et la destruction de 'U. R. S. S. seraient certaines.

Pour cette raison, le sort de l'U. R. S. S. dans le cas d'une nouvele guerre est lié d'une manière beaucoup plus mmédiate que jamais auparavant au sort de la révolution socialiste.

D'autre part, le stalinisme est actuellement un ennemi mortel de la révolution socialiste, non seulement par l'action contre-révolutionnaire des partis staliniens : mais également par l'uti isation par le Kremlin de sa puissance militaire pour écraser toutes les manifestations révolutionnaires en Europe orientale. ce qui se rénèterait demain sur une échelle encore plus grande en Europe et en Asie. Cela exige les plus grandes préparations et les plus grands efforts pour protéger les futures explosions révolutionnaires contre la violence contre-révolutionnaire stalinienne.

Il s'ensuit de toutes ces considérations que, même au cas d'une guerre. nous continuons vigoureusement à poursuivre la lutte pour la révolu-tion politique à l'Intérieur de l'U.R. S.S., avec tout ce qu'elle implique : renversement du régime stalinien, lutte pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique, des pays baltes soviétiques, etc.... Cela ne signifie pas que nous modifions, en quelque mesure que ce soit, notre stratégie de défense inconditionnelle de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre. Mais cela signifie, pour le prolétariat russe, que la lutte pour sauvegarder ces conquêtes contre une attaque impérialiste exigera de façon de plus en plus urgente l'élimination de la bureaucratie soviétique avec sa politique réactionnaire. Cela signifie également pour le prolétariat mondial que la tâche de défense des conquêtes d'Octobre s'identifiera pour ainsi dire compjètement avec la tâche d'intensificat on de la lutte de classe révolutionnaire dans tous les pays, et que la question de l'utilisation des movens militaires derrière les lignes impérialistes pour aider les armées russes, passera com-plètement à l'arrière-plan.

Il sera nécessaire de continuer cette lutte de classe révolutionnaire de facon conséquente et sans interruption dans le cas de l'occupation d'un pays déterminé par l'armée russe, même si les forces révolutionnaires devaient ainsi entrer en collision directe avec l'armée russe, et même ma'gré les conséquences militaires que cela pourrait entraîner pour l'armée russe dans sa lutte contre les forces m'litaires impérialistes. Dans tous les cas, l'utilisation des moyens de lutte militaires est subordonnée aux besoins de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, en quelque pays que ce soit. Notre défense de l'U.R.S.S. reste ainsi identique, dans tous les cas, à la poursuite intransigeante de la lutte de classe révolutionnaire.

13. — Ce tournant nécessaire à partir de 1944 n'a pas été exécuté par toute d'Internationale avec le même doigté et la même souplesse tactique. Une autocritique sérieuse s'impose à ce sujet. Il est particulièrement important d'insister sur les points suivants:

a) La plus grande erreur qu'on puisse commettre consisterait à concevoir l'application de la stratégie de la « défense de l'U.R.S.S. contre l'impérialisme » à travers la « défense » des différentes manœuvres tactiques, diplomatiques ou militaires de la bureaucratie, de ses reculs temporaires, des concessions qu'elle se voit ob'igée de faire actuellement à l'impérial'sme dans le cadre du jeu des puissances internationales. « Défendre ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre », signifie face à ces problèmes dénoncer le caractère réactionnaire de la politique stalinienne qui jette les bases les plus solides pour une concentration des forces petites bourgeoises, paysannes, etc., dans le camp de l'impérialisme et discrédite à fond la notion même du communisme aux veux du prolétariat de ces pays. Cela signifie dans toutes les conditions, ne pas passer sous silence un seul des crimes de la bureaucratie, ne pas excuser une seule des manifestations monstrueuses de sa politique, qui constitue le frein principal pour un développement révolutionnaire des luttes ouvrières.

b) Toute formule comme « dernier bastion de la révolution », « économie socialiste », « usines appartenant aux ouvriers », « pouvo'r des ouvriers et paysans », qui constituent une déformation grossière d'une définition marxiste et sont de nature à donner des illusions quant à la nature de la dictature stalinienne, discréditant ainsi la IV° Internationale, doivent être rad'calement extirpées de notre vocabulaire,

Beaucoup plus préjudiciables encore, sont des formules vulgaires et erronées dans le genre de « fascisme rouge », « impérialisme russe », etc., provenant de journalistes petits-bourgeois qui sement tout autant la confusion et n'aident en rien les ouvriers avancés à mieux comprendre la réalité soviétique. Particulièrement condamnables sont des formu es assimilant la politique de la bureaucratie à celle de l'impérialisme et lui prêtant « la tendance à a domination mondiale » qui sortent droit du vocabulaire des propagandistes de la doctrine de Truman. Même quand notre explication est compliquée et exige beaucoup d'efforts pour être correctement exposée aux ouvriers, nous devons préférer parler un langage exact que d'utiliser des formules plus simples mais scientifiquement dénuées de sens qui facilitent la propagande stalinienne ou impérialiste !

14. - La prémisse du pouvoir de la bureaucratie a été la passivité du prolétariat. Les masses découragées « tolléraient » la bureaucratie parce qu'elles ne voyaient pas d'autre issue. La guerre elle-même a encore accentué cette attitude des masses face à Staline comme à un « moindre mal ». Un changement radical dans cette attitude ne pouvait intervenir que grâce à des victoires décisives de la révolution internationale qui jusqu'ici ont fait défaut. Avec la fin de la guerre, de profondes tendances différentes se sont fait jour. Le mécontentement des masses avec leur niveau de vie extrêmement bas a exercé une puissante pression sur la bureaucratie. Le contact avec la vie plus « prospère » des pays capitalistes a profondément ébranlé l'attachement de centaines de milliers de soldats au régime. Des nouvelles générations ouvrières apparaissent qui sentent moins le poids de la démoralisation et du découragement du passé. D'importantes couches intermédiaires de la bureaucratie cherchent à échapper à tout prix au cauchemar de la terreur et de la suspicion policière. L'impérialisme américain constitue pour ces couches une force d'attraction beaucoup plus puissante que ne l'était hier l'impérialisme allemand. Une troisième émigration russe s'est ainsi rapidement constituée, composée d'ouvriers et de paysans déportés, refusant de rentrer en Russie, de soldats et d'officiers déserteurs et de bureaucrates et de diplomates réfugiés. La constitution de cette

émigration est un signal d'alarme qui démontre nettement que l'attachement des masses au régime commence à diminuer rapidement, Parler en face de ces phénomènes tout récents et de l'accentuation de la dictature policière sur tous les terrains, d'une « stabilisation » du régime signifie opérer avec les notions impressionnistes les plus vulgaires et abandonner le critère de classe qui indique précisément que le poids de la dictature est en raison directe de l'exaspération des contradictions qu'elle doit comprimer.

15. - Devant la puissance, unique dans l'histoire, de l'appareil de répression. le développement progressif d'une opposition ouvrière ou la coordination politique des tendances petites bourgeoises restaurationnistes, contredites par toute l'évolution des dernières décades, est extrêmement improbable. Les forces qui peuvent faire éclater la dalle totalitaire stalinienne sont, d'une part, les contradictions internes dans l'appareil lui-même - qui peuvent tout à coup apparaître à la surface à la suite d'une grave crise économique, d'un recul éventuel hors du « glacis », etc., d'autre part, une explosion violente de la haine des masses à un moment de crise quelconque, encouragées par un brusque changement de la conjoncture internationale. L'histoire montrera vraisemb'ablement une combinaison de ces deux processus. Il est cependant plus que vra semblable que la quatrième révolution russe ne prendra pas dès le début un caractère nettement bolchévik-léniniste, mais qu'elle commencera par un assaut général des ouvriers et paysans, auxquels se joindront plusieurs couches privilégiées, contre la dictature haïe. La tâche des bolcheviks-léninistes est d'introduire dans cet assaut la diférenciation politique pour que le renversement de Staline se fasse au profit de la démocratie soviétique et non des tendances restaurationnis-

« Défendre ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre », signifie, face à la chute inéluctable du régime actuel, préparer patiemment les cadres qui pourront à l'étape prochai-ne jouer un rôle décisif dans la lutte des masses, regagner leur confiance et empêcher ainsi que le renversement de la bureaucratie ouvre la voie à l'intervention impérialiste et à la restauration du capitalisme.

C'est pourquoi aujourd'hui comme hier nous restons partisans d'un southen inconditionnel de toutes les luttes ouvrières, de toutes les manifestations d'opposition ouvrière, contre la dictature stalinienne à travers lesquelles les nouvelles générations pourront retrouver la voie du léninisme et préparer par un long processus souterrain la désaffection envers le régime qui est dès maintenant commencée.

QUATRIEME

16. - Les tâches des bolchéviksléninistes russes sont précisées comme suit dans le « Programme de

transition » :

« La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la lutte contre l'inégalité sociale et l'oppression politique. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail !

« La lutte pour la liberté des Syndicats et des Comités d'usine, pour la liberté de réunion et de presse se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la dé-

mocratie soviétique.

« La bureaucratie a remplacé les Soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Gœbbels. Il faut rendre aux Soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant, la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les Soviets, de même maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassées des Soviets. Dans les Soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans, des soldats rouges.

« La démocratisation des Soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, montreront quels partis sont soviétiques.

intérêts des producteurs et des con-

« Révision de l'économie planifiée de haut en bas, en avant en vue les sommateurs 1 Les Comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production. La coopération de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leurs prix.

« Réorganisation des kolkhozes en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

« La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance dipomatique du Kremlin doit être publiée. A bas la diplomatie secrète !

« Tous les procès politiques montés par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiment mérité.

« Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie qui se maintient par la violence et la falsification, Seul. le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IVº Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrec-

« A bas la clique bonapartiste de Caïn-Stalin! Vive la démocratie soviétique! Vive la révolution socialiste internationale ! ».

Ce programme de lutte en U.R.S.S. reste en grande partie valable en Russie. Les bolchéviks-leninistes russes élaboreront sur sa base des mots d'ordre spécifiques, correspondant au développement concret de la situation.

Ils réclameront avant tout le retrait immédiat des troupes d'occupation russes de tous les pays occupés et l'application du droit démocratique à l'auto-détermination, y compris celui à la séparation pour toutes les minorités nationales habitant l'U.R.S.S., luttant pour les Républiques socialistes ukrainienne, blanc-russienne, esthonienne, lithuanienne, etc., indépendantes.

#### II. - LE STALINISME HORS DE LA RUSSIE

LA NATURE DES PAYS DU « GLACIS »

17. — C'est dans les pays que porés dans son glacis stratégique que la bureaucratie soviétique a incor- s'exprime de la façon la plus nette

le caractère contradictoire de cette bureaucratie. C'est dans ces mêmes pays qu'apparaît le plus clairement combien l'accentuation des traits réactionnaires du régime stalinien entre en collision permanente avec les besoins de l'économie planifiée et d'une défense effective des conquêtes d'Octobre.

L'économie soviétique exige avec plus d'urgence que jamais, après les terribles destructions résultant de la guerre, une intégration pacifique dans une économie européenne socialiste planifiée pour faire un nouyeau bond en avant, L'encerclement de l'U.R.S.S. par un seul bloc impérialiste exige avec plus d'urgence que jamais la mobilisation révolutionnaire des masses européennes et mondiales pour le renversement de l'impérialisme international, Les intérêts particuliers de la bureaucratie l'on obligée à ag'r à l'encontre de ces intérêts fondamentaux de l'U.R.S.S. Au lieu de permettre un large essor de l'économie de l'Europe orientale et centrale, la bureaucratie a commencé par ruiner ces pays par ses prélèvements sous différentes formes, puis elle leur a imposé un cadre d'exploitation dans lequel tout développement sérieux des forces productives est condamné à étouffer (tarifs préférentiels, mouvements commerciaux à sens unique, réparations, coupure des marchés traditionnels, impossibilité de livraison d'équipement industriel, etc.). Au lieu de favoriser une large mobilisation révolutionnaire des masses, qui aurait pu balayer sans grands efforts la bourgeoisie croulante dans la plupart de ces pays, le Kremlin a commencé par s'allier à la pire réaction et par briser par la politique de ses partis, combinée à l'action de son armée et de sa diplomatie, la montée révolutionnaire, qui se développa sous une forme ou une autre, dans presque tous ces pays.

Mais, de même qu'en Russie, la bureaucratie soviétique se maintient sur la base de la propriété collective des moyens de production, malgré le fait que ses propres privilèges et sa politique réactionna re sapent de plus en plus cette propriété, son action dans les pays du « glacis » n'en reçoit pas moins, malgré le caractère réactionnaire de sa politique, les marques de sa propre nature sociale.

Après s'être efforcée au début de

maintenir son exploitation de ces pays et le contrôle graduel de leur appareil d'Etat dans le cadre d'une collaboration avec les restes de la bourgeo'sie nationale, la bureaucratie s'est heurtée de plus en plus à la subsistance de secteurs privés de l'économie et de partis bourgeois ou petits-bourgeois dans les coalitions gouvernementales comme à des obstacles pour réaliser ses propres fins économiques, politiques et militaires. La lutte contre ces obstacles, qui prend la forme d'une élimination de plus en plus complète des organisations bourgeoises et petites-bourgeoises de la vie politique ainsi que d'une limitation de plus en plus prononcée des secteurs privés de l'industrie a ceci de particulier que la structure bourgeo'se de l'Etat et la nature bourgeoise de la propriété restent maintenues. Dans ce caractère contradictoire de l'action stalinienne se trouve donc pleinement développée la contradiction inhérente dans la nature même de la bureaucratie soviétique qui, tout en étant incapable de conduire l'U.R.S. S. en avant sur la voie vers le soc'allisme, est en même temps incapable de se transformer en une classe capitaliste au sens historique du mot. Les formes hybrides de son pouvoir et de son pillage dans le a glacis » ne sont rien d'autre qu'un parallèle correspondant dans des circonstances objectives différentes aux formes hybrides de son pouvoir et de son pillage en U.R.S.S.

18. - La bourgeoisie des pays du « glacis » rechercha et accepta partout avec avidité un compromis avec la bureaucratie soviétique qui lui était imposé par les rapports de forces internationaux et comme un « moindre mal » par rapport à une victoire révolutionnaire. Elle réussit, en Finlande, en Roumanie et en Hongrie à opérer un renversement d'alliance qui assura une transmission des pouvoirs d'une équipe bourgeoise à une autre, acceptable aux yeux de la bureaucratie. Le prix qu'elle paya pour ce maintien de l'essentiel de ses privilèges sociaux

a) les termes des traités d'armislice et de paix, permettant la saisie par la bureaucratie de la propriété allemande dans ces pays et le paiement de réparations onéreuses échelonné sur une longue durée

b) la constitution de sociétés mix-

tes pour l'exploitation des sources de matières premières d'importan-

ce vitale, etc. ;

c) une épuration de son appareil étatique de tous les éléments hostiles à l'U.R.S.S. ainsi que de la remise entre les mains d'agents staliniens ind gènes de la bureaucratie d'une série de positions-clés dans l'armée, l'appareil de répression. l'administration, etc.

19. - La bourgeoisie de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Bulgarie et de Yougoslavie - ou plutôt : ce qui subsista t d'elle au moment de d'occupation russe - dut s'incliner devant la pression combinée de la montée révolutionnaire et de l'occupation soviétique et accepta sans résistance une série de réformes économiques dont une partie correspondait aux besoins propres de l'économie cap'taliste (nécessité de suppléer à la pauvreté en capitaux. de remplacer les propriétaires allemands, etc.) et une autre à la pression de la bureaucratie soviétique. Cette acceptation prit la forme d'un compromis conscient (Tchécoslovaquie) ou d'une imposition pure et simple (Yougoslavie), en fonction de la force relative qui resta à la bourgeoisie à ce moment. En fonction du même facteur et également du degré d'indépendance du mouvement des masses, les staliniens purent occuper plus ou moins rapidement l'ensemble des positions-clés de l'appareil d'Etat bourgeois.

20. - Pendant toute cette première étape, la dominante de la politique stalinienne fut son caractère contre-révolutionnaire. Ce caractère se manifesta essentiellement ainsi :

a) par la politique nationaliste et « d'union nationale » des partis staliniens qui s'efforcèrent d'empêcher de freiner ou d'arrêter toute action indépendante des masses et conclurent des alliances avec les forces les plus réactionnaires (cour roumaine. haute bourgeoisie finnoise, semi-fascistes bulgares du Zvéno, nationauxdémocrates de Grabski en Pologne) qui brisèrent tous les novaux de dualité de pouvoir établis par les ouvriers et qui s'efforcèrent de réprimer de plus en plus toute manifestation d'opposition ouvrière, d'indépendance d'organisation, etc. ;

b) par le régime de terreur ou de dictature militaire à l'aide duquel l'armée russe elle-même brisa des initiatives révolutionnaires, surtout en Allemagne, Autriche et Hongrie :

c) par le pillage que constitue la politique économ que de la bureaucratie soviétique face à plusieurs de ces pays (réparations, sociétés mixtes, traités commerciaux, etc.) et par l'oppression nationale et policière qu'elle établit à des degrés différents dans plusieurs de ces pays.

Toute cette étape peut être caractér'sée comme un effort d'exploitation des ressources du « glacis » et d'assise de son contrôle stratégique tout en y maintenant des rapports de production capitalistes et une structure bourgeoise de l'Etat sous

leur forme traditionnelle.

21. - La résistance de la bourgeoisie et des couches aisées de la petite bourgeoisie de ces pays face à la polit que de la bureaucratie soviétique s'accentua en rapport direct avec le reflux du mouvement des masses provoqué par la démoralisation du prolétariat par suite de la politique stalinienne et du rôle réactionnaire de l'occupation russe et en rapport direct avec l'aggravation des contradictions URSS-USA. La bourgeoisie du « glacis » sait très bien que, sans l'aide directe de l'impérialisme américain, elle ne réussira jamais à rejeter la tutelle russe. Mais la bureaucratie soviétique ne peut en aucune facon lier cette bourgeoisie à elle de façon économique - comme la bourgeoisie impérialiste réussit à se lier la bourgeoisie coloniale. Elle ne peut livrer aux pays du « glacis » ni les capitaux ni l'outillage industriel dont ces pays ont besoin pour réaliser leur reconstruction économique. A mesure que ces besoins de reconstruction se firent sentir de facon plus pressante, les exactions russes acquirent un caractère de plus en plus odieux à ses yeux. Sa résistance face à ces exactions s'accentua aussi bien sur le plan politique. En même temps, les difficultés grandissantes de l'industrie « nationalisée », l'inflation et le désordre financier, la rapide concentration de la production agricole entre les mains des koulaks au profit desquels la réforme agraire s'est établie, le développement de la spéculation, l'accumulation des devises étrangères par la bourgeoisie commerciale. la famine, etc., multiplièrent les difficultés pour la bureaucratie soviétique et ses agents staliniens indigènes d'atteindre dans le cadre des rapports de production capitalistes les buts économiques qu'ils poursui-

vent (livraison aux termes fixés des

réparations, augmentation des échanges commerciaux, augmentation de la production dans les sociétés mixtes, etc.).

22. - Face à ces difficultés, la bureaucratie a été forcée d'intervenir de plus en plus énergiquement contre les centres de résistance économique et politique bourgeois. Ces interventions ne purent se limiter à une action policière ou de pression purement extérieure que là ou la bourgeoisie était affaiblie au point d'être incapable d'opposer une véritable résistance organisée. Là où ce n'était pas le cas, la bureaucratie stalinienne a été forcée d'épauler son action policière par une mobilisation limitée des masses (Tchécoslovaquie), tout en s'efforçant de maintenir celles-ci dans les cadres étroits de son contrôle et tout en se retournant immédiatement contre tout « excès » de la part des masses.

Le résultat de ces interventions a

été le suivant :

a) l'élimination progressive de tous les centres d'opposition bourgeoise ou petite bourgeoise de la vie

politique.
b) l'établissement d'un contrôle graduel de la bureaucratie stalinienne et de ses agents « nationaux » sur l'économie de ces pays, par l'utilisation de méthodes différentes

dans différents secteurs :

- détachement des « S. A. G. » et sociétés mixtes de l'économie nationale de ces pays et tentative de les rattacher directement à la planifi-

cation soviétique ; contrôle des secteurs nationalisés par les staliniens « nationaux » : - contrôle indirect des secteurs privés par la distribution des matières premières, la fixation et le contrôle des prix, la détermination des

crédits bancaires, etc.

23. - De par sa nature sociale, la bureaucratie soviétique est incapable d'intégrer définitivement les pays du « glacis » dans l'économie soviétique sans une destruction complète du capitalisme dans ces pays. Pareille destruction a eu lieu effectivement dans les pays baltes, dans la Pologne orientale, en Bessarabie, en Carélie. Sa possibilité était déterminée par l'état concret des rapports de forces dans ces pays, entre la bourgeoisie (extrêmement réduite) et la pression de l'impérialisme mondial d'une part et la bureaucratie d'autre part, ainsi que par les rapports de forces à l'inté-

rieur du mouvement ouvrier et le degré de contrôle des staliniens sur le mouvement des masses.

Sur one échelle aussi grande que la moitié de l'Europe une assimila-tion structurelle des pays du « glacis » était imposs bie aussi ben par suite des rapports de forces internationaux que par suite des rapports entre la bureaucratie soviétique et le prolétariat de ces pays. Dans la mesure où la bureaucratie a été forcée à une l'imitation de plus en plus prononcée des secteurs privés de l'industrie, elle l'a fait de facon purement empirique, d'après les con-ditions existant dans chaque pays déterminé à un moment précis et sans v détruire fondamentalement les rapports capitalistes de production. Cela trouve son expression idéologique dans la théorie de la « démocratie nouvelle » et dans l'ensemble des positions prises par les partis staliniens du « glacis » qui tous confirment la substance du capitalisme dans ces pays. On ne peut pas exclure par avance qu'une évolution déterminée des rapports de forces nécessite une véritable ass'milation structurelle de tel ou tel pays du « glacis ». Mais il est nécessaire d'indiquer clairement que la politique de limitation progressive des secteurs privés jusqu'ici ne s'est pas orientée dans cette voie et que les formes spécifiques d'exploitation que la bureaucratie soviétique a introduites constituent des obstacles puissants et entièrement nouveaux sur la route vers une telle assimilation.

Le caractère capitaliste de l'économie des pays du « glacis » ressort des facteurs suivants :

a) nulle part, la bourgeoisie n'a été détru'te en tant que classe ni expropriée comme telle (à l'exception de certaines catégories placées dans la catégorie des « collaborateurs p).

b) dans tous ces pays, la bureaucratie a introduit des formes d'exploitation particulière (sociétés mixtes, sociétés soviétiques par actions, traités de commerce à tarifs préférentiels, etc.) qui, tout en prenant des formes particulières de par la nature sociale de la bureaucratie, apparaissent dans le cadre de l'économie de ces pays comme des formes d'exploitation capitaliste.

c) de larges secteurs bourgeois subsistent dans le secteur de l'industrie légère auxiliaire ou dans le secteur de la répartition, employant en général plus ou moins de la moitié de la main-d'œuvre totale du pays. Le secteur privé continue à participer à la répartition de la plus-value extraite de la main-d'œuvre du secteur nationalisé, à travers des rapports commerciaux multiples, des crédits bancaires, etc...

OUATRIEME

d) le secteur nationalisé lui-même continue à avoir une structure capitaliste (bilan de profits, rôle de l'argent, comptabilité, maintien de la structure individuelle, etc.)

e) l'anarchie de la production est encore accentuée par le fait que les propriétés allemandes saisies par I'U. R. S. S. sont placées hors du contrôle même des agents staliniens « nationaux » et fonctionnent indépendamment des autres secteurs de l'économie. Ce fait ainsi que le maintien des frontières nationales étroites et désuètes des pays du « glacis » rendent toute la planification impossible, même en faisant abstraction de la nature de la propriété.

f) nulle part les dettes étrangères ne furent annulées. Le capital étranger ne fut pas exproprié, des accords d'indemnisation sont déjà conclus ou sont sur le point de l'être partout où la propriété du capital étranger a été nationalisée.

g) le sol n'a pas été nationalisé ; l'ensemble de l'agriculture qui a un poids décisif dans l'économie de la p upart de ces pays, garde sa struc-

ture capitaliste.

La particularité des pays du « glacis » réside donc en ceci que la bureaucratie soviétique a réussi pour le moment à donner à l'économie capitaliste une orientation qui correspond en premier lieu à ses propres intérêts. Cette situation ne peut être que transitoire. Elle doit aboutir soit à un recul de la position de la bureaucratie sous la pression impérialiste, soit à une véritable destruction du capitalisme qui n'est poss'ble qu'à travers la mobilisation révolutionnaire des masses et l'élimination des formes particulières d'exploitation que la bureaucratie a introduites dans ces pays.

24. - L'Etat des pays du « glacis » reste un Etat bourgeois :

a) parce que sa structure reste bourgeoise : Nulle part la vieille machine bureaucratique de l'Etat bourgeois n'a été détruite. Les staliniens ont seulement occupé la place de couches déterminées de l'appareil étatique bourgeois.

b) parce que sa fonction reste bourgeo'se, Alors que l'Etat ouvrier défend la propriété collective des movens de production, issue d'une révolution socialiste victorieuse, l'Etat des pays du « glacis » défend une propriété qui, malgré ses formes diverses et hybrides, reste fondamentalement de nature bourgeoi-

La bureaucratie soviétique a été et reste forcée de maintenir la structure et la fonction bourgeoises de l'Etat, non seulement parce que leur destruction n'est possible qu'à travers la mobilisation révolutionnaire des masses, mais également pour défendre sa propre exploitation particulière des trava lleurs de ces pays. Là où elle est forcée de passer à une mobilisation limitée des masses dans des organes potentiels de double pouvoir (comités d'action en Tchécoslovaquie), elle insiste tant par son action que par sa propagande sur le fait que ces organes ont pour fonction non de se substituer aux organes d'Etat, mais seulement

de les épauler. Tout en gardant ainsi sa structure et sa fonction bourgeoises, l'Etat des pays du « glacis » présente en même temps une forme extrême de bonapartisme, l'appareil d'Etat stalinisé n'ayant pas seulement acquis une large indépendance par rapport à la bourgeois e comme par rapport au prolétariat, de par l'équilibre et la prostration progressive de ces deux classes, mais également et surtout de par sa liaison intime avec 'appareil étatique soviétique et le poids dominant que cet appareil possède actuellement en Europe orientale suivant les rapports de forces internationaux. Du caractère bourgeois de l'Etat des pays du « glacis » résulte la nécessité de la destruction violente de sa machine bureaucratique comme condition essentielle pour la victoire de la révolution socialiste dans ces

#### LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE DANS LES PAYS DU « GLACIS »

25. - La situation politique laquelle la IVe Internationale doit dans les pays du « glacis », face à élaborer sa stratégie révolutionnai-

teurs suivants :

a) l'existence, à des degrés différents, d'une dictature policière stalinienne dans ces pays (à l'exception de la Finlande) :

b) l'extraordinaire affaiblissement du capitalisme au lendemain de la fin de la guerre qui a provoqué partout un repli des couches conservatrices vers des formations inter-

médiaires (partis paysans);
c) la démoralisation du prolétariat, conséquence de la politique réactionnaire stalinienne, qui a provoqué un reflux des masses ouvrières de la scène politique, a profondément bouleversé les rapports de forces sociaux, a rendu une confiance dans leur « rôle historique » aux couches bourgeoises démoralisées en 1944 et a orienté la petite bourgeoisie vers les organisations d'extrêmedroite.

Il s'ensuit que le véritable tableau des rapports de forces est profondément faussé sur le plan parlementaire ou sur celui des partis légaux. L'appui principal des coalitions gouvernementales actuelles reste la puissance et le ravonnement de la bureaucratie soviétique. Seulement en Finlande, en Tchécoslovaquie et dans une certaine mesure en Hongrie, des fractions collaborationnistes de la bourgeoisie ont pu se maintenir au pouvoir dans des conditions plus favorables. Dans les autres pays, ces fractions - représentées dans la plupart des cas par les partis paysans - ont été écrasées entre le marteau de la terreur stalinienne et l'enclume des forces conservatrices qui luttent directement pour rétablir le régime d'avantguerre.

26. - L'état d'esprit des masses est dominé par deux préoccupat'ons dans une certaine mesure contradictoires:

a) la masse des ouvriers et paysans pauvres est profondément opposée à tout retour à la situation d'avant-guerre. Elle a, en général, accepté avec enthousiasme les réformes de 1945 et a eu de grandes illusions sur la possibilité de reconstruire le pays sur des bases « socialistes » grâce à ces réformes.

C'est précisément cette peur des masses qu'une victoire de l'opposition antistalinienne signifie un retour à la situation antérieure qui paralyse en grande mesure leurs efforts et qui accentue leur passivité. La misère et la concentration sur

re, est déterminée par les trois fac- des préoccupations purement économiques travaillent dans le même

> b) l'hostilité grandissante envers les tendances dictatoriales des régimes stal'nisants et envers le rôle réactionnaire que la bureaucratie v joue. Particulièrement vives sont les réactions des couches ouvrières les plus avancées (en Pologne, Finlande, Tchécoslovaquie, Bulgarie) contre les mesures tendant à supprimer les manifestations libres de la lutte de classes, face aux patrons privés et à l'Etat-patron. C'est l'absence d'un parti révolutionnaire, essavant de soutenir ces visées justifiées des masses dans le cadre d'une politique révolutionnaire, qui risque de rejeter de larges couches laborieuses dans la démoralisation et la prostration et d'amener les éléments politiquement les plus confus parmi les « activistes » dans le camp con servateur de la bourgeoisie nationa-

27. - L'avant-garde révolutionpaire doit donc formuler une ligne politique qui correspond à ces deux préoccupations fondamentales des masses.

a) les miliants bolchéviks-léninistes doivent prendre résolument la tête de toutes les actions des massespour défendre leur niveau de vie et leurs libertés démocratiques. Ils doivent être à l'avant-garde des grèves, des manifestations, des démonstrations en vue d'améliorer les conditions de vie et de travail des ouvriers, en vue de protester contre toute limitation des libertés d'organisation, de réunion, de parole, de presse, etc. Ils doivent poser la nécessité d'une lutte pour l'évacuation des pays par les troupes russes et placer cette lutte dans le cadre d'un programme révolutionnaire pour toute l'Europe, permettant la reconstruction de ces pays grâce à la libre collaborat'on entre Républiques socialistes libres.

I's doivent lier cette lutte à des efforts constants pour appeler les soldats de l'armée russe à la fraternisation avec les travailleurs des pays occupés et pour leur expliquer que le libre développement de la lutte de classe dans ces pays constituerait une barrière infiniment plus puissante contre l'impérialisme américain que l'occupation militaire russe et la haine qu'elle provoque envers PU. R. S. S.

b) les militants bolchéviks-léninistes doivent en même temps se-

déclarer opposés de la facon la plus ferme à tout retour à la situation du passé. Ils doivent constamment mettre les masses en garde contre les manifestations et le développement des forces réactionnaires et clairement démontrer la responsabilité stalinienne dans cette situat'on. Dans le cas de coups d'Etat réactionnaires resaurationnistes, dirigés par les agents de l'impérialisme, pour restaurer l'ancien régime, ils doivent mobiliser le prolétariat pour reprendre la voie de l'action et pour écraser les forces qui ne peuvent qu'instaurer une sanglante dictature fasciste dans le pays (cf. Grèce). Dans ce cas, un prolétar at victorieux contre sa bourgeoisie, à travers sa propre mobilisation révolutionnaire éliminerait facilement ce qui subsisterait de l'appareil stalinien. C'est seulement l'abstention du prolétariat et l'absence d'un parti révolutionnaire qui pourrait renforcer la dictature stalinienne après la défaite des forces bourgeoises réactionnaires.

OUATRIEME

Cette politique n'a rien de commun avec celle du « troisième front » car elle est une politique d'intervention active.

Dans la lutte entre les ouvriers et les paysans pauvres d'un côté, et l'appareil stalinien de l'autre, el'e intervient activement du côté des ouvriers. Dans cette lutte, la sympahie et le soutien de la bourgeoisie vont tout à fait du côté du régime. Dans l'éventualité d'une attaque armée de la réaction bourgeoise contre le régime actuel, cette politique mob'lisera la classe ouvrière contre la bourgeoisie. Ce sera là le plus sûr moven pour liquider à la fois le capitalisme et la dictature stalinienne. Elle défend les intérêts historiques des masses et vise, ici comme partout, à transformer chaque lutte partielle en une lutte pour la révolution soc'aliste. Cette politique n'est nullement en contradiction avec nore analyse de l'U. R. S. S. Elle applique seulement en prati-

a) le fait que les traits réactionnaires de l'occupation russe dépassent de loin en importance les traits progressifs :

b) la subordination de la défense de ce qui subsiste des conquêtes d'Octobre aux intérêts de la révolut'on internationale.

28. - Cependant, ces deux tâches politiques combinées ne peuvent se poser sur le plan de l'action qu'à l'étape suivante. A l'étape actuelle, étape de recul et de désorientation des masses dans le « glacis », les tâches de l'avant-garde sont doubles : préparer par la propagande et l'éducation les cadres pour une intervention efficace dans la vague qui vient, lier plus intimement ces cadres aux couches avancées du prolétariat par une intervention active dans chacune de ses luttes. La vie politique ouvrière se concentre aujourd'hui, dans ces pays, dans la social-démocratie. La différenciation qui s'v est produite a été faussée jusqu'ici par l'absence d'une tendance révolutionnaire. Les éléments ouvriers antistaliniens les plus actifs ont ainsi été canalisés par les sociaux-démocrates droitiers, recherchant une alliance avec la « gauche » bourgeoise et l'impérialisme. Le devoir des bolchéviksléninistes dans les pays du « glacis » cons'ste à dresser à l'intérieur des partis sociaux-démocrates une tendance révolutionnaire face, à la fois aux capitulards devant la bourgeoisie et aux capitulards devant le sta-'inisme Dans la mesure où cette tendance gardera sa physionemie propre, décrite plus haut, elle deviendra un pôle d'attraction pour tous les ouvriers avancés degoûtés du stalinisme.

De leur côté, les préoccupations des couches avancées du prolétar at tournent aujourd'hui autour des questions économiques du secteur étatique. La ligne fondamentale des bolchéviks-léninistes dans ces questions doit consister à défendre les intérêts immédiats des masses contre l'Etat-patron. Mais en même temps il est nécessaire de poser, ne fût-ce que sous forme propagandiste, les questions histor ques liées à une solution définitive des problèmes posés par la situation actuelle, c'est-à-dire un programme de revendications transitoires mobilisant les masses sur la voie de la révolution pro'étarienne dans ces pays. Les bolchéviks-leninistes proposeront les revendications suivantes:

suppression des traités de paix. des réparations, etc. ;

saisie de toute la « propriété soviétique » par les ouvriers des pays occupés :

contrôle ouvrier sur la produc-

expropriation de toute la grande et movenne bourgeoisie :

planification réelle par la centralisation des industries et des banques dans des trusts et une banque d'Eat :

expropriation du capital étran-

élection des directeurs d'usines par les ouvriers :

réduction de leurs salaires au niveau de ceux d'un ouvrier qualifié. révocabilité des directeurs au gré

des électeurs ; élaboration d'un plan de développement harmonieux de l'économie citadine et paysanne dans l'intérêt des masses avec participation active des Comités d'ouvriers et de

paysans pauvres.

29. - La question de la démocratisation de la vie économique et la question nationale se posent dans les pays du « glacis » dans un milieu social déterminé qui n'est ni celui de « pays coloniaux » ni celui d'une d'une société soviétique bureaucratisée. Le fait que le capitalisme subsiste dans les pays côte à côte avec l'exploitation par la bureaucratie stalinienne doit déterminer fondamentalement notre stratégie. Du caractère capitaliste de ces pays découle la nécessité du défaitisme révolutionnaire le plus strict en temps de guerre envers leur propre gouvernement. Il en découle également que nous n'accordons aucune mission « progressive » à la bourgeoisie réactionnaire de ces pays ni aucune possibilité d'action indépendante aux organisations petites bourgeoises paysannes. Tout en soutenant sans réserves chaque pas concret des masses sur la voie de la lutte contre le régime policier, le pillage, la suppression des libertés ouvrières, l'exploitation accrue des travailleurs. nous ne cessons pas un instant notre opposition politique irréductible à toutes les organisations bourgeoises ou petites bourgeoises, agences de l'impérialisme qui, loin d'être une « expression », même confuse, de cette volonté de lutte des masses, constituent en réalité des instruments pour canaliser et briser une nouvelle montée ouvrière.

De même nous ne demandons pas l'expropriation de la bourgeoisie, l'établissement d'un véritable monopole du commerce extérieur, la lutte efficace contre la spéculation et le marché noir, aux forces occupantes russes ou aux gouvernements stalinisants, entièrement réactionnaires. Nous appelons les soldats prolétariens russes à ne pas se laisser utiliser comme briseurs de grèves ou gendarmes anti-ouvriers par la bu-

reaucratie. Nous misons sur l'action révolutionnaire des masses pour balaver ce qui subsiste du pouvoir des capitalistes, tout en balavant en même temps les formes et instruments d'exploitation et d'oppression par la bureaucratie soviétique établis dans ces pays, C'est pourquoi, tout en soutenant chaque pas revendicatif en avant des masses laborieuses sur la voie de la lutte anticapitaliste, nous les mettons constamment en garde quant au caractère contre-révolutionnaire et anti-ouvrier de la politique et des organisations staliniennes et nous défendons sans relâche la nécessité de la construction d'un nouveau parti révolutionnaire. Un accent particulier doit être mis sur le caractère international de la Révolution socialiste. Aux capitalistes et petits-bourgeois qui comptent sur l'intervention américaine et aux staliniens qui misent sur la puissance russe, nous opposons la stratégie indépendante de défense des intérêts des masses dont le soutien essentiel doit résider dans les forces mondiales de la révolution socialiste. Le but fondamental de notre stratégie reste donc l'établissement de Républiques socialistes indépendantes polonaise, tchèque, hongroise, etc., dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Mais l'application tactique de cette ligne stratégique dépendra des circonstances concrètes.

30. — La politique stalinienne en Allemagne orientale et en Autriche est la démonstration la plus claire du rôle réactionnaire de la bureaucratie dans le « glacis », comme ce rôle réactionnaire est le meilleur indice de la neutralisation progressive de ce qui reste des conquêtes d'Octobre par le caractère parasitaire de la bureaucratie. De toutes les puissances d'occupation, la Russie stalinienne s'est montrée la plus barbare envers les populations allemande et autrichienne. La déportation implacable de l'outillage industriel et de la main-d'œuvre, le pillage, le viol et l'enlèvement de la population civile, le subordination cynique de toute la vie sociale allemande et autrichienne aux intérêts de la bureaucratie, les actes d'arbitraire antidémocratiques incessants en Autriche, ainsi que l'instauration rapide d'un régime de dictature effective en zone orientale en Allemagne ont ouvert les yeux des masses laborieuses sur le véritable caractère de la bureaucratie et provoqué

une vague d'anti-soviétisme d'une violence sans égale, dont sonffre non seulement le mouvement stalinien. mais l'idée même du communisme La délimitation la plus énergique et la plus persistante contre ces crimes envers les masses allemandes et autrichiennes, une prise de position sans équivoque pour l'arrêt immédiat de tout démantèlement, le maintien en Allemagne et en Autriche de

toute la production courante, la suppression de tous les accords de réparations, le transfert entre les mains des ouvriers allemands et aurichiens de toute la « propriété soviétique » constituent les prémisses pour la construction d'un parti révolutionnaire qui seul peut être capable d'empêcher l'impérialisme américain d'utiliser à fond la vague d'antistalinisme des masses

#### LA NATURE DES PARTIS STALINIENS

La bureaucratie des partis staliniens qui s'est développée dans tous les pays, comme conséquence de la dégénérescence du Komintern, de la suppression de la liberté de tendance, de l'étouffement de l'esprit critique et de l'élimination des éléments les plus éduqués. les plus conscients et les plus indépendants, a complètement transformé le caractère de ces organisations.

De partis révolutionnaires suivant une ligne politique plus ou moins erronée - « centriste » - reflétant les oscillation de l'orientation du Parti bolchévik russe à direction stallinienne, elles sont devenues des organisations dont la seule fonction consiste à servir les manœuvres diplomatiques de la bureauoratie soviétique. La direction stalinienne est de ce fait « contre-révolutionnaire » au même titre que la direction réformiste de la sociall-démocratie, elle dés're empêcher par tous les movens l'éclatement ou le développement victorieux de mouvements révolutionnaires des masses. Néanmoins, les partis staliniens, au même titre que les partis sociaux-démocrates, restent des partis ouvriers profondément dégénérés — au moment où l'on applique les critères suivants:

a) les ouvriers qui adhèrent à ces partis les considérent comme des organisations ouvrières et y adhèrent parce qu'ils sont conscients de la nécessité d'une organisation de classe prolétarienne :

b) la bourgeoisie considère ces partis comme des partis de « l'ennemi de classe », représentant le prolétariat, bien qu'elle soit consciente de leur subordination au Kremlin ;

c) la bureaucratie des partis staliniens est elle-même consciente que pour jouer son rôle de façon efficare, elle doit s'appuver sur les masses ouvrières et conserver la confiance de celles-ci.

32. - La montée extraordinaire que les partis staliniens ont connue à la fin de la guerre ne peut être comprise que si l'on cousidère ce phénomène dans le cadre du flux du mouvement ouvrier. Pour la grande majorité des prolétaires et des paysans pauvres de la plupart des pays du monde, leur passage de la social-démocratie. des organisations petites-bourgeoises ou de la passivité politique vers les partis stalliniens était l'expression de la première étape de leur radicalisation

a) les partis staliniens apparaissent tonjours aux yeux de ces couches comme représentant une tradition révolutionnaire :

b) les masses avaient fait l'expérience, durant deux décades, du dévouement et du courage des cadres inférieurs staliniens avec lesquels elles étaient en contact constant, au cours de tous les combats de classe ;

c) les masses n'avaient pas encore fait leur expérience propre de la trahison de classe des dirigeants staliniens (expérience gouvernemen-

tale prolongée) :

d) le rôle prédominant des militants staliniens dans les mouvements de résistance des masses - expression avant tout de la solidité, de la puissance et du dynamisme plus grand de leur appareil - ainsi que que la résistance victorieuse de l'U.R.S.S. à l'agression impérialiste avaient rempli les masses de nouvelles illusions quant aux possibilités de bouleversement social sous la direction des Partis communistes.

Cependant, l'éclatement de la guerre germano-russe a const'tué pour tous les partis staliniens du monde un tournant fondamental et définitif dans leur politique. Ces partis sont devenus, à partir de ce moment, les partisans les plus acharnés de « l'union sacrée » et de a l'effort de guerre ». Leur propagande perdit toute marque extérieure

du langage de classe. Le chauvinisme le plus abiect devenait la « ligne ». Dans les colonies (Indes, etc.). les partis communistes devenaient les agents les plus efficaces de l'impérialisme. Dans les pays de l'Europe orientale, ils devenaient des organes gouvernementaux complètement conservateurs, dont la fonction consistait à la foi à étouffer toute velléité d'action indépendante du prolétariat et à maintenir la bourgeoisie dans le cadre de son « modus vivendi » avec la bureaucratie.

Dans les pays d'Europe occidentale et dans plusieurs pays de l'Amérique Latine, les partis communistes devenaient les principaux fossoveurs de la révolution prolétarienne montante et répétaient à l'échelle de la planète le rôle de super-Noske qu'ils avaient joué dans la révolution espagnole. De la part de la bourgeoisie, la participation gouvernementalle des partis communistes exprimait la conscience nette du fait que le stalinisme était devenu le facteur contre-révolutionnaire le plus efficace dans le mouvement ouvrier. De la part des staliniens, elle réflétait les besoins fondamentaux de la bureaucratie soviétique, à savoir :

a) empêcher l'éclatement de la révolution prolétarienne,

b) utiliser le rôle de « sauveur du capitalisme » pour arracher à la bourgeoisie des concessions économiques et surtout diplomatiques favorables au Kremlin,

c) pénétrer dans l'appareil d'Etat bourgeois et préparer ainsi les positions « stratégiques » pour sa neutralisation en cas de guerre impé-

rialiste antisoviétique.

Ce tournant constitue l'aboutissement logique de l'évolution politique du stalinisme. A partir de ce moment, le but poursuivi par les partis communistes consiste de plus en plus exclusivement dans un chantage envers la bourgeoisie pour obtenir d'elle une orientation neutre ou favorable par rapport au Kremlin et le maintien des positions staliniennes « conquises » dans l'appareil d'Etat bourgeois. Les partis staliniens deviennent des partis néo-réformistes qui se distinguent des parfis réformistes par leur liaison avec la bureaucratie soviétique. Tout comme les vieux partis réformistes s'efforcent de concillier l'existence de la bureaucratie ouvrière avec celle de la bourgeoisie nationale, les partis staliniens s'efforcent de concilier l'existence de la bureaucratie sovié-

tique avec celle de la bourgeoisie mondiale. A travers les oscillations de la conjoncture, des tournants conioncturels, à droite ou à gauche, peuvent être effectués dans le cadre de cette orientation fondamentale. Un véritable retour à une orientation nseudo-révolutionnaire, comparable à celle de 1939-41, n'est plus possible sauf en cas d'éclatement de la guerre américano-russe et dans le cas de l'écrasement préalable du mouvement des masses. Les staliniens ne peuvent prendre les armes que dans la mesure où cette action ne risque pas de provoquer une réelle insurrection ouvrière. Ils ne peuvent de nouveau parler un langage « révolutionnaire » que dans la mesure où ce langage ne risque pas effectivement de déclencher la révolution prolétarienne.

INTERNATIONALE

Cette transformation fondamentalle des partis staliniens, fonction de la nouvelle politique étrangère de la bureaucratie soviétique, s'explique également par un changement dans la composition sociale et dans le recrutement des partis staliniens et trouve son expression dans une base idéologique entièrement nouvelle de ces partis :

a) à partir de 1944, les partis staliniens pénètrent pour la première fois dans l'appareil d'Etat bourgeois; en même temps, l'idéologie bourgeoise pénètre pour la première fois organiquement dans leurs rangs. A mesure que la bureaucratie stalinienne commence à posséder dans chaque pays capitaliste des intérêts « particuliers » à défendre, le caractère réformiste de sa politique doit fatalement s'accentuer. Alors que l'appareil stalinien resta presque entièrement fidèle au Kremlin, en 1939-40, parce que l'ensemble de ses intérêts le lièrent à la bureaucratie soviétique, son degré d'indépendance est certainement plus élevé maintenant qu'à ce moment. Ainsi, étant données les contradictions de plus en plus aigues entre la bureaucratie stallinienne et l'impérialisme américain, un contrôle plus direct du Kremlin sur la direction des différents partis staliniens « nationaux » dev'nt nécessaire. Cependant, de grosses fissures dans l'appareil lors d'une guerre eventuelle ne sont pas à attendre, car l'ensemble des couches dirigeantes des partis communistes sont entièrement conscientes du fait que, seule leur liaison avec l'U.R.S.S., leur permet de jouer un rôle politique « indépendant » des autres courants réformistes au sein du mouvement ouvrier ;

b) à partir de 1941 et jusqu'en 1945, 'es partis communistes ont recruté bon nombre d'éléments petitsbougeois, intellectuels, paysans, etc. Ils se sont efforcés, dès le moment où ils avaient conquis la majorité de la classe ouvrière, à concentrer leurs efforts de recrutement sur ces couches (cours vers les koulaks dans le « glacis », « défense de la propriété contre les trusts » en France, etc.). Inévitablement, un changement dans les rapports de forces. provoquant un reflux de la petite bourgeoisie vers la droite, affaiblira les partis communistes dans leur aile petite-bourgeoise et provoquera la tendance typiquement réformiste à « rattraper » ces conches perdues en accentuant la propagande droitière (chauvinisme, défense de la souveraineté nationale, défense des classes movennes, etc.);

c) l'ensemble de ces transformations dans la composition et la politique des partis communistes trouve une expression dans une base idéologique nouvelle de ces partis. Ceux-ci partent maintenant de la conception que la lutte de classe se transporte sur de plan de la lutte des puissances internationales, essentiellement sur celui de la lutte entre l'U.R.S.S. et les « démocraties nouvelles » d'un côté et le bloc anglosaxon de l'autre. Il suffit qu'un pays soit attiré dans la sphère d'influence soviétique pour qu'il puisse passer sur une voie progressive, pacifique, vers le socialisme. La révolution prolétarienne est donc « dépassée » comme la voie la plus efficace pour détruire le capitalisme, Dans les pays de la zone d'influence américaine, elle est en outre rendue « impraticable » par les rapports de forces internationaux. Les partis com-munistes doivent s'y efforcer d'ac-croître le mouvement d'indépendance des pays envers l'impérialisme américain, mouvement qui doit englober toutes les classes et qui, logiquement, doit aboutir à leur neutralisation d'abord, puis à leur inclusion dans la sphère d'influence soviétique. Cette nouvelle idéologie réformiste du stalinisme constitue l'aveu le plus apparent et le plus cynique de l'abandon de la lutte de classe révolutionnaire de la part de ces partis et de leur subordination totale aux visées de la politique étrangère du Kremlin.

#### LA LUTTE CONTRE LE STALINISME

De même que Trotsky présentait hier correctement Hitler et Staline comme des « étoiles jumelles », la puissance essentielle du stallinisme et la chance essentielle de survie de l'impérialisme mondial, résident précisément dans leur interaction, leurs rapports mutuels dans la conscience des masses. Dans la mesure où l'impérialisme américain accentue son hostilité envers la bureaucratie soviétique et où les bourgeoisies nationales accentuent leur campagne contre les partis staliniens « nationaux », les masses auront inévitablement tendance à considérer la bureaucratie soviétique et les partis staliniens comme des forces antiimpérialistes et révolutionnaires et continueront à leur donner leur appui plus ou moins passif, même dans le cas où elles ont déjà fait une première expérience de la politique traitre de collaboration de classe de la part des dirigeants staliniens.

D'autre part, à mesure que les masses - partout où le stalinisme est au pouvoir - considèrent le camp impérialiste « démocratique » comme l'autre terme réel de l'alternative à la dictature stalinienne détestée. elles reflueroni vers les organisations « démocratiques » et social-démocrates au service de l'impérialisme et leur donneront une nouvelle base de masse dans les pays où celles-ci avaient été complètement abandonnées de tout soutien populaire vers la fin de la guerre.

Mais Hitler et Staline n'étaient des « étoiles jumelles » que parce que l'époque historique de leur apparition mutuelle était une époque de reflux et de stagnation du mouvement ouvrier. La période de nouvelle montée possède dans sa propre logique de développement le mécanisme de destruction du cercle vicieux dans lequel risquent de se perdre les chances de survie de l'humanité. C'est au cours de leurs luttes. de l'amplification et de la généralisation de celles-ci que les masses accumuleront à la fois l'expérience et le dynamisme révolutionnaires nécessaires pour se dégager de l'influence stalinienne tout en accentuant leur orientation antiimpérialiste et anticapitaliste. Toute notre perspective est basée sur cette considération que la lutte de classe aura raison finalement du stalinisme. Mais il est clair, dès ma:ntenant, que le facteur subjectif, la présence d'un parti révolutionnaire ancré dans les masses et pris au sérieux par elles, joue un rôle décisif dans ce processus d'émancipation du mouvement ouvrier de la gangrène stalinienne, condition nécessaire à l'émancipation révolutionnaire du prolétariat du capitalisme décadent.

36. - Des exemples récents, aussi bien dans les pays coloniaux qu'en France, ont clairement montré la possibilité d'un débordement limité des appareils staliniens par les ouvriers en lutte des l'étape actuelle. Mais ce débordement reste encore forcément limité en fonction des fecteurs suivants

a) les partis staliniens ne sont pas encore suffisamment « usés » par

Paction gouvernementale ;

b) ils possèdent un champ de maaœuvre plus large de par l'hostilité accrue de la bourgeoisie envers

c) ills ont été capables de « rajeunir » le réformisme en le combinant avec une série de slogans de la période post-révolutionnaire en Russie ;

d) il n'y a pas encore de parti révolutionnaire considéré par les masses comme suffisamment efficace dans son action pour constituer une véritable alternative au Parti communiste :

e) les couches avancées du prolétarlat n'avalent conscience de la trahison stalinienne que sur le terrain économique (blocage des salaires, production d'abord, briseurs

de grèves, etc.).

Dans ces conditions, le débordement plus large des organisations staliniennes sera un processus long et pénible qui se confond essentiellement avec celui de la construction du parti révolutionnaire. Par une intervention constante, intelligente et patiente dans toutes les luttes ouvrières, dans tous les mouvements de mécontentement et de révolte des masses, les militants révolutionnaires doivent gagner progressivement la confiance des couches ouvrières les plus avancées afin de constituer une véritable direction nouvelle pour la prochaine vague révolutionnaire. Ils ne pourront jouer ce rôle que dans la mesure où ils apparaîtront

avec leur physionomie propre et que les masses ne pourront en aucune mesure les confondre avec le « stalinisme de gauche ».

37. - La lutte contre le stalinisme, hors des pays du « glacis », passe donc essentiellement par lesstades suivants :

a) contre le stalinisme en tant que courant idéologique d'empoisonnement de la classe ouvrière, lutte permanente constituée avant tout par la destruction de toutes les illusions des masses quant au caractère « non capitaliste » des pays du « glacis ». En même temps, une réaffirmation patiente, non doctrinaire mais éducatrice, capable d'être comprise par les masses, des bases essentielles du marxisme (lutte de classe, caractère de classe de l'Etat, nécessité de la révolution prolétarienne, principes de la démocratie ouvr'ère, internationalisme, etc.) est un des moyens de combat les plus essentiels contre le stalinisme ; b) contre le stalinisme en tant

qu'organisation prépondérante de la classe ouvrière, pénétration progressive du parti révolutionnaire dans toutes les organisations de masses et avant tout dans les usines et dans les syndicats. La lutte contre le stalinisme est essentiellement une lutte pour arracher aux staliniens leur influence prédominante sur les mas-

ses ouvrières ;
c) contre le stalinisme en tant que parti politique se réclamant de la classe ouvrière, dénonciation constante, non doctrinaire, mais éducatrice et compréhensible aux masses, de la politique antiouvrière des dirigeants staliniens, propagande revolutionnaire permettant aux masses de faire leur propre expérience du caractère traître de la direction stalinienne, agitation inlassable pour l'unité d'action prolétarienne sur tous les objectifs de classe, propagande pour un front unique dans des circonstances appropriées et à condition que certains rapports de forces soient donnés ;

d) contre le Guépéou, instrument d'assassinat stalinien, la IVº Internationale doit mener une lutte constante par tous les moyens dont elle dispose. Les staliniens ont profité de toute crise sociale pour essayer d'assassiner de nombreux militants trotskystes ou d'autres anti-stalin'ens du mouvement ouvrier, afin d'éliminer physiquement tous les cadres pouvant donner une direction révolutionnaire au prolétariat (Espagne, Grèce, Vietnam). Tout le bilan des crimes du Guépéon doit être constamment dénoncé. Avec la plus grande vigilance, les préparatifs de nouveaux crimes staliniens doivent être dépistés et mis en lumière. Les secteurs les plus larges de l'opinion publique doivent être mobilisés contre ces crimes. Il faut que la IVº Internationale apprenne à prendre elle-même aussi les mesures nécessaires d'auto-défense de facon soigneuse et complète. Contre les méthodes d'assassinat froidement perpétrés par le Guépéou, tout moven a notre disposition doit être utilisé. 38. — Historiquement, le

sort du prolétariat mondial dépend de sa capacité à rejeter à temps la tutelle stalinienne pour éviter que l'impérialisme écrase la classe ouvrière ensemble avec l'Union Sovié-

tique.

La conscience de cette nécessité historique inéluctable, est incarnée dans la IVº Internationale. Son analyse du monde actuel est basée sur la compréhension de la décomposition parallèle du monde capitaliste et de la Russie soviétique en l'absence d'une révolution socialiste mondiale victorieuse. Son cours, qui est un cours vers la révolution mondiale, ne peut, à l'étape actuelle qui est une étape de développement des luttes des masses, comporter aucune trace d'engagement en faveur de l'impérialisme anglo-américain ou de la bureaucratie soviétique. Aussi bien dans les pays au della qu'en decà du « rideau de fer », notre ligne politique déterminée par les intérêts immédiats et historiques des masses opprimées, est celle de leur lutte de classe prolétarienne. C'est pourquoi, essentiellement, la lutte entre les partisans grecs et le gouvernement Sophoulis-Tsaldaris, n'est pas pour nous une lutte entre « les deux blocs », mais une lutte entre ouvriers et bourgeois. C'est pourquoi nous sommes du côté des masses ouvrières du « glacis » contre les régimes staliniens et contre les conspirations réactionnaires impérialistes éventuelles. Partout nous partons de la prédominance de cette lutte de classe en tant que facteur déterminant de l'évolution politique.

#### III. - LA DISCUSSION SUR LA QUESTION RUSSE

#### LA SIGNIFICATION HISTORIQUE DE CETTE DISCUSSION

tionnelle prise par la discussion russe, d'abord dans le mouvement trotskyste et maintenant dans l'ensemble de l'opinion ouvrière et bourgeoise mondiale, provient du développement entièrement imprévu qu'a pris la soc!été russe depuis la Révolution d'Octobre et de la place de premier plan qu'elle occupe aujourd'hui dans les rapports internationaux. L'importance de la « question russe », dans les discussions idéologiques, n'est que le reflet de l'importance historique de la Révolution d'Octobre et de l'importance politique de la dictature stalinienne dans les affaires mondiales.

Mais à l'intérieur du mouvement ouvrier révolutionnaire, la signification historique de la question russe dépasse largement celle qui est attachée à l'explication des phénomènes russes et staliniens eux-mêmes. Comme cela fut le cas dès la lutte de l'Oppos'tion de Gauche contre la théorie du « socialisme dans un seul pays », l'enjeu de cette discussion n'est rien moins que le maintien du marxisme contre des tendances révisionnistes et désagrégatrices

L'importance excep- qui se font jour dans le mouvement ouvrier sous la pression de l'idéologie bourgeoise ou petite bourgeoise.

40. — Le révisionnisme au XIX siècle, profondément imprégné d'optimisme petit-bourgeois fut le reflet de l'évolution relativement « pacifique » du capitalisme. Aussi longtemps que « le mouvement » semblait pouvoir apporter constam-ment de nouvelles positions au prolétariat - et avant tout de nouvelles prébendes à la bureaucratie ouvrière - l'illusion que « le mouvement est tout. le but n'est rien » pouvait trouver un large écho dans les couches les plus satisfaites de l'aristocratie ouvrière et de la petite bourgeoisie radicale.

Le révisionnisme d'aujourd'hui est profondément imprégné du pessimisme petit-bourgeois, reflet de l'évolution catastrophique des dernières trois décades, des défaites ouvrières ininterrompues, de la dégénérescence monstrueuse de l'U.R. S.S. et du développement de tendances barbares dans le monde contemporain. Aussi longtemps qu'une victoire révolutionnaire décisive ne sera pas remportée dans un pays avancé — et les petits-bourgeois ne sont attirés par la puissance des idées réelles que dans la mesure où celles-ci se combinent à l'idée de réelle puissance — l'illusion que la dégénérescence de l'U/R.S.S. n'est pas due à des facteurs conjoncturels et que le reflux du mouvement ouvrier est un « phénomène historique définitif » trouvera forcément un large écho dans les couches les plus découragées et déçues de la petite bourgeoisie radicale et des vieilles générations ouvrières.

Ce n'est pas par hasard que ce révisionnisme d'aujourd'hui s'est cristallisé le plus souvent autour de la discussion de la « question russe ». De même que le marxisme révolutionnaire puise une force immense dans l'exemple pratique de la victoire d'Octobre, première démonstration décisive de la possibilité de la conquête du pouvoir par le prolétariat sous la d'rection d'un parti révolutionnaire résolu, tous ceux qui mettent en question cette possibilité ne peuvent qu'opposer à l'expérience d'Octobre le fait de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et du Komintern,

41. — Ce révisionnisme d'aujourd'hui, qui s'est exprimé parallèlement aux deux pôles extrêmes du mouvement marxiste révolutionnaire, se caractérise globalement par les conceptions suivantes:

a) la dégénérescence de l'Etat ouvrier en Russie n'est pas due à des particularités conjoncturelles (isolement de la révolution, état arriéré du pays, interaction entre la bureaucratisation russe et la bureaucratisation du Komintern, etc.), mais est inhérente soit à la nature du bolchév'sme (du parti révolutionnaire), soit à celle du prolétariat, soit aux deux combinées;

b) la dictature bureaucratique en Russie ne constitue pas un « accident » historique qui finira par s'avérer une étape purement conjoncturelle sur la voie de l'humanité vers le socialisme. Elle constitue au contraire une phase nécessaire du développement historique de l'humanité (ou de sa chute dans la barbarie) ;

c) le reflux du mouvement ouvrier, entre 1923 et 1939, n'est pas dû au problème de la direction révolutionnaire — c'est-à-dire de la formation encore insuffisante de l'avant-garde révolutionnaire à cette étape, déterminée par une série de facteurs historiques — mais re-

flète soit l'incapacité du prolétariat à remplir sa mission historique, soit son incapacité à choisir une direction révolutionnaire, soit une combinaison des deux.

42. — La manifestation « antistalinienne » achevée de ce révisionnisme — produit de la pression de l'impérialisme aux Etats-Unis — a été donnée par Burnham, dans la « Managerial Revolution » et par Dwight MacDonald. Appliquant les conceptions précitées, ils arrivent aux conclusions suivantes :

a) la bureaucratie soviétique est une nouvelle classe dont la domination marquera une étape nécessaire de l'évolution historique vers laquelle tendra l'ensemble du monde capitaliste (s'militude de l'emprise étatique en U.R.S.S., en Allemagne, au Japon, aux Etats-Unis, etc.);

b) le marxisme, qui s'est avéré incapable de prévoir ce nouveau développement et qui est entièrement basé sur les capacités révolutionnaires du prolétariat s'est avéré une utopie et a fait faillite. Un « nouveau » programme maximum de perfectionnement social doit être élaboré. Ces « nouveaux programmes » se sont avérés jusqu'ici — dans le cas de MacDonald, de façon tout à fait avouée — un recul vers les conceptions socialistes pré-marxistes.

La manifestation « pro-stalinienne » — produit de la pression du stalinisme en France — achevée de ce révisionnisme a été donnée par Pettelheim, Martinet et Cie, dans la « Revue Internationale ». Appliquant eux aussi les conceptions précitées à la situation mondiale actuelle, ils arrivent aux conclusions suivantes :

a) de par son manque d'homogénéité et de culture technique, la classe ouvrière passe fatalement après sa prise du pouvoir par une étape de d'fférenciation et d'inégalité sociale. Le progrès historique est assuré par les couches privilégiées du prolétariat (la bureaucratie). L'Etat a comme fonction de défendre ces privilèges;

b) à l'époque impérialiste décadente, le prolétariat cesse de se développer numériquement et intellectuellement, mais recule, voit sa force d'minuer et sa structure sociale se pourrir. L'échec des révolutions prolétariennes « classiques » de 1918-23 est définitive. La stratégie léniniste de la révolution prolétarienne a fait son temps. Il ne reste

à l'humanité, devant cette incapacité du prolétariat à remplir sa mission historique, d'autres voies de progrès qu'une tentative de « participer » à l'étatisation des moyens de production par la bureaucratie soviétique sur une échelle de plus en plus large et d'élaborer un nouveau programme minimum pour atténuer le caractère violent de ce processus.

Le parallélisme de ces deux manifestations révisionnistes saute aux yeux. Ces tendances révisionnistes achevées n'ont pas de place dans le mouvement révolutionnaire. Mais certains de leurs traits apparaissent à la base des conceptions erronées sur la question russe, qui se sont manifestées dans nos propres rangs. Ce qui importe, c'est d'abord de déceler la logique interne de ce début de révisionnisme et de rendre ses partisans conscients de ses conséquences dangereuses sur le plan de l'ensemble du marxisme. C'est ensuite de discerner soigneusement entre une révision de la question russe, qui s'efforce de se maintenir dans le cadre de toute la conception marxiste de notre époque - et une révision de la question russe qui risque de plus en plus de se prolonger en une révision complète du marxisme.

#### LE « CAPITALISME D'ETAT »

43. Les partisans de la théorie de l'existence d'un « capitalisme d'Etat » s'efforcent en général de maintenir feur conception dans le cadre de la conception marxiste générale de notre époque. Ils maintiennent en entier la stratégie léniniste de la révolution prolétarienne. Ils ne mettent en question ni la capacité révolutionnaire du prolétariat ni les possibilités de construire un parti révolutionnaire en s'appuyant en premier lieu sur la lutte de classe et l'expérience des luttes ouvrières. Leur révisionnisme apparaît là où, en caractérisant l'U. R. S.S. comme pays capitaliste, ils sont amenés logiquement à considérer la société soviétique actuelle comme une sorte « d'image d'avenir » de la société capitaliste en général et à insister, autant que Burnham, sur la similitude des tendances « étatiques » en Russie et en dehors de la Russie. Cela est basé sur des analog'es superficielles et formelles qui faussent complètement et la compréhension des tendances profondes du capitalisme contemporain et la compréhens on du bouleversement radical qu'a constitué la Révolution d'Octobre.

44. — Ces analogies sont essen-

tiellement les suivantes :

a) analogies entre la nationalisation des moyens de production en U.R.S.S. et la tendance à l'étatisation des moyens de production dans le monde capitaliste.

Ceci est l'exemple le plus évident du caractère formel de l'analogie. En effet, en Russ'e il s'agit de l'expropriation et de la destruction en tant que classe de la bourgeoisie par l'action révolutionnaire du prolétariat et par l'Etat ouvrier. Dans les pays capitalistes, il s'agit de la nationalisation - avec compensation - de certains secteurs non rentables de l'économie bourgeoise au profit des grands monopoles. La « fusion entre l'Etat et l'économie » en Russie signifia la destruction de la bourgeoisie en tant que classe. La fusion entre l'Etat et l'économie, dans les pays capitalistes spécialement en Allemagne et aux U.S.A. — signifia la destruction de l'indépendance de couches capitalistes déterminées et leur soumission complète aux monopoles. La différence fondamentale entre ces deux processus, c'est que seule la révolution prolétarienne montre la « tendance à exproprier les monopoles »; les pays capitalistes non seulement ne montrent pas cette « tendance », mais ils montrent la tendance opposée, celle du renforcement et de l'enrichissement des monopoles qui soumettent toute la vie sociale à leur contrôle direct ;

b) analogie entre la tendance au fractionnement du marché mondial inhérente à l'économie capitaliste décadente et le monopole du commerce extérieur établi par la Révo-

lution d'Octobre.

En réalité, les tendances protectionnistes et « autarchiques », éléments de l'économie de guerre et palliatifs contre les crises de la bourgeoisie décadente n'épargnent pas à ces pays l'exploitation du capital étranger, mais accentuent les profits de celui-ci dans la mesure où elles s'efforcent de se « suffire à clles-mêmes ». Au plus haut point de « l'autarchie », l'Allemagne et le Japon capitalistes rapportaient le

plus de profit au capital américain. Dans le cas de l'U.R.S.S., il s'agit d'une élimination radicale de l'exploitation du pays par le capital étranger. La pression du marché mondial subsiste, mais seulement de facon indirecte;

c) analogie entre les tendances à la « planification » inhérentes au capitalisme monopoleur et la planification soviétique. La « planification » nationale du capital monopoleur consiste, comme le dit Trotsky, « à limiter artificiellement la production dans certains secteurs et à créer tout aussi artificiellement avec des dépenses colossales d'autres secteurs » et résulte, dans une « régularisation inconstante achetée au prix d'un abaissement de l'économie nationale prise comme un tout, de l'augmentation du chaos sur le plan international, et d'un ébranlement complet du système financier, absolument indispensable pour une planification socialiste ». La planification soviétique, au contraire, quoique loin d'être une planification harmonieuse, a réussi néanmoins à réaliser d'immenses et réels progrès économiques, à développer les forces productives dans tous les secteurs, à augmenter, au moins jusqu'au début du 3º plan quinquennal, le niveau de vie et les besoins de dizaines de millions d'hommes et de femmes du peuple.

La différence qualitative entre ces deux tendances, c'est que l'une maintient le profit comme régulateur de l'économie et subordonne les « plans » et l'ensemble de l'économie non pas aux intérêts d'un « capitalisme » abstrait, mais de monopoleurs ayant des intérêts bien tangiblement concrets et déterminés, alors que la planification soviétique reçoit précisément sa profonde impulsion du fait que l'appropriation privée de la plus-value est radicalement supprimée et que la conscience commence à remplacer, fût-ce maladroitement, le profit en tant qu'é ément décisif pour régler 'e développement économique :

d) analogie entre la « production pour cause de production » en rég'me capitaliste et le développement des forces productives (en premier dieu du secteur des moyens de production) en U.R.S.S.; analogie entre le jeu de la loi de la valeur dans les pays capitalistes et en U.R.S.S., etc. En réallité, il s'agit ici d'une simple pétition de principe, Partant

de la supposition que la Russie est un pays capitaliste, les partisans de cette théorie donnent au développement des forces productives dans ce pays une expression dans les termes de la forme capitaliste de la loi de la valeur. Mais un développement prodigieux des forces productives et en premier lieu du secteur de l'industrie lourde ne caractérise pas seulement le capitalisme, mais aussi la société de transition après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Et la « loi de la valleur » ne s'applique pas seulement à la société capitaliste, mais à toutes les sociétés pré et post-capitalistes dans lesquelles existe ou subsiste la production de marchandises. En Russie, la « loi de lla valeur » s'applique certainement et n'a pas cessé de s'y appliquer depuis 1917, mais elle n'y a plus la même application que dans la société capitaliste. Les prix ne sont pas déterminés par le taux moyen de profit. L'argent n'a plus la qualité de devenir capital. Tout cela se base sur une absence totale d'effort d'analyser les formes spécifiques de l'économie de transition telle qu'elle existera dans tout Etat ouvrier jusqu'à la disparition complète des classes et au passage définitif vers le communisme.

INTERNATIONALE

Le reproche que nous adressent les partisans de la théorie du « capitalisme d'Etat » selon qui nous serions des « économistes » basant notre analyse sur un « fétichisme de la propriété nationalisée » est absurde. En réalité, notre analyse part de la différence fondamentale entre les nationalisations bourgeoises (Angleterre, France, pays du « glacis »), et l'ensemble des bouleversements qui se sont produits en Russie par suite de la révolution prolétarienne, culminant dans l'expropriation et la destruction en tant que classe de la bourgeoisie et faisant des moyens de production une propriété collective. C'est aux partisans de la théorie du capitalisme d'Etat d'expliquer comment la bureaucratie constitue une classe « capitaliste d'Etat » tout en maintenant les rapports de propriété issus de la destruction du capitalisme, tout en ayant elle-même détruit la nouvelle bourgeoisie rurale. C'est à eux d'expliquer comment la destruction des conquêtes d'Octobre a été possible sans changement dans les rapports de pro-

priété et sans nouvelle révolution sociale. C'est à eux d'expliquer comment ils peuvent concilier le caractère « capitalliste » de l'U.R. S.S. avec le bouleversement total des rapports de production et de propriété que l'impérialisme allemand a été forcé de provoquer dans les régions occupées de l'U.R.S.S. et que la bureaucratie soviét que a été forcée, de son côté, de provoquer dans les région, réoccupées et dans les provinces annexées à l'U.R. S.S. Sur tous ces points, cette théorie démontre nettement son incapacité d'interpréter de facon marxiste la réalité de la vie soviétique.

46. - Mais la contradiction interne la plus évidente de cette théorie éclate dans sa conception des partis stalin'ens. Elle s'efforce ici de concilier des besoins de la stratégie révolutionnaire - qui imposent la conception des partis staliniens comme partis ouvriers dégénérés - et les conséquences de sa théorie - qui font des partis staliniens des agents d'une puissance capitaliste-fasciste. Le résultat absurde à l'aquelle cette conciliation aboutit - déterminant un « salto mortale » des partis staliniens, de partis ouvriers en partis bourgeois, dès le moment où ils ont conquis le pouvoir - et l'impossibilité d'expliquer ce phénomène évident que l'afflux des masses radicalisées vers des partis qui seraient des agents d'une puissance capitaliste, constitue un indice de la montée révolutionnaire, sont à eux seuls la plus claire condamnation de cette théo-

#### LE « COLLECTIVISME BUREAUCRATIQUE »

47. — Les partisans de la théorie selon laquelle le « collectivisme bureaucratique » régnerait en U.R.S.S. ont cet avantage par rapport à ceux qui considérent l'U.R. S.S. comme un « capitalisme d'Etat », qu'ils comprennent nettement le caractère non capitaliste de PURSS. et qu'ils sont capables de comprendre les changements dans les rapports de production et de propriété provoqués par la pénétration capitaliste en U.R.S.S. et son recul ultérieur. Mais leur révision du marxisme ne s'arrête par contre pas à la question russe elle-même. Non seulement ils sont forcés de bouleverser totalement la conception marxiste de l'évolution de la société capitalisme - mais ils mettent en question une série de bases fondamentales du matérialisme historique en général. Cela est, bien entendu, leur droit. Il faudrait seulement leur demander d'être plus logiques avec eux-mêmes. Comme Trotsky l'indiquait déjà, et comme seuls les révisionnistes complets (MacDonald, Burnham et Cie) l'ont clairement exprimé, l'aboutissement logique de la théorie du collectivisme bureaucratique, c'est la conception de l'impuissance du prolétariat à remplir sa mission historique et la condamnation du marxisme, comme étant une utopie.

48. - Le terme de classe n'est pas une not on fortuite dans la sociologie marxiste. Il est le concept de base sur lequel s'applique ou s'effondre toute la conception marxiste de l'histoire. Il est pour cette raison circonscrit de façon bien définie et bien d'stincte. L'application de cette délimitation à la bureaucratie aboutit à cette conclusion absurde que la bureaucratie est une « classe, » qui n'a aucun des traits caractéristiques des autres classes dans l'histoire :

a) chaque classe dans l'histoire est caractérisée par une fonction indépendante et fondamentale dans le processus de production - à une étape déterminée du processus historique - et par des racines propres, dans la structure économique

de la société ;
b) chaque classe dans l'histoire représente une étape déterminée du progrès historique, y compris les classes nées dans des périodes de recul, qui ont pour fonction de sauvegarder l'acquis de la technique. Elles représentent chacune une étape déterminée dans la division sociale du travail, une étape déterminée dans le développement de la propriété des moyens de production ;

c) chaque classe dans l'histoire est un organe historiquement nécessaire remplissant une fonction necessaire du point de vue du développement des forces productives ;

d) chaque classe dans l'histoire qui pose sa candidature au pouvoir - et « a fortiori » chaque classe dominante - est consciente de son rôle, possède son idéologie et ses traits spécifiques propres et est arrivée à un minimum de stabilité dans sa constitution, stabilité qu'elle s'efforce de transmettre aux générations suivantes ;

e) explicitement, d'après Marx, aucune formation sociale ne peut devenir une classe sur la seule base de ses revenus supérieurs, de ses privilèges politiques ou de ses monopoles (d'instruction, etc.)

Il est évident que la bureaucratie soviétique ne possède comme traits spécifiques que ces caractéristiques qui, d'un point de vue marxiste, n'en font pas une classe. Elle n'est nullement un « organe historique nécessaire », mais une excroissance du prolétariat. Elle n'a nulle racine dans le processus de production, mais doit sa situation exclusivement à des privilèges dans la distribution. Elle ne représente aucun « progrès » historique, mais sape et gangrène le progrès représenté par les rapports de production légués par la Révolution d'Octobre. Elle ne représente nulle phase dans le développement de la propriété, mais maintient les rapports de propriété établis par la révolution prolétarienne. Elle ne possède nullement une idéologie et une composition propres. Le meilleur indice de ce que la société russe n'est pas une nouvelle société de classe, mais une société corrompue par l'apparition d'un organe parasitaire, c'est le fait que contrairement à ce qui se passe dans toute société d'exploitation, la solidité de l'économie russe est en rapport inverse et non direct des privilèges de la bureaucratie.

49. - L'application honnête et consequente des caractéristiques de classe à la bureaucratie ne peut aboutir qu'à une justification de son rôle historique et à une condamnation historique du prolétariat. Si réellement la bureaucratie est une classe, cela signifie que l'étape bureaucratique du développement de la société est une nécessité historique et que le prolétariat n'est pas encore capable de diriger le monde. C'était cela la conclusion logique de Burnham que les partisans de la théorie du « collectivisme bureaucratique » dans le mouvement révolutionnaire n'ont pas osé tirer. Ils ont essayé de se soustraire à cette contradiction fondamentale de leur position en indiquant le caractère « un que » de la

bureaucratie, née de conditions spécifiques russes, lls ont, pour la même raison, avancé la théorie antimarxiste qu'à l'« époque » de la propriété collective - comme si pareille époque existait en dehors de celle de la révolution prolétarienne - la domination de classe ne change plus les rapports de propriété, mais seulement la mainmise sur l'Etat. Mais l'expansionnisme bureaucratique, au delà des frontières de l'U.R.S.S., pousse ces théoriciens vers un nouveau développement révisionniste de leur théorie. Les partis communistes du monde entier sont maintenant considérés comme des « noyaux » d'une nouvelle classe. Avec cette définition l'ensemble de la définition marxiste de classe et du capitalisme tombe. Car il est évident que les partis communistes et leurs membres ne jouent aucun rôle indépendant dans le processus de production et deviendraient une « classe » uniquement en fonction de privilèges politiques. Et il est évident qu'ils ne penvent obtenir ces privilèges que dans la mesure où le prolétariat s'avère incapable de renverser le capitalisme décadent.

Une nouvelle étape s'ouvrirait dans l'histoire de l'humanité, celle du collectivisme bureaucratique sur une échelle continentale (et même mondiale) plus ou moins identifiée avec « la barbarie ». Les partisans de cette théorie n'ont jamais essayé d'analyser les lois de développement de cette nouvelle société et de montrer à travers quel mouvement de contradictions sociales elle finirait d'exister. En insistant sur le « pourrissement » du prolétariat et sa réduction à l'état « d'esclave », ils ne peuvent qu'accentuer la conclusion qui se dégage de cette théorie, qu'elle est basée sur l'impossibilité du prolétariat à remplir sa mission historique. Ses partisans, s'ils étaient logiques avec eux-mêmes, devraient abandonner au moins pour les pays où le collectivisme bureaucrafique aurait triomphé, le programme de la révolution socialiste et le remplacer par un « nouveau programme minimum pour la défense des intérêts des esclaves ». Par ses implications, cette théorie liquiderait l'existence de la IVº Internationale dans ces pays et son application logique paralyserait complètement 'action de celle-ci dans les pays capitalistes, face au problème des partis staliniens.

#### SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS OU REVOLUTION PERMANENTE

50. — Toute classe exploitée qui prend le pouvoir dans une société dont le développement des forces productives ne garantit pas encore la satisfaction de tous les besoins sociaux doit fatalement ouvrir la voie à une nouvelle exploitation de classe. Pour la construction d'une société sans classe, un haut niveau de r.chesse sociale est exigé. L'expérience russe confirme seulement le second terme de cette loi marxiste. Car si le niveau de développement des forces productives en Russie ne permet pas un passage progressif vers une société sans classe, l'économie mondiale comme un tout est plus que mûre pour la construction du socialisme. De même que Staline ne comprit pas l'interdépendance du développement du monde capitaliste et de celui de la Russie soviétique, cette interdépendance est ignorée par tous ceux qui pensent pouvoir discerner de nouvelles formes sociales en Russie en faisant abstraction des forces agissantes décisives sur l'arène mondiale et qui sont loin d'avoir dit leur dernier mot. Comme nous partons de la constatation que le prolétariat mondial garde intact son potentiel d'énergie révolutionnaire, nous ne pensons pas non plus que l'étape historique de la Révolution d'Octobre est d'ores et déjà enterrée et que la Russie serait une démonstration, fût-ce de valeur seulement conjoncturelle, fût-ce de valeur universelle. de l'incapacité du prolétariat à conserver le pouvoir et de l'instabilité des rapports de production établis par la Révolution prolétarienne.

La théorie du « socialisme dans un seul pays » combina la myopie de bureaucrates arrivés et satisfaits à leur mépris profond des possibilités révolutionnaires du prolétariat mondial. La pratique de l'expansionnisme soviétique qui, apparemment nie les postulats « théoriques » de cette théorie, en est en réalité une conclusion logique inévitable. Les théories décrivant l'U.R.S.S.

comme une nouvelle société de classes sont amenées logiquement à poser au moins un point d'interrogation à propos de la capacité relative du prolétariat à défendre socialement lles rapports de production issus de sa révolution victorieuse ; ils considerent comme possible une victoire de la contre-révolution sans guerre civile ouverte et prolongée. Notre théorie de la révolution pert manente confirme à la fois l'incapacité du prolétariat à construire le socialisme dans un seul pays et l'incapacité de la bourgeoisie à renverser un Etat ouvrier sans contre-révolution violente. Elle contient dans ces termes toute la dynamique de la lutte de classe mondiale et loin de traiter la question russe comme un phénomène « unique » en dehors de l'étude marxiste du capitalisme décadent, elle place cette question russe dans le cadre des problèmes décis fs de notre époque.

C'est pourquoi notre analyse de l'U.R.S.S. maintient l'ensemble de l'héritage marxiste : l'interprétation, de l'histoire comme lutte des classes avec sa définition scientifiquement précise de la notion de classe, l'anallyse de la société capitaliste comme devant conduire inéluctablement à l'exacerbation des contradictions sociales et aux luttes révolutionnaires du prolétariat, le programme de la révolution socialiste, basée sur un processus historique qui rend celle-ci possible et nécessaire pour un nouveau progrès de l'humanité. La construction de la IVº Internationale est actuellement la condition essentielle à l'amplification et à la conduite victorieuse des luttes révollutionnaires ouvrières à l'échelle du globe. Une solution victorieuse de cette tâche « résoudra » dans les faits la question russe par la victo're de la IVº révolution russe. L'Histoire montrera qu'une analyse exacte de ce phénomène, le stalinisme, est une des prémisses de la réalisation de notre mission histo-

# LA LUTTE DES PEUPLES COLONIAUX ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

## I. — LES MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES AUX COLONIES APRES LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

1°) La fin de la deuxième guerre mondiale a été le témoin d'une série de violentes éruptions de luttes pour l'émancipation nationale dans les pays coloniaux. Ces luttes exprimant la crise de l'impérialisme à l'époque du capitalisme décadent ont posé au premier plan avec un relief très accusé les principaux problèmes des pays coloniaux et semicoloniaux, problèmes qui, jusqu'a présent, étaient restés dans une grande mesure à l'arrière-plan des luttes historiques de ce siècle, en dépit de ce fait que les trois-quarts de la population mondiale habitent ces régions et que la sur-exploitation de ces vastes masses humaines constitue le fondement réel du développement matériel et culturel, en Europe en particulier.

Les luttes coloniales d'après-guerre en Extrême-Orient ont démontré que le développement de la conscience politique dans les pays arriérés a été si rapide et d'une ampleur telle que les luttes dans ces pays se sont élevées à des niveaux comparables au niveau de la lutte des classes en Europe. Les événements du Viet-Nam et d'Indonésie en particulier ont une signification historique. Car dans ces pays les luttes qui se produisirent effectivement ne tendaient pas seulement à libérer le pays de l'impérialisme, elles s'orientaient aussi et surtout vers la conquête du pouvoir. C'est en cela que réside un des traits caractéristiques des luttes des pays coloniaux et semi-coloniaux à notre époque, à savoir la nécessité de s'emparer du pouvoir d'état pour se liberer.

D'autre part, l'histoire des luttes au Vietnam et en Indonésie a vérifié la théorie de la révolution permanente, quoique sous une forme négative, à savoir que les luttes antimpérialistes de libération nationale ne peuvent clairement parvenir à une issue véritable que sous la direction du prolétariat, si peu nombreux que soit celui-ci, et que les bourgeoisies

aux colonies sont non sculement incapables d'arracher les pays coloniaux à l'orbite de l'impérialisme, mais en fait qu'elles sont obligées de maintenir ces pays dans le cadre impérialiste et de s'entendre avec le même impérialisme contre lequel elles étaient entrées en lutte aux premières étapes, afin d'apaiser, de freiner brutalement et même d'écraser les luttes révolutionnaires des ouvriers et des paysans

ouvriers et des paysans. Les luttes d'après-guerre en Extrême-Orient, plus particulièrement à Java et au Vietnam, ont en outre vérifié la validité de la révolution permanente en révélant le caractère combiné de la révolution mondiale, ce bond en avant des luttes dans les pays arriérés qui permet à la mar-che des révolutions coloniales de s'aligner de plus en plus sur la marche des luttes révolutionnaires dans les métropoles, et même, à certains moments, de la dépasser. Ceci est tout à fait évident quand on compare les événements révolutionnaires de la fin de la deuxième guerre mondiale à ceux de la fin de la première. Ainsi, à la fin de la première guerre mondiale, d'une part les ouvriers s'emparèrent du pouvoir en Russie et de violentes luftes pour le pouvoir ébranlèrent une série de pays européens, et d'autre part, en Afrique et en Asie, pendant l'immédiate période d'après-guerre, les luttes prenant la forme de grèves et de démonstrations n'atteignirent cependant pas le plan de luttes pour le pouvoir. Cette situation a été dramatiquement changée et presque inversée à la fin de la deuxième guerre mondiale, D'une part, en Europe, il y eut de grands mouvements de résistance qui se scindèrent en leurs composantes de classe et les luttes de classes qui se produisirent dans chacun des pays furent réprimées par l'impérialisme en Europe occidentale et par le stalinisme en Europe orientale, avant que ces luttes aient atteint le plan de la lutte pour le pouvoir d'Etat ou juste au moment

où elles parvenaient à ce plan. D'autre part, au Vietnam et en Indonésie. les luttes des masses contre l'impérialisme s'élevèrent rapidement et avec une énorme énergie au plan de la lutte pour le pouvoir d'Etat et, en fait, pendant une certaine période le pouvoir fut arraché des mains de la France et de la Hollande et tenu par les forces nationalistes. Le fait que les luttes des pays coloniaux et semi-coloniaux forment une partie essentielle et majeure de notre époque de guerres et de révolutions. qu'en réalité elles contiennent en elles-mêmes la force nécessaire pour s'emparer du pouvoir (comme le montre la théorie de la révolution permanente) a été puissamment mis en relief par les luttes réelles pour la conquête du pouvoir et par sa conquête temporaire au Vietnam et en Indonésie. C'est l'absence d'un parti véritablement révolutionnaire qui n'a pas permis à ces luttes de parvenir à la réalisation de leurs objectifs.

Ces évènements, placés dans l'ensemble des luttes en Extrême-Orient, — la guerre civile en Chine, les mouvements en Birmanie et aux Indes, etc., — montrent non seulement le poids spécifique accru des luttes coloniales, non seulement leur importance croissante, mais aussi leur signification internationale, à la fois pour l'impérialisme et pour la lutte mondiale pour l'émancipation et pour le socialisme.

Les facteurs suivants ont joué un rôle déterminant pour donner une impulsion plus grande à la crise qui mûrissait depuis longtemps dans les pays coloniaux et semi-coloniaux en résultat d'une longue accumulation de facteurs internes, d'ordre économique, social et politique.

a) le prestige des dominateurs impérialistes a considérablement décliné à la suite des revers cuisants qu'ils ont essuyés. Les peuples terrorisés jusqu'alors par de sauvages répressions ont compris que leurs maîtres étaient loin d'être invincibles et leur volonté d'émancipation s'en est trouvée considérablement accrue.

b) les vicissitudes de la guerre ont entraîné un relâchement important — et dans certains cas une rupture complète — des relations entre colonies et métropoles. De nouveaux occupants ont pris la place des oppresseurs traditionnels, perturbant à des degrés divers l'ancien ordre établi. C'est ainsi qu'au Vietnam et

en Indonésie, les Japonais, avant de capituler, favorisèrent la constitution de gouvernements nationaux se réclamant de « l'indépendance ».

c) la guerre a relaché les liens économiques entre les vieilles puissances impérialistes (Angleterre, France, Hollande) et certaines de leurs colonies et a gêné en particulier la fourniture d'équipement par les pays métropolitains aux colonies. En même temps, ces puissances ont maintenu leur domination économique et militaire, bloquant ainsi, dans une mesure variable, l'achat d'équipement et le commerce en général avec d'autres puissances. Cela a aggravé la situation économique aux colonies et révélé avec plus d'acuité l'état de crise chronique que l'impérialisme produit dans ses colonies.

d) l'affaîblissement absolu et relatif des vieilles puissances impérialistes d'une part et l'ascension de l'impérialisme américain d'autre part ont engendré chez certaines bougeoisies coloniales l'espoir de tirer profit des contradictions interimpérialistes dans le cadre de leur dépendance envers les vieilles puissances impérialistes.

Il ressort de cette rapide énumération que l'ébranlement subi par le monde colonial est loin d'être conjecturel.

Déjà la première guerre mondiale et la Révolution d'Octobre avaient été le point de départ d'un éveil des masses opprimées des pays coloniaux et semi-coloniaux. Néanmoins l'ampleur des mouvements, le rôle spécifiquement autonome du prolétariat et les secousses subies par les métropoles à cette époque étaient incomparablement réduites par rapport à l'ampleur des luttes actuelles, au rôle joué par le prolélariat dans ces luttes et à l'ébranlement profond des vieux empires coloniaux à l'heure présente.

Au lendemain de la première guerre mondiale, on assista à des mouvements dans un nombre limité de pays et dans certains cas seulement, plusieurs années après la fin de la guerre (Indes 1921, 1930 et 1932, Chine 1926, Maroc 1926, etc...). Le prolétariat encore faible fut à la remorque des partis bourgeois (Congrès panindien, Kuomintang). Les impérialismes anglais, français, néerlandais maintinrent à peu près intact et inaltéré leur vieux système de domination. La fin de la deuxième guerre mondiale a été marquée par une crise révolutionnaire af-

fectant tous les pays coloniaux et semi-coloniaux de l'Extrême-Orient, d'Indonésie, du proche Orient, tous les pays arabes et aussi, quoique avec une ampleur et des caractéristiques différentes, les pays de l'Afrique du Nord, tandis qu'en Afrique méridionale se produisait un éveil national.

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale, les peuples coloniaux et semi coloniaux — qui constituent l'écrasante majorité du genre humain - ont cessé d'être ce qu'ils étaient au début du XXº siècle, à savoir les objets passifs de la politique du capitalisme mondial ; ils deviennent de plus en plus un facteur déterminant de la politique mondia-

Si le XIXº siècle a été marqué par le réveil et l'affirmation des nationalités en Europe, le XXº siècle sera, dans sa seconde moitié, celui des revendications nationales dans les vieilles nations de l'Asie et du Nord de l'Afrique, et celui où s'est éveillée et affirmée une conscience nationale dans les immenses pays noirs du continent africain.

3°) Un des caractères principaux de la période qui s'est ouverte avec la fin de la deuxième guerre impérialiste est la dislocation des grands empires coloniaux. Cette dislocation constitue un des éléments essentiels dans l'instabilité présente du monde capitaliste.

Dans le développement de la révolution mondiale, étant donné qu'il combine les luttes de classes dans les métropoles avec les luttes sociales et nationales des peuples coloniaux et semi coloniaux, la deuxième guerre mondiale et ses conséquences ont considérablement augmenté le poids spécifique des luttes des peuples coloniaux et semi-coloniaux par rapport aux luttes des prolétariats des grandes puissances impérialistes. La profondeur de la crise de ces vieux impérialismes se mesure notamment au fait qu'une grande partie des surprofits qui leur permettaient de corrompre une couche de leurs prolétaires a disparu et qu'il ne leur est plus possible de maintenir leur équilibre économique interne sans procéder à de grandes diminutions du standard de vie des prolétaires des métropoles.

Plus que jamais s'est manifesté le caractère international combiné de la révolution mondiale à la lumière des grandes luttes révolutionnaires de la fin de la guerre.

Le développement des révolutions dans les pays coloniaux et semi-coloniaux qui, au lendemain de la guerre a pris une ampleur considérable dans une série de pays (Vietnam, Indonésie), procède actuellement à un temps d'arrêt et à des reculs. L'impériatisme parviendra-t-il à rétablir complètement son emprise sur les peuples coloniaux et semicoloniaux ? Les profonds changements survenus dans les rapports économiques et politiques mondiaux et dans la conscience des grandes masses coloniales excluent tout retour à l'ancien état de choses, L'impérialisme est contraint de chercher des formes nouvelles de domination coloniale. Mais l'état actuel des rapports mondiaux, la faiblesse des vieux impérialismes, l'impossibilité pour l'impérialisme américain de les supplanter ou de les soutenir partout, la faiblesse de la base de la bourgeoisie indigene, l'absence d'organisations réformistes traditionnellement enracinées, toutes ces conditions font que les contradictions dans les pays coloniaux sont encore beaucoup plus profondes que dans les métropoles. C'est pourquoi, mê-me un écrasement du mouvement ouvrier dans les métropoles (écrasement qui, lui-même, ne pourrait être acquis rapidement), ne saurait empêcher que la période révolutionnaire issue de la deuxième guerre mondiale ne se prolonge très longtemps dans les colonies, que la domination impérialiste y ait encore-pendant une longue période un caractère d'instabilité profonde.

Des crises encore nombreuses y poseront à la fois la lutte pour l'indépendance contre l'impérialisme et la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans contre la bourgeoisie indigène s'appuvant sur l'impérialisme. Par consequent, les pays coloniaux constituent un centre de travail des plus importants de la IVe Internationale pour y former les partis révolutionnaires de masses indispensables à la victoire des exploités des colonies.

Les revers subis par la révolution au Vietnam et en Indonésie sont le produit de l'isolement de ces mouvements ,isolement dû à l'insuffisance de l'aide des métropoles, à la trahison des staliniens, à la faiblesse des partis révolutionnaires, et notamment au développement inégal du processus révolutionnaire dans les deux pays les plus importants de

l'Extrême-Orient : la Chine et les Indes.

Le développement inégal des luttes en Extrême-Orient tend à être surmonté par leur caractère combiné. En outre le développement de

ces luttes est affecté par le développement des luttes an Japon où un bouillonnement incessant dans la classe ouvrière s'est produit depuis la défaite de l'impérialisme japonais.

#### II. - LE REPARTAGE DU MONDE ET LES NOUVELLES RIVALITES ENTRE LES PUISSANCES DANS LES COLONIES

La guerre a bouleversé les rapports internationaux traditionnels. Dans le monde colonial et semi-colonial, l'Angleterre qui détenait une position prépondérante a vu sa puissance profondément ruinée au profit des États-Unis et s'est trouvée contrainte d'élaborer une nouvelle stratégie impériale. Dans leur marche vers la domination mondiale, les Etats-Unis ont été obligés de s'occuper de facon toute particuliere des pays coloniaux et semi-coloniaux où chancellent les anciennes dominations et qui sont plus intéressants à plus d'un titre : position stratégique, ressources naturelles pétrole, uranium, etc...), vastes marchès, champs d'investissement de capitaux. Le rôle des Etats-Unis devient de ce fait de plus en plus prépondérant.

L'élargissement de leur position dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est en même temps commandé par la volonté d'empêcher l'expansion de l'influence russe et de s'assurer des positions décisives en cas de conflit avec l'U. R. S. S.

#### I) LE RECUL DE LA GRANDE-BRETAGNE

a) C'est en Extrême-Orient que le recul de la Grande-Bretagne apparaît jusqu'ici avec le plus de netteté. En 1939 encore, les intérêts commerciaux et les investissements britanniques en Chine (10 milliards de dollars) étaient supérieurs à ceux de toutes les autres puissances. Mais avec la guerre l'ingérence américaine a très largement supplanté celle de la Grande-Bretagne qui a renoncé à presque tous ses avantages en Chine. Elle garde essentiellement Hong-Kong, position très importante mais qui se trouve isolée. D'une manière générale l'influence anglaise compte pour peu dans le Pacifique qui se transforme en un immense lac américain.

b) Pendant des décades, le Proche et le Moyen-Orient ont été le lieu d'une influence britannique presque exclusive. La Grande-Bretagne considérait le contrôle de ces pays comme vital pour son empire d'Extrême-Orient dont ils jalonnaient la roue. L'importance de ces régions s'est trouvée accrue par la découverte des gisements de pé-

Aujourd'hui encore les positions de la Grande-Bretagne restent fortes dans ce secteur, mais elles tendent à céder devant la pénétration américaine. En même temps, son influence change de forme. L'Irak et la Transjordanie demeurent les piliers de l'impérialisme anglais dans le Moyen-Orient. Par contre, en Iran, elle a vu se réduire son influence à la suite du jeu des rivalités internationales. L'ampleur de la pression soviétique sur l'Iran a précipité l'ingérence américaine ; les Etats-Unis ne se fient plus à la seule Angleterre pour barrer la route à l'U.R.S.S. Désormais, l'Angleterre rétrécit son influence à la région des puits de pétrole du sud, en bordure du golfe Persique.

Les positions anglaises en Egypte sont, à l'heure actuelle, tout à fait précaires. Le développement économique que ce pays a connu durant la guerre fait que les contradictions sociales y sont plus fortes que dans les autres pays arabes. La pression populaire contre la domination impérialiste a atteint une violence qui obligerait la Grande-Bretagne à déployer d'énormes forces militaires pour se maintenir au prix de sanglantes répressions. Devant une solution aussi coûteuse et périlleuse, l'Angleterre est amenée à envisager dans un délai relativement court l'évacuation totale de l'Egypte.

C'est également son incapacité à se maintenir en présence des perturbations d'après-guerre et du soulè-

vement de sentiments anti-impérialistes, de la diminution des ressources impériales et, partant, de la nécessité de réduire ses dépenses, qui a poussé l'Angleterre à retirer ses troupes de la Palestine.

c) De cet examen il découle que nous nous trouvons à la fois devant ane modification des formes de l'influence et de l'exploitation coloniale anglaise et devant un changement radical de la stratégie impériale.

Obligée de restreindre son potentiel militaire, la Grande-Bretagne ne cherche plus à s'imposer par la présence de ses troupes. Elle est amenée à rechercher le maintien de ses intérêts économiques et financiers dans le Moven et le Proche-Orient par une entente avec ces pays semicoloniaux. C'est une politique parallèle à celle qui fut réalisée aux Indes et en Birmanie.

Du point de vue stratégique, l'Angleterre renonce en fait au contrôle positif de la Méditerrannée, se bornant au maintien de quelques bases décisives : Malte, Chypre, Gibraltar et les ports de la Lybie (Tobrouk et Benghazi). D'une façon générale,

les Etats-Unis sont en train de faire la relève de l'Angleterre en Méditer-

INTERNATIONALE

d) Selon les plans du War Office, l'Angleterre se replie sur l'Afrique Noire, stratégiquement et économiquement. Le centre de la défense impériale a été établi au Kenya, près de Nairobi. Parallèlement est prévu un développement de toutes les ressources de l'Afrique. Une mise en valeur intensive doit permettre à la fois de compenser les pertes subies dans d'autres parties de l'Empire et de donner au bloc africain l'autonomie économique indispensable à son rôle stratégique. Des investissements élevés de capitaux s'élevant à plus de 100 millions de livres sterling par an, ont été réalisés dans les mines et les industries de l'Union Sud-Africaine. Un grand nombre d'entreprises britanniques y ont dans ce même temps, créé des filiales, conformément au plan général de décentralisation industrielle de la métropole et de consolidation de l'empire africain. Sur une plus petite échelle un développement analogue s'effectue en Afrique Orientale anglaise.

#### 2) L'EXPANSION AMERICAINE

Les Etats-Unis se trouvent favorisés dans leurs rapports avec les pays coloniaux ou semi-coloniaux par leur toute-puissance économique et financière ; en outre, ils ne su-bissent pas le discrédit qui s'attache aux vieilles puissances colonia-

En Extrême-Orient.

L'effondrement de la puissance japonaise a laissé le États-Unis meltres incontestés dans le Pacifique. Occupant seuls le Japon, ils tendent à en faire leur bastion principal en Extrême-Orient. Ils remettent en route certains secteurs de l'industrie nippone, en particulier l'industrie textile qui fonctionne à plein rendement, à la grande inquiétude de l'Angleterre et de la Chine. Ils veulent faire du Japon à nouveau le principal centre industriel de l'Extrême-Orient.

La possession de l'immense marché de la Chine est un des objectifs essentiels de l'impérialisme américain. Pour y parvenir, les Elats-Unis mettent en avant le principe de la « porte ouverte », c'est-à-dire de la non-division de la Chine en zones d'influence et la liberté de l'initiative privée. L'écrasante suprématie

économique des Américains leur permettrait aussi d'accaparer la totalité du marché chinois. Mais la réalisation de cette politique s'est heurtée depuis la fin de sa guerre à de grandes difficultés : guerre civile, inflation, vols, corruptions, etc., et à l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique en Extrême-Orient, où les Russes tiennent des positions stratégiques importantes (Port-Arthur, droits russes sur Daïren, chemins de fer).

D'Octobre 1945 à l'été 1946, les Américains ont accordé une aide militaire massive à la Chine. Cette aide militaire s'explique par la reprise de la guerre civile et le danger constitué par l'installation de forces communistes chinoises en Mandchourie, à la faveur de son évacuation par

les troupes soviétiques.

Le Général Marshall, envoyé spécial de Truman en janvier 1946, s'ef-força de mettre un terme à la guerre civile en cherchant un accord entre Tchang-Kaï-Chek et les communistes, par la formation d'un gouvernement de coalition faisant une place à ces derniers. Cette tentative américaine était dictée par le besoin de faire cesser la division du pays et

une guerre civile endémique qui excluent une reconstruction économique sérieuse de la Chine et rendent malaisée la réalisation des plans de pénétration de Wall Street. L'échec de la mission Marshall d'une part, et, d'autre part, la résistance de Tchang-Kaï-Chek à la mainmise complète des capitaux américains sur l'économie chinoise ont entraîné à partir de septembre 1946 un arrêt brutal de l'aide militaire américaine. Mais les Etats-Unis ne peuvent cependant se désintéresser de la Chine et permettre à l'influence soviétique de s'étendre dans un pays de cette importance. Les graves revers subis par les troupes gouvernementales qui, privées de munitions, ne peuvent plus se servir de leur armement américain, amènent les milieux de Washington à envisager à nouveau une aide urgente et mas-

L'installation des Etats-Unis dans un grand nombre de territoires du Pacifique parachève leur domination dans ce secteur. L'indépendance a été formellement accordée aux Philippines le 4 juillet 1946, mais rien n'est changé à l'assujettissement de l'archipel. De plus les visées américaines sur la Mélanésie et la Polynésie ne vont pas sans provoquer quelques frictions avec l'Angleterre, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

b) Pénétration dans les anciens em-

La suprématie américaine en Extrême-Orient amène les Etats-Unis à empiéter sur les anciens empires cotoniaux de cette partie du monde. Les possessions les plus vulnérables sont évidemment celles des impérialismes faibles ou minés comme la Hollande ou la France. L'aide apportée par les Etats-Unis à la restauration de la domination de ces puissances sur l'Indonésie et le Vietnam se solde par un renforcement de l'hypothèque américaine sur le Sud-Est asiatique. Les Etats-Unis ont favorisé leurs intérêts en Indonésie en s'imposant en arbitre tout-puissant lors des dernières négociations entre les nationalistes indonésiens et les Pays-Bas. Au Vietnam, leur intervention dans les coulisses influe de plus en plus sur les tractations. Leur pression s'exerce essentiel-lement dans le sens d'éliminer du Viet-Nam l'influence stalinienne et de mettre rapidement fin au conflit.

En outre, les possessions françaises du Pacifique (Nouvelle-Calédonie, Iles d'Océanie), sont, depuis la guerre, largement entraînées dans l'orbite économique américaine, Enfin, l'intérêt des Etats-Unis n'épargne pas les possessions portugaises d'Extrême-Orient et en particulier Macao où les Américains voudraient éventuellement, établir une base navale dont l'importance stratégique est évidente. L'influence américaine s'est également fortement accrue dans les Antilles anglaises, L'Angleterre s'en est émue et a envisagé de créer une Fédération antillaise pour faire barre à l'attrait du puissant voisin.

La pénétration américaine se fait sentir également en Afrique, En Afrique du Sud, les intérêts américains n'ont fait que grandir. Le capital américain participe largement à l'industrie du Transvaal et a acquis de nouvelles positions dans les mines d'or. Le capital américain s'intéresse également aux marchés de l'Afrique noire française.

En Afrique du Nord française, la pénétration américaine se fait principalement an Maroc, sous la forme d'investissements privés américains, par apport de matériel ou de capitaux. Les Etats-Unis sont devenus, depuis la guerre, le principal fournisseur de l'Empire Chérifien. Une tendance semblable, quoique moins accentuée, se manifeste dans le commerce extérieur de l'Algérie et de la Tunisie.

#### c) La politique méditerranéenne des Etats-Unis.

L'ingérence américaine en Méditerranée orientale s'exerce de manière plus directe. Les lois d'aide à la Grèce et à la Turquie en mai 1947 et le discours du président Truman à la même époque marquent un tournant décisif de la politique américaine dans ce secteur. Le prêt de 100 millions de dollars à la Turquie, prêt consacré unique-ment à des buts militaires et stratégiques (construction de routes, de voies ferrées, d'aérodromes, modernisation des ports, motorisation de l'armée turque) fait de la Turquie un bastion américain avancé contre l'U.R.S.S.

Le contrôle militaire de l'armée iranienne récemment acquis par les Etats-Unis complète les mesures de sécurité prises dans ce secteur aux frontières mêmes de l'U.R.S.S.

En Syrie et au Liban, le départ de la France et les mauvais rapports avec l'Angleterre ont permis aux Etats-Unis de développer fortement leurs relations commerciales : ces deux pays ont été inondés de marchandises américaines.

Par leur politique habile depuis le début du règne l'Ibn-Séoud, les Américains ont réussi à s'assurer en Arabie Séoudite des concessions exclusives sur la plus grande partie du territo're. L'inféodation d'Ibn-Séoud aux grandes compagnies pétrolières est totale.

Ainsi dans toutes les parties du monde, l'impérialisme américain se taille la part du lion. Son écrasante supériorité économique et financière sur toutes les autres puissances du monde sorties affaiblies ou minées de la deuxième guerre mondiale, favorise chaque jour sa pénétration sur de nouveaux points du globe. Mais cette pénétration se développe de facon inégale. Tandis que les capitaux américains ont virtuellement éliminé l'Angleterre de la Chine et de l'Amérique du Sud, ce processus est beaucoup plus long et plus difficile aux Indes et en Afri-L'intervention américaine dans

les pays coloniaux présente un double aspect : Elle aide, d'une part, les impérialismes dont les bases sont ébranlées à rétablir l'ordre et la domination capitalistes là où ceux-ci sont directement menaces, mais en profite en même temps pour s'implanter dans ces pays et y préparer sa prise de succession. Le secours ainsi apporté aux vieillles puissances colonisatrices est pour celles-ci une arme à double tranchant.

Par ailleurs, la richesse des Etats-Unis exerce un attrait indéniable sur les bourgeoisies faibles des pays colloniaux et semi-coloniaux et tend par là à miner les anciens empires. L'impérialisme américain peut offrir à ces bourgeoisies une perspective de dépendance économique et d'apparente indépendance politique. Cette soi-disante indépendance politique signifie avant tout le droit pour ces bourgeoisies d'exploiter plus intensément pour leur propre compte les masses indigènes et 'obligation de rester dans l'orbite de la politique américaine.

#### 3) LES REGIONS DE RIVALITE INTERNATIONALE

Le fait nouveau de l'expansion américaine a bouleversé l'ancienne carte des rivalités entre les grandes puissances.

L'antagonisme dominant dans les pays coloniaux et semi-coloniaux de l'Extrême et du Moyen-Orient est celui qui oppose l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

a) en Extrême-Orient, U.R.S.S. et Etats-Unis se heurtent en particulier en Chine et en Corée. Après avoir évacué la Mandchourie, l'Union Soviétique tente de la conserver dans sa zone d'influence par le truchement des armées de Mao-Tsé-Tung, qui s'y livrent à des offensives renouvelées. La Corée, qui a subi depuis 1905 la domination japonaise s'est vu reconnaître officiellement son indépendance au Caire en 1943 par la Chine, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, puis par l'U.R.S.S. en 1945 à la Conférence de Moscou. Cela n'a pas empêché les nouveaux vainqueurs de se livrer dans ce pays, à la fin de la guerre, à une véritable course de vitesse qui a scindé la péninsule coréenne en deux moitiés rigoureusement étanches : les Russes occupent le nord industriel (charbon, fer, électricité) tandis que les Américains sont installés dans le sud, partie la plus peuplée et essentielement agricole. La vie économique du pays se trouve de ce fait com-

plètement désorganisée.

Le Proche et le Moyen Orient sont le théâtre d'une compétition dont les enjeux sont le pétrole et e contrôle de la Méditerranée orientale. Sur ces deux terrains, les Etats-Unis ont marqué des points dans la dernière période. Les posiions gagnées par les Etats-Unis en Iran et en Turquie sont autant de reculs pour l'U.R.S.S. L'attitude prise par l'U.R.S.S. dans le partage de la Palestine est fondé sur l'espoir que nourrit le Kremlin de parvenir à pénétrer dans le Proche-Orient à la faveur de la situation troublée que créera le retrait brilannique.

b) Bien que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne fassent leur possible pour aligner leur politique, face au danger russe, de graves points de friction n'en subsistent pas moins entre ces deux puissances.

Les Etats-Unis en Extrême-Orient, et particulièrement au Japon, poursuivent une politique anti-anglaise qui ne va pas sans inquiéter grandement les maîtres de la Cité.

D'une façon générale, l'Angleterre se montre inquiète de l'emprise économique américaine sur ses dom'nions et colonies. En effet, pendant la guerre, des parties importantes de l'Empire britannique (Canada, Australie, Antilles, Afrique du Sud) se sont trouvées de plus en plus attirées dans l'orbite américaine La Grande-Bretagne essaie aujourd'hui de remonter le courant

de la pénétration américaine en maintenant et en consolidant le régime de la préférence impériale, en dépit des exigences américaines, et en renforcant la solidarité économique de l'Empire dans son ensemble et en resserrant ses possessions africaines (refus de remettre au Trusteeship de l'O. N. U. l'Afrique du sud-ouest, plan pan-africain, etc...)

#### III. - LA RECHERCHE DE NOUVELLES FORMES DE DOMINATION IMPERIALISTE

1°) Les conditions nouvelles obligent les impérialismes à réviser leurs formes de domination traditionnelles. Il leur devient impossible de continuer à régner en toute liberté sur les peuples asservis com-me par le passé. Pour éviter de tout perdre, ils sont de plus en plus amenés à accorder une indépendance nominale lorsque les aspirations des masses ont pris une trop grande force, Dans tous les cas, pour prévenir et retarder la lutte ouverte, ils s'efforcent de camoufler leur domination sous des apparences démocratiques. Le trait commun de toutes ces tentatives, c'est d'une part la recherche d'un appui plus large dans la bourgeoisie coloniale pour endiguer les mouvements des masses et d'autre part l'encouragement ou même la création artificielle de divisions au se'n de cette bourgeoi-

sie et de ces pays. L'impérialisme a essayé au lendemain même de la guerre de donner une formule juridique internationale dans le cadre de l'O.N.U. à ces nouvelles formes de domination coloniales, le « trusteeship ». Mais cette formule s'est jusqu'à présent révélée comme étant dépourvue de tout contenu, les vieux impérial'smes se refusant en général à remettre en « trusteeship » leurs colonies et leurs mandats. En outre, l'O.N.U., loin de chercher à montrer la moindre inclination à la réalisation d'une formule démagogique et de s'opposer aux interven-tions impérialistes dans les colonies, s'est montrée au Conseil de Sécurité un instrument précieux au service des impérialismes. Ce fut notamment le cas lors de l'intervention de l'O.N.U. en Indonésie où elle s'est faite le porte-parole des volontés de l'impérialisme yankee contre les aspirations des peuples indonéniens.

Les impérialismes tendent de plus en plus à recourir à une dominat'on INDIRECTE au moyen d'une collaboration plus grande et de compromis plus nombreux avec les bourgeoisies nationales dans les pays où la revendication de l'indépendance ne peut plus être éludée. Ces movens politiques tendent à masquer autant que possible le maintien d'une mainmise encore extrêmement grande, en fait décisive sur l'économie des pays à qui « l'indépendance » est accordée par les métropoles. L'impérialisme continue à dominer par le simple poids de son influence sur l'économie de

ces pays,

Les impérialismes, d'autre part, tendent de plus en plus à chercher à s'assurer le moyen de maintenir leur emprise sur les colonies qui se rebèllent en créant des divisions et des partages artificiels. Alors que les défenseurs du colonialisme dans le passé mettaient souvent en avant le rôle unificateur joué par celui-ci dans une série de pays, le capitalisme à son déclin, pour maintenir sa domination, se voit amener à mettre un terme à ce rôle « unificateur » et à créér un séparatisme nouveau (Pakistan, Indonésie, Vietnam, Palestine). Ces processus ne se déroulent pas d'une façon parallèle dans toutes les colonies. Il est particulièrement marqué dans certains pays de l'Extrême-Orient, du Proche-Orient. Par contre on assiste à un renforcément des positions des vieux impérialismes en Afrique centrale et méridionale où l'évolution des luttes anti-impérialistes et sociales ne fait que commencer et où, tout en procédant à grands pas, elle est encore très en retard par rapport aux pays d'Extrême-Orient.

Les vieux impérialismes n'appliquent nullement leurs nouvelles formes de domination d'une manière systématique. Au contraire, ils procedent empiriquement, par tatonnements, par à-coups, d'une façon var'able d'un pays à un autre, en fonction de la pression qu'ils subissent

el des rapports de force, comme on peut le constater par un examen des politiques de ces divers impérialismes.

#### I) LA POLITIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE

La guerre a sérieusement secoué le séculaire Empire britannique. En Asie les positions anglaises avaient déjà subi dans le domaine économique et social de sérieux assauts du Japon dans les années qui précédèrent la guerre. L'attaque militaire du Japon sur le continent asiatique ne fut que la suite logique de son offensive économique. Quand, après la capitulation japonaise, les armées anglaises revinrent en Birmanie et en Malaisie. elles trouvèrent des pays économiquement désorganisés sous l'effet de la guerre et de l'occupation, et politiquement soulevés par un grand courant d'espérances nationalistes. Si les Indes avaient pu être maintenues sous le joug britannique pendant toute la guerre, si l'écrasement du soulèvement d'août 1942 avait inauguré une ère de véritable dictature militaire, des forces de révolte ne s'en amassaient pas moins dans les masses : elles éclatèrent en novembre 1945, quand l'impérialisme britannique traîna dans un procès les anciens combattants de Indian National Army de Chandra Bose. La vague de manifestations et de grèves qui souleva tout le pays, puis en février 1946, la révolte de la Marine rovale indienne. sou'enue dans sa lutte par les ouvriers de Bombay sonnèrent aux oreilles de l'impérialisme comme un signal d'alarme.

L'Angleterre ne pouvait trouver de solution dans un renforcement de son appareil militaire et répressif ; sa situation économique définitivement amoindrie au sortir de la guerre le lui interdisant. Elle l'a cherchée dans une indépendance nominale, spectaculairement marquée par le retrait des troupes anglaises, mais laissant sensiblement intactes les bases de la domination britannique. C'est aux Indes que cette manœuvre apparaît le plus clairement. En créant deux états aussi artificiels que le Pakistan et l'Indoustan, sans unité géographique ni économique, l'Angleterre fit d'une pierre deux coups : d'une part, elle satisfait superficiellement

les aspirations nationalistes des masses, elle détourne dans des luites entre communautés religieuses leur hostilité contre l'impérialisme: d'autre part, elle affaiblit irrémédiablement le pays, lui interdit tout développement économique sérieux et se prépare un large terrain de manœuvre en faisant jouer l'un contre l'autre les deux Etats indiens. L'Angleterre imposera à l'un comme à l'autre sa volonté et pourre sauvegarder la possession de ses mines, de ses plantations, de ses industries et de ses banques. L'indépendance des Indes signifie donc que l'impérialisme domine le pays non plus directement mais au moven de la bourgeoisie et des seigneurs féodaux indigènes et la division des Indes garantit à l'Angleterre la soumission des bourgeoisies hindoues ou musulmanes à ses volontés.

En Birmanie, qui n'a perdu son indépendance qu'à une date relati-vement récente (1886), l'hostilité des masses à l'égard de leurs exploiteurs britanniques s'est traduite au cours de la guerre par le refus des Birmans de participer aux hostilités aux côtés des Alliés, et, après la capitulation japonaise, par une longue suite de troubles, de manifestations séparatistes et d'agitation nationaliste. Les Anglais ont dû, là aussi, chercher une solution : ils l'ont trouvée en négociant avec les leaders de la Ligue antifasciste, à l'origine vaste mouvement nationaliste englobant le parti communiste, le parti socialiste, les syndicats de de Rangoon, des unions de paysans, puis épuré en 1946 par son dirigeant Aug San et devenu l'arme réactionnaire des classes possédantes. L'indépendance servira en réalité à remettre aux classes possédantes birmanes la charge de pressurer les masses au profit de l'impérialisme. En même temps, la situation endémique de guerre civile qui règne en Birmanie et les dissensions internes qui ravagent les couches bourgeoises et semi-féodales, obli-gent les éléments au pouvoir à faire appel à l'appui britannique.

En Malaisie, la Grande-Bretagne

accorde une plus large participation politique à la bourgeoisie indigène, mals y maintient une ferme domination des bases militaires et navales.

En Afrique, dont le développement reste loin en arrière sur celui des colonies d'Extrême-Orient, l'impérialisme britannique maintient ses formes traditionnelles de domination. Il s'efforce de s'étendre et d'intensifier son pouvoir au moyen d'une vaste exportation de capitaux qui s'est faite après la guerre en direction de l'Afrique méridionale et dans une moindre mesure en Afrique occidentale. En effectuant ainsi sa retraite dans le Moven et l'Extrême-Orient, l'impérialisme anglais surmonte l'inégalité du développement, mais d'une manière telle qu'il produit ainsi un synchronisme de plus en plus grand entre l'Est et l'Afrique et qu'il creuse la tombe de son monstrueux Empire africain.

Sous l'emblème démocratique de

l'Union Française, la répression a

été, en réalité, plus féroce et plus

sanglante que jamais, comme en té-

moignent les massacres d'Algérie en

mai 1945, les tueries de Madagascar

L'Assemblée de l'Union française,

instaurée par la nouvelle Constitu-

tion, n'est qu'une parodie. Elle a

pour seul pouvoir celui d'émettre

des vœux et n'est le produit d'aucun

suffrage puisqu'elle est formée pour

moitié d'éléments envoyés par les

représentations locales, suivant les

reflets du bon plaisir de l'adminis-

La politique de l'Union Française

s'apparente à la politique actuelle

de la Grande-Bretagne en ce qu'elle

tend à utiliser plus largement que

par le passé les bourgeoisies indi-

gènes comme courroies de trans-

mission des intérêts impérialistes.

Mais elle diffère en ce que la Fran-

ce, économiquement plus affaiblie

et atteinte que l'Angleterre, dispose

dans ses concessions d'une marge

de manœuvre plus réduite. Par ail-

leurs, la France ne trouve nulle part

devant elle une bourgeoisie coloniale

aussi développée que celle des In-

des. Les concessions françaises ne

dépassent pas l'octroi de l'indépen-

dance « dans le cadre de l'Union

Française », cadre qui équivaut en

et la guerre du Vietnam.

#### 2) L'UNION FRANÇAISE

tration.

Pendant que la France était occupée, la « France Libre » dirigée par de Gaulle a dû s'appuyer largement sur les colonies d'Afrique. De Gaulle fut ainsi conduit à promettre l'amélioration du sort des indigènes pour pouvoir les entraîner dans l'effort de guerre. Ces promesses sont contenues dans les déclarations faites à la Conférence de Brazzaville qui, au début de 1944, jeta les grands traits de la future organisation coloniale d'après-guerre. C'est cette conférence qui lanca la formule de l'Union Française, en remplacement de celle de l'Empire français. Elle proposait une formule d'association librement consentie des peuples d'outre-mer avec la France. Les décisions les plus marquantes furent l'abolition du travail forcé, l'octroi du droit syndical et la création d'un collège de non-citoyens qui donnait aux indigènes le droit de vote et leur assurait une représentation - limitée - aux Assemblées parlementaires de la métropole.

Dans la réalité, ces décisions ont eu une portée restreinte et n'ont en rien modifié le système d'exploitation coloniale. Le travail forcé est réintroduit par divers subterfuges. le droit syndical ne cesse d'être battu en brèche par l'administration et les colons. Quant au droit de vote, l'envoi de quelques députés indigènes au Parlement français ne rend pas plus doux le colonialisme. Au surplus, par tous les moyens de pression, d'intimidation et de cor-ruption, l'administration et les colons, tout puissants, rendent impossible dans la plupart des cas l'élection de représentants authentiques des masses coloniales.

3) LA POLITIQUE DE LA HOLLANDE

landaise lui vient depuis près de née des peuples indonésiens qui,

réalité à un carcan : la diplomatie, l'armée restent aux mains de la France; les finances et l'ensemble de l'économie demeurent soumis

aux intérêts de la métropole, etc... Dans ces conditions, parler d'indépendance est une gageure ou une

ronie.

La richesse de la bourgeoisie hol- trois siècles de l'exploitation force-

soumis aux régimes les plus brutaux, ont commencé dès avant 1914 à affirmer leurs aspirations autonom'stes. Occupant l'Indonésie depuis février 1942, les Japonais ont favorisé avant de capituler la formation d'un gouvernement indépendant, présidé par le Docteur Soekarno. Les Hollandais se sont trouvés à la fin de la guerre devant un fait accompli : l'indépendance indonésienne. Îl ne pouvait s'agir pour eux, même avec l'aide des troupes anglaises, de tenter une reconquête militaire d'un pays tout entier soulevé contre leur domination, et il ne pouvait non plus être question de laisser échapper cette source de revenus hollandais.

Le gouvernement néerlandais avait annoncé en décembre 1942, par une déclaration de la reine Wilhelmine son intention de créer, après la guerre, un Commonwealth où métropole et colonies jouiraient d'un statut d'égalité. Au cours de négociations tumultueuses menées avec le gouvernement national indonécien, le sens de cette « égalité » apparut clairement. La politique de l'impérialisme hollandais est, dans ses lignes essentielles, semblable à celle de l'impérialisme français au Vietnam ; la Hollande cherche aussi à s'appuyer sur la bourgeoisie indonésienne ; mais sa faiblesse et l'im-

portance vitale qu'a pour elle l'exploitation des richesses indonésiennes l'empêchent d'aller plus loin dans la voie des concessions. Refusant en fait d'accorder l'indépendance à la République indonésienne, elle s'efforce d'enfermer le nouvel Etat dans des doubles entraves : d'une part en l'intégrant dans les soi-disants Etats-Unis fédérés d'Indonésie comprenant avec la République de Bornéo et l'Est indonésien (petites îles de la Sonde, Célèbes, Moluques, Nouvelle-Guinée) constitué sous le haut patronage hollandais ; d'autre part en créant un Commonwealth néerlando-indonésien, enfin, comme la France l'a essayé avec la Cochinchine, la Hollande s'efforce de diviser la bourgeoisie indonésienne en créant littéralement des mouvements séparatistes dans diverses parties du pays.

La nouvelle attaque militaire de juillet 1947 était destinée à achever l'étranglement de la République. Il convient de souligner que la Hollande n'est parvenue à maintenir des positions en Indonésie que grâce à l'intervention militaire anglaise en août 1945 et à l'appoint du matériel militaire anglo-américain, les Etats-Unis ayant des intérêts dans les pétroles indonésiens et dans le commerce du caoutchouc et de

#### IV. - LA BOURGEOISIE COLONIALE ET LES NOUVELLES FORMES DE DOMINATION IMPERIALISTE

Toutes ces formes de domination indirecte n'ont qu'une valeur relative et passagère. En donnant à la bourgeoisie coloniale une plus grande place, l'impérialisme ne fait que préparer des luttes sociales plus aiguës, dressant plus directement les classes laborieuses contre leurs exploiteurs indigènes. Les masses seront conduites à constater qu'elles ne peuvent se libérer totalement de l'emprise impérialiste qu'en renversant la bourgeoisie indigène et en prenant elles-mêmes le pouvoir.

La bourgeoisie indigène industrielle et commerçante qui se trouvait liée et parfois confondue avec les propriétaires fonciers et dont la force numérique était faible, dans le passé ne manifestait qu'une opposition timorée à l'impérialisme dans le but d'élargir sa base de profit et d'exploitation. Elle avait besoin pour mener une lutte contre l'impérialisme d'un soutien des masses, mais elle craignait en même temps les mouvements de ces masses, notamment la révolution agraire, et elle se montrait toujours anxieuse de trouver un compromis avec l'impérialisme.

Avec les nouvelles formes de domination que les impérialismes tendent à adopter, avec ces formes de domination indirecte où la bourgeoisie indigène occupe une place plus grande, la bourgeoisie indigène devient plus fermement l'allié de l'impérialisme et plus directement l'oppresseur des masses, tout en devenant en même temps, moins capable de jouer un rôle oppositionnel sérieux.

Quant aux pays où le mouvement révolutionnaire a pris une grande ampleur comme en Indonésie et au Vietnam, la bourgeoisie a montré qu'elle n'hésitait pas à être à la disposition des impérialistes contre les masses travailleuses.

La deuxième guerre mondiale a pratiquement réduit presque à néant les vélléités de lutte anti-impérialiste des bourgeoisies des pays coloniaux et semi-coloniaux. Dans certains pays, la bourgeoisie ne se montre prête à mener la lutte que pour se mettre à la disposition d'un impérialisme plus solide, qui soit capable de la protéger contre les mouvements des masses ; cela semble le cas pour un certain nombre de colonies françaises, notamment au Maroc où la pénétration du capitalisme américain est de plus en

plus considérable.

Il existe un développement extérieur apparent des bourgeoisies indigènes qui sont elles-mêmes sous la coupe de l'impérialisme britannique. C'est ainsi que l'Egypte émet des prétentions sérieuses sur la Lybie et principalement sur le Soudan anglo-égyptien. Ces tendances n'expriment pas la force ou l'indépendance croissante des bourgeoisies indigènes par rapport à l'impérialisme, mais expriment, en fait, l'incapacité de la partie industrielle à concurrencer l'impérialisme sur les marchés principaux et, par suite, sa recherche de marchés dans des pays plus faibles, le caractère de compradore de la bourgeoisie en tant qu'intermédiaire pour les marchandises impérialistes à la recherche de nouveaux marchés, et en général la subordination de la bourgeoisie indigène à la vieille puissance impérialiste. Dans la mésure où elle lutte pour renforcer ses position par rapport à cette puissance, dissante en victime de la concurrence et des rivalités inter-impérialis-

Les partis bourgeois expriment les caractères divers de cette classe en fonction des différents pays.

En Chine, le Kuo-Min-Tang est actuellement décomposé en de multiples cliques rivales et les manifestations en faveur de réformes sont avant tout des tentatives jusqu'à présent vaines, de réformer le Kno-Min-Tang au profit des plus solides capitalistes chinois. Le Kuo-Min-Tang capitulant devant l'impérialisme américain perd de plus en plus sa base populaire et subit des revers continuels devant les armées rouges paysannes. Lié à l'impérialisme américain le Kuo-Min-Tang joue un rôle contre-révolutionnaire achevé envers tontes les masses chinoises. Le caractère de compradore de la bourgeoisie du Kuo-Min-Tang n'avait jamais été aussi évident que

dans sa capitulation abjecte devant l'impérialisme américain. Les frictions existant entre la bourgeoisie chinoise et l'impérialisme américain deviennent de plus en plus subordonnées à l'antagonisme U.R.S.S .-Etats-Unis et à la lutte des classes en Chine.

En Indonésie, le morcellement de la République trouve son expression dans le camp des dirigeants nationalistes bourgeois. En janvier 1948, Sjahrir et les siens rompirent avec le parti Socialiste et montrèrent des tendances de plus en plus capitulardes, tandis que le nouveau gouvernement, acceptant la responsabilité du traité qui abandonne un grand territoire aux impérialistes, regroupe sous la direction de Mohamed Hatta, le Masjoemi musulman, le Parti indonésien du président Soekarno, les partis socialiste et stalinien.

Aux Indes, la transition de la domination directe à la domination indirecte ne change pas qualitative-ment le caractère de l'exploitation impérialiste. L'impérialisme domine par le pur poids de son économie sur le pays dans son ensemble et par son contrôle de l'Océan Indien. Toutes les banques d'échange ainsi que la plus grande partie du commerce extérieur sont dans les mains de l'impérialisme. Celui-ci possède de loin les secteurs les plus décisifs de l'économie (mines, plantations, jute, transports, sauf les chemins de fer, assurances ; et une partie du textile). La bourgeoisie indienne a elle exprime sa transformation gran- sans aucun doute augmente sa part des profits entre les deux guerres, notamment dans le textile, mais sa part dans toutes les autres sphères de l'économie, est secondaire et, même dans les domaines où le capital indien a pénétré, il est plus ou moins impuissant à modifier décisivement la prépondérance du capital britannique ; il est en danger d'être écrasé et éliminé en dépit de quelques mesures de désinvestissement de capital britannique, qui sont plus que compensées par une intensification plus poussée de l'exploitation des ouvriers. Les industries de base continuent à ne pas être développées. La bourgeoisie est incapable de réaliser l'industrialisation du pays. Bien qu'il y ait eu certains progrès dans l'industrie lourde - telle que le fer, l'acier la prémisse la plus essentielle à une expansion industrielle, l'électrifica-tion n'est pas encore développée. Tout rôle indépendant important de

la bourgeoisie indienne inapliquerait une industrialisation poussée du pays, notamment le développement des industries de base, impossible sous l'impérialisme. Il n'est pas possible de parler du rôle indépendant de la bourgeoisie indienne sans une industrialisation poussée de ce pays qui, dans le cadre du capitalisme décadent, est exclue. Aussi il sera impossible à la bourgeoisie indienne d'élendre un commerce indépendant. en ce qui concerne l'achat de machines-outils, avec des pays à forte de-

Combiné aux facteurs ci-dessus. le fait est que malgré le retrait de l'armée d'occupation, l'Océan Indien reste un lac britannique, d'où l'Angleterre est capable d'imposer sa volonté à la bourgeoisie de l'Inde et du Pakistan.

Bien que la bourgeoisie des Indes se soit élevée sur l'échelle du statut colonial, elle n'est pas passée du statut colonial à l'échelle du statut indépendant.

Le Congrès Pan-Indien est, le parti politique de la bourgeoisie indienne. Il a exploité la combativité des masses pour obtenir des concessions de l'impérialisme anglais. Dès son accession au pouvoir, le Congrès a montré sa nature de classe en exercant la répression la plus brutale.

La Ligue Musulmane dirigée par Jinnah a pu développer une base demasses dans des régions paysannes arriérées, à la suite de la politique agraire des ministres du Congrès Indien qui ne procédèrent à aucune réforme sérieuse et protégèrent les grands propriétaires fonciers. La Ligue musulmane groupe à la fois des féodaux qui y voient un rempart pour leurs privilèges, la bourgeoisie musulmane montante novée parmi les capitalistes hindous, et des couches paysannes attirées par le soutien démagogique donné à la réforme agraire. Son arrivée au pouvoir dans le Pakistan ne manquera pas de faire éclater cet agglomérat hétéroclite.

Dans le Moyen-Orient, la Ligue Arabe fondée en 1945 à l'instigation de l'Angleterre, associe d'une part des chefs d'Etat à intérêts divergents, et d'autre part des couches sociales opposées : les vieux chefs féodaux directement vendus aux impérialismes et les jeunes bourgeoisies cherchant à étendre leur influence et leur marché. Il en résulte que la Ligue Arabe ne présente aucune homogénéité réelle et qu'elle n'arrive à s'entendre que dans des cas exceptionnels. Ni le féodalisme décadent, ni la bourgeoisie arabe condamnée à rester un avorton ne sont capables d'unifier le monde arabe.

#### V. - LA PAYSANNERIE ET LE PROLETARIAT DES COLONIES

1°) Le capitalisme a introduit «rallèles, malgré de très grandes difdans les pays coloniaux des éléments d'économie capitaliste qui ont entraîné le bouleversement de l'ancienne structure sociale. Ce mouvement s'est accéléré au cours de la deuxième guerre mondiale qui a rendu nécessaire le développement des ressources économiques de toute une série de pays coloniaux (Egypte, Palestine, Mandchourie, Corée, certaines régions de la Chine...).

En dépit de ces développements économiques, l'économie conserve un caractère paysan prépondérant dans les colonies.

Il y a lieu de distinguer deux ca-

tégories principales

a) les nations où une certaine conscience nationale existait depuis longtemps, telles que les Indes, la Chine, le Vietnam, la Mandchourie, la Corée, l'Indonésie, les pays du Moyen-Orient, l'Egypte, l'Afrique du Nord, dont la structure d'ensemble est comparable et les problèmes paférences dues essentiellement au niveau variable de développement économique.

La paysannerie dans tous ces pays constitue une très forte majorité de la population. Elle vit dans des conditions extrêmement misérables et précaires, sur des parcelles très réduites qui ne lui permettent pas de subsister, tandis qu'à l'autre pôle une poignée de gros propriétaires fonciers se partagent la grande majorité des terres. Dans ces pays, l'usure est un des fléaux qui sévit sans cesse sur la population paysanne. Partout la famine menace à l'état plus ou moins chronique. Toutes ces conditions placent le paysan dans une situation de véritable servage et font de la révolution agraire le moteur de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme. La question agraire est rendue encore plus aiguë par l'existence de concentrations rurales extrêmement fortes, en particulier

en Extrême-Orient. Il en résulte un caractère particulièrement explosif des rapports de classe dans les cam-

OUATRIEME

b) les pays où commence à s'éveiller la conscience nationale, notamment les pays de l'Afrique noire.

Ces pays sont caractérisés par une différenciation sociale beaucoup moins avancée et par la survivance de l'ancienne structure tribale (Afrique équatoriale, Congo Belge, Afrione occidentale et orientale portugaise, possessions britanniques en Afrique occidentale et orientale). La grande masse de la population se livre à la culture dans des conditions archaïques, souvent de facon collecfive sur la base du village. Ce dont ils souffrent, ce sont les abus de l'administration coloniale (limitation du droit de culture, vente forcée de leurs produits aux cours fixés par l'administration, taxes, travail foreė...).

La grande propriété foncière est surtout le fait des compagnies coloniales. Il n'y a qu'un début de bourgeoisie, essentiellement commercante, écrasée dès l'origine par la concurrence des grandes compagnies (interdiction d'importer ou d'exporler sans passer par l'intermédiaire de celles-ci). Les individus qui s'élèvent au-dessus de la masse sont généralement les chefs de village nommés et payés par l'administration qui les utilise notamment comme collecteurs d'impôts.

Le prolétariat est extrêmement réduit autour de quelques entreprises de transport (chemin de fer. ports, postes).

2°) Les luttes dans les pays coloniaux ont toutes confirmé par des expériences souvent coûteuses aux masses opprimées de ces pays le caractère permanent de la révolution. Les révoltes et soulèvements paysans en vue d'obtenir la terre pour ceux qui la travaillent, problème auquel est lié celui de l'indépendance nationale, n'ont pu aboutir jusqu'à présent en l'absence d'une alliance avec le prolétariat. Comme l'exprimait la résolution du Congrès de Fondation de 1938 sur « la lutte des classes et la guerre en Extrême-Orient », c'est « sur les épaules du prolétariat que reposent les tâches jumelles d'activer la solution des problèmes nationaux et de fraver la voie à la reconstruction socialiste de la société en s'élevant lui-même a l'état de classe régnante en allian-

ce avec toutes les masses exploitées des villes et des villages. »

La révolution agraire est permanente dans son caractère. Elle comporte toute une série de mesures et de transformations de nature économique et sociale qui sont telles qu'elles ne peuvent que constituer une partie de la reconstruction socialiste de la société. Ces changements ne peuvent être concus dans une époque de déclin catastrophique du capitalisme, dans le cadre de la propriété et des rapports sociaux capitalistes à la campagne. La révolution agraire comporte l'expropriation des grands propriétaires fonciers, la nationalisation de la terre, la division de cette terre nationalisée entre les paysans sur une base égalitaire et l'annulation des hypothèques et autres dettes à titre de commencement, la conversion de la partie des terres qui, au moment de la nationalisation, était organisée sur une base capitaliste moderne en fer-mes d'état, l'établissement de formes collectives sur l'autre secteur de la terre, la mécanisation et l'industrialisation de l'agriculture, le développement de manière harmonieuse de la culture à petite échelle vers la culture d'Etat, tout en donnant en même temps l'aide la plus totale à la paysannerie pauvre au moyen d'engrais et d'équipements à bas prix, le nivellement du fossé économique et culturel entre la ville et la campagne, et le développement des relations existant entre les ouvriers des villes et les petits fermiers.

La révolution agraire peut ainsi être considérée comme une partie intégrale de la reconstruction de la société sur une base socialiste. Il en découle la nécessité de la dictature du prolétariat en alliance avec la paysannerie, dans un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire en général d'un état armé pour la réalisation des tâches complexes de la révolution agraire comme une partie de sa politique économique générale. L'alliance du prolétariat et de la paysannerie est non seulement indispensable pour une lutte conséquente contre le féodalisme, le semiféodalisme et l'oppression capitaliste du paysan ; le prolétariat est non seulement la seule classe qui peut mener la paysannerie divisée, instable, hésitante et dépendante sur la route de la révolution agraire en introduisant la lutte de classes à la campagne, mais cette alliance sous la direction du prolétariat doit être

poursuivie sous la forme d'un gouvernement ouvrier et paysan. Le pouvoir d'état dans les mains de la classe ouvrière dirigeante est une condition préalable à la poursuite et à la réalisation de la révolution agraire.

3°) Les bouleversements introduits par la guerre ont accéléré le développement numérique du prolétariat, sa concentration et aussi sa prise de conscience comme classe.

Si la faiblesse numérique d'une part et aussi l'inexistence d'industries de base d'autre part jouent en défaveur du prolétariat des colonies, par contre son union avec les couches les plus pauvres de la pavsannerie est rendue extrêmement facile du fait de ses origines pavsannes récentes et de ses liens encore très puissants avec les villages.

Dans de nombreux pays coloniaux d'Extrême-Orient existaient depuis la création de la IIIº Internationale, des mouvements communistes et révolutionnaires qui avaient pénétré profondément les masses ouvrières et, par leur intermédiaire, certaines

couches paysannes.

Mais le fait le plus saillant des progrès accomplis par les prolétaires des pays coloniaux en tant que classe est le puissant développement du mouvement syndical après la deuxième guerre mondiale. Sa constitution est un grand facteur d'éducation des masses et favorise l'élévation du niveau des luttes. En Extrême-Orient, l'effondrement de la domination japonaise, a entraîne la constitution de puissants mouvements syndicaux au Japon lui-même et en Corée. Ces mouvements ont fait preuve d'un grand esprit revendicatif et d'un grand esprit combatif. La Corée a connu la première grève générale de son histoire en mars 1946; au Japon les mouvements sont incessants. En Chine également les luttes prolétariennes ont repris dans les grands centres industriels. Aux Indes la fin de la guerre a vu également un grand développement des luttes syndicales dans les grands centres industriels, en particulier à Madras et à Bombay. Il est caractéristique que l'influence de masse dss trotskystes indiens ait pu se développer principalement à travers la lutte syndicale et revendicative.

Dans les états semi-féodaux réactionnaires du Proche et du Moven-Orient, les travailleurs ont les plus grandes difficultés à imposer la reconnaissance de leur droit syndical

ou du droit de constituer une Centrale syndicale. En Irak où de 1941 à 1944 s'est développé un fort mouvement syndical, le gouvernement a entrepris une vaste répression. Les syndicats ont également pris un grand essor en Egypte où depuis 1945 des vagues de grèves incessanles se sont déroulées, entraînant des dizaines de milliers d'ouvriers (Filature de Shubra-al-Kaïma), le gouvernement égyptien s'est livré à la répression la plus féroce.

INTERNATIONALE

Seuls la Syrie et le Liban connaissent un développement légal du mouvement syndical qui s'y est af-

En Afrique du Nord le mouvement syndical existait sous la forme defiliale de la C. G. T. française. En Tunisie la filiale rattachée à la C: G. T. décida en octobre 1946 de se constituer en centrale autonome directement affiliée à la F. S. M.. Au Maroc, le droit syndical n'est pas encore reconnu aux Marocains, et la loi qui punit d'emprisonnement tout syndique marocam, bien que généralement non appliquée, reste en vigueur. Les syndicats se sont développés, en dépit de ces difficultés, et ont dirigé d'importantes grèves. dans la dernière période.

En Afrique Noire française, ledroit syndical n'a été accordé qu'en 1945. Les syndicats ont connu aussitôt un large essor qui a permis un véritable bond de la conscience politique de couches importantes dans des régions jusqu'alors entièrement arriérées, comme le Cameroun. En septembre 1945, la décision fut prise de former des organisations syndicales parmi les indigènes. Elles se développèrent notamment dans la métallurgie, les transports, le bâtiment et les employés.

En Afrique du Sud, où domine le problème de couleur, les syndicats africains ont une existence à peine légale et subissent une répression féroce ; ils se développent cependant (250.000 membres en 1947). En août 1946, 125.00 mineurs sont entrés en grève ; la répression a été sanglante. Le développement du mouvement syndical continue en dépit de nouvelles menaces légales de rendre complètement illégal le mouvement.

Notons enfin la tenue à Dakar en avril 1947 d'une Conférence syndicale pan-africaine sous l'égide de la F. S. M. où 50 délégués représentaient 21 organisations syndicales groupant un total de 800.000 syndiqués. L'indépendance du mouvement syndical dans les colonies françaises d'Afrique hors du contrôle de la C. G. T. de France est une condition indispensable d'un développement libre et complet. A la nécessité de

cette indépendance, se combine la nécessité d'une centralisation accrue des syndicats dans des centrales syndicales en fonction du développement même du mouvement syndi-

#### VI. - LE STALINISME ET LA SOCIAL-DEMOCRATIE EN FACE DU PROBLEME COLONIAL

I) LE STALINISME DANS LES COLONIES

C'est dans les pays coloniaux et semi-coloniaux que le stalinisme a commencé en 1925 à procéder à une politique de collaboration de classe et à élaborer une justification théorique (bloc des quatre classes en Chine) ; pour le faire il eut entre autre à idéaliser le rôle de la bourgeoisie indigène. La dégénérescence du stalinisme dans la collaboration avec la bourgeoisie trouva une de ses expressions les plus répugnantes au cours de la guerre où, pour satisfaire pleinement les alliés impérialistes, les partis communistes se prononcèrent pour l'acceptation du colonialisme. C'est ainsi que les staliniens des Indes se prononcèrent contre le soulèvement de 1942 et pour la guerre à outrance aux côtés de l'impérialisme anglais et sous ses ordres. C'est ainsi également qu'en 1945 les staliniens algériens approuvèrent les massacres de l'impérialisme français et condamnèrent les manifestations des masses algériennes comme des menées fascistes. C'est ainsi également que les staliniens vietnamiens (qui s'étaient dis- sannerie, non vers les couches les sous dans le Viet-Minh) ont, contre la volonté des masses ouvrières et paysannes de leur pays, préconisé l'inclusion du Viet Nam dans l'Union Française.

En fait la politique des staliniens - aux colonies comme partout ailleurs - était dictée avant tout par les intérêts nationaux de la bureaucratie de Moscou. En Chine ils ont subordonné la guerre contre l'impérialisme japonais et la lutte intérieure contre Tchang-Kaï-Chek à l'alliance de guerre de la bureaucratie soviétique avec l'impérialisme. L'intervention des staliniens au Vietnam est également dictée par la nécessilé pour la diplomatie soviétique d'occuper une position stratégique importante au sud de la Chine. La politique des partis staliniens dans le Moyen-Orient et en Egypte est dictée aussi par les rivalités de l'U. R. S. S. avec les Etats-Unis et la

Grande-Bretagne.

Dans les pays d'Afrique où les intérêts soviétiques sont peu en jeu directement, les staliniens indigenes s'alignent sur les nécessités de la politique des staliniens des métropoles, beaucoup plus que sur les intérêts des masses exploitées.

La politique pro-colonialiste des staliniens a abouti à des conséquences si désastreuses pour ces partis qu'ils ont été amenés à opérer un tournant, correspondant plus ou moins à celui qu'ils étaient amenés à opérer en Europe à la suite de la tension des rapports entre l'U. R. S. S. et les U. S. A. C'est ainsi que les staliniens algériens ont cherché par une combalivité plus grande à l'égard de l'impérialisme à se rapprocher à nouveau des formations nationalistes (Amis du Manifeste, P. P. A.) mais refusent de se prononcer pour la rupture avec la métropole et restent les défenseurs de l'Union francaise.

Une des tendances de la politique des staliniens dans les colonies est de s'orienter davantage vers la payplus pauvres de la paysannerie, mais vers certaines couches moyennes. L'exemple le plus caractéristique est celui des territoires soviétiques chinois. Les « Soviets chinois » ont commencé par être des soulèvements paysans consécutifs à la révolution écrasée de 1926-27 ; ces soulèvements ont abouti à la constitution de bandes qui ont fini par se fixer plus ou moins dans certaines régions du nord de la Chine. Dans les « territoires soviétiques », la politique des dirigeants staliniens (Mao-Tse-Tung) a été orientée vers la constitution d'une couche de paysans aisés: Le programme agraire du Viet-Minh constitué par les staliniens visa à lui maintenir l'appui des propriétaires fonciers des le début de la révolution ; les dirigeants du Viet-Minh out interdit le partage des terres, se sont refusés à abolir les dettes et hypothèques et à supprimer l'usure.

Les staliniens des pays coloniaux soutiennent la théorie de la révolution par étapes, de la nécessité de développer un capitalisme autochtone avant qu'il puisse être question de lutter pour le socialisme (déclaration de Ho-Chi-Minh).

#### 2) LES PARTIS STALINIENS DES METROPOLES ET LES COLONIES

La politique des partis staliniens dans les pays métropolitains en ce qui concerne les colonies, est identique à la politique d'une agence de l'impérialisme. Notamment après la deuxième guerre mondiale, les partis staliniens dans les métropoles ont défendu une politique coloniale qui ne pouvait être distinguée de la politique coloniale traditionnellement réactionnaire de la social-démocratie. Fonctionnant dans le cadre de la collaboration de classe avec l'impérialisme, en résultat des théories jumelles du « socialisme dans un seul pays » et de la « coexistence pacifique de l'U. R. S. S. et du ca-pitalisme mondial », les partis staliniens des métropoles ont complètement et absolument subordonné. adapté et accroché leur politique aux colonies à la politique du Kremlin envers leur propre impérialisme et aux propres rapports qu'ils avaient en conséquence avec cette puissance impérialiste. Ainsi de 1939 à 1941 les staliniens des métropoles ont de temps en temps rehissé leur drapeau souillé pour l'indépendance des colonies, ne le faisant cependant pas en vue de stimuler la libération des colonies, mais afin d'embarrasser l'impérialisme et de préparer le terrain à un rapprochement, à une collaboration et à des maquignonnages entre les puissances impérialistes de l'Ouest et le Kremlin, limitant strictement leur propagande à leur politique fondamentale de collaboration de classe. De 1941 à 1945, les staliniens des métropoles ont totalement jeté par dessus bord le mot d'ordre de l'indépendance et se sont puissamment efforcés de ligoter et de lier les co-Ionies et les semi-colonies à Roosevelt et à Churchill. Dans les années qui suivirent 1945, quand les staliniens dans une série de pays d'Europe entrèrent dans des cabinets bourgeois, la mesure complète de

leur attitude de trahison envers les colonies et même envers leurs partis frères dans certaines colonies (Vietnam) devint très apparente. Les ministres et les députés du P. C. français aidèrent à réprimer le soulèvement algérien, votèrent les crédits de guerre pour l'infâme campagne contre la lutte du Vietnam pour son indépendance, se prononcèrent pour « l'Union Française ». participèrent à l'administration de la domination coloniale en Afrique noire française. Les députés du P. C. italien élevèrent la voix non pour demander l'indépendance mais pour obtenir une restauration parfielle de l'Empire africain perdu par l'Italie. Les staliniens hollandais n'ont même pas levé le petit doigt pour aider l'Indonésie, mais au contraire ils ont tenté d'étouffer l'Indonésie dans le cadre du « Commonwealth hollandais », ils ont condamné les luttes héroïques de Tan Malakka et des révolutionnaires et des nationa-listes intransigeants, ils ont voté pour le traité de Linggadjati et pafroné la collaboration entre les bourgeois indonésiens capitulards et le gouvernement néerlandais. Tel a été à des degrés divers le rôle honteux des staliniens des métropoles depuis le moment de leur refus de l'indépendance du Maroc pendant la guerre civile espagnole en passant par leur campagne traîtresse de « sanctions » en ce qui concerne la lutte de l'Abyssinie contre la domination fasciste, jusqu'aux trahisons sans précédent en ce qui concerne les colonies de la part des staliniens dans les pays métropolitains après la deuxième guerre mondiale. La somme de leur politique coloniale traduit leur fonction d'agents de l'impérialisme sur la base de la collaboration de classe dans leur propre pays et de la politique étrangère de collaboration de classe du Kremlin.

#### 3) LE TOURNANT « GAUCHE » DE 1947 ET LES COLONIES

La création du Kominform a marqué le début d'un « tournant gauche » du stalinisme. Le tournant de 1947 ouvre une nouvelle phase d'ac-Poursuivant un quart de siècle de

tes de trahison politique par les partis staliniens dans les pays coloniaux aussi bien que dans les métropolestrahisons répétées, la conduite et la direction stalinienne des luttes sous le « tournant gauche » doivent inévitablement révéler ses limites, son incapacité de compléter la révolution agraire en Chine et en Indochine ; son rôle de frein (acceptation de compromis avec les Hollandais à Java et avec les Français au Vietnam), et son caractère contre-révolutionnaire ouvert (assassinat de trotskystes et de militants, machinations, emprisonnements, intervention militaire contre les masses...) Le stalinisme doit continuer comme par le passé à se montrer tout à fait incapable de réaliser les tâches principales dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, à savoir la révolu-tion agraire, la solution de la question nationale, la lutte pour la démocratie totale, le renversement de l'impérialisme,

Cependant, les partis communistes, particulièrement dans les colonies, ont un rôle double et contradictoire; l'idéologie et la politique stalinienne d'un côle, et une grande base ouvrière et de masse de l'autre. La base de masse doit à plusieurs reprises entrer en conflit avec l'idéologie du « bloc de classes » et de la « révolution par étapes ». Dans la période à venir, de course entre la révolution et une troisième guerre mondiale, les partis staliniens doivent être contraints d'une part de s'accrocher avec ténacité à leur base de masse et à l'engager dans des luttes, et d'autre part de limiter soigneusement ces mêmes luttes conformément aux nouveaux accords et marchés passés entre les Etats-Unis et le gouvernement soviétique. Dans la crise révolutionnaire aux colonies les staliniens à la tête des luttes doivent entrer en conflit avec Pélan des masses, bien qu'à certains moments ils l'impulsent eux-mêmes.

Cet élan révolutionnaire, porté par les aspirations des masses, trouvera une expression dans la base des différents P. C. Si un parti de la IVº Internationale fait défaut, ces combattants de base du P. C. seront détruits physiquement par l'appareil stalinien ou, isolés, tomberont dans le désarroi et la démoralisation. L'intervention d'un parti révolutionnaire dans de telles crises non seulement sauvera des millions de militants du P. C. de la terreur stalinienne et du désespoir, mais elle les rassemblera dans un véritable parti révolutionnaire. En participant côte à côte avec les millions de courageux militants communistes des pays coloniaux ou semi-coloniaux dans leurlutte contre l'impérialisme ; en exposant, en attaquant, impitoyable-ment la politique et l'idéologie staliniennes, en introduisant de plus en plus profondément le coin de son programme entre les militants et les dirigeants des partis staliniens, la IVº Internationale deviendra, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux où le stalinisme est une force, capable de surmonter l'obstacle du stalinisme et de trouver un pont vers les masses et vers des partis d'action de masse. Dans la période de lutte coloniale, il se produira sans aucun doute d'autres occasions de gagner les militants de la base de masse des P. C. Combinant une opposition rigide, inflexible, implacable, contrele stalinisme aux tactiques les plus souples pour s'approcher des mem-bres de base du P. C., les partis de la IVe Internationale dans les pays coloniaux et semi-coloniaux surmonteront le stalinisme et conduiront le prolétariat en alliance avec la paysannerie et tous les opprimés vers la réalisation des tâches de la révolution permanente dans les colonies,

#### 4) LA SOCIAL-DEMOCRATIE

La social-démocratic traditionnelle n'est pas parvenue à s'enraciner dans les colonies. Une formation telle que le Parti socialiste des Indes bien qu'il opère essentiellement sur la base de conceptions réformistes, n'a pas surgi comme une aile de la social-démocratie métropolitaine, mais comme l'aile gauche petite bourgeoise de la bourgeoisie nationale sur la base du mouvement d'émancipation nationale.

Le rôle de la social-démocratie dans les métropoles a cependant eu un sens effectif pour les opprimés des colonies. En ce qui concerne les colonies, la social-démocratie, que ce soit le Labour Party de Grande-Brelagne ou les partis socialistes de France, de Hollande, de Belgique, etc... a toujours apparu et fonctionné comme une agence de l'impérialisme. La social-démocratie ne diffère fondamentalement en rien dans sa politique de la politique coloniale des staliniens tant dans les cas mentionnés que d'une façon générale. Cependant, tandis que la base de la trahison stalinienne est la collaboration de classe découlant de

ses liens avec le Kremlin, la base de la trahison et de la réaction socialdémocrate aux colonies est la collaboration de classe découlant de ses liens matériels avec la bourgeoisie et avec l'aristocratie ouvrière engendrée par la surexploitation impérialiste des colonies. Ce facteur distingue la social-démocratie du stalinisme en ce qui concerne les colonies en conférant à la politique coloniale de la social-démocratie une continuité, une égalité et une stabilité plus grandes. Un exemple typique est celui de la social-démocratie française qui, depuis la « libération », a fourni à l'impérialisme français la plus grande partie de ses cadres dirigeants (ministère des colonies jusqu'en 1947, gouverneurs généraux, etc...) qui présidèrent à des répressions sanglantes contre les peuples coloniaux (Texier, Chataigneau, Naegelen en Algérie, de Coppet à Madagascar, Mons en Tunisie).

Le cas classique est celui du Labour Party britannique qui d'une part est né de l'aristocratie ouvrière nourri des surprofits soutirés aux colonies par l'impérialisme britannique montant et qui, d'autre part, est devenu le plus fort au moment où l'Empire britannique se trouve le plus profondément ébranlé et affaibli. Radicalisée en dernière analyse par le fait profond de la dislocation et du recul de l'impérialisme britannique en Extrême-Orient, la classe ouvrière britannique hissa au pouvoir, afin de résoudre ses problèmes, ce parti, enfant historique du surprofit impérialiste, qui doit inévitablement s'efforcer de rétablir la domination de l'impérialisme dans ses colonies et qui est, par conséquent, totalement incapable de libérer la classe ouvrière anglaise du bénéfice de l'exploitation coloniale. Cette libération est la précondition de l'émancipation du prolétariat britannique du salariat.

Aux masses coloniales le Labour Party a démontré qu'il poursuit la politique de la domination britannique. Aux travailleurs métropolitains, le Labour Party démontrera de plus en plus ce fait très important que la révolte du prolétariat britannique, et en vérité, de tout le prolétariat privilégié de l'Europe occidentale, contre l'esclavagisme colonial, son refus de tout profit et de toute part dans les colonies est une condition fondamentale de sa propre émancipation de classe.

En ourre, la leçon de la social-démocratie en général et du Labour Party en particulier est non seulement que la classe ouvrière métropolitaine doi rompre avec l'impérialisme pour renverser ses propres maîtres capitalistes, et voir dans sa propre classe capitaliste une classe impérialiste. Mais dans la même mesure où elle rompt avec l'impérialisme, la classe ouvrière métropolitaine doit se lier au prolétariat et aux opprimés des colonies. Le lien esclavagiste de l'impérialisme, entre la métropole et la colonie non seulement doit être résolument brisé, mais il doit être remplacé par un lien de classe de solidarité et de lutte combinée entre les travailleurs des métropoles et des colonies. Le développement historique contribue à ce processus, mais plus il deviendra conscient et plus le pro!étariat métropolitain se libérera rapidement. En général, cette tache prend la forme d'une rupture avec la social-démocrat e dans les métropoles afin de s'entendre avec les masses laborieuses des colonies pour le renversement de l'impérialisme. C'est la decon principale à tirer d'un demi-siècle d'expérience avec la social-démocratie en ce qui concerne les colonies.

#### VII. - LA IV INTERNATIONALE ET LES COLONIES

Le programme de la IVe Internationae dans les colonies et semi-colonies, découle d'une compréhension des lois du développement combiné et inégal, et de la théorie de la Révolution Permanente :

1º) Dans les pays métropolitains, la tâche du parti révolutionnaire est de soutenir inconditionnellement les luttes anti-impérialistes des colonies. et de lutter concrètement et d'aider par tous les moyens les masses co-

loniales pour leur indépendance totale du joug impérialiste, de mener la lutte de classe dans « leur propre pays » contre le capitalisme, comme le meilleur moven d'aider pratiquement les mouvements, luttes et révolutions coloniales, dans les meilleures traditions de l'internationalisme prolétarien.

Lorsque les armées impérialistes occupent un pays colonial ou semicolonial, le parti révolutionnaire de la Métropole, en collaboration éroite avec la section du pays colonial, lutte pour le retrait des troupes impérialistes. En même temps, il poursuit une propagande révolu-tionnaire en collaborant avec la section du pays colonial pour amener la solidarité des soldats de la métropole envers la lutte du peuple colon'al et pour leur fraternisation avec les masses combattantes des pays coloniaux ou semi-coloniaux.

Dans le cas d'une guerre d'une puissance impérialiste contre un pays colonial ou semi-colonial, la section de la Métropole doit œuvrer à la défaite militaire du pays impé-

rialiste.

2°) La tâche générale dans les pays colon'aux et semi-coloniaux est de lutter pour l'expropriation et le renversement de l'impérialisme, pour l'indépendance et l'auto-détermination nationale de chaque pays et nationalité coloniale opprimée. Dans cette lutte la révolution agraire joue un rôle moteur dans les colonies et semi-colonies où la paysannerie est prépondérante (Extrême-Orient, Moyen-Orient, Proche-Orient, Afrique du Nord), tandis qu'en Afrique méridionale le principal facteur dynamique de la lutte anti-impérialiste est le mouvement contre l'opposition raciale et de démocratiques. Les partis de la IV° couleur et pour l'égalité et les droits avancé. Dans le seul pays capitaliste Internationale adoptent aux conditions de chaque pays le Programme de Transition et apprécient la maturité des luttes dans l'application concrète des mots d'ordre transitoires les plus avancés.

Les partis de la IVe Internationale luttent pour la défense des intérêts des jeunes prolétariats des pays coloniaux et semi-coloniaux, en revendiquant notamment une législation ouvrière (heures de travail, détégués ouvriers, sécurité sociale,

etc ... ).

Dans certains pays coloniaux et semi-coloniaux, telle la Chine, une sérieuse catastrophe du régime, peut créer une situation révolutionnaire posant la question de la révolution armée. La IVº Internationale se prépare à la mobilisation du prolétariat pour de tels développements en appelant à l'organisation des ouvriers, paysans et soldats dans des comités, à l'armement de ces Comités et à un gouvernement ouvrier et paysan basé sur ces Comités armés. En Chine, la IVº Internationale se prononce contre l'intervention et la domination impérialiste (c'est-àdire des Etats-Unis), contre la bourgeoisie compradore du Kuo-Min-Tang et les propriétaires fonciers dans leur assaut combiné avec le sout'en de l'impérialisme contre les ouvriers et les paysans de la Chine « Rouge » et de la Chine du Kuo-Mîn-Tang même. Tout en participant et en appuyant toute lutte de masse contre Tchang-Kaï-Chek et ses soutiens impérialistes, la IVe Internationale mène une lutte déterminée contre la politique et la terreur stalinienne, fait appel à une alliance du prolétariat et de la paysannerie en vue de réaliser la révolution agraire et de conquérir la libération nationale et lutte pour un gouvernement ouvrier et paysan.

Le parti révolutionnaire en Chine « soutient les armées paysannes contrôlées par les staliniens et combat énergiquement les propriétaires fonciers du Kuo-Min-Tang qui veulent rétablir l'ordre ancien dans les villages. Il déclare que, malgré la direction réactionnaire du parti stalinien, sa politique de maigre réforme agraire possède néanmoins une importance progressive et la défense par les paysans de ces pauvres gains est évidemment juste. C'est pourquoi les trotskystes dans les territoires « libérés » combattront sans hésitation aux côtés des paysans pour résister à l'offensive réactionnaire du Kuo-Min-Tang et en même temps, au cours de la résistance, ils dénonceront les compromissions et les trahisons du parti stalinien et combattront sa politique réactionnaire. A l'arrière des armées de Tchang-Kaï-Chek, les trotskystes mettent en avant le mot d'ordre d'un armistice inconditionnel et soutiennent tout mouvement de masse anti-guerre et pour la paix » (Résolution de la Ligue Communiste de Chine - 13 février 48). Les trotskystes chinois luttent pour pousser toutes les réformes entreprises timidement par les staliniens jusqu'à leur conclusion logique et insistent sur ce que la réforme agraire est impossible sans une sotide alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Ils luttent pour une démocratisation des armées rouges et pour que, dans les territoires « libérés », le pouvoir se trouve dans les mains de Com'tés de soldats et de paysans démocratiquement élus. Au Vietnam, la IV. Internationale

est pour la lutte contre l'impéria-

lisme français comme l'ennemi N° 1. Tout en participant et en soutenant toute lutte réelle contre la domination française, elle dénonce les manœuvres contre-révolutionnaires et la monarchie nationaliste de Bao Daï qui vise à s'appuyer sur l'impérialisme américain, elle dénonce constamment la politique de compromis et le caractère faible de compradore de la bourgeoisie et du Viet-Minh dirigé par les stalinien, elle repousse toute acceptation de l'Union Francaise, elle lutte contre tout opportunisme et contre tout compromis pourri, elle lutte pour la révolution agraire, pour une rupture complète des liens avec la France. pour l'unité du Vietnam et pour un gouvernement ouvrier et paysan.

En Indonésie, la IV Internationale considère l'impérialisme hollandais comme l'ennemi principal, combat tout marché réactionnaire des partis bourgeois indigènes avec les maîtres impérialistes et oppose systématiquement au « Commonwealth hollandais » la lutte pour l'indépendance de l'Indonésie.

Aux Indes, la IV Internationale place comme tâche principale le renversement de l'impérialisme anglais (ce qui implique l'expropriation de toutes les entreprises étrangères) et de ses collaborateurs bourgeois indiens. Elle considère que la bourgeoisie indigène de l'Inde et du Pakistan n'est plus capable de jouer un rôle progressif dans la lutte anti-impérialiste. Elle s'efforce de gagner la direction du prolétariat dans ses luttes sociales contre la bourgeoisie indigène et ses chefs impérialistes. Elle fait appel pour la révolution agraire et voit dans le prolétariat en alliance avec la paysannerie la seule classe capable de résoudre la question de la terre. La paysannerie ne peut pas jouer un rôle indépendant et dirigeant. La section indienne de la IVº Internationale est pour la plus complète démocratie aux Indes, dans le Pakistan et à Ceylan et contre toute pseudo Assemblée Constituante. Elle est pour l'indépendance totale et dénonce toute forme de domination impériale telle que le statut de Dominion. Elle lutte pour le droit à l'autonomie de l'Inde basé sur le droit à l'autodétermination et à la sécession. Elle dénonce l'arbitraire division entre Inde et Pakistan et tend vers les Etats-Unis socialistes des Indes, avec les droits les plus complets d'auto-

détermination pour chaque nationalité.

Dans les Etats Arabes du Moyen et du Proche-Orient et en Afrique du Nord, les sections et groupes de la IV. Internationale sont pour l'unification des pays arabes dans des Fédérations de Républiques arabes libres. Ces sections luttent pour l'élimination de l'impérialisme - britannique et français - contre l'intervention impérialiste des Etats-Unis, contre les propriétaires terriens complices des impérialistes, contre leur instrument : la Ligue arabe ; pour des Assemblées Constituantes et pour la plus large démocratie.

En ce qui concerne particulièrement la Palestine, la IVe Internationale repousse comme utopique et réactionnaire la solution « sioniste » à la question juive ; elle déclare que la répudiation totale du sionisme est la condition sine qua non pour une fusion des luttes des ouvriers juifs avec les luttes émancipatrices, sociales et nationales des travailleurs arabes. Elle déclare qu'il est profondément réactionnaire d'exiger une émigration juive en Palestine, comme il est réactionnaire de faire appel à l'immigration d'oppresseurs dans les pays coloniaux en général. Elle soutient que la question de l'immigration et des rapports entre Juifs et Arabes ne peut-être convenablement décidée qu'après expulsion de l'impérialisme, par une Assemblée Constituante librement élue avec pleins droits pour les juifs comme minorité nafionale.

Sur le continent africain, le parti révolutionnaire lutte pour une Afrique libre. Il lutte pour les pleins droits démocratiques pour tous. Il mène de facon întransigeante une lutte contre la discrimination et la ségrégation raciale et contre les barrages de races dans tous les domaines de l'existence. Il lutte pour organiser syndicalement et pour gagner la direction du jeune et puissant prolétariat qui croît rapidement, comme étant la seule classe capable de mener les travailleurs des tribus et les paysans dans leur révolution agraire et comme la seule classe qui peut mener à la libération nationale et à la liberté les masses africaines, réalisant ainsi les grandes luttes que leur large éveil à la conscience nationale annoncent au monde entier. Il lutte pour le renversement et l'expulsion totale des impérialismes anglais, français, belge, espagnol et portugais. Il lutte pour l'indépendance et l'autodétermination des travailleurs de tous les Etats de l'Afrique.

30t 20t

Les tâches complexes des révolutions dans les colonies sont sans solution possible sans la direction d'un parti révolutionnaire basé sur la théorie marxiste et les méthodes d'organisation du bolchévisme. Les seuls partis dans les colonies construits súr ces deux piliers jumeaux sont les sections de la IV. Internationale. Mais ces partis, tout en possédant les conceptions et les méthodes théoriques, politiques et organisationnelles indispensables se trouvent toujours devant la tâche de se transformer en parti de masse du prolétariat. L'histoire des luttes coloniales a montré à maintes reprises, par la négative, la nécessité d'un parti révolutionnaire pour diriger ces luttes jusqu'à achèvement victorieux de leurs tâches.

La construction de partis de masses de la IVº Internationale dans les colonies ne peut avoir lieu comme un prolongement des sections des métropoles ; mais sur la base des conditions, des particularités, des complexités des problèmes indigènes dans lesquels ils s'intègrent et auxquels ils adaptent le programme mondial de la IV Internationale. Le parti révolutionnaire ne s'oriente pas vers les couches de la population qui sont liées par les privilèges et les liens sociaux politiques à l'empérialisme et à ses alliés. Au confraire, ces partis s'orientent vers ceux qui sont les plus exploités et les plus opprimés, socialement et nationalement à la ville et à la campagne. Le parti révolutionnaire est basé en premier lieu sur le prolétariat des grandes villes et sur le développement de l'alliance du prolétariat des villes avec les travailleurs agricoles et des deux avec la paysannerie pauvre et les opprimés en général. Le parti entreprend de mener à la victoire la lutte de tous les travailleurs et de tous les opprimés dans ces pays. Les partis de la IV. Internationale s'orientent dans cette direction et orientent leur activité en particulier parmi les travailleurs organisés dans les syndi-

cats dont les meilleurs éléments doivent constituer ses cadres les plus solides sur cette voie. Partout oule mouvement syndical s'est développé, les sections de la IVe Internationale s'efforcent de gagner la direction des travailleurs organisés; elles entreprennent l'organisation des travailleurs inorganisés ; cette orientation étant la seule garantie pour éviter au parti les illusions nationalistes petites bourgeoises dans les colonies et semi-colonies. Partout où les travailleurs sont divisés par des considérations raciales, de caste ou religieuses, les sections de la IV. Internationale menent une lutte intransigeante contre le racisme et les préjugés de caste, en se basant sur la destinée historique du prolétariat en général et en particulier sur cette section du proléfariat qui n'a rien à perdre que ses chaînes.

非

C'est à la IVe Internationale qu'incombe la tâche de construire les premiers véritables partis ouvriers dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Sa mission est d'épargner au prolétariat de ces pays les défaîtes douloureuses des prolétaires européens. Elle est la première Internationale qui a effectivement réuni dans sa direction les représentants les plus qualifiés du jeune prolétariat colonial. Ses idées peuvent aujourd'hui se répandre par dessus les rideaux de fer, les jungles et les océans, avec une rapidité étonnante, de l'Afrique noire au Japon, de la Corée à l'Egypte. La IVe Internationale préparera sur ces terres vierges de défaites ouvrières les bouleversements les plus radicaux que l'histoire ait connus jusqu'à nos. jours.

Au moyen de révolutions poursuivies sous la direction du prolétariat, les pays coloniaux et semi-coloniaux du monde seront amenés au niveau de l'industrie et de la culture des pays avancés. Par des luttes révolutionnaires complémentaires combinées en Amérique, en Europe, en Asie et en Afrique, le système du capitalisme mondial avec son esclavage impérialiste et colonial sera rejeté dans le passé et fera place à la reconstruction socialiste de tous les continents modernes et arriérés.

## Dix années de combat

(Rapport d'activité du Secrétariat International, adopté par le 2° Congrès mondial)

#### I. — DE LA GUERRE A LA CONFERENCE D'AVRIL 1946

I. - COMMENT L'INTERNATIONALE A RESISTE A L'EPREUVE DE LA GUERRE

Fondée en 1938, la IVe Internationale eut à faire face à la difficile épreuve d'une guerre mondiale alors qu'elle n'avait même pas un an d'existence. La direction issue du Congrès de fon-dation fut en grande partie dispersée avant d'avoir eu la possibilité de s'affirmer fermement en tant qu'organisme représentant politiquement et organisa-tionnellement la volonté collective des sections et jouissant de leur confiance. Les rapports avec les sections et les contacts entre les sections furent rendus difficiles et, dans la plupart des cas, impossibles.

Toutes les sections de l'Internationale sans exception subirent à des degrés divers les persécutions des puissances en guerre. La bureaucratie stalinienne, les impérialismes « démocratiques » tout comme les fascistes, craignant les conséquences révolutionnaires de la guerre, cherchèrent par toutes sortes de moyens à faire taire la voix du marxisme révo-lutionnaire et à annihiler ses cadres avant qu'ils n'aient pu s'enraciner profondément dans la classe ouvrière.

Le camarade Trotsky, fondateur, dirigeant et inspiraleur de l'Internationale, fut parmi les premiers à tomber assas-siné par Staline après le déclenchement de la guerre. Plus tard il fallut d'autres victimes aux gangsters staliniens. En Grèce ils tuèrent plus d'une centaine de trotskystes, y compris certains des dirigeants les plus capables du mouve-ment. En Indochine, ils firent disparaitre Ta-Thu-Thau et de très nombreux autres camarades. Ils assassinèrent Blasco, le dirigeant trotskyste italien, qui aurait pu rendre d'inappréciables services dans la construction du parti italien.

La Gestapo, partout où elle put éta-blir son contrôle, pourchassa les mili-tants trotskystes et les soumit à la des-truction et aux tortures les plus acharnées. Seule une poignée des trotskystes allemands survécut aux camps de concentration. Les trotskystes autrichiens perdirent plusieurs de leurs meilleurs cadres après leur condamnation à mort par les iribunaux nazis. Les trotskystes tchèques perdirent environ une douzaine de leurs cadres. La section polonaise fut balayée presque totalement. Les organisations française, belge et hol-

landaise perdirent des dirigeants tout à fait expérimentés ainsi que de nom-breux militants.

Les impérialistes anglo-américains qui étaient censés mener la guerre au nom de la démocratie contre le fascisme n'en furent pas le moins du monde gênés lorsqu'il s'agit de perséculer les trolskystes. Les dirigeants des trotskystes américains furent jetés en prison pour plus d'un an. Les trotskystes anglais eurent un sort semblable. Mais les impérialistes angla-américains se montrè-rent particulièrement violents dans les pays coloniaux. Les dirigeants et de nombreux membres du parli indien pas-sèrent les années de guerre en prison sans même avoir fait l'objet d'une accusation ou d'une condamnation définie et sans le moindre jugement. Les trotskystes chinois eurent à subir les triples coups des impérialistes japonais, des bourreaux de Tchang-Kai-Check et des staliniens. Même en Suisse, le pays idéal de la démocratie bourgeoise, qui resta neutre durant la guerre, on ne permit pas aux trotskytes de s'exprimer libre-

ment et on emprisonna leurs dirigeants.
Au début de la guerre le siège du
Secrétariat International fut transféré d'Europe dans l'hémisphère occidental où il fut maintenu jusqu'en 1944. Mais le C. E. I. et le S. I. ne trouvèrent là qu'un seul parti pouvant fourn'r un soutien. Ce parti, bien qu'il fût l'un des plus solides et des plus vieux de l'In-ternationale et se d'stinguât par sa fermeté politique, ne pouvait néan-moins pas assumer le rôle d'une direction internationale réellement représen-tative et fonctionnant collectivement. Pendant cette période, le S. I., pleinement conscient des restrictions que lui imposait la situation, s'assigna la tâche modeste de maintenir la continuité de l'Internationale, en attendant qu'un tournant dans la situation objective permit le rétablissement des contacts avec les sections et la création de nouveaux organismes de direction représentatifs.

Là où les liens ne furent pas complètement coupés par la guerre, comme en Amérique latine, en Angleterre, en Australie et aux Indes, le S. I. aida polltiquement et molériellement les sections. Il soutint l'unification du mouvement en Angleterre, il aida à l'unifi-calion des groupes en Chine, en Argentine. Celle-ci ne s'avéra pas durable pour des raisons qui échappaient au contrôle du S. I.

Le S. I. publia aussi sous sa respon-sabilité un Bulletin International, et de concert avec le C. E. I. un certain nombre de documents exprimant la politique de l'Internationale envers les questions à l'ordre du jour. Les plus importants

de ces documents sont les suivants : La Résolution sur l'intervention américaine en Chine (mai 1941).

Le Manifeste pour la défense de l'U R. S. S. (octobre 1941). Le Manifeste aux Ouvriers et Pay-

sans des Indes (octobre 1942). Le Manifeste sur la dissolution de la IIIº Internationale (juillet 1943).

Ces documents reposaient intégralement sur les positions programmaliques élaborées au sein de l'Internationale avec le camarade Trotsky, avant la guerre, en lant qu'armement politique de l'Internationale devant la menace de guerre. C'est ce travail préparatoire qui est la cause première du fait qu'en dépit de la rupture des contacts, les sections de l'Internationale menèrent une politique correcte dans ses grandes lignes.

a) L'Internationale et toutes ses sections luttèrent résolument contre la guerre impérialiste. Elle appliquèrent toutes fidèlement la politique du défai-tisme révolutionnaire, c'est-à-dire l'opposition intransigeante aux gouverne-ments capitalistes et à la classe capitaliste dans son ensemble.

b) L'Internationale maintint sa posi-tion de défense de l'U. R. S. S. en tant qu'Etat ouvrier dégénéré et de défense de la Chine en tant que pays semicolonial, ces deux pays étant engagés dans une guerre contre des puissances impérialistes cherchant à les asservir.

c) Devant l'occupation de l'Europe par les nazis et les réactions qu'elle provoquait chez les masses, l'Internationale défendit le principe de la liaison de la lutte contre l'oppression nationale à la lutte pour la révolution socialiste et pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. L'Internationale insista sur la nécessité de sauvegarder l'autonomie organisationnelle et politique du parti révolutionnaire et du mouvement ouvrier contre toutes les tentatives visant à les dissoudre dans un « Front Populaire National » des organisations de Résistance sous une direction bourgeoise et stalinienne,

d) Contre la marée de propagande chauvine qui inondait le monde entier, les trotskystes maintinrent levé le drapeau de l'internationalisme révolutionnaire. Ils appelèrent à la fraternisation de tous les prolétaires eu uniforme et la mirent en pratique. Particulièrement remarquable à ce point de vue fut le travail fait au sein de l'armée allemande et la publication d'un organe destiné aux soldats allemands, Arbeiter und

Soldat.

Le bilan de la IVº Internationale pendant la guerre ne trouve que peu de comparaisons dans les annales du mouvement révolutionnaire. C'est un bilan d'attachement opiniâtre aux principes de lutte sans compromis contre de terribles adversités et un bilan de sacrifices coûteux. Le bilan de l'Internationale pendant la guerre montre un déploiement de forces toutes puissantes tendant à l'écrasement et à la destruction de l'Internationale. Ces forces comprenaient les gouvernements capitalistes, leurs agents socialistes, les bureaucraties syndicales et les gangsters stallniens. Elles échouèrent uniquement grâce au caractère indestructible des idées sur lesquelles l'Internationale fut fondée.

#### 2. — LES DIVERGENCES POLITIQUES DANS L'INTERNATIONALE PENDANT LA GUERRE

Le bilan de l'Internationale pendant le conflit impérialiste montre aussi des faiblesses que la sévère épreuve de la guerre fit particulièrement ressortir. L'Internationale et ses sections n'en étaient qu'à un stade propagandiste au moment où la guerre éclata. Aucune des sections ne pouvait être qualifiée de parti dans le vrai sens du terme. Leurs liens avec les masses étaient très flous. Ceci provient de profondes raisons historiques.

La dégénérescence du premier Etat ouvrier entraîna avec elle la dégénédescence de toute une génération de révolutionnaires prolétariens dont la conscience politique remontait à la Ré-volution russe. Depuis la Révolution russe, le prolétariat mondal subit une série ininterrompue de défaites. Il se trouva à la veille de la guerre trahi par ses partis et ses dirigeants traditionnels et démoralisé par l'avance de la réaction fasciste.

L'Internationale, lorsqu'elle en était encore à son stade de propagande, attira dans ses rangs de nombreux intellectuels petits bourgeois qui, s'lls avaient travaillé dans un milieu prolétarien, auraient rendu des services appréciables au mouvement révolutionnaire. Mais, dans les conditions d'isolement imposées à l'avant-garde révolutionnaire, un grand nombre d'entre eux succombèrent d'une façoon ou d'une autre à la terrible pression de la guerre. Quelquesuns se rangèrent comulètement du côté de l'ennemi de classe, d'autres développèrent des positions révisionnistes qu'ils cherchèrent à imposer à l'Internationale ou brisèrent avec celle-ci lorsqu'ils ne purent y parvenir.

Le premier de ces groupes révision-nistes qui se manifesta des le déclenchement de la guerre fut celui de Burnham, Shachtman et Abern aux Etats-Unis, là où la pression de l'impérialisme était la plus forte. Ce groupe

que Trotsky caractérisa comme une opposition petite bourgeoise profita du pacte Hitler-Staline de 1939 pour rejeter la position de l'Internationale sur la défense de l'Union Soviétique. Au cours de la polémique sur cette question, à laquelle Trotsky participa considérablement, il apparut clairement que dans cette lutte était impliqué non seulement la question de la défense de l'U. R. S. S. contre une attaque impérialiste, mais une révolte petite-bourgeoise contre la méthode marxiste d'analyse en ce qui concerne le caractère de l'Etat et la politique en général. Par la suite, il apparut de plus que ce groupe rejetait la conception bolchévique du parti révolutionnaire et de sa discipline.

Se trouvant en minorité dans le parti américain, ce groupe refusa de se plier à la discipline de la majorité et de l'Internationale. Il scissionna et forma le Workers Party. Depuis cette scission de 1940, les militants du W. P. firent tout ce qui était en leur pouvoir pour étendre cette scission à l'ensemble de l'Internationale. Cette scission criminelle, au milieu de la guerre, nécessita la convocation d'une Conférence Extraordinaire de l'Internationale qui eut lieu en mai 1940. Cette Conférence était par ailleurs nécessaire en vue de réarmer l'Internationale sur les questions posées par le déclenchement et le dé-veloppement de la guerre. La Conférence Extraordinaire réaffirma la ligne programmatique fondamentale en ce qui concernait spécifiquement la guerre. Ceci fut exprimé dans le Manifeste intitulé « la guerre impérialiste et la lutte pour la révolution prolétarienne ». La Conférence Extraordinaire élit aussi une nouvelle direction. Ceci fut rendu nécessaire parce que plusieurs membres élus au C. E. I. par la Conférence de fondation trahirent la confiance qui leur avait été accordée et passèrent aux scissionnistes.

Un autre groupement révisionniste naquit au sein du groupe allemand émigré. Ses vues furent développées pour la première fois dans le document intitulé « Trois Thèses », qui parut en octobre 1941. Les conceptions développées par ce groupe divergent profondément des positions programmaliques sur lesquelles l'Internationale avait éte fondée. Depuis, les auteurs des « Trois Thèses » ont avancé bien davantage dans la voie du révisionnisme. La résolution de la Conférence d'avril 1946 tint compte de ce fait dans son résumé de la ligne politique de l'I. K. D. Cette résolution déclara que : « ... la direction de l'I. K. D. a substitué à notre programme transitoire et socialiste correspondant au caractère historique objectif de notre époque, qui reste fon-damentalement celle de la révolution socialiste, un programme national-démocratique, basé sur « le détour nécessaire de la révolution démocratique » et sur la perspective des « prochaines grandes guerres nationales-démocrati-

ques de libération de tous les peuples opprimés de l'Europe ». Le W. P. et l'I. K. D. exprimèrent

Le W. P. et l'I. K. D. exprimèrent le plus nettement le révisionnisme produit au sein de l'Internationale par la guerre et par la faiblesse inhérente aux organisations. Mais il y eut d'autres divergences politiques moins profondes qui se développèrent dans l'Internationale durant la guerre. Les positions programmatiques générales ne suffisent pas dans tous les cas pour répondre concrétement à toutes les questions compliquées qui se posent aux sections. La rupture des liens entre les sections eut pour conséquence que chacune d'elle fut obligée de déterminer seule sa propre politique et, dans la plupart des cas, l'Internationale n'eut pas la possibilité de participer aux luttes intérieures.

La pression de la guerre et de l'occupation de l'Europe par les nazis désorienta au début complètement la direction du mouvement trotskyste français d'avant-guerre. Quelques-uns désertèrent l'organisation et d'autres abandonnèrent toute activité politique. Parmiceux qui restaient, des camarades dirigeants développèrent des positions représentant dans leur essence un retrait complet des positions révolutionnaires de la IV° Internationale. Ils élevèrent des doûtes au sujet de la nécessité de la IV° Internationale et de son renforcement, en proposant à la place l'« intervention dans les divers regroupements nationaux et internationaux ». (Rapport des camarades M. H. et Y. C. du 7 août 1940 au C. E. I.). Cette position extrême fut abandonnée par la suite par la direction du P. O. I. français. De nouvelles divergences se développèrent cependant par la suite au sujet de la question nationale.

En Chine une lutte se développa au sein de la section sur l'attitude à prendre envers la guerre contre l'impéria-lisme japonais. Notre position envers la Chine en tant que pays semi-colonial luttant pour son indépendance se trouva sujette à un nouvel examen lorsque l'Amérique entra en guerre. La section chinoise se scinda sur cette question. La majorité se basant sur les positions de l'Internationale maintint sa position défensiste. Cependani une minorité re-jeta cette position en soutenant que le caractère de la guerre avait changé du fait que, par l'entrée en guerre de l'Amérique, la lutte de la Chine était devenue subordonnée au caractère impérialiste de la guerre prise dans son ensemble. Ce point de vue de la minorilé se double d'une conception selon laquelle la bourgeoisie chinoise et la bourgeoisie coloniale en général ne pouvaient pas même jouer un rôle partiellement progressif dans la lutte contre un impérialisme étranger.

Dans les pays européens occupés par l'Allemagne, les sections durent faire face à la nécessité de concrétiser leur position sur la question nationale. Nous traiterons de cette question dans ce rapport d'une manière plus détaillée, étant donné que les divergences eurent lieu en Europe pendant l'occupation allemande et que leur portée réelle ne fut pas connue en totalité par l'ensemble de l'Internationale.

#### 3. - LA QUESTION NATIONALE PENDANT LA GUERRE

La disparition de l'indépendance nationale et l'oppression des populations par les impérialismes occupants se trouvèrent beaucoup plus répandues pendant la deuxième guerre mondiale que pendant la première. Le caractère particulièrement violent de l'occupation nazie provoqua dans les masses ouvrières et dans la petite bourgeoisie des pays européens une résistance spontanée qui se manifesta sous des formes diverses.

De son côté, la bourgeoisie nationale était préoccupée du maintien du régime capitalisie, de sa participation à l'exploitation des masses, de sa lutte contre leur résistance, et de la défense de la portion du marché mondial qu'elle s'était appropriée. Elle se divisa en deux parties, chacune d'entre elle collaborant étroitement avec un des deux blocs en lutte. Mais elle maintint sa solidarité de classe. Par le canai de sa partie « résistante » elle chercha à exploiter le sentiment national des masses pour ses buts de guerre et à assurer la pérénité de sa domination dans l'éventualité d'une défaite allemande.

Le rôle du prolétariat révolutionnaire était de canaliser le sentiment populaire des masses vers la révolution prolétarienne et les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Il était nécessaire de profiter du dynamisme révolutionnaire inhérent à la résistance des masses et d'empêcher la bourgeoisie alliée et la bureaucratie soviétique de l'utiliser pour leurs visées réactionnaires. Pour cette raison l'avantgarde révolutionnaire se devait de lutter contre l'unification des diverses forces se réclamant de la « Résistance » (depuis de Gaulle Jusqu'aux formations ouvrières). Au contraire il était nécessaire de renforcer partout la différenciation entre les travailleurs et les capitalistes, Il était nécessaire de développer soianeusement les embryons de guerre civile existant sous une forme ouverte ou vollée au sein des luttes de masses sous l'occupation.

Une telle politique repose entièrement dans le cadre général du défaitis-me révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien qui font partie des bases programmatiques de la IVº Internationale. Il s'agissait de combiner organiquement les revendications nationales des masses au programme socialiste prolétarien. Les sections ou les tendances qui hésitèrent à prendre audacieusement l'initiative d'inscrire dans leur programme la lutte pour les revendications nationales, ou gul montrèrent leur incapacité à le faire, à organiser cette lutte et à participer au mouvement « national » des masses, (grèves, armées de partisans, insurrections du type de celle qui eut lieu en Grèce en décembre 1944) commirent de graves erreurs sectaires qui pesèrent sur leur développement (Grèce). Une erreur analogue fut commise par le CCI en France, il refusa de reconnaître l'existence d'une question nationale telle qu'elle se trouvait imposée pendant l'occupation et ignora pratiquement la réaction justifiée des masses que cette question provoque.

Aussi erronée fut l'attitude des sections ou tendances qui conçurent la lutte pour notre programme socialiste et révolutionnaire combiné, y compris les revendications nationales, comme une lutte par étapes : une première étape « nationale et démocratique » qui ouvrirait alors la voie à une seconde étape « socialiste et prolétarienne ».

Telle était la thèse de l'IKD. Du même ordre était le mot d'ordre d'« insurrection nationale » préconisé par le POI français. Ces mêmes tendances favorisèrent la coopération et même la participation politique de nos sections aux organismes dirigeants de la « Résistance » qui étaient dominés par la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne travaillant conjointement à escroquer au profit de la guerre impérialiste le réel mouvement d'opposition des masses contre l'occupation. Les mêmes tendances furent aussi en faveur d'un front unique sur la base d'une plateforme « nationale » et « démocratique » avec la partie « résistante » de la bourgeoisie. (« Trois thèses ». Politique du POI français 1940-42).

L'oppression nationale subie pendant l'occupation nazie de l'Europe ne prit pas fin avec la défaite allemande. Les vainqueurs de la guerre, impérialistes « alliés » et bureaucratie stalinienne, établirent leurs propres formes spécifiques d'oppression des pays vaincus et autres. Ceci démontra une fois de plus que la lutte contre l'oppression nationale et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est indissolublement liée à la lutte contre le régime capitaliste et pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe et du monde, C'est dans cet esprit que la Conférence Européenne de février 1944 entreprit de répondre à cette question.

Certains, a posteriori, critiquèrent la « non compréhension » de la question nationale par l'Internationale et la non participation aux mouvements de résistance. Ils attribuèrent à ces « erreurs » la raison principale de la faiblesse de nos sections européennes. Entre autres choses; ils ignorent le fait que cette question ne se posa pratiquement que pour deux sections européennes, la section française et la section grecque. En Grèce (et à ce sujet on ne doit pas exagérer les résultais qui auraient pro-

INTERNATIONALE

bablement pu être obtenus par une politique différente de celle que suivit la majorité des camarades), il est incontestable que les fautes commises handicapèrent considérablement le développement ultérieur de notre mouvement dans ce pays. Mais en France, ce fut la tendance « non-sectaire » qui dirigea l'organisation jusqu'aux alentours de juin 1943. Elle ne fournit aucune preuve d'aucune sorte de ce que signifie en pratique « comprendre » et « participer » aux mouvements de « résistance ». Elle ne montra pas plus comment cela aurait pu entraîner un développement décisif ou même important du parti.

Le « mouvement de résistance » en France, comme ailleurs, n'exista en réalité que sous les trois formes suivantes :

1) Comme sentiment populaire diffus d'opposition aux maîtres impérialistes étrangers et à leurs complices de la bourgeoisie indigène.

2) Comme organisations clandestines restreintes dirigées exclusivement par les agents directs de la bourgeoisie alliée et de la bureaucratie soviétique. Elles servirent le grand état-major général allié et réalisèrent des tâches militaires auxiliaires des opérations alliées.

3) Comme « armée de partisans ».

En France ce fut seulement à partir de la fin 1943 que le mouvement de partisans prit une certaine ampleur.

Le parti révolutionnaire répondit aux sentiments populaires de « résistance » en incorporant les revendications nationales dans son programme révolutionnaire et socialiste ; en organisant, en participant et en dirigeant partout où cela fut possible les luttes des masses qui s'opposaient directement ou ind'rectement au régime d'occupation (grèves, manifestations, insurrections). Mais le parti s'opposa à toute collaboration et particulièrement à toute participation aux organismes dirigeants de la Résistance qui groupalent les agents directs du quart'er général allié et n'avaient pas de base populaire organisée. Au contralre le parti dénonça le caractère nationaliste réactionnaire de ces formations.

D'autre part le parti révolutionnaire préconisa la participation aux armées populaires de partisans, particulièrement

dans les pays où elles englobèrent des couches importantes de la classe ouvrière et des paysans pauvres (pays balkaniques, Pologne). Il était nécessaire de pénétrer dans ces organisations de masse qui offraient une occasion de mettre en avant notre programme révolutionnaire. Allleurs nous préconisions la participation à toutes les organisations « résistantes » de masse telles que les « Milices Patriotiques », les comités de libération, etc... Cette politique fut sui-vie en France en général après l'unification du POI et du CCI, qui donna nals-sance à l'actuel PCI. Mais, après l'uni-fication, une certaine confusion domina dans l'organisation française en raison des excès commis par les tendances ex-trêmes du POI et du CCI et elle empecha le parti d'appliquer dans son ensemble une telle politique avec plus de clarté et de fermeté. Mais, ce qui est plus important, c'est que le parti ne disposait pas de forces suffisantes pour un travail effectif dans les mouvements nationaux de masse (francs-tireurs, milices patriotiques, comités de libération).
En plus d'une politique correcte il faut au parti suffisamment de cadres

expérimentés capables de développer cette politique dans les organisations de masse et d'influencer celles-ci sur la voie révolutionnaire. Mais le parti francais se trouvait dans une très mauvaise situation au début de la guerre. Les conditions défavorables dans lesquelles eut lieu l'entrée du POI divisé dans le PSOP, l'illégalité qui suivit le déclen-chement des hostilités, la défection des dirigeants les plus connus, puis la défaite et l'occupation du pays accentuant la démoralisation du mouvement ouvrier - tout ceci conduisit à la décomposition effective de l'organisation et à la désorientation de ses cadres. Les jeunes militants qui furent par la suite responsables du regroupement des forces trotskystes dans les conditions on ne peut plus adverses de la terreur nazie et vichyssoise et qui publièrent une presse illégale, accomplirent un travall héroïque. Mais c'était trop attendre d'eux que d'arracher la direction du mouvement des masses aux mains de l'appareil stalinien et à celles des gaullisfes. Il est nécessaire de conserver les proportions lorsqu'on parle des « erreurs » commises sur la question nationale.

#### 4. - LA DEFENSE DE L'UNION SOVETIQUE PENDANT LA GUERRE

De même que l'occupation de l'Europe par les nazis plaça l'Internationale devant la nécessité de concrétiser sa position sur la question nationale, de même la défaite de l'Allemagne nazie et l'avance de l'Armée Rouge au-delà des frontières de l'U.R.S.S. nécessitèrent une concrétisation de notre position sur la défense de l'U.R.S.S. et un changement d'accent à la lumière de la nouvelle situation. A cette étape de la guerre il devint nécessaire de placer l'accent sur la dénonciation du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme.

Cette question se trouvant traitée dans les thèses sur l'U.R.S.S. et le stalinisme, il suffira de la résumer ici.

a) L'Internationale eut absolument raison d'insister sur la défense inconditionnée de l'Union Soviétique contre l'attaque impérialiste. L'Internationale eut de plus également raison d'insister sur l'impulsion révolutionnaire qui suivrait les victoires de l'Armée Rouge. Les évènements eux-mêmes l'ont chairement confirmé.

b) L'erreur résida dans le fait de ne pas avoir prévenu les masses clairement. avec insistance, et simultanément, que l'Armée Rouge, en tant qu'instrument de la bureaucratie stalinienne, ferait tout ce qui serait en son pouvoir pour réprimer leurs mouvements révolutionnaires, que les réformes sociales que les staliniens institueraient, même lorsqu'elles seraient progressives en soi, seraient imposées bureaucratiquement et strictement limitées en fonction des intérêts de l'oligarchie du Kremlin.

c) Nous avions avec raison prévenu

les masses que les impérialistes angloaméricains remplaçant les forces d'occupation nazie en Europe joueraient un rôle contre-révolutionnaire, mais nous ne les avions pas suffisamment prévenues à l'avance du rôle de l'occupation stalinienne. Cette hésitation s'exprima même dans la résolution politique d'avril 1946 qui ne mit pas clairement en avant la revendication du retrait des forces d'occupation staliniennes.

#### 5. - LE ROLE DE L'ALLEMAGNE DANS LA CRISE REVOLUTIONNAIRE

Jusqu'en 1944, et même quelque temps après, l'Internationale dans son ensemble maintint la position que la révolution allemande était inévitable et que ce fait accélérerait puissamment, dès le début, l'ensemble de la crise révolutionnaire faisant suite à la guerre en Europe.

Dans cette perspective nous n'avions pas accordé suffisamment d'attention à une série de facteurs qui s'avérèrent assez puissants en leur totalité pour

empêcher le déclenchement de la révolution allemande.

a) les destruction matérielles et humaines en Allemagne; b) le caractère réactionnaire de l'occupation soviétique et alliée; c) l'extrême atomisation du prolétariat allemand sous le régime fasciste. Tous ces facteurs jouèrent pour supprimer les prémisses d'une action d'envergure des masses allemandes.

Cette auto-critique fut déjà faite par l'Internationale dans sa Conférence

pour d'avril 1946.

#### 6. — LA DIRECTION DE L'INTERNATIONALE DE 1943 A LA CONFERENCE D'AVRIL 1946

Nous avons mentionné plus haut le fonctionnement restreint des organismes centraux de l'Internationale imposé par les conditions de la guerre et par le manque de contacts effectifs avec les sections de l'Internationale, particulièrement avec celles de l'Europe continentale qui se trouvaient au cenire des événements révolutionnaires dans la dernière étape de la guerre. Mais la vitalité de l'Internationale et la fer-meté de ses liens idéologiques étaient telles qu'une nouvelle direction conti-nentale se forma en Europe en pleine guerre. Plusieurs tenlatives d'établir un secrétariat à fonctionnement régulier, comprenant des représentants des diverses sections européennes, ne furent au début que partiellement positives au cours de l'année 1942. Ce Secrétariat européen fut finalement créé en juillet 1943. Il se composa de représenlants des organisations trotskystes française, belge, allemande, espagnole et grecque. Le Secrétariat Européen provisoire se chargea de guider et de dé-velopper le travail des sections. Il entreprit de publier « Quatrième Internationale », organe théorique, ainsi qu'un bulletin de discussion intérieur. Il entreprit de préparer une Conférence Européenne qui eut lieu en février 1944. Les positions politiques adoptées à la Conférence furent publiées dans les thèses sur « la Liquidation de la guerre impérialiste ». Cette Conférence réalisa aussi l'unification du POI et du CCI en France dans l'actuel PCI, Elle élit un Comité Exécutif Européen élargi et un Secrétariat Européen.

Lorsque la situation le permit, ces organismes furent graduellement élargis par l'inclusion d'autres sections de l'Internationale. Ce Comité Exécutif Européen fut chargé par la suite par le SI de convoquer une Conférence Internationale. Cette conférence se tint en Avril 1946, rassemblant des délégués mandaiés par 12 sections.

gués mandalés par 12 sections.

Le Comité Exécutif Européen marqua le début d'une nouvelle étape dans le travail de la direction internationale. Pour la première fois depuis la fondation de l'Internationale il représentait une réelle direction collective composée de responsables représentant des sections actives. La tâche qui consistait à élargir la direction internationale, à investir celle-ci de l'autorité de représentants responsables du plus grand nombre possible de sections se trouva encore plus avancée par la Conférence d'Avril 1946.

Pour résumer le rapport organisa-tionnel sur l'Internationale durant la guerre, il est juste de dire qu'en dépit des violentes persécutions auxquelles elle dut faire face et des lourdes perles qu'elle eut à subir, en dépit aussi de très puissants courants contre lesquels elle eut à combattre, elle en sorfit jencore plus forte qu'auparavant. Elle fut la seule Internationale qui fonct'onna durant la deuxième guerre mon-diale. En dépit des erreurs qui furent faites, l'Internationale et ses partis ont acquis plus d'expérience, plus de ma-turité et plus de confiance en soi, en face des lourdes tâches imposées par la guerre. De nombreuses sections ac-crurent leurs forces. De nouvelles sections naquirent (Italie, Indes, Hollande, Pérou, Egypte et Chypre). La tendance à l'unification de toutes les forces se réclamant de la Quatrième Internationale dans un même pays en une seule organisation fut particulièrement marquée

nisation fu en Europe.

#### II. — DE LA CONFERENCE D'AVRIL AU CONGRES MONDIAL

#### I. - LA CONFERENCE D'AVRIL 1946

Lors de la Conférence d'avril 1946, les liaisons avec la plupart des sections de l'Internationale avaient été rétablies sur tous les continents et, en dépit des difficultés de transport, douze sections avaient envoyé des représentants régulièrement mandatés à la première assemblée mondiale d'après-guerre. Déterminant ses tâches, son rôle et ses pouvoirs, la conférence les définit de la manière suivante :

a) « De siéger comme Conférence Mondiale de la IVº Internationale, et de prendre des décisions responsablement sur toutes les questions à l'ordre du

jour, et,
b) « de dissoudre le CEI et le SI actuels et d'élire à cette Conférence un nouveau CEI et un SI ayant toute autorité pour agir Jusqu'au prochain Congrès Mondial ».

La Conférence d'avril accomplit une tache double qui facilità beaucoup le développement ultérieur de l'Interna-tionale en tant que parti mondial cen-

tionale en tant que parti mondial cen-tralisé et qui accéléra beaucoup sa consolidation politique:

1) Sur le plan politique, la Conféren-ce élabora une série de documents par-mi lesquels se trouvait la résolution sur « la nouvelle paix impérialiste et la construction des partis de la Quatrième Internationale » et le Manifeste « Seule la victoire de la Révolution Socialiste neut empêcher une troisième guerre peut empêcher une troisième guerre mondiale ». Ces documents mettant en avant la ligne politique de l'Internationale servirent à la réarmer et à faciliter la délimitation avec tous les éléments qui avaient tenté de réviser le programme fondamental de notre mouvement.

2) Sur le plan organisationnel, la Conférence élit de nouveaux organismes directeurs réellement représentatifs, ayant des contacts beaucoup plus étroits que par le passé avec les sections et avec la vie de l'Internationale.

Le Comité Exécutif International qui

sortit de la Conférence travailla collec-tivement à l'élaboration de la ligne politique de l'Internationale et à la solution des questions posées par la vie quotidienne des sections. En moins de deux ans, la CEI a tenu cinq assemblées plénières au cours desquelles de nom-breux problèmes, auxquels l'Internationale avait à faire face, furent pris en considération et donnèrent lieu à des décisions. La préparation du Congrès Mondial et l'organisation de la plus large discussion possible préparatoire au Congrès et sauvegardant les droits des minorités, furent l'un des principaux soucis du CEI.

Le SI, constitué également dans sa majorité par des représentants des sections importantes, a fonctionné sous le contrôle du CEL. Il a réalisé son tra-vail régulièrement et largement. Il a pris position sur les principaux événe-ments politiques. Il a été établi des liens avec praliquement toutes les sections et toutes les organisations se réclamant de la Quatrième Internationale. Il a publié la revue Quatrième Internationale. Il a publié régulièrement le Bulletin Intérieur en français, et parfois en d'autres langues. Il a édité un Service de Presse qui fournit à la presse de l'Internationale des informations sur la vie des sections. Le SI a publié un grand nombre de documents soumis à la discussion internationale en vue du Congrès Mondial (en plus de ceux publiés dans le Bulletin Intérieur régulier). Il a publié le matériel de discussion pré-cédent le Congrès, en une quantité et avec une rapidité jamais connues dans le passé de notre mouvement.

Ces réalisations ont servi à rendre les sections et leurs membres nettement conscients du fait que l'Internationale vit et fonctionne comme un parti mondial centralisé. En dernière analyse c'est un reflet de la progression d'ensemble de notre mouvement depuis la fin de la guerre.

#### 2. - LES DIVERGENCES D'APRES-GUERRE DANS L'INTERNATIONALE

En plus des divergences sur la ques-tion de l'U.R.S.S., examinées dans les Thèses sur l'U.R.S.S. et le stalinisme », ainsi que des divergences existant sur la question nationale, des di-vergences se sont développées dans les sections et dans l'Internationale sur un

grand nombre d'autres questions. Lors de la Conférence d'avril, les divergences portaient principalement sur la question des perspectives économiques du capitalisme européen. Les deux dernières années ont permis de vérifier les pronostics fondamentaux de la Con-férence. La guerre, a détruit l'ancien équilibre commercial et financier des pays de l'Europe occidentale. Si impor-tants que soient les progrès économiques réalisés dans ces pays par rapport à l'effondrement économique qui sui-vit immédiatement la guerre, il est néanmoins tout à fait clair que ces pays sont loin d'une stabilisation relative. La production dans les pays de l'Europe Occidentale a atteint un plafond et ne peut se maintenir et se renforcer que dans la mesure où une nouvelle aide de l'impérialisme américain se prolonge pendant des années. Un examen objectif des événements depuis la Conférence d'avril devrait servir à liquider les divergences sur cette ques-

L'Internationale eut à faire face à de nombreuses questions depuis la Conférence. Après avoir déterminé la li-

gne politique générale, le CEI et le SI s'occupèrent plus précisément des taches des sections, de l'unification des groupes en une seule section partout où cela était possible, de la meilleure tactique à suivre pour les sections dans la lutte pour briser leur isolement et pour

trouver la voie des masses.

Des divergences naquirent au cours de ces discussions. L'Internationale se trouva ainsi en désaccord avec la majorité du R. C. P. (Section anglaise) sur la tactique à suivre dans ce pays. La direction internationale était en faveur de l'entrée du R. C. P. dans le Labour Party. Elle pensait qu'étant données les conditions spécifiques prévalant en Angleterre après la guerre, à savoir la victoire écrasante du Labour Party dans les élections, son monopole complet de la vie politique de la classe ou-vrière, le fait que la grande majorité des travailleurs anglais espérait que le gouvernement travailliste qu'ils avaient porté au pouvoir menerait à la trans-formation socialiste de la société — tous ces facteurs, plus l'isolement du R.C.P., nécessitaient l'entrée de l'avant-garde révolutionnaire dans le Labour Party. La majorité du R. C. P., tout en n'excluant pas l'entrée à une étape ultérieure, re-jeta cette proposition. Cette divergence fut finalement résolue par un compromis permettant à la minorité du R. C. P. d'entrer dans le Labour Party. Cette solution fut approuvée par le C. E. I. dans son entier ainsi que par la majo-rité et la minorité du R. C. P. Cette solution finale fut un tribut à la maturité grandissante de l'Internationale, relativement à sa capacité de régler des problèmes tactiques complexes. Elle démontra aussi le sens de responsabilité grandissant des sections en ce qui con-cerne le maintien de l'unité de l'Internationale.

De sérieuses divergences s'élevèrent aussi entre la direction de l'Internationale et la majorité de la direction du P. C. I. (France) qui contrôla ce parti entre son 3º Congrès (1946) et son 4º Congrès (1947). Ces divergences portaient principalement sur : a) l'application du programme de transition aux conditions existantes en France, et b) la politique erronée de la direction en ce qui concerne le stalinisme. Les événements qui secouèrent la France à partir de la grève Renault d'avril 1947 ont démontré la justesse de la ligne poursuivie par l'Internatio-nale. Le 4° Congrès du P. C. I. (no-vembre 1947) répudia la politique opportuniste de la direction du P. C. I. Avec l'actuelle direction de la section

italienne. l'Internationale est en profond désaccord. Elle repousse sa conception politique sectaire ainsi que la manière dont elle concoit le régime intérieur du parti, en substituant à notre conception du centralisme démocratique une conception centraliste « révolutionnaire » qui déforme dans un sens bureaucratique, presque militaire, la vie intérieure de l'organisation.

La position de l'Internationale sur

cette question ainsi que sur toutes les autres a été exprimée dans des résolutions adoptées par les Plenums du C. E. I.

Avec les camarades suisses et en partie avec les camarades autrichiens, la direction internationale a des divergences, principalement en ce qui concerne leur opposition de principe à la tactique entriste. Ils ont un point de vue complètement sectaire sur cette question qui fut débattue et définitivement réglée dans l'Internationale lors

des premières années 30.

Avec le camarade Munis et les camarades qui se sont associés à lui, la discussion internationale a révélé deux sortes de divergences : a) sur le plan politique ces camarades procèdent à partir d'une analyse complètement fausse de l'U. R. S. S. et du capitalisme d'Etat. Mais ce qui est pire encore, c'est que leurs conclusions sont complètement sectaires. Ainsi, par exemple, ils rejettent comme inadmissible la factique du front unique avec les partis staliniens. Ils rejettent de plus certaines parties vitales de notre programme de transition (nationalisation, gouvernement des partis ouvriers traditionnels); b) partant de la même conception sectaire, le camarade Munis a lancé une attaque contre toute la politique de l'Internationale durant la guerre, et particulièrement contre les trotskystes anglais et américains. Il interprète la « lutte contre la guerre impérialiste et sa transformation en guerre civile » d'une manière sectaire. Ce qui est une ligne stratégique animant les activités du parti dans son opposition révolutionnaire à la guerre et au gouvernement capitaliste, est interprété par lui comme un mot d'ordre central d'agitation; c) sur le plan organisationnel ils ont lancé une violente attaque contre le régime de l'Internationale, ses méthodes de fonctionnement, et particulièrement contre la procédure de préparation du Congrès Mondial. Leur con-ception de la question organisationnelle détruirait l'élément centraliste du régime de l'Internationale et menerait à une déformation politique et organisationnelle de celle-ci dans le sens d'un lache rassemblement de tensances hété-

La direction internationale a cherché à faire participer toutes les sections et toutes les tendances à la discussion préparatoire au Congrès. Les longues années de guerre avaient rendu impossible une vie normale dans l'Internationale, et la direction internationale n'hésita pas à prendre des dispositions pour assurer la participation de groupes et de tendances qui avaient rompu dans le passé avec l'Internationale (Workers

En résumant la longue et intense discussion préparatoire à ce congrès nous voyons, en dépit des divergences variées, deux courants principaux :

a) le courant trotskyste traditionnel qui compose la grande majorité des sec-

tions existantes. Ce courant défend son analyse de la crise fondamentale du capitalisme à notre époque. Cette crise n'a été qu'aggravée par les conséquences de la guerre. Il défend la perspec-tive de la révolution socialiste, ayant confiance dans les capacités révolution-naires du prolétariat et dans la capacité de celui-ci à se débarrasser de l'emprise stalinienne. Il met l'accent sur la transformation de nos organisations de groupes de propagande en partis de masse, transformation qui n'est pas seulement nécessaire mais aussi, pour la première fois, réalisable.

b) S'opposant à ce courant existe le courant qui met l'accent sur le recul de la révolution socialiste, les forces historiques « régressives », la descente dans la barbarie, l'incapacité du pro-létariat, sa dégénérescence, sa profonde contamination par le stalinisme. Les partisans de ce courant sont imprestalisme, par sa « stabilisation ». Ils considèrent avec scepticisme l'avenir de l'Internationale et ils dénigrent son tra-vail et ses réalisations. Ce courant révisionniste est profondément défaitiste la révolution prolétarienne. Il englobe principalement l'I. K. D. et le Workers

sionnés par chaque « succès » du capien ce qui concerne les perspectives de

La ligne de cette tendance stérilise-

rait et paralyserait la lutte de l'Inter-nationale pour s'enraciner dans le mouvement ouvrier.

Quand les partisans de ce courant soulignent le rôle du parti, ils le font en réalité pour nier les capacités révolutionnaires du prolétariat et sa lutte instinctive pour une solution révolutionnaire. Mais c'est cela qui, précisément, rend possible la construction d'un parti révolutionnaire.

Ce courant voudrait imposer à l'Internationale un régime de perpétuelles discussions, en passant outre aux décisions prises par les congrès et en ne réglant jamais rien. S'il arrivait jamais que l'Internationale soit influencée par cette tendance, cela empêcherait l'Internationale et ses sections de diriger leurs activités principales vers l'extérieur. Avec cette tendance, toutes les questions doivent à chaque instant être reconsidérées. Cela signifie en réalité que leur type de discussion reste toujours du domaine historique abstrait et qu'il n'est pas lié aux questions po-sées par l'action politique concrète, celle-ci exigeant des décisions telles que l'activité extérieure de l'Internationale ait le plus d'efficacité possible. La ré-pudiation décisive de cette tendance par le Congrès mondial est la pré-condition nécessaire au développement futur de l'Internationale.

#### III. - CONCLUSIONS

Le bilan de l'Internationale depuis sa fondation, tout en démontrant d'une part un progrès marqué dans la croissance des sections et de leur influence, dans la maturité politique de l'Internationale et de ses sections, dans le développement d'une direction collective, montre aussi d'autre part les faiblesses de l'Internationale d'une direction collective, montre aussi d'autre part les faiblesses de l'Internationale de la consegne à la consegne de l'Internationale de la consegne de la co

aussi d'autre part les fainlesses de l'in-ternationale en ce qui concerne à la fois les possibilités objectives et les nécessités historiques.

Les divergences avec ceux qui mini-misent l'Internationale parce qu'aucune de ses sections ne s'est encore trans-terse en parti de massa résident dans formée en parti de masse, résident dans le fait qu'alors que nos critiques en tirent des conclusions défaitistes, nous nous attachons à construire actuelle-

ment de tels partis, pleins de confiance ront dans cette tâche. La construction de partis de masse est possible parce que les conditions du capitalisme dans son agonie doivent nécessairement stimuler la conscience socialiste du prolétariat à la recherche d'une solution révolutionnaire. Parce que les contradictions du capitalisme et de bureaudictions du capitalisme et de bureau-cratie soviétique, après cette guerre, loin de s'apaiser, deviennent plus into-lérables. Parce que le prolétariat et les peuples coloniaux ne cessent de donner des preuves de leur détermi-nation de s'arracher au joug de l'ex-

Mais ceci dit, il n'en reste pas moins vrai que l'avenir du mouvement ouvrier, sa possibilité de se libérer à temps de l'emprise des traîtres social-démo-

crates et staliniens, dépendent en définitive de la capacité de la Quatrième Internationale à intervenir dans les luttes ouvrières, à aider à en élever le niveau politique et ainsi à construire le parti révolutionnaire de masse. Dans l'accomplissement de cette tâche, l'Internationale aura non seulement à com-battre la tendance révisionniste, mais aussi la tendance sectaire qui est une survivance de l'isolement de noire mouvement. L'histoire passée avait confiné largement notre mouvement à un travail de propagande dans des cercles restreints. Les habitudes de pensée et de travail qui se sont développées dans de telles circonstances peuvent devenir un obstacle sérieux sur la voie de la construction de partis de masse. Le sectarisme dans l'Internationale s'ex-prime sous des formes diverses : opposition de principe à la tactique entriste, rejet de la tactique de front unique envers les partis staliniens, incapacité à comprendre la question nationale telle qu'elle fut posée par la guerre et telle qu'elle est posée dans les pays coloniaux, minimisation ou rejet du travail de fraction dans les organisations ou-vrières de masse et dans les partis politiques, incapacité à utiliser les possibilités légales et à fonctionner ouverte-ment là où les conditions le permettent.

Ces faiblesses peuvent être corrigées par une orientation résolue vers le travail de masse, par une discussion internationale sur les expériences dans ce travail dans chaque pays, qui pourraient éduquer l'ensemble de l'Internationale et par l'intervention appropriée de la direction internationale.

QUATRIEME

Immédiatement après la guerre impérialiste il était nécessaire de se concentrer tout d'abord sur le regroupement de toutes les forces se réclamant de la IV° Internationale. Il était nécessaire de rassembler les forces dispersées et isolées pendant la guerre en établissant avec elles de fermes liens organisationnels et idéologiques. Cette phase est maintenant terminée.

Pour faire face à ses nouvelles tâches, le travail de l'Internationale doit être réorganisé en prenant en considération le caractère vraiment mondial du mouvement qui s'étend sur tous les continents. Jusqu'à maintenant l'Internatio-nale reposait principalement sur l'Europe et l'Amérique du Nord. Mais entre temps de nouvelles possibilités sont nées particulièrement en Amérique Latine, dans le Proche-Orient et en Extrême-Orient. Pour que la direction internationale remplisse effectivement son rôle, elle doit être réorganisée de telle sorte qu'elle soit plus intimement liée à ces nouveaux domaines d'activité, qu'elle puisse alder les sections dans ces pays, qu'elle puisse aider à construire de nouvelles sections, et par là même s'enrichir de nouvelles expériences et des réalisations des sections qui n'ont jusqu'à maintenant pas participé suffisamment intimement à la vie de l'Internationale.

Pour atteindre ce but, il est néces-saire d'incorporer dans le nouveau C.E.I. des représentants de ces pays. Il est, en outre, nécessaire de former des sous-secrétariats, un pour les pays d'Amérique Latine, un pour les pays coloniaux et semi-coloniaux. Ces organismes devant travailler sous la direction du Secrétariat International.

Les publications de l'Internationale doivent nécessairement correspondre & cette nécessaire division du travail.

INTERNATIONALE

Une fois la ligne politique générale déterminée par le Congrès, la princi-pale ligne de conduite de l'Internationale reste celle de transformer les sections en partis d'actions de masse, c'est-à-dire en organisations de cadres politiques enracinés dans le mouvement des masses, participant, organisant et dirigeant les luttes quotidiennes de celles-ci, dans tous les domaines de leur activité. Dans cette tâche, l'Internationale concentrera ses efforts sur les pays offrant le plus de possibilités objectives et subjectives. Ceci est va-lable pour plusieurs pays de l'Amérique du Sud, pour les pays coloniaux et se-mi-coloniaux du Proche-Orient et de l'Extrême-Orient où la situation est caractérisée par un éveil puissant du jeune mouvement ouvrier et où le stalinisme n'a pas la puissance qu'il a en

En Europe, une attention spéciale doit être réservée à la France, à l'Italie, à l'Allemagne et à l'Angleterre. Dans tous ces pays, pour des raisons variables, ou notre mouvement est sur cette voie, ou il existe la possibilité d'un développement plus rapide.

En réarmant politiquement l'Interna-tionale, en règlant les questions sou-levées dans sa vie intérleure et en élargissant la direction internationale, le deuxième Congrès Mondial marquera l'étape principale dans l'histoire de notre mouvement. En 1938, à sa fondation, la IVe Internationale fut placée « en présence des tâches d'un mouvement de masse ». Le Congrès Mondial de 1948 déclarera que la IV° Internationale est sur la voie de la réalisation de ces tâches et, par ses décisions, il con-solidera l'orientation de toute l'Internationale sur cette voie.

## Résolution

## Sur le caractère et les pouvoirs du Congrès

Ge Congrès statutairement convoqué, auquel assistent les représentants de 22 organisations de l'Internationale, décide

- a) De siéger comme Congrès Mondial de la IV. Internationale et de prendre des décisions souveraines sur toutes les questions à son ordre du jour.
- b) De dissoudre le C.E.I. et le S.I. actuels et d'élire à ce Congrès un nou-veau C.E.I. et un S.I. ayant toute auto-

rité pour agir jusqu'au prochain Congrès Mondial.

c) Ces décisions lient toutes les sections de la IVe Internationale. Aucune section ne peut rester dans l'Internationale si elle n'applique pas les décisions du Congrès.

Toute organisation voulant faire partie de la IVe Internationale ne pourra le devenir si elle n'accepte pas d'être disciplinée aux décisions du Congrès

ploitation.

## Statuts de la IV Internationale

(adoptés par le 2° Congrès Mondial)

#### PREAMBULE

En exprimant les intérêts historiques du prolétariat mondial, la IV Interna-tionale a pour base le programme et les conceptions organisationnelles du mar-xisme révolutionnaire défendu en différentes périodes historiques par la Pre-mière, la Deuxième et la Troisième

Internationale.

Quand la Première Internationale fut fondée à Londres, en 1864, ses statuts

« Considérant : « Que l'émancipation de la classe ou-vrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule;

\* Que la lutte pour cette émancipa-tion ne signifie aucunement une lutte pour la création de nouveaux privilèges

de classe et de monopoles, mais l'éta-blissement de l'égalité des droits, et des devoirs et pour la suppression de

toute domination de classe;

« Que la soumission économique de l'homme au Travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les causes principales de la misère sociale, de la dé-gradation morale et de la dépendance

politique);
« Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement poli-tique doit être subordonné comme

moyen;

« Que tous les efforts en vue d'at-teindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des différentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des

pays différents;

« Que l'émancipation n'est point un problème local ou national mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social modèrne existe et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés; que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouwrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais, de l'autre, nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence. » La Première Internationale dut quit-

ter la scène de l'histoire avant d'avoir pu accomplir la tache qu'elle s'était fixée. Son drapeau et son programme furent relevés par la Deuxième Inter-

nationale, fondée à Paris en 1889, qui solennellement s'engagea à compléter l'œuvre de la Première Internationale et qui, dans les décades qui suivirent, rassembla le mouvement socialiste le plus puissant qu'on n'avait jamais vu

Mais, la période historique fut carac-térisée par un essor du capitalisme et un développement du marché mondial. avec des marges de profit suffisantes pour permettre d'accorder des réformes substantielles aux masses travailleuses. Ceci donna naissance à toute une couche sociale d' « aristocratie ouvrière », ayant des illusions dans la possibilité d'une réforme du capitalisme et d'une transition pacifique au socialisme. Le conservatisme de cette couche sociale et sa révision du marxisme entraînèrent une dégénérescence réformiste de la Deuxième Internationale qui, au moment où éclata la première guerre impéria-liste mondiale en 1914, atteignit son point culminant. La Deuxième Internationale montra qu'elle n'était pas du tout une Internationale, mais une simple fédération de partis nationaux, dont les chefs, trahissant le programme socia-liste internationaliste et leurs propres engagements solennels, maintes fois ré-pétés, passèrent au service de leur propre bourgeoisie.

La Troisième Internationale, fondée en 1919 à Moscou, restaura les principes de l'internationalisme prolétarien et du marxisme révolutionnaire, les appliquant correctement à la période de décadence impérialiste. Ses statuts dé-

" L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la république internationale des Soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme de dictature du proléta-

me la forme de dictature du profesa-riat qu'impose l'histoire.

« L'Internationale Communiste sou-tient, intégralement et sans réserves, les conquêtes de la grande révolution pro-létarienne en Russie, de la première révolution socialiste, dans l'histoire, qui ait été victorieuse et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même

voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république socialiste qui serait créée en quelque

lieu que ce soit ».

Mais la Troisième Internationale suivit la Deuxième dans la dégénérescence, bien que ce soit pour un ensemble de causes historiques complètement diffé-

Par suite du succès de la première révolution prolétarienne, le Parti communiste russe devint la principale section dominante de la Troisième Interna-tionale. Du fait que cette révolution s'accomplit dans un pays arriéré et qu'il y avait une disproportion énorme entre les besoins et les moyens de consommation, une bureaucratie grandit qui, à cause du retard de la révolution prolétarienne dans d'autres pays, finit par s'emparer du contrôle de l'appareil de l'Etat soviétique et du Parti com-muniste de l'Union soviétique. En raison de ce contrôle, la Troisième Internationale devint de plus en plus un simple instrument de défense des intérêts de la bureaucratie soviétique hors de l'U.R.S.S.

La lutte contre la déformation sta-linienne de la politique de Lénine, com-mencée à l'échelle nationale en Russie en 1923 par Léon Trotsky et l'Opposi-tion de Gauche, se développa jusqu'en 1928 pour devenir mondiale sous la for-

me d'une Opposition de Gauche Internationale qui prit le nom de Ligue Communiste Internationaliste. Malgré les exclusions bureaucratiques effectuées par les stipendiés du Kremlin contre les oppositionnels dans toutes les sections du Comintern, malgré les emprisonnements et les assassinats en U.R.S.S., la Ligue Communiste Internationaliste estimant qu'il était encore possible de réformer le Comintern, se considéra elle-même seulement comme une opposition et s'efforça de rejoindre les rangs des différentes sections nationales.

Mais lorsqu'en 1933, menacé par l'arrivée d'Hitler au pouvoir, le P.C. allemand — puissant mais stalinisé — capitula et permit au prolétariat allemand d'aller à la défaite et au massacre sans lui donner le moindre signal d'une lutte unie et organisée, il fut clair que la réforme du Comintern n'était désormais plus possible. L'Opposition de Gauche Internationale fit appel en sep-tembre 1933 à la construction d'une IV Internationale qui tint sa conférence de fondation en 1938. Le cadavre de la III° Internationale fut finalement enterré en 1943 par un ukase de Staline. Héritière des traditions et des prin-

cipes du marxisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien, la IVe Internationale se fixe pour but d'achever la tâche de la révolution socialiste mon-

L'humanité a déjà atteint le niveau de développement économique nécessaire et suffisant pour le passage du capi-talisme au socialisme. A l'échelle mondiale existent les prémisses pour l'or-ganisation socialiste de la société, pour une production planifiée mondiale tour-née vers l'usage plutôt que pour une production chaotique en vue du profit. Le point critique, en un certain sens, a effectivement été dépassé. En châti-

ment historique pour n'avoir pas encore pu parvenir au socialisme, l'humanité voit aujourd'hui se dégrader des par-ties du monde, comme l'Europe, carac-térisée auparavant par le plus haut degré de développement et d'organisation industrielle. Ruinés par une série de guerres catastrophiques, ees pays ont vu leur production et leur productivité baisser, leur richesse réelle gaspillée, leur économie intérieure et leurs finan-ces sombrer dans un désordre inextricable, et leurs populations implacable-ment réduites à des niveaux de vie de plus en plus bas. Profitant de la con-joncture temporaire créée par la guerre et la période qui la suivit immédiate-ment, des pays coloniaux et semi-coloniaux ont essayé de réaliser une industrialisation comparable à celle accomplie par les pays impérialistes actuels à l'époque où le capitalisme était jeune et en plein essor, pour s'apercevoir seulement qu'ils sont arrivés trop tard sur la scène historique ; leur route est barrée et ils tombent dans la crise avant que leur développement ne soit très

avancé. Dans le seul pays capitaliste qui émerge de la seconde guerre impérialiste mondiale avec une capacité productive énormément accrue, les pro-pres défenseurs du capitalisme eux-mêmes admettent comme une certitude une crise catastrophique prochaine avec toutes ses conséquences, limitation de la production, chômage, faim et misère.

A cette réalité infernale, le capitalisme n'offre pas d'autre réponse qu'une nouvelle guerre mondiale qui menace l'humanité d'un retour à la harbarie, sinon d'une totale destruction.

Les prémisses objectives de la révolution socialiste sont plus que mures. Si le prolétariat mondial, la seule clas-se progressive de la société contemporaine ne réussit pas à accomplir la révolution prolétarienne mondiale, toute la civilisation et toute la culture humaine tomberont inévitablement en ruines.

Ce n'est pas la volonté des masses travailleuses qui fait défaut. Dans les dernières décades, le prolétariat mondial et les masses coloniales opprimées ont montré à maintes reprises qu'ils sont montre à maintes reprises qu'ils sont prêts à s'engager avec courage et es-prit de sacrifice dans la voie révolution-naire et à mettre fin, une fois pour toutes, au système d'exploitation im-périaliste. En Allemagne, en Chine, en Espagne, en France, en Grèce, partout les travailleurs se sont lancés de tout les travailleurs se sont lancés de tout cœur dans la lutte, mais n'ont abouti chaque fois qu'à une défaite sanglante due aux directions fausses et traîtres

OUATRIEME

de la social-démocratie et de la burcau- de même sans un parti mondial, aucun

cratic stalinienne.

L'héroïsme spontané en soi ne suffit pas plus que l'existence des prémisses economiques objectives. Toute l'histolre a montré que, sans la direction du parti révolutionnaire, aucune victoire durable n'est possible pour les travailleurs. Les deux décades terribles qui viennent de s'écouler ont prouvé que les guides traîtres que sont les usurpa-teurs staliniens d'Octobre, ont égalé et même surpassé dans la trahison les traitres sociaux-démocrates.

La crise historique de l'humanité est ainsi la crise de la direction du prolé-tariat ; l'alternative historique, le socialisme mondial ou la chute dans la barbarie, pivote autour de la crise de la direction révolutionnaire.

Dans chaque pays la direction du prolétariat doit être arrachée à la so-cial-démocratie contre-révolutionnaire et aux traitres staliniens. Les fers qu'ils ont forgée pour lier et immobi-liser les masses travailleuses doivent être brisés. C'est seulement en rom-pant résolument à la fois avec le réformisme classique de la social-démocra-tie et avec le néo-réformisme stalinien que le prolétariat de chaque pays peut bâtir le parti révolutionnaire sans le-quel aucune lutte pour le socialisme ne peut être couronnée de succès.

Mais aujourd'hui, la politique et l'économie du capitalisme, son marché, ses crises, ses guerres ont tous un caractère international. Le parti révolutionnaire qui se fixe pour but de renverser le capitalisme, doit, lui aussi, être international. De même que sans révolution mondiale, le socialisme ne peut être réalisé dans un seul pays,

groupement révolutionnaire national ne peut se développer pleinement. Un tel parti mondial, une telle In-

ternationale, ne peut aucunement être un simple agglomérat de partis nationaux, ayant des programmes différents, unis entre eux seulement par des liens lâches, de nature fédérative, mais doit avoir pour arme le programme politique international dont tous les programmes nationaux sont des adaptations aux problèmes particuliers de chaque nation. Ni l'emprise temporaire sur les masses révolutionnaires, ni le pouvoir matériel, qu'il soit ou non de nature étatique, ni une organisation mi-roitante, ni une activité énergique, ni des statuts méticuleux ne peuvent sau-ver une Internationale dont les principes et le programme sont faux et ne peuvent supporter l'épreuve de l'histoi-

La IVe Internationale, héritière direc-te de tout ce qui était révolutionnaire dans la Première, la Deuxième et la Troisième Internationale a le programme qui supportera l'épreuve de l'histoire. Elle repose sur les quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste de Lénine et Trotsky, sur tous les documents programmatiques de l'Op-position de Gauche Internationale, du Mouvement pour la Quatrième Internationale, et sur le Programme de Transition adopté à sa propre Conférence de Fondation en 1938 : « L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV° Internationale ».

Ainsi armée, elle sera capable de créer la grande Internationale révolutionnaire des masses qui seule peut conduire les masses travailleuses à la victoire mondiale du socialisme.

Le parti est l'incarnation du pro-gramme. De même que la nature inter-nationale du capitalisme exige un programme de caractère international, de même l'extension mondiale du mouve-ment ouvrier exige que le parti révo-lutionnaire qui s'est fixé pour but le renversement du capitalisme soit aussi un parti mondial. Sa stratégie doit être mondiale, inclure tous les problèmes et être internationalement coordonnée. C'est de cette stratégie internationale que doivent découler les tactiques nationales, adaptées aux particularités spécifiques de chaque nation. Ceci exi-ge par conséquent une organisation mondiale et une direction internationale centralisée.

C'est pourquoi le régime intérieur de la Quatrième Internationale est déde la Quatrieme internationale est de-terminé par les principes et la prati-que à l'échelle internationale comme à l'échelle nationale et locale, du cen-tralisme démocratique, c'est-à-dire, de la plus grande démocratie possible dans la discussion intérieure pour l'élabora-tion d'une ligne politique, at la plus tion d'une ligne politique, et la plus ferme discipline dans l'application de cette ligne, une fois qu'elle a été dé-

88

terminée. Ce n'est pas simplement une méthode préférée, mais un principe d'organisation. En tant que parti bolchévik, la Quatrième Internationale n'a rien de commun avec les conceptions dont les organisations réformistes e centristes ont fourni l'exemple, et qu reviennent à une agglomération de partis ou de groupes nationaux autonomes (y compris à l'occasion plusieurs groupes dans un seul pays), avec des li-gnes politiques divergentes.

De telles conceptions d'organisation ont une origine politique et même de

classe. Elles peuvent peut-être satis-faire quelques besoins locaux et temporaires du prolétariat mais ne sont pas au niveau de ses tâches histori-

Contre les conceptions fédéralistes d'organisation, la Quatrième Internatiod'organisation, la Quatrieme internatio-nale demeure sans équivoque sur la conception bolchévique d'un seul parti-mondal et d'une direction internatio-nale centralisée. Pour elle, l'unité po-litique internationale n'est pas une fa-cade décorative mais le véritable centre de ses vues théoriques et de sa politique. Elle exige que le cadre idéologique du parti soit rigoureusement délimité. Elle n'est pas pour la démocratie dans l'abstrait, mais pour la dé-

mocratie centralisée.

L'unité de ses vues politiques est atteinte par des voies démocratiques, au moyen d'un congrès mondial tenu pé-riquiquement, composé des délégués de ses sections nationales, et qui forge dans la discussion une ligne politique majoritaire et qui élit, pour l'appliquer, un Comité Exécutif stable, désigné nominalement. La Quatrième Internatio-nale ne conçoit pas la discussion comme un exercice purement intellectuel, mais comme le moyen d'arriver à une décision ; parce qu'elle se considère elle-même comme une organisation pour l'action. En accord avec la ligne générale parfaitement juste des « 21 Condilions » du Comintern, elle détermine sa propre composition, la limitant aux militants de sections nationales qui acceptent et appliquent son pro-gramme et sa discipline. Elle établit une stricte distinction entre membres et sympathisants et dans les périodes d'illégalité elle procède à un resserrement soigneux de sa structure. Ses décisions politiques et organisationnelles, appuyées par l'autorité de son Congrès Mondial, démocratiquement élu, enga-gent toutes les sections.

La nécessité d'une direction internationale centralisée comporte une grave responsabilité pour ceux qui la composent. Les sections nationales doivent accepter quand c'est nécessaire, de se priver de leurs plus importants diri-geants nationaux. Le centralisme démocratique n'étant pas un schéma inflexi-ble, les dirigeants élus par l'Interna-tionale, tout en s'efforçant dans toutes

les conditions de maintenir le juste équilibre, doivent savoir prendre en considération la nécessité de renfor-cer, suivant la conjoneture et les tâches, tantôt l'aspect centraliste, tantôt l'aspect démocratique. Ceci comporte une application correcte et souple non seulement de la ligne déterminée par le congrès mondial, mais aussi des statuts dont la formulation est nécessairement rigide.

Car une Internationale et le centralis-Car une internationale et le centralis-me démocratique qu'elle représente ne sont pas créés par une simple décision, mais se développent dialectiquement. Si elles ont en premier lieu pour base le programme politique international, leur croissance et leur renforcement demeurent cependant fonction de la représence et du renforcement des seccroissance et du renforcement des sections nationales et du progrès constant de leur homogénéité politique. L'autorité politique et morale des organismes directeurs centraux ne peut pas être bureaucratiquement définie par des règles arbitraires, sur le papier, et ne peut pas êlre bureaucratiquement im-posée. Elle doit être gagnée au moyen de leur propre activité. Ainsi le caractère plus ou moins concret et détaillé des statuts doit refléter avec exactitude le degré de centralisation que l'Internationale a atteint et qu'elle atteindra, dans la période qui va jusqu'au pro-chain congrès mondial, lorsqu'ils sont sujets à révision.

Les statuts actuels de 1948 s'appuient sur les principes et l'analyse établis ci-dessus. A ce litre, ils reflè-tent les grands progrès faits par la IVe Internationale depuis sa constitution il y a dix ans.

#### STATUTS

#### SECTION I

#### NOM - BUT - PROGRAMME

 La Quatrième Internationale (Par-ti Mondial de la Révolution Socialiste) est composée de tous les militants révolutionnaires organisés en sections nationales qui, dans le monde, accep-tent et appliquent ses principes et son programme, unis dans une seule organisation mondiale sous une direction internationale centralisée et une seule discipline et régis par les présents Sta-

2) Son but est, par l'éducation et par l'organisation de l'activité du proétariat et des autres classes exploitées par l'impérialisme dans tous les pays, d'abolir le capitalisme et d'établir la dictature du prolétariat sous la forme d'une République Socialiste Internationale de Consells d'Ouvriers et de Paysans, qui réaliseront l'abolition définitive et totale des classes et établiront le socialisme, première étape vers la so-

ciété communiste finale et la complète

abolition de l'Etat.

3) Concentrant les expériences internationales du mouvement marxiste révolutionnaire, plus particulièrement celles des conquêtes socialistes de la Re-volution d'Octobre 1917 en Russie, de la dégénérescence de l'Union Soviétique qui suivit, des insurrections révo-lutionnaires ultérieures et de leurs défaites, elle incarne toutes les expériences progressives sociales de l'humanité. Elle repose plus particulièrement com-me programme théorique général, sur des documents programmatiques des quatre premiers Congrès de la Troisiè-me Internationale, de l'Opposition Internationale de Gauche, du Mouvement pour la Quatrième Internationale et sur le Programme de Transition adoplé à son Congrès de fondation en 1938 : « l'Agonie du Capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale ».

#### SECTION II

#### LE CONGRES MONDIAL

4) L'instance suprême de la Quatriè-me Internationale est constituée par le Congrès Mondial qui discute et déter-mine la ligne politique de l'Internationale et de toutes ses sections, sur tou-tes les questions programmatiques, et décide, en dernier lieu, de toutes les questions de stratégie, de tactique, d'or-ganisation, d'administration, de statuts et de conflits intérieurs.

5) Le Congrès Mondial doit se réunir au moins tous les deux ans. Il est convoqué en session ordinaire par le Co-mité Exécutif International. La convocation ne doit pas être effectuée moins de six mois à l'avance, l'intervalle compris entre la convocation et la tenue du congrès constituant la période préala-ble de discussion. Le Congrès Mondial peut être convoqué extraordinairement entre les sessions normales, par le Co-mité Exécutif International soit à la suite d'un de ses votes soit, obligatoirement, sur la demande d'un tiers des mandats du précédent Congrès Mondial.

Les sections nouvellement reconnues entre deux Congrès Mondiaux entreront dans le pourcentage ci-dessus avec l'équivalent d'un mandat au précédent Congrès Mondial.

6) La base de représentation des sections nationales au Congrès Mondial sera approximativement déterminée par

le Comité Exécutif International au moment où est lancé l'appel de convoca-tion du congrès, en tenant compte de l'importance des pays et de leur si-tuation politique et de la force numérique des sections, s'assurant à la fois contre une représentation dispropostionnée par les sections momentanément les plus fortes, donnant une représen-tation proportionnelle aux minorités nationales et prévoyant des dispositions pour une voix consultative aux minori-tés qui ne seraient autrement pas représentées. Mais la détermination définitive du mode de représentation défi-décidée par le Congrès Mondial lui-même ainsi constitué.

7) Les délégations nationales immédiatement après le Congrès Mondial rapporteront devant des assemblées plénières convoquées spécialement de leurs comités exécutifs nationaux ou devant des congrès, en vue d'assurer une assimilation democratique, une large publication et une exécution rapide et effective des décisions du Congrès Mondial. Dans le cas de divergences, si sédial. Dans le cas de divergences, si serieuses qu'elles puissent être, entre une section et le Congrès Mondial, la section doit, quelle qu'ait été la position de sa délégation, exécuter les décisions du Congrès Mondial, tout en ayant le droit de faire appel à leur sujet au prochain Congrès Mondial régulier ou spécialement convoqué.

#### SECTION III

#### LE COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL

8) Le Congrès Mondial élit un Comité Exécutif International qui, dans les intervalles entre les Congrès Mondiaux, est l'instance suprême de l'International nale, appliquant les décisions du Congrès Mondial et responsable devant celui-ci. Il interprète et applique la ligne politique décidée et dirige tout le travail de l'Internationale, publie en son nom des manifestes et tous autres do-cuments qu'il juge indispensables et contrôle l'activité du Secrétariat International.

9) Le C.E.I. sera composé de 19 membres et de 6 suppléants, élus no-minalement. Els serviront normalement pour toute la période jusqu'au Congrès Mondial suivant. Dans des conditions exceptionnelles, le C.E.I. peut remplacer un de ses membres par un autre membre de la même section nationale, sur la demande de celle-ci. Les suppléants remplaceront les membres absents dans l'ordre de leur élection, ceux qui ne se trouvent pas dans ce cas pouvant assister aux sessions du C.E.I. avec voix consultative.

10) Les sessions du C.E.I. sont con-

voquées par le Secrétariat International, de préférence tous les trois mois et, en tout cas, au moins tous les six mois. Le C.E.I. peut être extraordinairement convoqué en tout temps par le Secrétariat International, soit par propre de-cision majoritaire, soit obligatoirement sur la demande d'un tiers des membres

du Comité Exécutif International.

11) Le C.E.I. suit l'activité politique el organisationnelle de toutes les sections nationales et aide les sections naionales dans leur activité. Dans cette tâche, son devoir est : de veiller à ce que les décisions du Congrès Mondial soient appliquées, et la structure démo-cratique centralisée des sections soit maintenue, et de vérifier l'orientation politique et organisationnelle des sections à la lumière des développements politiques nationaux et internationaux. Les décisions du Comité Exécutif International engagent toutes les sections. Elles peuvent en appeler au Congrès Mondial, mais les décisions doivent être mises en exécution dans l'intervalle. 12) Le C.E.I. a le droit d'intervenir

dans le fonctionnement intérieur des

sections nationales, quand il est convaincu que des abus sont commis, soit par une direction privant les minorités nationales de leur droit, soit par des minorités irresponsables violant la discipline de la section. Il a le droit d'exiger des sections de sanctionner ou d'expulser les individus ou les groupes qui ont enfreint la discipline prolétarienne ou de réintégrer les individus ou les grou-pes qu'il considère avoir été injustement sanctionnés ou expulsés; et au cas où de telles mesures seraient contestées par la section nationale, il a le droit d'en entreprendre leur application

QUATRIEME

13) Le C.E.I. a le droit, pour les pays où il n'existe aucune section officielle de l'Internationale, de reconnaître un groupe y existant comme section officielle, sur la base d'un examen de la position politique de ce groupe. Il peut exiger la fusion d'une section officielle et d'un groupe non-officiel lorsque, à son avis, celui-ci est sur la position po-lilique de l'Internationale. Pour une ralson grave telle que l'inactivité totale ou une indiscipline flagrante envers les décisions politiques ou organisationnelles du Congrès Mondial, le C.E.I. peut suspendre une section nationale; il peut également reconnaître provisoirement un groupe jusqu'alors non reconnu. Une telle mesure, si elle est contestée, ne devrait être prise que dans les oas d'ex-trême gravité et doit être ralifiée par le Congrès Mondial ordinaire ou extraor-dinaire suivant. Seul le Congrès Mondial lui-inême a le droit d'expulser définiti-vement une section officielle de l'Internationale.

14) Le C.E.I. peut envoyer aux sec-tions nationales des représentants choisis parmi ses propres membres ou parmi les membres d'autres sections. Ces représentants seront munis de pouvoirs spécifiques dans chaque cas et sont responsables devant le Secrétariat Interna-tional et devant le G.E.I. lui-même. Ils doivent être admis à toutes les réunions de tous les organismes de la section nationale et coopéreront intimement avec la direction de la section. Ils auront une large possibilité de s'adresser aux membres des sections et de présenter des motions.

15) Le C.E.I. peut organiser dans différentes parties du monde des soussecrétariats, bureaux techniques ou autres organismes supplémentaires qu'il considère nécessaire et qui lui seront entièrement subordonnés ainsi qu'au Se-

crétariat International.

16) Le C.E.I. peut établir à son siège des commissions destinées à coordonner les activités relatives à plusieurs sec-tions (par exemple commission colo-niale, commission de jeunes, commission syndicale) ou à une tâche complexe, telle que la pénétration d'un pays par des sections limitrophes. De telles commissions seront dirigées par un membre du C.E.I. Leur tâche sera limitée à l'information, la documentation, les re-cherches, le rôle d'intermédiaire et la coordination des liaisons. Leur tâche et les limites de leurs pouvoirs seront déterminées dans chaque cas par le C.E.I.; les sections impliquées en seront informées. Les sections nationales doivent offrir une collaboration régulière à de telles commissions en leur déléguant des représentants sur demande, et de manière général en facilitant leur tâche; le travail des commissions des sections nationales de même nature doit être coordonné strictement et subordonné à la commissions internationale.

#### SECTION IV

#### LE SECRETARIAT INTERNATIONAL

17) Le travail politique, organisationnel et administralif quotidien, ainsi que les liaisons régulières avec et entre les sections, est assuré par un Secrétariat International de sept membres, résidant au siège du Secrétariat, élus nomina-lement par le Comité Exécutif International. Ils sont ordinairement choisis parmi les membres du C.E.I., qui a l'autorisation, de toute façon, de faire des exceptions. Les membres du S.I. doivent tous participer, dans la limite de leur temps disponible, au travail organisationnel et technique aussi bien que politique du Secrétariat International.

18) Dans les intervalles entre les sessions du C.E.I., le S.I. agit en son nom et avec ses pouvoirs, sauf qu'il ne peut ni reconnaître des groupes comme sections officielles ni suspendre des sections officielles ni organiser des soussecrétariats. Ses décisions engagent les sections. Appel en peut être fait au C.E.I., mais elles sont exécutées dans l'intervalle. Le S.I. est responsable devant le C.E.I. à qui il rapporte périodiquement sur ses activités.

19) Les membres du C.E.I. qui ne

sont pas membres du S.I., peuvent assister aux sessions du S.I. avec voix consultative.

20) Le C.E.I. peut remplacer des membres du S.I. par un vote majoritaire. Entre les sessions du C.E.I., le S.I. peut coopter des membres en cas de départ, mais cette cooptation doit être confirmée à la session suivante du C.E.I. Le S.I. peut, sous le contrôle du C.E.I., associer à son travail de commission, des collaborateurs qualifiés qui ne sont pas membres du C.E.J. ou

21) Le S.I. se réunit de préférence une fois par semaine et en tout cas au moins une fois tous les quinze jours.

22) Les résolutions et les extraits nécessaires des procès-verbaux du S. I. sont envoyés rapidement à tous les membres du C.E.I.

23) Le S.I. organise l'appareil technique nécessaire à son travail. A cet effet, les sections doivent aider, dans toube la mesure de leurs forces, à la fois en fournissant des camarades pour l'aide technique et en assurant les tâches techniques qui leur sont conflées

#### SECTION V

#### **PUBLICATIONS**

24) Le Secrétariat International publiera en tant qu'organe officiel du Comité Exécutif International, une revue théorique dans au moins une langue bien connue et si possible dans quelques autres langues: Des sections nationales publiant des revues en d'autres langues devront essayer de traduire et de repro-duire les articles les plus importants qui y paraissent. La revue publiera les principaux documents programmatiques et les résolutions des Congrès Mondiaux, des plenums du C.E.I. et du S.I. La reproduction de ces matériaux dans les organes des sections nationales, si elle est spécialement demandée par le S.I., est obligatoire sauf dans le cas où des considérations légales la rendent impos-

25) Le S.I. publiera aussi un Bulle-tin International au moins dans deux langues, et si possible dans plus de deux langues, en moyenne une fois par mois. Dans les périodes de d'scussion précé-dant les congrès mondiaux, le Bulletin devra paraîlre avec le maximum de fréquence permis par les possibilités ma-

térielles, afin de publier tous les docu-ments préparatoires et les principaux articles de discussions et de permettre au moins un exposé de chaque position politique différente.

26) Le S. I. peut aussi publier des services de presse, des communiqués de presse, des brochures, des tracts, etc., dans la mesure du nécessaire et du possible, pour informer pleinement les membres des sections nationales.

27) Aucune direction nationale ne peut soustraire à ses membres une communication ou des documents de l'In-ternationale, dont le S.I. lui réclame spécifiquement la publication.
28) Les sections qui ont plus de trois

mois de retard dans leurs palements pour la revue théorique internationale, le bulletin international et les aulres publications de l'Internationale, recevront un avertissement à publier dans leur bulletin intérieur national. Les sections qui ont plus de six mois de retard dans le paiement des publications internationales, pourront se voir arrêter l'expédition de ces mêmes publications.

#### SECTION VI

#### TRESORERIE - COTISATIONS

29) Le Secrétariat International désigne un de ses membres comme trésorier, responsable devant le S.I. et devant le C.E.I. Le trésorier présentera au S.I. un rapport de l'activité finan-cière du mois précédent et un budget pour le mois suivant en vue de son approbation. De sa propre initiative ou sur la demande du C.E.I., il fournit à celui-ci un rapport sur les opérations financières depuis le précédent rapport, plus toute autre information financière demandée. A une date appropriée avant le congrès mondial, une commission des comptes spéciale nommée par trois sections contrôlera les comptes du trésorier depuis le congrès mondial précé-dent pour cerlifier leur exaclilude avant que le trésorier ne présente son bilan au Congrès.

Au cas où l'intervalle entre deux Congrès Mondiaux serait supérieur à une année, la commission procédera à la vérification des comptes du trésorier à la fin de la première année.

30) Toules les sections nationales doivent payer, à intervalles mensuels ou trimestriels à leur gré, des colisa-tions internationales régulières qui sont destinées au fonctionnement des organismes internationaux et qui seront proportionnelles au nombre de leurs membres. En principe, le montant devrait être d'un sixième des cotisations natio-

nales (en dehors des phalanges); mais le montant précis dans chaque cas sera fixé suivant les circonstances parliculières par un accord entre le trésorier national et le trésorier international, sous le contrôle respectif du Bureau Polit que de la section et du Secrélariat International, Les cotisations et autres obligations fin ncières vis-à-vis de l'Internationale ont priorité sur toutes les autres obligations financières. Les sections n'ayant pas payé leur cotisation pendent plus de trois mois, sauf pour des raisons de force majeure évidente, seront avisées, d'abord par leltre et ensuite par publication dans le Bulletin International du fail de leur défaillance financière, avec l'obligation pour la section en question de reproduire cet avis dans son Bulletin inférieur national. A la discrétion du trésorier international, une circula re pourra ensuite être adressée aux autres sections, les avisant de ne payer aucune dette à la section défaillante sauf par l'intermédiaire du S.I., afin de lui permettre de retenir toute somme jusqu'au montant de la delte. Les sections qui n'ent pas payé pendant plus de six mois leurs colisai'ons, sauf pour des raisons de force majeure également évidentes, seront cons'dérées comme n'étant pas en règle et n'auront pas le droit d'avoir des délégués svec voix délibérative aux Congres Mondiaux.

#### SECTION VII

#### STRUCTURE ET APPARTENANCE

31) Le régime intérieur de l'Inter-nationale, à l'échelle locale, nationale et mondiale, est déterminé par les principes et la pratique du centralisme démocratique. Représentant le maximum democratique, Representant le maximum de démocratie possible dans la discus-sion intérieure par l'élaboration d'une ligne politique, et la discipline la plus ferme dans l'application de cette ligne, après qu'elle ait été déterminée, il comprend la procédure suivante

OUATRIEME

a) L'élection de tous les organismes de direction par des assemblées, conférences et congrès appropriés, avec réélection périodique statutaire; des rapports périodiques de ces organismes à

leurs mandants:

b) L'interdiction totale des mandats

impératifs;

c) L'interdiction des démissions qui peuvent êire seulement proposées, seul l'organisme électeur ayant le droit de destitution:

d) Le caractère strictement obligatoire des décisions des organismes supérieurs pour les organismes inférieurs; l'exéculion immédiate des décisions, mais avec le droit d'appel aux instances supérieures, ces appels ne justifiant pas un retard dans l'exécution des direc-

e) Une obéissance disciplinée des minorités aux décisions des majorités, combinée aux droits incontestables des minorités de se constituer elles-mêmes en tendances et de jouir de droits dé-mocratiques tels que :

Avoir leurs positions présentées devant l'Internationale dans un bulletin intérieur pendant la période de discussion dans l'Internationale:

Avoir la permission d'intervenir sur le plan national dans les discussions préparatoires aux congrès après consultation préalable avec les organismes de

direction;

Etre représentées, en tenant compte de leur importance politique et numé-rique dans les organismes dirigeants;

f) Le droit pour les membres ayant à répondre à une action disciplinaire de prendre connaissance à l'avance des accusations portées contre eux, de présenter leur défense et, sauf dans le cas d'impossibilité géographique, de confronter leurs accusateurs;

g) Une information complète, honnête et impartiale de tous les membres sur les problèmes et l'activité de l'Internationale, spécialement sur les questions débattues entre les directions internationale et nationales;

h) Une libre discussion internationale dans les périodes de discussion précédant les congrès mondiaux et, à chaque fois que des événements historiques d'importance exceptionnelle exigent des discussions spéciales;

i) Sauf pour des pays se trouvant dans des conditions particulières, aucun

permanent ne recevra un traitement supérieur au salaire moyen d'un ouvrier qualifié.

32) Le Parti Mondial de la Bévolntion Socialisle est, en raison des particularités et des problèmes nationaux, subdivisé en sections nationales connues. suivant leur importance et les circonstances, comme « partis », « ligues », « groupes », etc. Tout en prenant en considération les traditions de leurs origines et les circonstances nationales qui peuvent pour certaines périodes exiger d'autres noms, toutes les sections devront tendre à la nomenclature uniforme « communiste internationaliste » - par exemple, « Parti Communiste Internationalisle », « Internationalist Communist League », « Gruppo Comunista Internazionalista », etc.

33) Dans chaque pays, il ne peut y avoir qu'une seule section de l'Internationale. La procédure et les mesures pratiques pour la formation ou la re-connaissance de nouvelles sections nationales dans les pays où il n'en existe pas, seront établies par le S.I. dans chaque cas particulier et soumises à la ratification du C.E.I. Une fusion entre une organisation se développant vers l'Internationale et une section nationale peut êlre réalisée par le S.I. et soumise

à la décision du C.E.I. 34) Toute personne qui accepte en parole et en fait le programme, les statuts et les décisions de l'Internalionale, et est un membre actif et discipliné en règle dans une section nationale est un membre de l'Internalionale Per-sonne ne peut être simultanément membre de deux sections Les sections doivent distinguer rigoureusement entre les membres et les sympathisants. Les nouveaux membres doivent normalement passer par une période de stage.

35) Les membres de sections nationales élus à des organismes parlementaires bourgeois devront sièger en tout temps sous le strict contrôle politique des organismes dirigeants nationaux

36) Aueun membre de l'Internatio-nale n'a le droit d'entreprendre d'importants voyages hors de son pays ou de changer de résidence d'une façon permanente d'un pays à un autre, sans avoir obtenu la permission de sa direction nationale qui en retour a le devoir impératif d'en informer le S.I. Des camarades voyageant a'nsi seront pourvus d'une identification officielle et devront être reçus fraternellement par la section du pays visité. Sauf par décision spéciale du S. I. le membre d'une sec-tion vivant plus de six mois dans un autre pays où existe une section, doit demander son transfert à cette section. La section en question doit, avant d'accepter le transfert du camarade, demander à sa précédente section un rapport sur lui afin de s'assurer qu'il a quitté le pays précédent avec entière connaissance et permission de la section. Au-cune section ne peut refuser le transfert de l'appartenance à un membre de l'Internationale dont la section précédente garantit le caractère régulier de son

37) Le programme et les statuts des sections nationales sont soumis à l'approbation du Comité Exécutif International qui peut ordonner les changements qui lui paraissent nécessaires.

38) Les sections doivent informer régulièrement le centre international de leurs activités. Elles doivent lui envoyer des comptes rendus des sessions de leurs organismes de direction; elles doivent lui envoyer un rapport général trimestriel, et un nombre d'exemplaires suffisants de leur presse et de leurs autres publications, et tous les bulletins intérieurs et autres documents. Elles informeront à temps le S.I. de la tenue de congrès, de conférences et de réunions de comités centraux élargis.

En vue de tout ce qui précède, chaque section nomme un secrétaire technique international dont le devoir est d'assurer que toutes les formes de liaison avec l'Internationale sont maintenues régulièrement de même que, quand cela est possible, une correspondance de

presse périodique.
39) Toutes les relations politiques ou organisationnelles de quelque impor-tance entre les sections nationales pas-sent par l'intermédiaire du S.I. En cas de nécessité urgente, de telles relations peuvent être effectuées directement à condition que le S.I. soit rapidement informé dans tous les détails.

40) Sans jamais abandonner les avan-tages de l'existence légale avant que cela ne soit absolument inévitable, les sections nationales dans les situations où elles sont menacées de répression, doivent prendre à l'avance toutes les mesures préparatoires nécessaires à une réorganisation au moment du passage dans l'illégalité.

#### SECTION VIII

## LA COMMISSION DE CONTROLE INTERNATIONALE

une section différente, et jouissant cha-cun dans l'Internationale d'une réputa-tion d'objectivité et de maturité politi-que, dont la fonction sera irrévocable jusqu'au prochain Congrès Mondial, sauf au cas où un poste devient vacant, auquel cas exceptionnel le C.E.I. Elit un remplaçant. Cette C.C.I. élit un secré-taire qui la convoque en cas de nécestaire qui la convoque en cas de néces-

42) La tâche de la C.C.I. est d'exa-

41) Le Congrès Mondial élit une Commission de Contrôle Internationale de trois membres, appartenant chacun à une section différente, et jouissant chaou en cas urgent de sa propre initia-tive. Quand elle agit en tant qu'organis-me d'investigation, elle a le droit de réclamer la remise des documents et le témoignage de tous les camarades sans exception.

43) La C.C.I. informe le Congrès Mondial et, entre ses sessions, le C.E.I. de toutes ses conclusions et propose une action sur la base de celles-ol.

#### SECTION IX MESURES DISCIPLINAIRES

44) Des divergences fondamentales avec le programme de l'Internationale dans une activité publique, persistant après un avertissement de l'Internationale, la violation des statuts nationaux et internationaux et autres actes d'indiscipline, telles qu'actions incompatibles avec la moralité prolétarienne, ou mettant en danger l'organisation ou ses membres, sont sujets à des sanctions de la part des organismes nationaux ou internationaux. Les accusations doivent être connues à l'avance des accusés qui auront le droit de présenter leur défense et, sauf en cas d'impossibilité géo-graphique, de confronter leurs accusa-teurs, dans l'organisme de première instance.

45) De telles sanctions sont immédiatement applicables. Les sanctionnés ont cependant le droit incontestable d'en appeler à l'instance compétente immédiatement supérieure à celle qui a appliqué les sanctions, en passant par toute la structure depuis l'organisation locale jusqu'au Congrès Mondial. Dans les cas concernant la moralité prolé-tarienne qui sont jugés d'importance suffisante, la Commission de Contrôle Internationale peut intervenir à tout mo-ment dans la procédure.

46) Le C.E.I. et le S.I. ont explici-

tement le droit d'ordonner aux sections nationales de sanctionner des membres ou d'annuler ou de réduire les sanctions infligées par les sections nationales.

#### CHYPRE

Parti Communiste Internationaliste de Chypre et assuré qu'il s'agit d'une organisation fonctionnant de façon viable et qui adhère au programme et aux

Après avoir entendu un rapport sur principes de la IV., le Congrès Mondial l'activité et la demande d'affiliation du reconnaît cette organisation comme section officielle de la IVe Internationale à Chypre et donne un mandat à son représentant au présent Congrès.

## La situation en Allemagne

## et les tâches des Communistes Internationalistes allemands

1. - Le processus de concentration 1. — Le processus de concentration du capital qui a poussé l'Allemagne hit-lérienne à la conquête et à la « Glei-onschaltung » de l'Europe n'a nullement été interrompu par la défaite et l'éll-mination de l'impérialisme allemand. L'Allemagne est elle-même devenue la victime de ce processus. L'Allemagne d'aujourd'hui montre aux autres pays d'Europe l'image de leur propre avenir, si les peuples s'avéraient incapa-hies de résoudre les problèmes sociaux et nationaux de cette époque dans une Fédération indépendante d'Etats socia-

2. — Les puissances sorties vain-queurs de la seconde guerre impéria-liste ont atteint leurs buts de guerre principaux par l'effondrement politique et militaire de l'Allemagne ainsi que par l'occupation et la division du pays. La concurrence allemande est pour La concurrence allemande est pour toute une période éliminée du marché mondial ; la bourgeoisie cesse d'être une puissance politique menaçante et le prolétariat allemand une menace révolutionnaire immédiate. La préoccupation principale des vainqueurs quant a l'Allemagne consiste aujourd'hui dans son incorporation dans les différentes sphères d'influence qui opposent à pré-sent les alliés de la veille. Les diver-gences d'intérêts des « Alliés », mal dissimulées au cours des hostilités, apparaissent maintenant d'autant plus clai-rement que ces « Alliés » ont à faire face à de très graves crises intérieures en conséquence de la guerre. Par suite des contradictions de plus en plus prononcées entre l'impérialisme américain et la bureaucratie soviétique, ceux-ci sont incapables d'arriver à un programme de palx commun concernant l'Allemagne. Jusqu'à présent, chaque proposition de paix faite par l'un d'eux empiète sur la sphère d'influence de l'autre, tandis que chacun prétend que ses propositions sont susceptibles de satisfaire tout le monde. Mais quelles que soient les différences entre ces programmes de paix, ils se ressemblent tous par un point : ils veulent perpé-tuer l'élimination de l'Allemagne en tant que facteur économique et politique indépendant.

3. — La politique de l'impérialisme américain envers l'Allemagne a passé par plusieurs étapes contradictoires. Alors qu'il s'était efforcé à partir de 1944 de détruire complètement l'in-dustrie allemande et de transformer l'Allemagne en un pays agricole (bom-bardements massifs, plan Morgenthau), l'impérialisme américain a été obligé plus tard d'élaborer un plan de recons-truction, quoique limité, du potentiel

économique de l'Allemagne occidentale. Cette obligation résultait de son effort général de reconstruction de l'économie de l'Europe occidentale sous son pro-pre contrôle. En même temps, l'impéria-lisme américain s'efforce d'utiliser la puissance industrielle de l'Allemagne occidentale pour ramener les pays de l'Europe orientale dans sa sphère d'influence. L'Allemagne est également con-sidérée par l'impérialisme américain comme une base d'opération contre-ré-volutionnaire pour réprimer d'éventuel-les révoltes des masses européennes contre ses plans de domination mondiale. Enfin, dans l'avenir immédiat, cette politique américaine vise en premier lieu à la création d'une base industrielle et militaire pour la guerre contre l'Union Soviétique. La contradiction inhérente à celte politique impérialiste consiste en ce que Wall Street désire en même temps utiliser l'industrie allemande pour ses buts politiques et le marché allemand pour ses propres marchandises tout en visant à maintenir la production allemande à un bas niveau pour l'éliminer comme concurrente sur le marché mondial.

4. - L'impérialisme britannique est intéressé à la restauration d'une écono-mie « normale » en Allemagne, dans la mesure où le marché allemand devient de plus en plus un facteur décisif pour le succès de sa campagne d'exportation. Mais sa propre économie saignée à blanc par la guerre, et la désintégra-tion virtuelle de son Empire, ne lui permettent pas d'abandonner une politi-que agressive de réparations alors qu'il ne peut même pas couvrir les frais d'occupation de sa propre zone. Comme dans l'ensemble de la politique mondiale, la Grande-Bretagne est réduite à la position de satellite du capitalisme américain en Allemagne également.

5. — Bien que l'impérialisme fran-çais apparaisse officiellement sur la liste des vainqueurs et soit autorisé à occuper une place modeste chez les « Quatre Grands », il est sorti de la seconde guerre mondiale comme le plus faible des impérialismes. Dans ces conditions, il est obligé de recourir à une politique impitoyable de pillage dans sa zô-ne d'occupation. Le démontage d'importantes usines, le déboisement de vastes régions de la Forêt Noire et la séparation de la Sarre de l'Allemagne sont les premières étapes des extortions bru-tales de réparations à l'Allemagne. Comme étape suivante, l'impérialisme fran-çais revendique l'internationalisation de la Ruhr pour satisfaire la faim insatiable de charbon de son industrie. Mais là, les intérêts de l'impérialisme francais se heurtent à ceux des autres puissances s'occupation. Trop faible pour soutenir par une pression suffisante sa brutale politique d'agression, l'impérialisme français est forcé, principalement sous la pression de l'impérialisme américain, de coordonner sa politique d'occupation à celle des autres puissances occupantes et de leur subordonner ses propres exigences.

6. - En résultat de trois années d'occupation, le niveau industriel de l'Allemagne occidentale a été considérablement abassé. La production industrielle est tombée à 30 à 40 % du niveau d'avant-guerre. Son commerce extérieur a pris aujourd'hui une forme typiquement semi-coloniale, ses exportations se composant pour la plupart de matières premières. En plus de cette forme d'exploitation impérialiste; les puissances cap.talistes occupantes réalisent des sur-profits importants en bénéficiant du cout actuel de la force de travail allemande, qui est bien en dessous du niveau moyen européen. Les frais de l'occupation et de la reconstruction qui a été entamée sont extorqués au prolétariat allemand. Les salaires et le niveau de vie des ouvriers allemands et des autres couches laborieuses ont été abaissés bien en-dessous du minimum nécessaire à la reproduction de leur force de travail. L'affaiblissement physique et les maladies chroniques ont continuellement réduit leur rendement moyen. Enfin, la souveraineté fictive que les vainqueurs « occidentaux » ont magnanimement accordée à la population allemande, permet tout au plus à celle-ci d'élire les exécuteurs des ordres des puissances d'occupation, exécuteurs d'ailleurs constamment révocables au gré des appareils militaires. Le pays le plus industrialisé de l'Europe a été ainsi complètement privé de son indépendance politique et de son statut éco-

7. - Mais les puissances d'occupation occidentales » ont été obligées de changer leur orientation dans la question allemande en raison des résultals même de leur politique. L'épuisement de plus en plus prononcé de la base malérielle de la production et la paupérisation croissante de la population laborieuse ne peuvent pas être poursuivis indéfiniment. L'industrie allemande. surtout celle de la Ruhr, reste toujours la clef de la reconstruction de l'industrie européenne. L'économie de tous les pays voisins de l'Allemagne a été profondément perturbée par suite de la désagrégation de l'économie allemande. D'aufre part, l'impérialisme américain dés're aujourd'hui avant tout réduire la fermentation sociale en Europe occidentale en y amenant une stabilisation relative de l'économie. Le vide économique au cœur de l'Europe constitue une des causes principales de l'instabilité continuelle de l'Europe occidentale, Enfin, le poids spécifique du capital étranger, surtout du capital américain, s'est considérablement accru en Allemagne

depuis le début de l'occupation. La dis-solution des cartels a été utilisée par les magnats étrangers pour acquérir des actions allemandes sur une vaste échelle. La continuation de la stagnation économique risquerait par conséquent maintenant de tarir des sources de profits pour les puissances capitalistes d'occupation elles-mêmes, L'impérialisme américain, pour cette raison, s'ef-force de relever l'industrie allemande dans des limites déterminées. C'est une des raisons principales pour lesquelles l'Allemagne occidentale a été incluse dans le Plan Marshall. L'exacerbation des contradictions internationales en Europe s'exprime aujourd'hui en premier lieu dans une lutte pour gagner le potentiel industriel allemand et le soutien de la population allemande.

8. - Dans l'application de cette politique les puissances occupantes « occidentales " se sont heurtées aux résultats désastreux de leurs propres actions passées et aux contradictions internes

de leur propre régime ;

a) Parallèlement à l'adoption d'une
politique de reconstruction en Allemagne occidentale, les impérialismes occupants ont maintenu leur politique de répara-tions ; les démantèlements se poursuivent simultanément à la reconstruction d'usines, réalisée de façon spasmodique.

b) Bien que les impérialismes occupants s'efforcent de gagner la bourgeol-sie allemande pour unifier leur front contre l'Union Soviétique, ils sont en même temps forcés de tenir compte, ne fût-ce que d'une façon toute relative, des intérêls de la bourgeoisie française, violemment opposée à une reconstruc-tion du potentiel industriel allemand. Ils doivent par conséquent manœuvrer constamment entre ces deux vieux rivaux, tous deux fortement affaiblis.

c) Le démembrement du pays exclut pratiquement le potentiel économique oriental de la reconstruction de l'Allemagne occidentale, brisant ainsi l'en-tière structure de l'économie allemande et rendant extremement difficile toute réforme monétaire sérieuse, sans laquelle une reconstruction capitaliste, même limitée, est impossible.

d) Tant que la responsabilité des affaires économiques ne sera pas remise fût-ce partiellemen!, entre les mains de la classe capitaliste allemande, celle-ci ne peut pas recréer des conditions de production rentables. Pareille rentabilité n'est pourtant pas possible à la longue sans la restauration des marchés étrangers allemands que les puissances d'occupation impérialistes on conquis et qu'ils ne sont nullement prêts à abandonner.

e) La menace d'une nouvelle guerre freine considérablement de nouveaux investissements sur une grande échelle, autant de la part du capital allemand que de la part du capital étranger.

f) Les destructions, les démantèlemen's et la surexploitation des ressources matérielles et de la main-d'œuvre ont créé une situation dans laquelle de très forts subsides permanents sont nécessaires pour permettre une reconstruction effective, même limitée. Les puissances impérialistes occupantes n'ont élé prêtes, jusqu'à maintenant qu'a accorder de maigres aumônes qui, tout en évitant un effondrement total, ne suffisent nullement à assurer une reconstruction véritable.

OUATRIEME

Il s'ensuit que la reconstruction éco-nomique de l'Allemagne occidentale restera dans des limites très étroites et ne surmontera que très lentement l'état actuel de désagrégation sociale.

9. - La politique d'occupation de la bureaucratie soviétique est déterminée par ses énormes besoins en outillage industriel pour son propre pays ; par son désir de gagner un « glacis » pro-tecleur dans l'éventualité d'un nouveau conflit armé ; par sa volonté d'accorder à ses satellites des compensations et d'autres avantages matériels. Elle s'exprime donc de la manière suivante :

a) Extorsion la plus grande possible de marchandises de sa zône d'occupation et ce sous des formes différenles : démantèlements d'usines et de voies ferrées (particulièrement au débul) ; création de « sociétés soviétiques par actions », quand les démante-lements s'avérèrent trop peu rentables; réparations prises sur la production cou-rante (aliani jusqu'à 90 % de la pro-duction dans certains secteurs industriels déterminés).

b) Domination de toutes les positionsclefs de l'Etat et de l'économie par des staliniens allemands. Pour y parvenir, I'U.R.S.S. a dù détruire définitivement la classe des Junkers et affaiblir la bourgeoisie par les nationalisations de certains secteurs (« Volkseigene Betriebe ")

c) Proposition de rétablissement de l'unité allemande et propagande en sa faveur, ceci devant, dans l'esprit du Kremlin, lui permettre d'étendre son contrôle économ'que et politique sur l'ensemble de l'Allemagne, et au travers d'un contrôle éventuel sur l'économie de la Ruhr, permettre son intervention dans toute l'économie de l'Europe occidentale.

10. - Les conditions économiques dans la zone d'occupation russe sont fortement différentes de celles de l'Allemagne occidentale. L'appauvrissement de celle zone est beaucoup plus avancé, surtout en résultat de la politique de pillage de la bureaucratie soviétique. Par contre, ce qui subsiste du potentiel économique est utilisé beaucoup plus complètement, mais cette exploitation dévore continuellement la substance de l'économie, aucune livraison sérieuse de machines ou de malières premières ne venant compenser le flux ininterrompu de réparations qui prend le chemin de la Russie. Il ne sera probablement guère remédié de façon sérieuse à cet épuisement des ressources, car la bureaucratie, soviétique considère, sa zone d'occupation en Allemagne uniquement comme un « glacis » et n'a pas les

moyens de lui fournir l'outillage nécessaire à une reconstruction industrielle.

11. - La production continue à s'effectuer en Allemagne sur une base capitaliste. Ni la dissolution de certains trusts ni les nationalisations en Allemagne occidentale ni en Allemagne orientale, ni la réforme agraire, ne modifient le caractère bourgeois du mode de production. L'anarchie de la production est plus grande que jamais dans les deux parties du pays et est encore accentuée par certains phénomènes de décomposition du marché capitaliste (développement du troc). Comme auparavant, la production se fait exclusivement pour le prôfit. C'est précisé-ment parce que les conditions actuelles ne rendent pas la production profilable, que la bourgeoisie allemande maintient production dans des limites très étroites.

Le seul facteur décisif nouveau, c'est que la classe capitaliste allemande n'est plus, comme elle l'était sous Hitler, le maître incontesté de l'économie du pays. Les vrais maîtres de l'Allemagne sont aujourd'hui les puissances d'occupation, en dernière analyse l'impérialisme américain d'une part et la bureaucralie so-viétique de l'autre.

12. - La conséquence principale de la défaite totale de la bourgeoisie allemande dans la seconde guerre impéria-liste a été l'effondrement complet de son appareil d'Etat fasciste. La capilulation sans condition n'a été rien d'autre qu'une reconnaissance de la part de la bourgeoisie allemande du fait que la production capitaliste ne restait possible que sous la protection des forces d'occupation. Mais après une brève période pendant laquelle l'appareil militaire des puissances occupantes a constitué le seul appareil d'Etat en Allemagne, ces puissances elles-mêmes ont lentement reconstruit la machine étatique allemande dans leurs zones respectives. Tandis que la bureaucratie soviétique conflait de plus en plus toute l'admi-nistration politique et militaire de sa zone au S.E.D., les puissances capitalistes d'occupation se sont orientées vers la constitution d'un gouvernement « trizonal », au moyen duquel la bourgeoisie allemande pourrait prendre soin de ses propres affaires. Cette bourgeoisie qui, au début, accepta sans réserve le démembrement et le pillage du pays et se soumit entièrement aux impérialismes occidentaux, s'efforce de plus en plus d'exploiter habilement les antagonismes internationaux pour arriver à une association plus profitable avec les puissances impérialistes. Tous ses espoirs continuent à résider essentiellement dans une nouvelle guerre, dont seule la préparation directe donnerait à la bourgeoisle allemande l'occasion de jouer, à nouveau, un rôle relativement indépendant. 13. - La survivance de la bourgeoi-

sie allemande en tant que classe et la graduelle restauration de sa force économique et politique, n'ont été possi-

bles que par le fait qu'au moment de l'effondrement du régime nazi, les forces organisées du prolétariat ont fait défaut. Seules ces forces auraient pu transformer la défaite militaire en un coup mortel contre le capitalisme et mettre fin au chaos social en libérant les énormes énergies créatrices des masses allemandes pour la construction d'une société socialiste. Là où ces forces avaient commencé à se développer sous une forme rudimentaire, elles ont été impitoyablement écrasées par les puissances occupantes ou brisées indirectement par leur incorporation dans l'appareil d'Etat bourgeois. On a empêché le mouvement ouvrier renaissant de développer sa propre vie politique et organisationnelle jusqu'au moment où les puissances d'occupation ont été certaines que sa direction remplirait tout rôle de valet que la dictature militaire exigerait de sa part. Scules les organi-sations ouvrières qui acceptèrent de droit et de fait l'occupation et le morcellement du pays, et qui basèrent leur activité sur la thèse de la « culpabilité collective » du peuple allemand reçu-rent l'autorisation de fonctionner légalement. Même dans ces conditions, elles continuent à fonctionner sous le contrôle sévère des puissances d'occupation.

Douze années de dictature fasciste, la guerre totale accompagnée de la destruction et de la défaite totale, l'absence d'une intervention active au moment de la chute du fascisme ont marqué l'état d'esprit du prolétariat. La détresse sociale de la classe ouvrière en Allemagne, qui a atteint des pro-portions jusqu'alors inconnues, pousse celle-ci à des protestations de forme variée - bas rendement, absentéisme, grèves et manifestations de masse. Toutes ces manifestations de la lutte de classe subissent pourtant l'empreinte d'une misère et d'une barbarie désespérée aussi longtemps que les conditions actuelles dureront.

Le bas niveau actuel de la lutte de classe peut être expliqué par les facteurs suivants :

- a) Dans les conditions économiques actuelles l'ouvrier ne peut reproduire même partiellement la force de travail dépensée dans le processus e production. Cela entraîne chez lui des réactions individuelles : absentéisme, marché noir, vol. etc.
- b) L'énorme intimidation exercée par l'appareil d'occupation et l'absence d'encouragement du mouvement ouvrier des autres pays, particulièrement des pays occupants sous la forme de manifestations concrètes d'internationalisme prolétarien.
- c) Par-dessus tout, le mouvement ouvrier est freiné et brimé par suite du démembrement de l'Allemagne, et du manque d'unité nationale causé par l'ocoupation ,et de l'impossibilité objective d'unifier à l'échelle nationale la lutte de classe, étant donnés les rapports de force actuels. Toute la vie politique du

pays est dominée par les puissances occupantes.

14) Les directions des organisations politiques et syndicales traditionnelles de la classe ouvrière allemande sont intimement liées aux intérêts des oppresseurs des masses laborieuses. Leur passé politique montre que ces directives ne sont ni désireuses ni capables de diriger la lutte du prolétariat vers le socialisme.

Les noyaux dirigeants des partis sta-liniens en Allemagne (S.E.D. à l'Est, K.P.D. à l'Ouest) ne sont rien d'autre que des instruments de la bureaucratie soviétique.

a) Le S.E.D. fut entièrement construit par les autorités militaires soviétiques en 1945, avec l'aide de staliniens allemands revenant de l'émigration. Les anciens communistes restés dans le pays et ayant conservé une conception internationaliste devinrent passifs ou s'adaptèrent aux staliniens revenus de l'émigration. Dans l'exercice du pouvoir, le S.E.D. s'est avéré être un agent complet du Haut Commandement russe dont il exécute les ordres. La colonne vertébrale du parti est formée d'un grand nombre d'éléments dépendant de l'appareil politique et économique des administrations. Ces éléments constituent sa principale base sociale. Le S.E.D. rencontre une hostilité de la bourgeoi-sie et du prolétariat — quoique de na-ture différente — dans la zone d'occupation soviétique,

b) Le P.C. allemand a pour base une couche plus limitée de la classe ou-vrière qu'avant 1933, les méthodes d'occupation soviétique étant trop bien connues en Allemagne occidentale.

Pourtant, étant donné que le K.P.D. est le seul parti qui s'oppose de plus en plus aux puissances d'occupation occidentales et à la bourgeoisie alle-mande, il cristallise, dans une certaine mesure, la combativité des masses. En même temps il jouit encore du prestige de sa politique de lutte de classe des anciens temps. Mais son noyau dirigeant - ainsi que celui du S.E.D. obéit exclusivement aux ordres du Kremlin. Pour les dirigeants du K.P.D., appuyer ou non les revendications ouvrières est uniquement une question de tactique politique dont les intérêts de la bureaucratie soviétique sont le seul facteur déterminant.

15) Dès le début, les dirigeants de la social-démocratie allemande se sont inclinés devant les ordres des puissances occupantes. Sous prétexte de racheter le passé, la social-démocratie a fait tout ce qui était en son pouvoir pour briser la volonté des ouvriers de résister aux actions des autorités militaires. Elle a canalisé le méconteniement des masses avec des phrases et des institutions démocratiques. Elle se base essentiellement sur les intérêts de l'impérialisme britannique qui l'entraîne - quoique avec hésitation - sous l'influence de la puissance américaine dominante. En

même temps, alle représente certains intérêts de la bourgeoisie allemande visà-vis des puissances d'occupation. Cette apparence d'indépendance lui permet de devenir le centre de ralliement de différentes couches mécontentes. La social-démocratie concentre ses principales attaques sur l'Union Soviétique, préparant ainsi les masses idéologiquement à la guerre. La politique réaction-naire de la bureaucratie soviétique, dont les conséquences sont particulièrement désastreuses en Allemagne, renforce l'influence de la direction socialdémocrate même parmi les couches de la classe ouvrière allemande qui sont opposées à sa politique quotidienne.

16) Dans la zone occidentale, les syndicats qui collaborent étroitement avec la social-démocratie sont de véritables organisations de masse de la classe ouvrière. Alors que la direction syndicale cherche à devenir un facteur d'équilibre sur le marché du travail, à la base, parmi les masses, s'accumule un mécontentement inarticulé croissant sous la pression des conditions sociales. Les points de concentration de ce mécontentement et des conflits sociaux qui en résultent sont de plus en plus les conseils d'usine qui sont soumis au earcan de la loi bourgeoise. Ces conseils d'usine ont été très largement les directions des grandes grèves dans la Ruhr et dans d'autres régions de l'Allemagne occidentale.

17) Les lois du développement combiné du déclin capitaliste trouvent aujourd'hui leur plus pure expression en Allemagne, Alors que l'économie a gardé sa structure hautement capitaliste et ne peut être reconstruite que sur une base socialiste, les masses doivent en même temps à nouveau lutter pour leurs droits démocratiques les plus élémentaires et pour leurs besoins vitaux les plus pri-

La lutte pour ces intérêts élémentai-res des masses allemandes et pour une réelle reconstruction socialiste du pays se heurte aujourd'hui à chaque pas à l'obstacle des barrières d'oppression nationale dressées par l'occupation et le démembrement du pays. La tâche de l'avant-garde révolutionnaire est donc de combiner les efforts pour surmonter ces barrières à l'accomplissement du rôle historique du prolétariat. Les pro-blèmes découlant de ce développement combiné ne peuvent être résolus que par la prise révolutionnaire du pouvoir par la classe ouvrière et par l'établissement de la démocratie prolétarienne.

Mais la classe ouvrière allemande, comme celle de tout autre pays, sera incapable de résoudre cette question seulement à l'échelle nationale. La reconstruction rapide de l'économie allemande dépend aujourd'hui en premier lieu de l'aide active des ouvriers d'Europe. D'autre part, seule une planification socialiste de l'économie allemande peut assurer aux ouvriers européens une pleine utilisation du potentiel économique allemand, sans laquelle l'éco-

nomie européenne est condamnée à une stagnation continuelle. Une Allemagne socialiste est indispensable à une planification socialiste de l'économie européenne, tout comme la victoire révolutionnaire des ouvriers européens est indispensable à la solution des problèmes les plus urgents qui se posent au-jourd'hui à la classe ouvrière allemande.

18) Alors que les besoins quotidiens des masses constituent le point de départ d'une activité révolutionnaire, celle-ci doit par-dessus tout s'efforcer d'élargir l'horizon des masses au delà des limites de l'atelier et de l'usine, vers les problèmes politiques fonda-

a) Les conditions catastrophiques de vie des masses forcent aujourd'hul l'avant-garde révolutionnaire à poser les revendications les plus primitives (paiement en nature, ravitaillement, habillement etc.).

b) Cette lutte ne peut être menée victorieusement sur une large échelle que si les différences corporatives et géographiques sont surmontées afin d'élever et de politiser de façon systématique la conscience de classe. Il est donc nécessaire de lier constamment les revendications élémentaires aux mots d'ordre démocratiques généraux : abolition de la consure, libertés démocratiques illimitées, élections libres et secrètes, assemblée constituante, etc...

c) Chaque luite concernant les problèmes quotidiens et les libertés démocratiques entre en conflit direct avec l'appareil de répression des occupants et se heurte à la question de l'unité politique et économique du pays. Elle constitue donc un pas en avant dans la lutte con're l'oppression. L'avant-garde révolutionnaire doit concrétiser cette lutte par sa propagande pour l'évacuation de l'Allemagne, pour la restauration de l'unité allemande et pour la cessation immédiate de toutes les réparations chaque fois que la classe ouvrière luite pour ses revendications quotidiennes. La lutte directe pour ces objectifs se montrera être une tache inévitable dès que le mouvement de masse atteindra un certain niveau. De cette façon la classe ouvrière doit fournir une direction révolutionnaire à toutes les cou-ches opprimées de la société qu'elle ralliera en adoptant une position ferme contre toutes les formes d'oppression nationale dans tous les aspects de la vie sociale.

d) Le problème central, non seulement pour la classe ouvrière allemande, mais pour toute la population, est la question de la reconstruction. Les plans de reconstruction » tant des puissances occupantes que des autorités allemandes visent à placer tout le fardeau de la débacle sur le dos des cou-ches travailleuses, tout en perpétuant en même temps le bas niveau misérable de l'économie allemande. Afin de combattre lous ces plans, l'avant-garde révolutionnaire doit lutter pour un plan concret de reconstruction dans le cadre

d'une économie socialiste planifiée sous contrôle ouvrier. Elle oppose à « l'aide » de l'impérialisme américain, la nécessité de sa coopération avec la classe ouvrière

d'Europe et du Monde.

e) Se distinguant de tous les partis actuels en Allemagne qui se basent ouvertement sur la perspective d'une pro-chaîne guerre et n'envisagent la possibilité d'une unification de l'Allemagne qu'à travers une nouvelle guerre, l'avant-garde révolutionnaire doit dénoncer une autre guerre comme la destruction définitive du pays et mobiliser les ouvriers pour la lutte confre la

19) Les intérêts impérialistes étant entremêlés, la révolution prolétarienne ne peut être victorieuse dans un seul pays sans l'aide et le soulien actif de luttes révolutionnaires dans plusieurs pays. Bien que le point de départ doive se trouver dans chaque pays, la victoire dépend d'une coordination réussie d'actions à l'échelle internationale. Pour la classe ouvrière allemande, le problème est essentiellement de lier sa lutte pour la libération sociale et nationale aux luttes des prolétaires des pays occupant l'Allemagne. La lutte pour la libération nationale ne peut pas et ne doit pas être menée sous des mots d'ordre nationa-listes et chauvins, comme les organisations staliniennes le font aujourd'hui en Allemagne. Cette lutte doit être menée comme élant une partie de la lutte de classe internationale. Pour ses propres intérêts immédials, la classe ouvrière des pays occupent l'Allemagne ne peut rester indifférente à la question de savoir si et comment le prolétariat alle-mand est opprimé. Sa propre situation

économique et politique ne peut manquer d'être influencée par la dépression du standard de vie de la classe ouvrière allemande ainsi que par l'intensification eroissante de son exploitation et de son oppression. Un prolétariat appauvri éco-nomiquement et privé de droits polltiques en Allemagne constitue un facteur constant de dépression du standard de vie des ouvriers des autres pays. 20) Les capitalistes allemands cher-

chent à exploiter le désir d'unité nationale. Ils commencent dès aujourd'hui leur opposition aux puissances occupantes. Ils le font en pensant qu'on peut encore exclure le prolétariat allemand comme un facteur indépendant. Leur lutie n'est menée que pour obtenir une part plus grande dans l'exploitation du prolétariat allemand. Mais dès que la ciasse ouvrière active menacera ses projets, elle renoncera à toutes les libertés nationales et constituera un front commun avec les impérialismes étrangers. En dernière analyse, les ouvriers allemands sont donc menacés par une coalition des forces de leurs exploiteurs et de leurs oppresseurs. Il est nécessaire de former un nouveau parti révolutionnaire dont le seul critère est l'intérêt du prolétariat en tant que guide de toute l'humanité, et animé par la conscience qu'il représente un anneau dans la chaîne du développement historique de la lutte socialiste qui mène, malgré l'oppression, la terreur et la trahison, à la réalisation de la victoire de la classe ouvrière. Ce parti trouve ses fondations dans les cadres de la IVe Internationale, dont les organisations mènent dans chaque pays une lutte infatigable contre l'oppression et la mise en esclavage.

#### Résolution

## Sur la réorganisation de la section allemande

1. En 1933, le Comité à l'Etranger (A.K.) des Communistes Internationalistes d'Allemagne (I.K.D.) fut reconnu comme constituant la direction officielle de la section allemande de la IVº Internationale. En avril 1946, la Conférence Internationale chargea le C.E.I. de réorganiser la section allemande, en collaboration avec l'A.K. de l'I.K.D. Ce dernier n'a pas répondu aux demandes réitérées du S.I. à ce sujet. Entre temps, les camarades de l'I.K.D. en Allemagne ont effectué leur regroupement organisationnel avec l'aide du S.I. et du C.E.I. C'est pourquoi, le Congrès Mondial reconnaît provisoirement les camarades inclus dans ce regroupement comme la section allemande de la IVe Internationale. Il reconnaît en outre à l'heure actuelle la direction nationale provisoire élue par la première Conférence nationale, comme étant la seule direction politique et organisationnelle provisoire de la section allemande. Après première Conférence nationale de l'I.K.D., le Comité Exécutif International reconnaîtra définitivement la section allemande.

- 2. Tous les camarades qui acceptent la discipline politique de l'Internationale et de ses organes dirigeants et qui travaillent sous la discipline de la direction nationale, soit directement en Allemagne soit dans l'émigration, et qui sont prets à collaborer activement à la construction de la section allemande, sont membres de la section allemande. Jusqu'à la prochaine Conférence Nationale, la Commission allemande du S. I. est chargée de coordonner le travail des camarades dans l'émigration avec celui des camarades en Allemagne.
- 3. Jusqu'à la création de conditions garantissant l'activité quotidienne de la direction nationale unifiée, la direction

nationale qui est la direction centrale, sera constituée par deux bureaux politiques - l'un dans la zone orientale et l'autre dans la zone occidentale.

4. L'I.K.D. convoquera sa Conférence nationale avant... Après l'élection d'une direction nationale, celle-cl assumera la responsabilité de l'ensemble du travail. Les camarades à l'étranger doi-vent, en relation avec la Commission aliemande du S.I., faire tous les efforts possibles pour envoyer une délégation à cette Conférence nationale.

5. Un membre de l'émigration sera élu comme membre ordinaire de la direction nationale. Il devra, dans la mesure du possible assister aux séances de la direction nationale. Ses fonctions seront définies par la Conférence na-

6. L'organe de la section allemande de la IV Internationale paraîtra provisoirement à l'étranger. Jusqu'au moment où la direction nationale sera en mesure de nommer pour cet organe un comité de rédaction permanent et régu-lièrement constitué, la rédaction est confiée à 5 membres (trois en Allemagne et deux à l'étranger) qui seront désignés par le C. E. I. et dont la no-mination sera confirmée par la prochaine Conférence nationale. Le Comité de rédaction est placé sous le contrôle du

Le journal sera un organe de propagande et aura pour tâche de faire connaîre à l'avant-garde de la classe ouvrière allemande la ligne politique et l'analyse de l'Internationale sur les questions importantes de la politique allemande et mondiale, tant de la période actuelle que du passé. Il servira en même temps à l'éducation des ca-marades allemands. Dans les questions sur lesquelles le Congrès Mondial n'a pas pris position, cet organe exprimera les opinions politiques de la direction

Les organes allemands existants seront transformés en publications locales et spéciales.

7. Etant donné les conditions existant en Allemagne, la construction de l'organisation allemande ne peut s'effectuer qu'illégalement. L'organisation allemande dolt cependant tenir compte de la différence qu'il y a entre la situation illégale dans la période du fascisme et les conditions actuelles de l'illégalité. afin de ne pas se figer organisation-nellement, et partant aussi politique-ment, dans le sectarisme. La situation qui règne dans la zone occidentale y rend possible certaines formes d'activité semi-légales, telles que travail de fraction dans les partis ouvriers et les organisations de jeunes, constilution d'une alle gauche organisée dans les syndicats, organisation de cercles de discussion sur une base politique assez large, pénétration dans les organisations centristes. Toutes ces possibilités doivent être examinées de très près et largement utilisées.

8. Le point principel du travail en Allemagne consiste actuellement en la création de solides cadres politiques et organisationnels de la IV° Internatio-nale. Ce but sera atteint si les camarades en Allemagne parviennent à combler en un temps relativement court les lacunes idéologiques produites par l'isolement de la vie politique sous le faseisme, en clarifiant les principaux problèmes politiques nouveaux et en participant intensivement aux discussions internationales, tout en éduquant à fond tous les éléments nouveaux venus au mouvement

9. Cette clarification idéologique doit aller de pair avec la participation active à tous les mouvements qui expriment les aspirations révolutionnaires contre les puissants du jour. Par la propa-gande, par l'agitation et dans l'action, les camarades de l'I.K.D. et l'I.K.D. elle-même en tant qu'organisation, doivent lutter pour la direction de ces mouvements dans tous les domaines de la vie sociale.

#### Résolution

## Sur le Comité à l'Etranger des Communistes Internationalistes allemands (A. K. de L'I. K. D.)

1. L'A'.K. de l'I.K.D., dont les positions politiques avaient été condamnées comme révisionnistes par la Conférence Internationale d'avril 1946, avait été invité par cette même Conférence à collaborer avec le C.E.I. et le S.I. en vue de réorganiser la section allemande en Allemagne même.

2. Immédiatement après cette Con-férence, l'A.K. de l'I.K.D. a publiquement déclaré ne pas reconnaître l'au-torité du C.E.I. et du S.I. élus à la Conférence et qu'il se comporterait en-

vers toutes ses recommandations et directives en partant de cette considération. Toutes les lettres envoyées par le S.I. à l'A.K. de l'I.K.D. en vue de faire participer les membres de l'A.K. au travail international en Allemagne sont restées sans réponse.

3. Néanmoins, le C.E.I. d'octobre 1946, voulant donner à l'A.K. de l'I.K.D. une chance de défendre ses points de vue dans la discussion internationale préparatoire au Congrès Mondial, invita l'A.K. de l'I.K.D. à participer à cette

b) Acceptation de l'orientation définie ol-dessus pour le regroupement révolutionnaire.

c) Travail sous la direction et le contrôle direct du S.I.

d) Abstention rigoureuse de toute attaque publique contre le P.C.I. et sa direction et retractation des attaques

publiques qui ont déjà eu lieu.

6. — Les exclus qui accepteront ces conditions pourront, après une période

sions politiques et organisationnelles du d'essai de 3 mois, demander leur réin-congrès Mondial. d'essai de 3 mois, demander leur réin-tégration dans le P.C.I. et l'Internationale. Le Cougrès leur garantira dans ces conditions l'exercice de tous leurs droits de membres dans le P.C.I. et leur participation de plein droit au Vº Con-

grès du Parti.
Si par contre ces conditions sont rejetées, le Congrès confirme définitivement l'exclusion prononcée par le C.C. du P.C.I. et rejette toute proposition de compromis organisationnel sans principes politiques.

## Le Parti Ouvrier Communiste (Italie) et la IV<sup>e</sup> Internationale

(Rapport présenté au Congrès Mondial)

Le trotskysme italien trouve ses origines historiques dans la Nouvelle Op-position Italienne qui s'est constituée dans le Parti Communiste Italien en 1930 quand des dirigeants du parti, dont Blasco, rompirent avec le Comintern. Ce groupe de la Nouvelle Opposi-tion italienne ne prit jamais une forme organisée stable. Il édita pendant un certain temps un bulletin et un journal, mais bien ot il dut cesser toute activité publique. A la veille de la guerre, il était arrivé à un état de décomposition complète. Les militants qui continuaient à être actifs l'étaient dans le cadre de

l'organisation française.

Après l'entrée en guerre de l'Italie et l'occupation de la France, quelquesuns de ces éléments furent déportés ou renvoyés en Italie où ils furent tous emprisonnés et envoyés en déportation dans les îles. Entre temps, le camarade Blasco, emprisonné à Marseille, fut libéré par une attaque de partisans sur la prison, puis tué dans des conditions qui n'ont jamais été éclaircies. On admet généralement que les staliniens l'ont exécuté.

Sur les lieux de déportation les quelques cadres trotskystes dirigés par le camarade Fosco, constituaient un petit novau qui devait servir de novau

central pour une organisation trotskyste. Dès leur libération et leur retour sur la péninsule, ils commencèrent une activité politique dans des conditions alors très favorables à la constitution de groupes d'opposition en dehors des grands partis ouvriers. Mais leur actitivité fut entravée par le fait que le Nord de l'Italie resta occupé et qu'une fois libérés ils ne purent se regrouper qu'en plusieurs étapes. Dans le sud de l'Italie, dès septembre 1943, les élé-ment oppositionnels des partis tradi-tionnels avaient constitué une organisation qui tendait à devenir le point de rassemblement des éléments les plus radicaux. Les camarades dirigés par Fosco, groupés à Naples, commirent alors une première erreur en n'entrant pas dans cette organisation et en ayant pas dans cette organisation et en ayant un développement en réalité étranger à celui de l'avant-garde révolutionnaire de cette partie du pays.

Renforcé par plus eurs membres des armées d'occupation qui étaient des mi-

litants trotskystes dans leur pays, le groupe de Fosco prit contact avec un groupe communiste d'opposition dans les Pouilles, dirigé par le camarade Mangano, C'est du contact et de la fusion de ces deux groupes qu'est né le

#### QU'ETAIT LA FEDERATION DES POUILLES ?

La Fédération des Pouilles était une partie de l'opposition de gauche ita-lienne (Sinistra Italiana), qui s'était constituée en 1926 au Congrès de Lyon du Parti Communiste Italien, mais qui, en réalité, avait gardé la physionomie politique de la tendance de Bordiga des la naissance du P.C. (plateforme de Rome) et même avant, dans le vieux parti socialiste italien.

Les divergences entre la Gauche ita-lienne de Bordiga et l'Opposition de Gauche Internationale apparurent dès 1928-29. Elles firent l'objet alors, d'une ample correspondance entre le camara-de Trotsky et les représentants à l'é-tranger de cette Gauche communiste, et amenèrent une rupture à la Conférence de Copenhague de l'Opposition de Gauche (1932). Elles portaient sur-

tout sur l'appréciation des partis se réclamant de la classe ouvrière, sur la tactique du Front Unique et du Gouvernement Ouvrier et Paysan, sur l'utilisation des mots d'ordre démocra-tiques et sur la stratégie léniniste dans la question nationale et coloniale. Ces divergences peuvent être résumées ainsi : les bordiguistes ne reconnaissent que les décisions du premier et du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste et considèrent l'Internationale comme ayant dégénéré à partir du troisième Congrès.

A ces divergences initiales s'ajoutè-rent ensuite des divergences plus fondamentales encore sur l'appréciation de la nature de l'U.R.S.S. et du stalinisme, sur l'appréciation de l'époque dans laquelle nous vivons, sur l'appréciation de la nature du Parti de classe, reje-tant la conception du centralisme démocratique pour celle du centralisme organique.

La vieille Fédération des Pouilles du Parti Communiste Italien était en majorité partisane de la tendance de Bordiga dans ce parti. Quand les relations furent coupées, en raison de la dicta-ture fasciste, elle suivit sa propre orientation qui était parallèle à celle des bor-diguistes à l'étranger. Cependant, dès la chute du fascisme, les camarades de la Fédération des Pouilles, tout en maintenant en entier la vieille plateforme de la Sinistra Italiana, se déclarèrent parlisans d'une IVe Internationale. Ils ignoraient d'ailleurs l'existence effective de la IV° Internationale. Le camarade Fosco entamalt des pourparlers avec eux et réalisait rapidement une fusion entre les deux organisations. Cette fusion fut réalisée sans discussion et sans accord préalables entre les deux groupes, sur la porlée et la signi-fication de l'adhésion du nouveau parti à la IVe Internationale.

Les camarades de la Fédération des Pouilles, en effet, étaient de l'avis que la IV° Internationale n'était qu'une or-ganisation en puissance qui n'avait pas encore le droif d'imposer une discipline politique aux d'fférents partis se récla-mant d'elle. Cette position perça d'ailleurs dans la première lettre adressée par eux au Secrétariat International, dans laquelle le P.O.C. demandait son adhésion à la IVe Internationale. Cette position fut rectifiée lors d'un Comité Central ultérieur du P.O.C. qui suivit de quelques mois l'envoi de la première leftre et qui, en réponse à une lettre du S.I., prit la position tradition-nelle du mouvement trotskyste. A cette réunion, cependant, le camarade Man-gano ni aucun autre camarade de la Fédération des Pouilles n'était présent. Cette équivoque initiale a continué à peser sur les rapports entre le P.O.C. et l'Internationale du début jusqu'à ce

#### LA RECONNAISSANCE DU P. O. C. COMME SECTION DE LA IVO INTERNATIONALE

Lorsque le S.I., établi à ce moment-là sur le continent américain, reçut la demande d'adhésion et de reconnaissance officielle de la part des camarades du P.O.C., il étail encore coupé de la plupart des sections d'Europe continentale, ainsi que de presque tous les camarades responsables du mouvement trotskyste en Europe qui auraient pu lui fournir des informations directes au sujet de l'état réel des différents cou-rants du mouvement ouvrier de gauche italien. Il dut juger presque exclusivement d'après les informations trans-mises par le camarade Fosco, informations en partie inexactes, en partie incomplètes, Fosco voulant obtenir aussi vite que possible la reconnaissance officielle du nouveau parti, reconnaissance sur laquelle il désirait précisément s'appuyer dans ses rapports avec la Fédération des Pouilles et pour le développement même du P.O.C. dans les régions du Nord où il désirait affronter plus tard les bordiguistes comme section officielle de l'Internationale. Sur la base d'informations incomplè-

tes le S.I. hésita à accorder la recon-naissance du P.O.C. Il demanda d'abord des précisions quant à la ligne poli-tique de la nouvelle organisation et quant à sa conception précise sur la

signification de son adhésion à la IVe Internationale. Mais une très forte pression fut exercée sur lui par la tendance minoritaire du parti Néo-Zélandais et par d'autres sections d'outremer qui crièrent au scandale et accu-sèrent le S.I. de saboter pour des rai-sons de tendance l'extension et l'influence de notre mouvement vers de

nouveaux partis. On peut dire aujourd'hui que le S.L. a commis à ce moment-là une très gra-ve erreur en cédant à cette pression et en se laissant entraîner dans une reconnaissance tout à fait prématurée d'une organisation dont il ne connaissait ni l'exacte composition ni la véritable orientation politique de la majorité des membres. La fusion sans principes réalisée par le camarade Fosco a eu pour consequence d'introduire dans l'Inter-nationale un groupe compact de mili-tants en désaccord fondamental avec tout son programme. La reconnaissance officielle du nouveau parti par le S.I. a eu pour conséquence de créer le cadre formel dans lequel ce groupe de militants put s'emparer du drapeau de la IVe Internationale dans ce pays et défendre sous ce drapeau une politique fondamentalement étrangère à la politique du mouvement trofskyste.

discussion et au Congrès. Le C.E.I. de mars 1947 alla même jusqu'à confirmer ces invitations, bien que l'A.K. de l'I.K.D. eult refusé par avance la disci-pline du Congrès Mondial.

3. Depuis ces décisions, et malgré l'envoi systématique à l'A.K. de l'I.K.D. de toutes les lettres et circulaires d'invitations envoyées aux sections régulières de l'Internationale, l'A.K. a com-plètement manqué d'y répondre, d'exprimer ses vues au sujet du Congrès ou d'y envoyer un délégué ou une lettre. La seule participalion à la discussion internationale fut l'envoi d'un long do-cument vieux de deux ans que le S.I. a publié en français et en anglais. Ce meme document confirme que « l'A.K. continuera à ignorer souverainement les C.E.I., S.I. avec leur discipline, etc. » 5. Pendant cette même période, l'A.K.

de l'I.K.D. a continuellement développé une activité publique en dehors du contrôle de l'Internationale ou sans même en informer sa direction. Cette activité publique était et est entièrement opposée à l'orientation politique de l'Internationale. Elle comporte en même temps des attaques publiques constantes contre l'Internationale, son pro-

gramme, sa politique et sa direction. L'A.K. de l'I.K.D. collabora jadis aveo le Workers' Party dans un comité fantôme « pour la IV° Internationale », qui s'efforça en vain de désagréger et de détruire notre organisation interna-tionale. Après l'échec de ces efforts, l'A.K. de l'I.K.D. n'a jamais cessé de travailler au moyen de méthodes fractionnelles secrètes et déloyales pour la désagrégation de différentes sections de l'Internationale et de son organisation mondiale.

6. Tirant le bilan de cette expérience, le Congrès Mondial déclare que l'A.K. n'a plus aucun droit de parler au nom de IM.K.D. En tant qu'organisme reconnu par l'Internationale, l'A.K. est déclaré dissous. Ses imembres à titre individuel ne peuvent rester dans l'Internationale que s'ils se soumettent à la discipline de la nouvelle direction allemande ou de la direction d'une autre section et s'ils appliquent dans leurs publications ouvertes la l'gne politique adoptée par le Congrès Mondial. Dans ce cas, ils continueront à jouir des mêmes droits dont ont pu pleinement jouir jusqu'à aujourd'hui toutes les tendances minoritaires de l'Internationale.

## RÉSOLUTION SUR L'AMÉRIQUE LATINE

Le Congrès Mondial charge le Se-orétariat International, en collaboration avec les camerades délégués de l'Amérique latine, d'élaborer immédiatement après le Congrès, sur la base des rapports faits au Congrès, un texte d'orientation politique générale pour l'Amérique latine.

Ce texte, accompagné des amendements éventuels présentés par certains des camarades délégués de l'Amérique latine, servira à l'ouverture d'une dis-oussion, entre toutes les organisations de l'Amérique latine se réclamant de la IVe Internationale, au moyen d'un Bulletin Intérieur et d'une revue.

Cette discussion servira à préparer la

convocation, dans le plus bref délai possible, d'une Conférence latino-amériposible, d'une conference latino-ameri-caine, qui adoptera des thèses défini-tives sur la situation et l'orientation de notre travail dans cette région et qui élira un sous-secrétariat latino-américain travaillant sous le contrôle du Secrétariat International.

Le Secrétariat International est chargé de lancer un appel, au nom du Congrès Mondial, à toutes les organisa-tions se réclamant de la IV. Internationale en Amérique latine, en vue de réaliser dans chaque pays leur unification dans une seule section de la IVe Internationale, en soumettant leurs di-vergences aux décisions du Comité Exécutif International.

### AFRIQUE DU SUD

Le Congrès Mondial enregistre que le F.I.O.S.A. (Organisation de la Quatrième Internationale en Afrique du Sud) qui a pour base les positions programma-tiques de la IV Internationale a cherché à réaliser l'unité en Afrique du Sud par une fusion avec le Workers Party et n'y a pas réussi jusqu'à présent. En l'absence d'une base programmatique susceptible de justifier l'existence de deux groupes en Afrique du Sud, le Congrès Mondial charge le Comité Exé-cutif International d'établir une section unifiée en Afrique du Sud et, à cette fin, lui remet le pouvoir de désaffilier si nécessaire l'organisation qui n'appliquera pas ses décisions et de reconstituer la section sud-africaine de la IV. Internationale.

## Résolution sur les exclusions de la section française

1. - La rupture de l'ancienne direction de la section française est l'aboutissement d'une lutte de tendance prolongée et violente. Ceux qui aujourd'hui ont rompu avec le P.C.I. ont suivi de-puis deux ans une orientation politique les éloignant de plus en plus de celle de l'Internationale. Les déviations de gette tendance, caractérisées à deux reprises par le Comité Exécutif International comme des déviations opportunistes petites-bourgeoises, l'ont con-duite aujourd'hui à abandonner entièrement la perspective de construction d'un parti bolchevik-léniniste à l'étape actuelle en France, sur la base du pro-gramme de la IV° Internationale, pour y substituer la construction d'un parti centriste « correspondant à la situation objective ». C'est là la signification de leur entrée dans le R.D.R. sur la base de la défense de quelques « valeurs-

2. — Le Comité Central a prononcé l'exclusion de ces éléments après la claire manifestation de leur part d'une rupture de discipline organisationnelle et politique avec le P.C.I. :

a) Ils se sont engagés dans la voie de la construction du R.D.R. sans aucun effort de discussion sérieuse à l'intérieur de l'organisation sans aucune présentation, ni à la section française, ni à l'Internationale, d'un texte d'orientation politique motivant une décision d'une telle gravité. C'est seulement après coup qu'ils présentèrent une lettre de Demazière comme résolution politique au Comité Central.

b) Après avoir défini leur ligne et commencé à l'appliquer immédiatement, ils reçurent du Comité Central un délai de 15 jours pour revenir sur leurs po-sitions et appliquer les décisions du C.C. qui avait explicitement condamné cette orientation. Ils reçurent l'avertissement net qu'ils se mettraient en dehors du parti s'ils continuaient sur cette voie.

c) Loin d'utiliser cette chance que la direction du P.C.I. leur accordait, ils ont immédiatement après la session du C.C. adhéré en public au R.D.R. et appelé tous les militants du P.C.I. à en faire autant. Ils ont attaque publiquement et dans la presse la politique du P.C.I. et sa direction et, outre leur indiscipline, porté gravement atteinte au crédit du Parti. Pour ces raisons, le Congrès Mondial considère les exclusions comme entièrement justifiées et rejette tout appel à leur sujet.

3. - Le Congrès Mondial rejette l'argumentation des exclus concernant leur « non-reconnaissance » de la di-rection actuelle du P.C.I., élue au IV° Congrès, comme justifiant leur attitude envers les décisions du Comité Central à leur égard. La participation de leur tendance aux réunions du C.C.

qui ont suivi le IV. Congrès, îndique qui ent suivi le IV° Congrès, îndique clairement que, de facto, ils avaient accepté le respect de la discipline des organes dirigeants du parti, issus du IV° Congrès. L'absence de tout appel écrit au S.I. ou au C.E.I. qui s'est rêuni depuis lors, ainsi que le manque de toute campagne suivie dans le parti à ce sujet, confirment la même indication. L'autre part même et le tendance des D'autre part, même si la tendance des éléments exclus ne reconnaissait pas la direction issue du IV° Congrès, toute mesure organisationnelle ou politique grave de sa part aurait dù s'appliquer dans le cadre des organismes dirigeants de l'Internationale. Le fait qu'ils ont décidé et exécuté leur adhésion au R.D.R. sans consulter ni informer le S.I., sans même lui présenter une explication de leur attitude, prouve clairement que leur argumentation post-facto est purement formaliste et qu'il s'agit de leur côté effectivement d'une rupture avec la politique et l'organisation de l'Internationale et de sa section fran-

4. - Le Congrès Mondial n'exclut nullement la nécessité d'œuvrer au regroupement révolutionnaire avec des organisations qui, comme l'A.S.R., ont rompu avec les partis traîtres sur une base de classe. Il considère au contraire ce travail comme d'une importance vitale pour la section française comme pour la plupart des sections d'Europe. Mais il distingue soigneusement entre cette action et le travail de fraction opportuniste et sans principes qui, au lieu d'amener les éléments centristes vers le programme révolutionnaire. adapte celui-ci au centrisme. Il distingue en même temps entre le travail de regroupement révolutionnaire qui doit tendre à rassembler sur le programme révolutionnaire les éléments en évolution vers lui (A.S.R.), du travail entrepris par les éléments exclus qui tend à rejeter ces camarades vers la construction d'une organisation cen-triste, le R.D.R.. C'est pourquoi il con-damne explicitement la politique de construction du R.D.R. comme une tentative de liquider l'organisation trotskyste. L'entrée dans le R.D.R. n'aurait un sens que si cette organisation était déjà constituée avec une base de masse véritable et s'il s'agissait de cette facon d'amener de nouvelles couches de travailleurs radicalisées à la IVe Internationale. L'orientation des exclus par contre tend à construire le R.D.R. avec les éléments qui étaient sur le point de rejoindre notre propre mouvement. 5. — Sur la base de l'orientation

ainsi définie du regroupement révolutionnaire, le CONGRES MONDIAL donne aux exclus une dernière chance de réintégrer l'Internationale. Il pose pour cela

les conditions suivantes

a) Reconnaissance explicite des déci-

## LA PREMIERE ETAPE DANS L'EXISTENCE DU P. O. C.

La première étape dans l'existence du P.O.C. va de sa constitution au dé-but de 1944 jusqu'au C.E.I. d'Octobre 1945. Pendant toute cette période la direction du Parti fut entre les mains des camarades réellement trotskystes. La Fédération des Pouilles vivait à l'écart de la direction du parti, ne collaborait pratiquement à aucun de ses efforts pour faire sortir un organe pu-blic d'abord illégal, puis légal, et se comportait en fait comme un parti dans le parti. La direction du parti ayant à surmonter de très grandes difficultés en particulier, le fait que le P.O.C., né dans le sud du pays, se heurtait dans le nord au moment de la libération, à un parti bordiguiste déjà fortement constitué, manquant d'autre part d'ex-périence politique et organisationnelle, réussit uniquement à constituer quel-ques petits groupes de militants à Naples, à Rome et beaucoup plus tard à Milan, eut des rapports plus relachés avec des groupes isolés de camarades dans d'autres villes. Elle réussit cependant à faire sortir un journal légal à la fin de 1945, puis la mont du ca-marade Fosco en janvier 1946 dui en-leva son militant le plus agé et le plus expérimenté. Se débattant dans des difficultés toujours plus grandes, les ca-marades qui restèrent à la direction s'adressèrent à maintes reprises au S.I. sorti de la Conférence d'Avril 1946 pour demander son aide et son intervention dans l'organisation italienne. Une première visite très brève d'un re-présentant du S.I. permit de dresser cependant un plan de travail. Par la suite, le camarade Mangano fut invité à assister au C.E.I. d'Octobre 1946 et immédiatement après ce C.E.I., le S.I. proposa et fit accepter une formule de pacification à l'intérieur du P.O.C.

On pourrait acouser le S.I. d'avoir répété en 1946 l'erreur que son prédé-cesseur avait commise en 1944 : celle de ne pas comprendre l'écart programmatique entre la Fédération des Pouilles et l'Internationale et de poursuivre pour cette raison une politique

de conciliation organisationnelle sans principes, parce que basée sur un dé-saccord politique fondamental. Cependant, il faut considérer plusieurs fac-teurs qui forcèrent le S.I. à suivre ce cours pendant toute un période : 1°) Il n'avait, ni statutairement ni effectivement, la possibilité de déseffilier definitivement une section ; 2°) Il ne connaissait la politique des camarades de la Fédération des Pouilles qu'à travers quelques rares documents et ne pouvait comprendre la portée complète des divergences politiques avant d'avoir mul-tiplié les contacts directs avec eux ; 3°) Il devait suivre une politique qui permettait à l'Internationale tout entière de faire sa propre expérience avec le camarade Mangano et la politique de la Fédération des Pouilles, et ne pou-vait prendre des mesures qui seraient restées incomprises de la grande majorité des sections ; 4°) A ce moment-là, on espérait que le Congrès mondial se tiendrait à moins d'une année de distance et résoudrait définitivement la question italienne. De toute façon, l'accord que le S.I. proposait aux deux ten-dances dans le P.O.C. en 1946 avait pour but, non pas une conciliation po-litique considérée déjà à ce moment-la comme impossible, mais seulement un « modus vivendi » organisationnel per-mettant l'intégration de la Fédération des Pouilles dans le travail effectif de direction, afin de créer les conditions nécessaires à une expansion organisationnelle plus rapide. Aux termes de cet accord signé par le camarade Mangano au nom de la Fédération des Pouilles et par le camarade Bruno au nom de la direction du P.O.C., Mangano entra dans la direction du parti, transportée à Milan et s'engagea à appliquer en pu-blic la ligne politique de l'Internatio-

INTERNATIONALE

L'exécution de cet accord devait être facilitée par le S.I. en accordant à la nouvelle direction du P.O.C. un large soutien qui devait lui permettre d'orienter son travail vers le prolétariat du Nord de l'Ptalle.

## MANGANO SE SAISIT DE LA DIRECTION DU P. O. C.

Presque immédiatement après son transfert à Milan, la nouvelle direction se trouvait à nouveau devant des difficultés matérielles exceptionnelles. L'aide du S.I. arrivant irrégulièrement rendait dès le début le transfert à Milan fort précaire. D'autre part, deux camarades seulement sur les trois pré-vus se rendirent effectivement à Milan. Ensuite, d'autres camarades responsables abandonnèrent en fait le travail de direction, étant fatigués et exaspérés par ces trois années d'efforts sans résultats. Le parti se trouvant à la veille de cesser toute activité organisée, Mangano saisit l'occasion et proposa au Bureau Politique, la convocation d'une Conférence Nationale d'organisation peur régler les questions organisationnelles pendantes. Cette proposition fut adoptée. La protestation du S.I. con-tre la convocation de cette Conférence arriva trop tard pour pouvoir changer son déroulement.

A cette Conférence Nationale, tenue a Naples pendent l'hiver 1947, un nouveau Bureau Politique et un nouveau Comité Central, dont ne firent plus par-tie les anciens dirigeants de la tendance trotskyste dans le P.O.C., furent élus.

C'est cette Conférence Nationale qui marque donc le début de la nouvelle direction du P.O.C. par Mangano. La

responsabilité en incombe en partie aux camarades trotskystes mêmes qui ont cédé à un moment de découragement, Elle exprime aussi le caractère irréalisable de l'accord conclu en Octobre 1946 au S.I. En même temps, Manga-no montra clairement qu'il était prêt à considérer comme un chiffon de papier tous les accords conclus avec le S.I. ainsi que toutes les règles de fonctionnement d'une organisation bolchevik-léniniste : 1°) Il donna à la Con-férence Nationale d'organisation une orientation politique sans lui faire adopter formellement des textes, bien que cette conférence n'eut été préparée par aucune discussion préalable ; 2°) Il commença dès le lendemain de la Conférence Nationale à appliquer une ligne politique contraire à celle de l'Inter-nationale bien qu'il eut solennellement accepté la discipliné politique de l'organisation internationale. A partir de ce moment, c'est-à-dire pendant plus d'un an, le P.O.C. a suivi en Italie, sous le nom de section de la IVe Internationale, une politique fonoièrement hostile à celle de l'Internationale.

#### LA TENSION ENTRE LA DIRECTION DU P. O. C. ET LE S. I.

Dès que le S.I. fut mis au courant des changements survenus à la direction du P.O.C. par la Conférence Na-tionale, il s'inquiéta fortement de la tournure que prit l'organisation ita-

Après des protestations répétées par lettres, un délégué du S.I. arriva en Italie en élé 1947, convoqua le Comité Central et le mit longuement au courant des divergences politiques fondamentales entre la majorité du P.O.C. et la direction de l'Internationale. C'est alors seulement que le S.I. put se rendre compte de la véritable portée de ces divergences et comprit quel désastre signifiait pour l'Internationale la politique de Mangano présentée sous son drapeau. A partir de ce moment égale-ment, la direction de l'Infernationale suivit une orientation ferme dans sa pollique italienne, basée sur les trois points suivants : 1) Eclaircir devant les membres du P.O.C. et devant toute l'Internationale, la nature des divergences entre Mangano et le trotskysme. 2) Préparer une plateforme politique réellement trotskysie en Italie et com-mencer la lutte pour constituer sur sa base une tendance politique trotskyste. 3) Commencer un large travail de re-groupement en dehors du P.O.C. pour construire les bases devant servir à la formation d'un véritable parti drotskyste

Alors que le S.I. s'est effercé sans cesse depuis 1947 d'engager une diseussion politique avec la majorité du P.O.C. (résolution du C. E. I. de septembre 1947, Bulletin Intérieur Nº 17 d'août 1947; manifeste du S. I. envoyé en décembre 1947; lettre ouverte du S.I. de janvier 1948), la direction de cette organisation a tout fait pour faire dévier cette discussion sur le plan du scandale et des petites manœuvres or-genisationnelles. Elle a accusé la direction de l'Internationale de sahotage, de travail fractionnel et de manœuvres de désagrégation. Toutes ces trois accusations sont absolument sans fondement. La section italienne est une de celles qui a reçu le plus d'aide du S.I., quand Mangano la dirigeait. Loin d'or-

ganiser un travail fractionnel en Italie. le S.I. a engagé les camarades de Milan qui lui adressèrent des appels répétés et désespérés dans ce sens, dès le début de 1947, à patienter et à continuer à accepter la discipline organisationnelle du P.O.C. Loin de désagréger ce parti, le S.I. a fait tout son possible pour épulser toutes les possibilités afin de maintenir un modus vivendi avec la section italienne. Au congrès du Parti, qui a son tour n'a pas été préparé par une véritable discussion politique (et dont le caractère déshonorant pour notre mouvement est indiqué autant par le contenu des Bulletins Intérieurs qui le précédèrent que par les formes organisationnelles qui le constituèrent : blocage des mandats dans chaque région sur un seul délégué donnant un Congrès avec 7 ou 8 personnes qui ont droit de vote) le délégué du S.I. déclarait clai-rement que, sur la base d'une ligne politique fondamentalement hostile à celle de la IV° Internationale, le P.O.C. ne pourrait se maintenir à la longue à l'inférieur de l'Internationale. S'appuyant sur la résolution du C.E.I. de septembre 1947 qui avait appelé le P.O.C. à déclarer clairement ce qu'il entendait par son adhésion à l'Inter-nationale, il demanda au Congrès de voter une résolution réaffirmant cotte affiliation et affirmant en même temps qu'il accepterait immédiatement la discipline politique et organisationnelle de ses organismes dirigeants, en gardant tous ses droits de défendre ses positions politiques particulières à l'intérieur de l'Internationale.

Le délégué du S.I. pouvait défendre cette position avec d'autant plus d'autorité que le C.E.I., qui avait précédé de quelques semaines le Congrès du P.O.C., avait voté une résolution politique condamnant la politique du P.O.C. comme non-lénifiste et avait appelé tous les membres de ce parti à suivre l'orientation vers le fravail de regroupement entamé par le S.I., travall que Mangano non seulement avait refusé d'entreprendre mais qu'il essayait encore d'interd're en proclamant que tout membre du P.O.C. qui s'inscrireit dans un autre parti seralt immédiatement exclu.

#### LES METHODES ORGANISATIONNELLES DE MANGANO

Au Congrès du parti de novembre 1947, Mangano appela tous les délé-gués à voter la résolution présentée conjointement par la minorité du parti et le S.I. et s'engagea encore une fois solennellement à appliquer en public la ligne politique de l'Internationale en Italie. Le délégué du S.I. lui demanda alors s'il se sentait capable politiquement et moralement de défendre cette ligne avec laquelle il n'était pas d'ac-cord. Il ajoutait que la direction de l'Internationale ne voulait forcer personne à agir contre sa conscience et que, dans ce sens, il laisserait à la majorité du parli le soin de déterminer si oui ou non un remplacement de di-rection devait s'effectuer sur la base de la résolution votée. Mangano accepta alors explicitement la tache d'appliquer lui-même, à la direction du P.O.C., la politique de l'Internationale.

Il a suffi cependant de quelques semaines d'expérience pour montrer qu'a-près le Congrès de novembre 1947, le journil « IV Internazionale » continuait à défendre la même politique incohé-rente de la Fédération des Pouilles qu'il avait défendue auparavant. Le S.I. envoyait alors une lettre ouverte de pro-testation au Comité Central et à tous les membres du P.O.C., lettre ouverle dans laquelle il faisait la somme de toute

l'expérience politique désastreuse de la section italienne et dans laquelle il avertissait ouvertement la direction du parti qu'il n'allait plus tolérer en Italie une situation dans laquelle la politique trotskyste resterait inconnue des ou-vriers italiens. Cette lettre ouverte résume exactement l'ensemble des divergences programmaliques existant entre l'Internationale et Mangano. Mais Mangano ne se limita pas à briser de la façon la plus cynique les accords con-clus avec l'Internationale et les résolutions solennellement votées au Congrès. Il n'hésita pas à déclarer ouvertement à la réun on du Comité Central de février 1948 que, dans sa lutte contre la direction de l'Internationale, tous les moyens étaient bons et qu'il avait tout s)mplement fait voter la résolution indiquée plus haut au Congrès, pour induire en erreur le S.I. Il fit plus. Sabotant ouvertement le travail de regroupement entrepris par les soins du S.I. en Italie, il publia une série d'articles dans le journal « IV° Internazionale » qui ne peuvent être autrement interprétés que comme de véritables provocations. C'est seulement grâce au fait que son journal ne circule pratiquement pas en dehors des membres et des sympathisants de son parti que de gra-ves difficultés ont pu être évitées.

INTERNATIONALE

#### CONCLUSION

L'expérience fait avec le P.O.C. durant les quatre années depuis sa fondation sont maintenant concluantes pour toute l'internationale. Il s'agit d'une organisation hybride dont le noyau essen-tiel, composé par la Fédération des Pouilles, suit une politique organiquement différente de celle du bolchevisme léninisme. Tous les efforts de conciliation organisationnelle tendant à maintenir ce noyau à l'intérieur de la discipline politique de l'Internationale ont

Dans ces conditions, le Congrès Mon-

dial a le choix : ou bien tirer les conclusions organisationnelles de cette situation et déclarer au mouvement qu'il n'y a pas aujourd'hui en Italie un parti de la IV. Internationale, ce qui ouvre les possibilités d'entamer un travail qui permettra à une partie de l'avant-garde ouvrière italienne d'assimiler le vrai programme de l'Internationale; ou bien maintenir l'équivoque, ce qui signifiera en pratique, la sser le prolétariat italien dans l'ignorance complète.

Pour nous le choix est fait.

## RÉSOLUTION SUR LE P.O.C. D'ITALIE

1. — Le Parti Ouvrier Communiste, l'actuelle section de la IV Internatio-nale en Italie, a été constitué par la fusion de la Fédération des Pouilles dirigée par Mangano, et d'un groupe de camarades trotskystes sous la direction de Bartolomeo. Ce fut une fusion sans principes, sur une base purement orga-nisationnelle. réalisée sans qu'aucune discussion préalable n'ait fixé une plateforme commune. C'est cette équivoque originelle qui a pesé lourdement sur le Parti depuis sa formation et qui l'a maintenu dans un état permanent de erise. Cette crise a été caractérisée par une hosfilité ouverte et toujours plus accentuée entre les deux groupes dont

la fusion n'avait eu qu'un caractère formel.

Cette hostilité a provoqué une lutte fractionnelle qui s'est terminée par la mainmise de la Fédération des Pouilles, sur la direction du P.O.C. Depuis ce moment la politique suivie par le P.O.C. s'est trouvée en opposition fondamentale avec la politique de l'Internationale.

2. - Les divergences de principe. a) La direction actuelle du PO.C considère que seuls les deux premiers Congrès de l'I.C. sont valables pour la IV. Internationale ( « IV Internazionale » 5-10-47 : « La dégénérescence de la IIIº Internationale a malheureusement com-

mencé immédiatement après le 2° Congrès ; en conséquence, seuls les deux premiers Congrès sont valables comme expérience pour la IVe Internationale »). A cette prise de position s'ajoute le rejet des thèses léninistes sur les questions nationales et sur les questions coloniales.

b) La direction actuelle du P.O.C. considère les partis traditionnels de la classe ouvrière comme des partis de gauche de la bourgeoisle (Sinistra borghese) : « Les forces de droite et celles soi-disant de gauche ne sont pas antagonistes ; toutes deux visent, bien qu'avec une méthode différente, à une même fonction objective, celle de restaurer la société bourgeoise.. » (Schéma de Thèse - B.I. du S.I., Nº 17).

c) La direction actuelle du P.O.C. considère l'U.R.S.S. comme un Etat impérialiste au même titre que les Etats-Unis (« IVº Internazionale 15-6-47 : " ...et la position de la classe ouvrière ne peut pas être confondue avec la position impérialiste de Truman ou de Stal.ne... ». La lutte « sourde » entre l'impérialisme anglo-saxon et l'impéria-

lisme russe ... ») d) La direction actuelle du P.O.C. caractérise d'une façon tout à fait fantaisisle la période actuelle : « L'économie de chaque pays — aussi bien vain-queur que vaincu — est dans un élat d'attente. L'état d'attente n'est pas le prélude à la crise révolutionnaire. L'attente en ce cas précède le prélude. Le développement de la conscience de classe s'effectuera paralèllement au passage de l'économie de guerre à l'économie de pa.x ». (Thèses du P.O.C. - B.I. du S.I. Nº 17).

C'est l'accumulation de ces divergences qui, en prenant la forme d'un programme différent, rend la politique du P.O.C. incompatible avec celle de l'Internationale.

#### 3. - Les divergences politiques,

La direction actuelle du P.O.C. a été La direction actuelle du P.O.C. a été incapable d'appliquer même ses propres principes généraux dans l'action concrète, de les définir en un programme d'action pour le parti, et dans une analyse concrète de l'évolution de la situation. Bien qu'il soit difficile dans ces conditions de faire une critique d'accemble de la relitération de la condition d'ensemble de la politique quotidienne du P.O.C. avec la même clarté avec la-quelle on peut définir les divergences de principes, on peut résumer dans les points suivants les divergences polltiques :

a) La direction actuelle du P.O.C. repousse dans son ensemble la conception du Programme de Transition pour le remplacer par une combinaison de revendications immédiales et d'affirmations de principes généraux utilisés comme mots d'ordre d'agitation (Titre de « IV Internazionale », 16-7-47. « Aux plans de Marshall et de Molotov, le prolétariat mondial doit opposer le Plan Marx : La révolution sociale ! »).

h) La direction actuelle du P.O.C.

caricature les quelques mots d'ordre du Programme de Transition qu'elle re-prend de temps en temps, en les lancant d'une manière abstraite et aventuriste sans que ces mots d'ordre répondent à des exigences spécifiques d'un moment donné, ou sans qu'ils soient liés d'une façon logique à la ligne gé-nérale de la propagande développée par le parti (Manchette de « IV Internazionale », 1-9-47 : « Pour résoudre la crise de la hausse des prix, les palliatifs adoptés par le gouvernement et les proteslations platoniques de la C.G.I.L. ne servent à rien : la grève générale est nécessaire »)

c) La direction actuelle du P.O.C. considère que la politique mondiale est aujourd'hui entièrement et exclusivement dominée par la contradiction entre deux impérialismes : russe et yan-kee. Toute lutte ou conflit social est une conséquence directe de ce conflit central, dans lequel les ouvriers n'ont aucun inférêt (« IV Internazionale », 16-7-47 : « Pendant que, d'une part, l'Amérique aide le gouvernement Maxi-mos, les gouvernements staliniens d'Albanie, de Yougoslavie et de Bulgarie aldent les parlisans. Ainsi les travailleurs grees s'épuisent dans une lutte qui est marquée par la lutte sans pitié entre les Russes et les Anglo-Saxons »).

d) La direction actuelle du P.O.C. suit une politique aventuriste et sans principes sur le plan syndical. Tout en se déclarant parlisan de l'unité syndi-cale, elle a créé à Foggia un « Soviet » qui fait pratiquement double emploi avec les organisations syndicales locales de la C.G.I.L (syndicats uniques italiens)

e) La direction actuelle du P.O.C. a une attitude sectaire sur la question du Front Unique et de l'unité d'action. Elle estime que l'unité d'action se réalise uniquement dans les syndicats et elle se refuse notamment à appeler à la constitution d'un Fornt Unique pour la lutte. physique contre le fasoisme, pour la défense des libertés ouvrières, etc... (Thèses du P.O.C., B.I. du S.I. Nº 17: « La tactique du Front Unique et des Fronts Populaires (!) telle qu'elle fut déterminée au 3° Congrès de la III° In-ternationale doit être considérée comme contre-révolutionnaire ... ").

f) La direction actuelle du P.O.C. a une position sectaire sur les mols d'ordre démocratiques et s'est refusée à lancer le mot d'ordre de la République contre la monarchie (« IV Internazionale », 15-6-47 : « Les travailleurs savent qu'en régime capitaliste la République vaut la monarchie... et que... seule la révolution sociale... ». Et, à seule la révolution sociale... ». Et, à propos de la révocation du Préfet miianais Troilo, ce qui avait provoqué une émeute ouvrière à Milan : « Évidemment les ouvriers milanais, ou mieux de la province de Milan, croient qu'un préfet peut être meilleur qu'un autre préfet, et qu'il peut y avoir des préfets qui ne soient pas au service du gouvernement ... »)

g) La direction actuelle du P.O.C. n'a aucune politique sur la question agraire - malgre son influence dans une région essentiellement agricole sur la question des soldats, sur la question des jeunes, etc...

#### 4. - Les divergences de principe organisationnelles.

Les divergences de principe entre la direction actuelle du P.O.C. et l'Inter-nationale ne se limitent nullement au domaine programmatique et politique, mais s'étendent aussi aux principes or-

ganisationnels.

a) La direction actuelle du P.O.C. oppose au centralisme démocratique le « centralisme révolutionnaire », frère jumeau du « centralisme organique » des bordiguistes. Il consiste pratique-ment dans la négation du droit des tendances organisées dans le parti et donne en fait à la direction un pouvoir absolu sur l'ensemble des militants (B.I. du P.O.C., Nº 7 : « Dans tous les partis il est permis de discuter, de créer des fractions, d'être indiscipliné; dans les partis révolutionnaires ce qui compte c'est la volonté de la majorité du Parti au moyen du centralisme ré-volutionnaire exercé par les chefs... Permettre à des militants de faire le jeu des tendances, de créer des fractions organisées, en somme de créer des " compartiments étanches » dans le parti en vertu d'une conception démocratique vide et fausse, cela signifie trahir les intérêts du prolétariat »). Cependant dans ses relations avec le S.I. la direction actuelle du P.O.C. réolame au contraire pour elle-même la plus grande autonomie (Voir lettres du B.P. du P.O.C. au B.I., B.I. du S.I. No 17, justifiant ce qu'écrivait Trotsky dans le Programme de Transition : « Ils (les sectaires) vivent dans un état d'irritation continuelle, se plaignant sans cesse du « régime » et des « méthodes » et se livrant aux petites intrigues. Dans leur propre milieu ils exercent d'ordinaire un régime de despotisme ».

b) La direction actuelle du P.O.C. s'inspire du slogan : « Tous les moyens sont bons ». Elle applique ce principe sont bons ». Elle applique ce principe aussi bien dans ses relations avec ses militants, qu'avec la direction et la majorité de l'Internationale. C'est ainsi qu'après avoir voté au Congrès du P. O.C. une résolution qui l'engageait à défente de le sont avec le principe. défendre dans son journal la politique de l'Internationale, elle n'a pas applique dans les faits cette résolution. Au C.C. suivant, en présence d'un délégué du S.I., le camarade Mangano s'est jusdifié en déclarant que « tous les moyens sons bons » pour rester momentanément dans l'Internationale.

c) La direction actuelle du P.O.C. utilise cette même « tactique » envers les masses ouvrières. C'est ainsi qu'a-près avoir engagé un grand nombre de sections sur la voie de la préparation à la participation du P.O.C. aux élections italiennes, et après avoir dû y renoncer par suite de moyens matériels insuffisants, elle a présenté cette

« abstention forcée » comme une abstention politique », parlant dans son journal de « carnaval électoral » à propos de ces mêmes élections. (\* IV internazionale », 10-3-48 : « Nous nous désintéressons de la lutte électo-rale... Le 18 avril les électeurs seront appelés à voter pour la guerre, pour le troisième conflit mondial, et auront seulement le droit d'établir s'ils combattront avec l'impérialisme américain ou avec l'impérialisme russe »).

#### 5. - La situation italienne et l'importance du travail en Italie.

Depuis la « libération » l'Italie s'est présentée comme le terrain le plus favorable pour le développement d'une politique et d'un mouvement troiskyste. Elle a été le laboratoire de toute une série d'expériences de la classe ouvrière et de son avant-garde. En Italie les mots d'ordre de l'échelle mobile des salaires. du blocage des licenciements et du con-trôle ouvrier ont été assimilés par des centaines de milliers de travailleurs. La situation particulière du pays, avec ses millions de chômeurs et la crise très profonde de la structure économique capitaliste, se prêtait pour un mouve-ment trotskyste à une propagande sys-tématique en faveur du Programme de Transition.

Du point de vue politique, il existe en Italie une fermentation idéologique trsè importante. La mainmise du stali-nisme sur la classe ouvrière est loin d'êlre apsolue, et le prolétariat des villes et des campagnes ne suit pas aveuglément les tournants « tactiques » du P.C. D'autre part, le P.S.I., parti socialiste majoritaire de Nenni, par sa tradition maximaliste ,est encore lié à la classe ouvrière et pouvait par la même offir des possibilités de travail pour une minorité révolutionnaire.

C'est ainsi qu'on a assisté au cours des années passées à la constitution de divers courants d'opposition à l'intérieur des partis traditionnels ou en dehors de ceux-ci. Si ces courants ne se hors de ceux-ci. Si ces courants ne se sont pas cristallisés, cela est da en grande partie au fait que la section de la IV° Internationale, de par ses positions politiques, était complètement absente des luttes ouvrières et en particulier de la fermentation idéologique qui avait lieu dans l'avant-garde ouvrière.

Beaucoup de camarades détachés des partis traitres se trouvent encore aujourd'hui en dehors de ceux-ci et le problème de leur regroupement autour du programme de la IV. Internationale est à l'ordre du jour.

Pendant une période de plus de deux ans, le Comité Exécutif International et le S.I. se sont efforcés, par une discussion démocratique, de convaincre la direction du P.O.C. du caractère erroné de sa politique et se sont rigoureusement abstenus de toute intervention organisationnelle, malgré les demandes expresses de la minorité du P.O.C., par-tisan du programme de l'Internationale. A présent, il est d'une importance vitale

pour l'Internationale d'orienter tous ses efforts pour tenter de regrouper autour de son programme politique et de ses positions idéologiques les éléments qui ont rompu avec les organisations traditionnelles.

6. - Travail de regroupement révolutionnaire.

La direction actuelle du P.O.C. ne comprend pas l'importance du travail de regroupement révolutionnaire et a préféré se retrancher dans un sectarisme stérile qui, s'il est continué, mènera à la faillite complète du trotskysme en Italie. Aujourd'hui la politique du P.O.C. est un obstacle à toute tentative sérieuse de consiliuer un parli résérieuse de constituer un parti ré-volutionnaire en Italie, par le discrédit qu'elle jette sur le troskysme en géné-ral et, par l'attitude négative et abstentionniste qu'elle prend devant le problème du regroupement en particulier (ciroulaire menacant d'exclusion tout camarade qui tenterait d'orienter son activi-té en cette direction).

Les bases de ce travail ont élé posées cependant par le S.I. avec l'aide de la minorité bolchevik-léniniste du parti. Des progrès importants ont été réalisés et les premiers pas sur cette vole seront concrétisés par la publica-tion d'une revue trotskyste autour de laquelle devront se rassembler les camarades décidés à défendre les principes fondamentaux et la politique de la IV. Internationale.

7. - Conclusions : Le Congrès Mondial:

Décide de tirer les conclusions organisationnelles de l'état de fait existant actuellement en Italie tel qu'indiqué ci-

Déclare que le parti qui s'appelle Parti Ouvrier Communiste n'est plus la section italienne de la IV° Internatio-nale et que celle-ci reste à construire,

Appelle tous les camarades du P.O.C. à se rassembler autour de la revue qui doit être publiée prochainement, en vue de construire une véritable organisation trotskyste en Italie,

Indique cependant aux autres membres du P.O.C. que s'ils désirent maintenir des rapports avec la IV<sup>o</sup> Internationale ,ils peuvent demander le titre d'organisation sympathisante de la IV<sup>o</sup> Internationale qui leur sera accordé par un C.E.I. après une période d'essai de six mois à condition qu'ils appliquent six mois, à condition qu'ils appliquent les décisions politiques et organisationnelles du Congrès Mondial. Dans ces conditions ils auront le droit de remet-tre en question la désaffiliation devant un C.E.I. ultérieur,

Charge le S.I. de continuer sous sa responsabilité directe le travail de regroupement révolutionnaire en Italie, dont la tache lui avait été confiée par le C.E.I. d'octobre 1947.

## Le Workers Party des Etats-Unis et la IV° Internationale

Quand, en 1940, l'opposition petite bourgeoise dans le S.W.P. se constitua en organisation indépendante (W.P.), elle scissionna non seulement avec le S.W.P. mais aussi avec la IVe Inter-nationale même. C'était inévitable, non seulement parce que le S.W.P. était à l'époque la section de la IVe Internationale aux Etats-Unis, mais aussi et surtout parce que les divergences poli-tiques et organisationnelles qui se trouvalent à la base de la scission étaient fondamentales du point de vue des conceptions politiques et organisation-nelles de la IV Internationale. En d'autres termes, c'était une scission principielle, bien qu'elle se produisit d'une manière non principielle.

Les scissions (plus encore que les luites de fractions) ont leur propre lo-gique et leur propre inertie. De même qu'une scission sans principe qui persiste engendre des différences princi-pielles pour la perpétuer, de même une scission de principe qui persiste ne peut se terminer que par l'opposition de pro-gramme à programme dans chaque domaine de la politique et dans la lutte de classe. C'est précisément ce qui

advint dans le cas du W.P.

Au cours même du développement de la lutte fractionnelle qui précéda la scission dans le S.W.P., il s'avéra que cette luble ne tournait pas autour de la pauvre conception du « conservatisme bureaucratique », mais autour de ques-tions plus substantielles relatives à la nature du parti prolétarien et des principes fondamentaux d'où découle son programme. En exigeant que lui soit donné, comme tendance minoritaire dans le parti, le droit de se présenter devant les masses avec ses propres conceptions programmatiques et politiques, et avec ses propositions, la fraction minoritaire contesta en fait la conception du cen-dralisme démocratique à sa racine même et chercha à lui substituer une conception d'organisation abandonnant tout centralisme en faveur d'une espèce de démocratie anarchiste pelite bourgeoise. Par son attitude envers la philosophie marxiste et la conception marxiste de l'Etat, elle s'attaqua de la même façon

a la racine même de la méthode marxiste. Il était ainsi déjà visible avant la scission que la fraction minoritaire ne représentait rien d'autre qu'un courant petit bourgeois au sein du S.W.P.

Ceux qui sortent du parti prolétarien ne font pas qu'abandonner leurs camarades, ils pénètrent également dans un milieu étranger différent. Le parti prolétarien est une collectivité en développement qui, en tendami vers un objectif précis par des moyens précis, constitue également un milieu spécifique dans lequel se forment et se trempent les cadres révolutionnaires. Ains une opposition petite bourgeoise qui reste au sein du Parti a, par suite, l'occasion non seulement de se redresser politiquement, mais aussi de se prolétariser effectivement. Le parti l'aide en la protégeant contre l'influence du milieu de classe étranger dans lequel elle évolue. En sortant du Parti elle se place ainsi à l'entière merci des influences de classe étrangères.

Il en fut ainsi de l'opposition petite bourgeoise lorsqu'elle quitta le S.W.P. et la IV. Et bien qu'elle ait pu avoir le désir subjectif de rester sur le terrain du mouvement révolutionnaire prolétarien, la pression accrue de l'influence bourgeoise résultant d'une guerre impérialiste - qui ne fut ni interrompue ni suivie par une révolution victorieuse — a tendu constamment à placer le W.P. hors du terrain sur lequel il cherchait à se maintenir et en direction, sinon totalement, du terrain de classe étranger. Telle est la signification par exemple de sa théorie du collec-tivisme bureaucratique, de ses vues sur la soi-disante question nationale et en vérité de toule sa perspective pessi-miste en ce qui concerne la révolution prolétarienne (théorie de la rétrogression). Car toutes ces positions théoriques et en particulier les actions pratique qui en résultent pendant la guerre comme pendant la paix, ne cons-tituent rien d'autre qu'une capitulation à la pression bourgeoise dans le sens d'une adaptation au programme bour-

C'est précisément en ce sens que le programme actuel eu W.P. peut être caractérisé comme petit bourgeois et revisionniste; car le revisionnisme est le programme de l'adaplation du prolétariat à la bourgeoisie; et le petit bourgeois qui, soit individuellement, soit organisé dans un groupement, ne parvient pas organiquement à assimiler le programme du mouvement révolutionnaire prolétarien et à s'intégrer dans celui-ci, devient le mécanisme de transmission de l'influence bourgeoise dans le mouvement prolétarien malgré tout désir subjectif contraire. Le W.P. est devenu le porte-drapeau CONSEQUENT du revisionnisme petit-bourgeois.

Une scission impose au parti des obligations radicalement différentes d'une lutte fractionnelle. Dans le cas d'une lutte fractionnelle, la tâche du parli est d'assurer une arène appropriée pour dis-

cuter convenablement et décider démocratiquement des points litigieux. Mais dans le cas d'une scission, le premier devoir de chaque membre du Parti est de défendre le Parti. Le S.W.P. et avec lui l'Internationale ont parfaitement compris cette tâche. Ils ont repoussé avec succès les attaques successives que le W.P. a organisé à la fois nationalement et internationalement pendant les huit dernières années.

La première de ces attaques fut une tentative d'organiser une Internationale rivale en guise d'un Comité de la Quatrième Internationale. Car faire appel pour une IV° Internationale était en premier lieu nier la réalité et la validité de celle qui existait déjà. La tentative échoua. Le W.P. ne put trouver une seule formation de la IV° Internationale pour soutenir ce Comité en dépit de recherches mondiales par ses agents. L'attaque suivante se produisit sous la forme d'un bloc sans principe avec l'A.K. du I.K.D., avec lequel le W.P. trouva un large accord pour lutter confre la IV° Internationale à la fois sur le terrain politique et organisationnel. Ce bloc échoua tout comme le Comité précédent.

Cet effort soutenu pour faire concurrence organisationnellement à la IVe, effort qui couvrit toute la durée de la deuxième guerre impérialiste et l'aprèsguerre immédiat échoua. Le W.P. échoua également dans son effort pour s'établir comme un parti viable en opposition au S.W.P. Le reste de la période d'après-guerre a vu par suite le W.P. s'engager dans un effort soutenu pour se légitimer dans le mouvement sous la forme d'une fusion avec le S.W.P. « L'unité » avec le S.W.P. a été le mot d'ordre du W.P. depuis 1945.

Il v a lieu de souligner que cette campagne « d'unité » a été conduite dans le cadre de la confinuation d'une hostilité persistante que le W.P. a montrée, depuis son origine, à la fois en-vers le programme de la IV\* et son organisation en particulier. Cependant le fait que le W.P. rechercha « l'unité » avec le S.W.P. sans abandonner aucune de ses positions théoriques n'aurait pu en soi exclure l'unité si l'intention qu'il affirmait d'observer la d'scipline du parti comme minorité dans le S.W.P. avait pour but de construire le parti révolutionnaire sous la direction de la majorité existante. Mais ce n'était pas le cas du W.P. Sa conception de l'unité partait et part de l'idée de transformer le S.W.P. et le mouvement en une arène pour continuer la lutte fractionnelle qu'il n'avait manifestement pas pu mener avec succès de l'extérieur. En d'autres termes, il tentait et tente seulement de réaliser par rapport au S.W.P. et au mouvement une forme de tactique entriste ayant pour objet de s'emparer de l'organisation ou de la scinder à un moment opportun.

La première indication principale du sens réel de cette conception du S.W.P. se trouva dans le fait que sa première \* campagne d'unité » s'avéra n'être rien d'autre qu'un effort pour se lier à une fraction minoritaire du S.W.P. La défense du S.W.P. contre cette tentative triompha, bien qu'elle comporta la scission de la fraction Goldman.

sion de la fraction Goldman.

L'autre indication principale du sens de l' « unité » pour le W.P. fut donnée au cours des négociations d'unité initiées par Smith en février 1947. Le W.P. prétendit être prêt à accepter la discipline en cas de fusion avec le S.W.P. C'est sur cette base qu'il en reprit d'accepter par avance les déc.sions du

Congrès Exceptionnel.

La déclaration commune du S.W.P. et du W.P. engageant les deux organisation à l'unité fut donc signée en février 1947. Cependant il s'ensuivit non un rapprochement croissant entre les deux partis, mais plutôt une exacerbation de la lutte entre eux, une situation caractérisée par une série de violations par le W.P. de l'esprit et des conditions de l'accord même qu'il avait signé. La résolution adoptée par le Plenum du W.P. de novembre 1947, répudiant explicitement la déclaration commune de février 47, n'était que l'annonce publique de la situation existant antérieurement. Le W.P. avait déjà depuis longtemps cessé d'agir de façon quelconque conformément aux termes de l'accord.

Dans la situation résultante, la tendance Johnson-Forest, tirant les conclusions nécessaires de cette expérience d'« unité», rompit avec le W.P. et rejoignit le S.W.P. Quant au S.W.P., il enregistra l'écroulement de l'« unité» au Plenum de février 48 et définit son attitude dans les termes suivants.

attitude dans les termes suivants,
« L'abandon de la route de l'unité
place les membres du W.P. devant la
voie d'un avenir revisionniste dépourvu
de perspectives ou devant celle d'un retour à la doctrine du marxisme révolutionnaire et à notre mouvement. Ceux
qui veulent bâtir un véritable parti ouvrier révolutionnaire dans le pays sur
une ligne trotskyste n'ont pas d'autre
choix que de quitter ce groupe petit
bourgeois failli et de rejoindre les rangs
du S.W.P. »

Que l'analyse de cette expérience par le S.W P. telle qu'elle est formulée par la résolution ci-dessus, est correcte a été montré d'une manière claire comme le jour par une déclaration du président du W.P. Cette déclaration était en substance qu'au cas où le mouvement, dans une nouvelle guerre entre l'Union Soviétique et une puissance impérialiste, suivrait sa politique actuelle envers l'Union Soviétique, alors malgré leur déclaration d'être prêls à accepter les décisions de la majorité, lui et ceux qui le soutiennent n'hésiteraient pas à rompre à nouveau avec le S.W.P. et avec le mouvement.

Par la déclaration ci-dessus, le représentant du W.P. reconnut non pas tant que la conception de la discipline chez le W.P. variait suivant qu'il s'agissaît de la paix ou de la guerre, mais qu'il scissionnerait à nouveau le S.W.P. en temps de guerre s'il ne pouvait s'en emparer en temps de paix au profit du programme ou de la tendance du W.P. Autrement dit, il recherchait une entrée dans le S.W.P. sans avoir une véritable leyauté envers le mouvement.

Il est donc clair, sans conteste possible, que la campagne « unitaire » du W.P. ne constitue pas un changement dans la politique du W.P. d'hostilité persistante et intransigeante envers notre programme et notre organisation, mais seulement d'un changement dans la forme d'application de cette politique. Ayant échoué dans sa lentative de frapper le mouvement de l'extérieur, le W.P. tourne ses efforts pour le capturer ou le scinder de l'intérieur.

Il est inadmissible et impossible, à tous égards, à notre mouvement de devenir la victime d'une telle politique. Bien que nous permettions les plus grandes divergences théoriques et politiques dans nos rangs, la seule base sur laquelle nous pouvons contenir ces divergences est celle d'une loyaulé parfaite envers l'organisation. Sans cela, même des divergences moindres que celles qui existent ne pourraient être contenues dans la même organisation sans nuire grandement à son activité, si ce n'est en paralysant l'ensemble de l'organisation.

Quelle est donc la tâche? Le bilan de huit années d'expérience conduit inexorablement à une conclusion. Le W.P. est à présent une formation politiquement hostile au S.W.P. et à l'Internationale, et l'impossibilité de l'unité découle avant tout de l'ampleur des divergences politiques. La tâche n'est pas l'unité avec le W.P., mais son élimination de la voie du programme du parti révolutionnaire. Que ceoi soit compris non seulement de chaque section et de chaque membre du mouvement, mais aussi de ceux qui dans le W.P. dés'rent rester loyaux envers le mouvement. Seul le S.W.P. fournit le cadre du futur développement organisé du mouvement trotskyste aux Étals-Unis.

# Organisations et publications trotskystes

AFRIQUE DU SUD.

Fourth International Organisation of South Africa, publiant Workers Voice.

#### ALLEMAGNE.

Communistes Internationalistes d'Allemagne (section allemande de la IVe Internationale), publiant Die Internationale (revue théorique), Unser Weg, der Marxist.

#### ARGENTINE.

Grupo Quarta Internacional, publiant Voz Proletaria,

Grupa Obrera Marxista, publiant Frente Proletaria.

Unione Obrera Revolucionaria, publiant El Militante.

#### AUSTRALIE.

Revolutionary Workers Party, publiant The Militant.

#### AUTRICHE.

Internationale Kommunisten Osterreichs (section autrichienne de la IVe Internationale), publiant der Spartakist.

#### BELGIQUE.

Parti Communiste Internationaliste (section belge de la IVe Internationale), publiant La Lutte Ouvrière.

Parti Ouvrier Révolutionnaire (section bolivienne de la IVe Internationale), publiant Lucha Obrera.

#### BRESIL.

Orientação Socialista.

#### BULGARIE.

Parti Communiste Internationaliste (section bulgare de la IVe Internationale).

#### CANADA.

Revolutionary Workers Party (section canadienne de la IVe Internationale), publiant Labor Challenge.

#### CHILL.

Partido Obrero Revolucionario (section chilienne de la IVe Internationale), publiant El Militante.

Ligue Communiste Internationaliste de

Chine (section chinoise de la IVe Internationale), publiant La Lutte. Drapeau Nouveau.

#### CHYPRE

Parti Communiste Internationaliste (section cypriote de la IV. Internationale), publiant Ergatis (Le Prolétaire).

Parti Ouvrier Révolutionnaire (section cubaine de la IV. Internationale).

#### DANEMARK.

Revolutionaere Kommunister, publiant Det Ny Arbejderblad. Arbejderpolitik.

Parti Communiste Révolutionnaire (publications diverses).

#### ESPAGNE.

Groupe Communiste Internationaliste (section espagnole de la IVe Internationa e), publiant Lucha de Clases.

#### ETATS-UNIS.

Socialist Workers Party, publiant The Militant (hebdomadaire), Fourth International (revue théorique mensuelle).

Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV. Internationale), publiant La Vérité.

#### GRANDE-BRETAGNE.

Revolutionary Communist Party (section anglaise de la IVe Internationale), publiant Sociali t Appeal, Workers International News, Solidaritat (en allemand).

Parti Communiste Internationaliste (section grecque de la IVe Internationale), publiant La Lutte Ouvrière.

#### HOLLANDE.

Revolutionnair Communistische Partij (section hollandaise de la IVe Internationale), publiant De Tribune.

Bolshevik-Leninist Party of India (section indienne de la IV. Internationale), publiant New Spark et plusieurs organes locaux.

#### QUATRIEME

INTERNATIONALE

#### IRLANDE.

Revolutionary Socialist Party (section irlandaise de la IVe Internationale), publiant Workers Republic.

#### ITALIE.

IVa Internationale (revue théorique).

#### MEXIQUE.

Section mexicaine de la IVe Internationale, publiant Lucha Obrera.

#### PALESTINE.

Ligue Révolutionnaire de Palestine (section palestinienne de la IVe Internationale), publiant Kol Hamaamad (en hébreu), At'tali'ah (en arabe).

#### PEROU.

Partido Obrero Revolucionario (section péruvienne de la IVe Internationale), publiant Revolucion.

#### SUISSE.

Marxistische Aktion Schweiz (section suisse de la IVe Internationale).

#### TCHECOSLOVAQUIE.

Communistes Internationalistes Tchèques (section tchèque de la IVe Internatio-

#### URUGUAY.

Ligua Obrera Revolucionaria (section uruguayenne de la IV. Internationale). publiant Contra la Corriente.

Bolchevik-Léniniste (section soviétique de la IVe Internationale).

Groupe Bolchevik-Léniniste (section vietnamienne de la IVº Internationale), publiant Vo San (Le prolétaire).

#### CONTRE WALL STREET ET LE KREMLIN,

POUR LE PROGRAMME DU « MANIFESTE COMMUNISTE ».

#### POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE!

(Manifeste du Deuxième Congrès de la IVe Internationale aux exploités du monde entier).

Une brochure de 40 pages

# QUATRIEME INTERNATIONALE

# REVUE THEORIQUE EDITEE PAR LE COMITE EXECUTIF DE LA IVE INTERNATIONALE

En raison du Congrès Mondial, le présent numéro est un numéro triple spécial, pour les mois de mars à mai 1948. Le prochain numéro paraîtra le 1° juillet pour juin et juillet. Notre revue paraîtra régulièrement ensuite à partir d'août chaque mois sur 40 pages environ.

Editée par le Comité Exécutif de l'Internationale, elle est assurée de la collaboration des militants de toutes les organisations de la IV°, ainsi que de ceux des organisations qui partagent le programme défendu par la IVe Internationale. Bientôt paraîtront également sous la direction de l'Internationale

- -- Une revue en langue allemande « DIE INTERNATIONALE »,
- Une revue en langue italienne « IVa INTERNATIONALE ».

## « QUATRIEME INTERNATIONALE »

Les 6 numéros 200 francs français 10 francs suisses 60 francs belges

## ABONNEMENTS ET CORRESPONDANCE :

Mlle Weill, Boîte postale 124. — Paris 15°.
Mlle Weill, B. P. 124, C. C. P. 5672-07, Paris.